

Université de Montréal

**Un pont vers le futur ou un saut vers le passé?**

Une étude sur la démodernisation au Brésil (2013-2018)

*Par*

Abel de Castro Tavares

Département d'Histoire, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention de grade de Maître ès arts (M.A.)

Option histoire recherche

Juin, 2023

© Abel de Castro Tavares, 2023

Université de Montréal

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

---

*Ce mémoire intitulé*

**Un pont vers le futur ou un saut vers le passé?**

***Une étude sur la démodernisation au Brésil (2013-2018)***

*Présenté par*

**Abel de Castro Tavares**

*A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes*

**Samir Saul**

Président-rapporteur

**Yakov Rabkin**

Directeur de recherche

**Annette Leibing**

Codirectrice

**Mark-David Mandel**

Membre du jury

## Résumé

Ce mémoire est le résultat d'une étude du document « Un pont vers le futur », une plateforme politique néolibérale mise en œuvre au Brésil après la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016. Le travail montre que les conséquences de ces politiques ont été un démantèlement systématique des institutions publiques et des politiques sociales, entraînant une dégradation et un recul de la qualité de vie de la population, désigné dans cet essai comme « démodernisation ».

Notre motivation pour la réalisation de cette étude est la prise de conscience que le processus qui a conduit à la démodernisation au Brésil présente des similitudes avec celui observé dans d'autres pays, en révélant une intentionnalité dans le processus. Outre les différences propres à chaque pays, la démodernisation suit un cheminement prédéterminé. Dans le cas du Brésil, la feuille de route qui établit les étapes à suivre pour un changement de régime politique et économique est expliquée en détail dans le plan « Un pont vers le futur ».

L'objectif de ce travail est de mieux comprendre la notion de démodernisation et de vérifier si le plan « Un pont vers le futur » peut être considéré comme un point d'inflexion qui marque le changement de cap vers un État néolibéral. Ce travail vise également à combler certaines lacunes pour une meilleure compréhension de l'histoire récente du pays entre 2013 et 2018 et à offrir une contribution aux études sur l'Amérique latine et le Brésil à la lumière de la notion de la démodernisation.

**Mots-clés** : démodernisation, modernisation, modernité, Brésil, Michel Temer, Dilma Rousseff, désinstitutionnalisation, «Un pont vers le futur », néolibéralisme, démocratie.

## Abstract

This paper examines the document *“Ponte para o futuro”* (“Bridge to the future”), a neoliberal political platform implemented in Brazil after President Dilma Rousseff was deposed in 2016. The work shows that these policies have resulted in the systematic dismantling of public institutions and social policies, leading to a deterioration and decline in the population’s quality of life, referred to in this essay as “demodernization”.

The primary motivation for conducting this study is the realization that the process that led to demodernization in Brazil has similarities with events observed in other countries, revealing an intentionality in the process. Aside from the differences specific to each country, demodernization follows a predetermined path. In Brazil’s case, the roadmap that establishes the steps to be followed to achieve a change in the political and economic regime is explained in detail in the “Bridge to the Future” plan.

The aim of this study is to gain a better understanding of the notion of demodernization, and to verify whether the “Bridge to the Future” plan can be considered an inflection point that marks the change of course towards a neoliberal state. This work also seeks to fill certain gaps to enable a better understanding of the country’s recent history between 2013 and 2018, and to offer a contribution to studies on Latin America and Brazil in the light of the notion of demodernization.

**Keywords:** demodernization, modernization, modernity, Brazil, Michel Temer, Dilma Rousseff, policy dismantling, “A bridge to the future”, neoliberalism, democracy.

# Table des matières

Résumé.....	3
Abstract .....	4
Table des matières .....	5
Liste des tableaux.....	7
Liste des figures.....	8
Liste des sigles et abréviations.....	10
Remerciements .....	13
Introduction.....	15
Problématique.....	18
Questions et objectifs de recherche .....	21
Sources et méthodologie .....	22
Défis et solutions.....	26
Les traitements des sources.....	27
Les sources historiographiques du plan PVF.....	28
Chapitre 1 — La construction de la démodernisation et le cas du Brésil .....	30
1.1 La démodernisation.....	30
1.2 La modernisation du Brésil.....	43
1.2.1 Un projet à double agenda.....	44
1.3 Considérations sur le chapitre 1.....	53
Chapitre 2 — Un pont vers le futur : analyse du document .....	56
2.1 L'émergence du plan Un pont vers le futur (PVF).....	56

2.1.1. Le développement du Brésil sous les gouvernements du Parti des travailleurs (PT) : Prologue historique .....	56
2.1.2 Après l'élection.....	64
2.2 Un Pont vers le futur en tant que document historique .....	72
2.2.3 Les critiques envers le plan PVF .....	81
2.3 L'historiographie du plan PVF .....	82
2.4 La méthode Voyant Tools pour l'analyse du plan PVF.....	94
2.3.1 — Considérations au chapitre 2.....	98
Chapitre 3 — Les réactions au plan PVF.....	103
3.1 Les propositions du plan PVF mises en œuvre par Temer .....	108
3.1.1 Changements économiques.....	108
3.1.2 Réajustement des salaires des fonctionnaires.....	110
3.1.3 Le déliement des recettes de l'Union — DRU.....	112
3.1.4 Coupes et changements dans les ministères .....	113
3.1.5 Le manque de diversité au sein du gouvernement de Temer .....	118
3.1.6 Accusations de corruption .....	120
3.1.7 Mesures provisoires (MP) .....	123
3.1.8 Modifications des règles relatives au pré-sel.....	124
3.1.9 Le Programme Science sans frontières (SSF) .....	128
3.1.10 Changements dans la programmation visuelle du gouvernement.....	130
3.2 Critique du plan PVF et de Temer .....	133
Conclusion .....	149
Références bibliographiques.....	161
Annexes .....	175

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1.</b> –	Sources journalistiques — par idéologie politique.....	24
<b>Tableau 2.</b> –	Nombre d’occurrences de mots dans le nuage du PVF.....	97

## Liste des figures

<b>Figure 1.</b> – Cunha menace Dilma (Gazeta do Povo 03/12/2015) .....	71
<b>Figure 2.</b> – « Le <i>Frente Brasil Popular</i> et le <i>Povo Sem Medo</i> appellent à une grande manifestation “Fora Temer” » .....	108
<b>Figure 3.</b> – « Nous devons rétablir l’équilibre des comptes publics, en ramenant la hausse de la dette du secteur public à un niveau soutenable. » (Temer, par Twitter : 12/05/2016 cité par DW Brasil 15/05/2016).....	115
<b>Figure 4.</b> – Le gouvernement américain tente d’expliquer son système d’intelligence à la présidente Dilma Rousseff. (BBC News-Brazil/Photo : Getty -2013) .....	126
<b>Figure 5.</b> – Une femme cuisinant sur un cuiseur à bois improvisé dans la périphérie de São Paulo. 128	
<b>Figure 6.</b> – (Lula/Rousseff -2003-2016).....	131
<b>Figure 7.</b> – (Temer 2016-2018).....	131
<b>Figure 8.</b> – Manifestations contre Temer et ses mesures économiques.....	135
<b>Figure 9.</b> – Manifestations contre Temer et le coup d’État (2016). (Photo : Wikipédia) .....	136
<b>Figure 10.</b> – Thousands of people attend the rally against the government of President Michel Temer and new direct elections in São Paulo on Sept. 4, 2016 (Photo : Cris Faga – LatinContent/Getty Images).....	137
<b>Figure 11.</b> – « Destituição de Dilma Rousseff lança o caos em São Paulo » (Correio da Manhã 01/09/2016) (Photo : Nacho Doce/Reuters, 2016).....	138
<b>Figure 12.</b> – Manifestation contre la corruption à Rio de Janeiro — Le Monde 04/12/16....	139
<b>Figure 13.</b> – People walk past a sign reading 'Out Temer' at the end of a protest against Brazil’s President Michel Temer in Sao Paulo, Brazil on 21 May 2017 © REUTERS/Nacho Doc.....	139
<b>Figure 14.</b> – Un antidisturbio frente a los protestantes de la manifestación de Brasilia – 2017 (El País 26/05/2017. Photo : Adriano Machado/Reuters). .....	140
<b>Figure 15.</b> – Demonstrators protest against Brazilian President Michel Temer along Paulista Avenue in Sao Paulo, Brazil on May 18, 2017. (Nelson Almeida/AFP/Getty Images). .....	141



<b>Figure 16.</b> – A riot police officer lies on the ground after getting hit with a brick thrown by protesters on Wednesday. (Photo: Adriano Machado/Reuters).....	141
<b>Figure 17.</b> – Protesters gather in the rain on Avenida Paulista, Sao Paulo, on Sunday 2017. (Photo:Getty Images.).....	142
<b>Figure 18.</b> – « Dehors Temer! », « Des élections maintenant! », pouvait-on lire sur les banderoles brandies par environ 100 000 manifestants, selon les organisateurs, qui remplissaient l’avenue principale de la capitale économique du pays ». (Photo : Reuters 2016).....	143
<b>Figure 19.</b> – « Des centaines de Brésiliens se sont rassemblés dimanche à Rio de Janeiro pour réclamer la démission de leur président, Michel Temer, et la tenue de nouvelles élections ». .	143
<b>Figure 20.</b> – « L’équipe d’Aquarius a manifesté sur les marches du Palais protestant contre la destitution de Dilma Rousseff »(Source : Prèmiere.fr/Photo : DR. 2016) .....	144
<b>Figure 21.</b> – Occupation du palais <i>Gustavo Capanema</i> à Rio de Janeiro (Photo : Youtube).	145
<b>Figure 22.</b> – Analogie du programme de logement populaire de la présidente Rousseff « ma maison, ma vie » avec : « mon pont, ma vie ». (Dessin : Ivan Cabral -2016).....	146
<b>Figure 23.</b> – « <i>Pinguela</i> vers le passé — Vous pouvez venir, c’est sûr » .....	147
<b>Figure 24.</b> – Images de manifestations 06/2013). (Photo: Wikipédia) .....	175
<b>Figure 25.</b> – Rousseff et Temer le jour de la cérémonie d’investiture .....	175
<b>Figure 26.</b> – La chambre des députés approuve le processus d’impeachment.....	176
<b>Figure 27.</b> – Michel Temer passant l’écharpe présidentielle à Bolsonaro. ....	177

## Liste des sigles et abréviations

BNDES : Banque nationale pour le développement économique et social

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (le bloc des pays émergents)

CIO : Comité international olympique

CSF : Science sans frontières

DIEESE : Département intersyndical des statistiques et des études socio-économiques

EBC : Entreprise brésilienne de communication

FED : Federal Reserve Systems

FHC: Fernando Henrique Cardoso (ancien président)

FMI : Fonds Monétaire International

FNDC : Forum national pour la démocratisation de la communication

FUG : Fondation Ulysses Guimarães

IEA : Institut des Études Avancées

INEEP : Institut d'études stratégiques sur le pétrole, le gaz naturel et les biocarburants

MARE : ministère de l'Administration et de la Réforme d'État

MEC : ministère de l'Éducation

MINC: ministère de la Culture

MP: Mesure provisoire

NSA : National Security Agency

NUDERG : Centre d'études des inégalités contemporaines et des relations de genre

PDRE : plan directeur pour la réforme de l'État

PIB : Produit intérieur brut

PMDB : Parti du mouvement démocratique brésilien

PPI : Programme d'investissement en partenariat

PSD : Parti social-démocrate

PSDB : Parti de la social-démocratie brésilienne

PT : Parti des travailleurs

PVF : Un pont vers le futur

SELIC - Système spécial de règlement et de garde d'actifs

STF - Cour suprême

UERJ - Université d'État de Rio de Janeiro

*À la mémoire de mes tantes bien-aimées,  
Maria de Fátima Castro et Maria das Graças de Castro,  
et des 700 000 autres morts de la COVID-19 au Brésil.*

*Em memória de minhas amadas tias  
Maria de Fátima Castro e Maria das Graças de Castro,  
e dos outros 700 000 mortos pela COVID-19 no Brasil.*

## Remerciements

Mes remerciements à l'Université de Montréal, à Faculté des Arts et Sciences, aux Études supérieures et postdoctorales, au département d'Histoire pour avoir accueilli mon projet de recherche; aux professeurs qui ont composé le jury et à mon coordinateur, le professeur émérite Yakov Rabin, pour accepter de faire la direction de recherche et les corrections.

Ce travail est d'une grande importance pour moi et l'achever représente une victoire personnelle. Ce projet porte en lui un paradoxe : s'il est peut-être l'un des plus difficiles de ma vie - à cause des conditions défavorables que j'ai dû endurer dès le début de ce projet - il a aussi été l'occasion unique à se replonger dans un passé de vie étudiante. Cela a été gratifiant, car le fait de voir de près les besoins et les aspirations des étudiants a fait de moi un meilleur enseignant et un meilleur être humain. Merci à mes collègues de m'avoir permis de vivre cette expérience, pour leur amitié et pour tout le respect qu'ils ont cultivé à mon égard. Cependant, tout ce processus n'a pas été que fleurs et ciel bleu.

Quittant mon pays à cause de la montée du fascisme et après une première session épuisante, je commence mon programme d'études exactement en même temps que la pandémie. Le facteur aggravant a été la vie dans la résidence étudiante, avec un isolement de deux ans dans un seul studio de 8.8 mètres carrés. Enfermé dans ce studio, je suivais l'avancée désastreuse de la Covid au Brésil, accumulant les deuils dans ma solitude.

Dans cette période, certaines personnes ont été fondamentales soit pour leur soutien moral et leur générosité, soit pour leur aide réelle dans la vie telle qu'elle est. Mes remerciements aux Services à la vie étudiante de l'UdeM pour le soutien; à Annie Legault et toute l'équipe de la Résidence étudiante de l'UdeM; à Alexandre Estebe et toute l'équipe de la Banque alimentaire de l'UdeM, où j'ai fait du bénévolat et aidé des gens, tout en étant aidé; à Stéphanie Cabral pour les services de traduction et de correction en anglais, l'affection et l'amitié; à Atissa Béland pour l'excellent travail de révision du français ; à Pascal Martinolli pour son ouverture et pour avoir vérifié la mise en page; à tous les employés de la Bibliothèque de Sciences humaines de l'UdeM où j'ai travaillé pendant des jours, des mois et des années; à Dominique Lord pour m'avoir

enseigné le yoga; à Neila Pontes, Izabel Quixabeira, Maria Luísa et Júlia Salles, de grandes amies qui m'ont aidé par leur générosité à dissiper le désespoir et la solitude.

Par ailleurs, je n'aurais pu réaliser ce travail sans l'aide de :

Naoual Samik, consultante au Bureau des étudiants internationaux de l'UdeM, pour son empathie sincère, son intelligence et sa lucidité à découvrir toutes les issues administratives pour trouver une sortie pour mes problèmes;

Guillaume Marceau, pour m'avoir appris à travailler dans le domaine de l'Histoire et les conseils en matière de méthodologie;

Amabilly Bonacina pour les relectures, suggestions, conseils et affection.

Toute ma gratitude à Jérôme Palmade, pour son regard singulier sur le monde et les situations, pour m'avoir enseigné les subtilités de la langue française, pour t'amitié sincère et avoir cherché à me reconforter tout au long de mon deuil et de mon confinement.

Finalement, je remercie tout particulièrement à Annette Leibing, ma codirectrice de recherche, pour m'avoir toujours encouragé, avoir cru en moi et en mon travail, m'avoir offert un soutien par le biais de bourses, de projets communs, de suggestions bibliographiques, d'interlocution, d'idées, de conseils et d'une énorme générosité. *Arrasou.*

# Introduction

C'est en 2013 qu'éclate au Brésil le conflit que l'on a appelé les Journées de juin<sup>1</sup>. Ces manifestations populaires ont marqué le début d'un processus qui a abouti à la chute du gouvernement au pouvoir depuis plus d'une décennie, qui a entraîné un tournant dans l'histoire du pays et qui a modifié sa configuration politique, sociale et économique.

Le présent mémoire a été motivé par le désir de mieux comprendre ce processus dans l'histoire récente du Brésil (2013-2018). Son titre fait référence au plan Un pont vers le futur (PVF) publié en 2015 par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB). Le PMDB<sup>2</sup> est un parti<sup>3</sup> qui s'est opposé à la dictature militaire entre 1964 et 1985<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> « Les manifestations qui ont eu lieu au Brésil, connues sous le nom de "Journées de juin", se sont caractérisées par leur amplitude, la vitesse de leur propagation et la vigueur de leur impact sur divers domaines de l'activité sociale. Contrairement aux mouvements sociaux de l'ère de la redémocratisation, les manifestations ont fait de l'action directe et de l'utilisation des réseaux sociaux des stratégies capables de permettre l'expression et la visibilité dans la sphère publique » (traduction libre). Irly Alencar F. Barreira. « Ação direta e simbologia das "jornadas de junho": notas para uma sociologia das manifestações », *Contemporânea — Revista de Sociologia da UFSCar* 4, n° 1 (2014) : 145-145. (Consulté le 30/11/22).

<sup>2</sup> « Le PMDB tire ses origines du MDB (mouvement démocratique brésilien), qui était officiellement le parti d'opposition au régime militaire de 1964 à 1985. Après une période en tant que parti de l'opposition, au cours de laquelle il a subi de nombreuses défaites qui l'ont amené à envisager sa dissolution, le MDB a réussi à augmenter sa pénétration électorale. En tant qu'unique représentant de l'opposition, il a brandi l'étendard de la redémocratisation. Et, avec la corrosion de la légitimité du régime autoritaire engendrée surtout par la crise économique et les pressions de la société civile, le MDB a obtenu plus de soutien populaire et de représentation institutionnelle ». (traduction libre). Après la redémocratisation, le MDB ajoute un « P » à sa désignation pour signifier qu'il est désormais un parti politique. LAMEIRA, Rafael Fantinel. I Seminário Internacional de Ciências Políticas – Estado e democracia em mudança no séc. XXI, UFGS, 2015: <https://www.ufrgs.br/sicp/wp-content/uploads/2015/09/Rafael-LameiraPauloPeres.pdf> (Consulté le 04/10/22).

<sup>3</sup> « Le Parti du mouvement démocratique brésilien est l'un des plus grands partis brésiliens en ce qui a trait au nombre de municipalités, de représentants au pouvoir législatif et de postes au sein des gouvernements des États. Il se caractérise par une puissante machine électorale. Malgré sa « capillarité », il présente rarement des candidats au poste de président, mais reste toujours en position centrale dans les coalitions gouvernementales ». (traduction libre). Paulo Victor Teixeira Pereira de Melo. « O PMDB e a sua manutenção no centro do jogo político: de catch all a cartel », 1 juin 2013. <https://repositorio.ufmg.br/handle/1843/BUBD-9HTH7R>. (Consulté le 04/10/22).

<sup>4</sup> « La dictature militaire brésilienne est le régime établi au Brésil le 1<sup>er</sup> avril 1964 et qui a duré jusqu'au 15 mars 1985, sous le commandement de gouvernements militaires successifs. De caractère autoritaire et nationaliste, la dictature a commencé par le coup d'État militaire qui a renversé le gouvernement de João Goulart, le président alors démocratiquement élu. Le régime prend fin avec l'arrivée de José Sarney à la présidence, marquant ainsi le début de la période connue sous le nom de Nouvelle République » (traduction libre). Folha de São Paulo. « Para 78%, regime militar de 1964 foi uma ditadura - 27/06/2020 - Poder - Folha », 27 juin 2020. <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2020/06/para-78-regime-militar-de-1964-foi-uma-ditadura.shtml>.

Après la fin de la dictature au Brésil en 1985, le parti s'est rallié à certaines ailes militaires et est devenu un parti de droite (parfois de centre droite). Il a alors mis sur pied des programmes politiques visant à bénéficier surtout aux oligarchies, aux grands propriétaires terriens et, plus tard, au Marché<sup>5</sup>. De 2003 à 2016, le pays a été gouverné par le Parti des travailleurs (PT) avec Luís Inácio Lula da Silva (le « Lula »), puis Dilma Rousseff comme présidents. On a encouragé le développement du pays en tirant profit du leadership politique de Lula. Les changements<sup>6</sup> engendrés par ce développement se sont fait sentir dans toutes les sphères de la société (infrastructures, politiques publiques, éducation, culture, etc.).

Les deux partis sont devenus alliés pendant le second mandat du président Lula (2007-2011), après que le PT eut perdu sa majorité de soutien au Congrès pendant son premier mandat en raison d'allégations de corruption dans un scandale surnommé le « *Mensalão*<sup>7</sup> ». Lorsque

---

<sup>5</sup> Nous utiliserons le terme « Marché » en majuscule pour désigner cette « entité » composée de gens d'affaires, de banquiers, de financiers, d'agents économiques et, surtout, d'opérateurs boursiers. Ce sont ces derniers qui spéculent sur le prix des actions et des titres de la dette publique, forçant ainsi les baisses boursières, la hausse du dollar et la dépréciation du real. Le Marché fait pression sur le gouvernement pour qu'il suive ses intérêts, soit de maintenir la liquidité de leurs actions et de recevoir des profits sous forme de dividendes. Luis Nassif. « Xadrez da chantagem do tal mercado, por Luis Nassif », GGN, 14 novembre 2022. <https://jornalggn.com.br/xadrez-2/xadrez-da-chantagem-do-tal-mercado-por-luis-nassif/>. (Consulté le 14/11/22).

<sup>6</sup> « Le PT s'est imposé comme promoteur du changement dans la vie des travailleurs urbains et ruraux, des militants de gauche, des intellectuels et des artistes. Il a été reconnu comme parti politique officiel le 10 février 1980 par le Tribunal supérieur électoral [...] Défenseur du socialisme démocratique, le PT a joué un rôle fondamental dans la mobilisation sociale connue sous le nom de "*Diretas Já!*" (Élections directes immédiatement!), qui réclamait des élections présidentielles directes au Brésil. Lula, Tancredo Neves, Leonel Brizola et Miguel Arraes sont quelques-uns des protagonistes de ce mouvement. Le premier président élu par le PT, Luiz Inácio Lula da Silva, a défendu la combinaison de la croissance économique, du développement durable et de l'inclusion sociale, ainsi que la distribution des revenus, l'expansion de l'emploi, la réduction de la pauvreté et la promotion de la souveraineté nationale. Avec l'élection de Dilma Rousseff, une nouvelle période politique a commencé, marquée par le dépassement du néolibéralisme et la possibilité de consolider un nouveau projet pour le Brésil, par l'approfondissement des changements initiés par le gouvernement Lula » (traduction libre). « Nossa História | Partido dos Trabalhadores » Consulté le 04/10/2022. <https://pt.org.br/nossa-historia/>.

<sup>7</sup> Le scandale a éclaté le 6 juin 2005, lorsque le député brésilien Roberto Jefferson a déclaré au journal Folha de S. Paulo que le PT avait payé plusieurs députés 30 000 réaux (environ 25 000 dollars) par mois pour voter en faveur de l'approbation de projets d'intérêt pour le PT à la Chambre des députés du Brésil. « Cronologia do Mensalão - notícias - O Estado de S. Paulo - Acervo Estadão », 18 septembre 2013. <https://acervo.estadao.com.br/noticias/acervo,cronologia-do-mensalao,9271,0.htm>. (Consulté le 30/11/2022).



Rousseff a été élue pour la première fois en 2010, le PMDB a nommé Michel Temer<sup>8</sup>, alors président de ce parti, au poste de vice-président de la République<sup>9</sup>.

En 2007, on a découvert au large des côtes brésiliennes des gisements d'hydrocarbures du « pré-sel<sup>10</sup> » s'étendant sur plus de 800 kilomètres. Cette découverte a permis des avancées dans tous les domaines financés par les redevances pétrolières. Le processus de mise en valeur de ces gisements a stimulé l'industrie pétrolière nationale, a permis de créer des universités ou d'en agrandir, a démocratisé l'éducation gratuite à tous les cycles, a favorisé l'universalité du système de santé, a soutenu la réglementation des droits du travail et a donné lieu à un projet de distribution des revenus qui a sorti des milliers de Brésiliens de la pauvreté. Ces mesures ont permis au Brésil d'être reconnu internationalement comme un leader en Amérique du Sud. Rousseff a été élue au plus fort de cette mouvance.

Cependant, la découverte du pré-sel, élevant le Brésil au rang de puissance productrice de pétrole, a attiré l'attention des multinationales pétrolières, qui ont commencé à s'y intéresser. La participation de ces entreprises a été bloquée par la politique gouvernementale du PT qui a favorisé les intérêts de la société pétrolière nationale Petrobras, en maintenant son monopole dans l'exploration, la distribution et les exportations du pétrole<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> Michel Temer est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université catholique pontificale de São Paulo, São Paulo, SP, 1974; droit, Université de São Paulo — USP, São Paulo, SP, 1959-1963. Mandats : Député fédéral — (Constituant), 1987-1991, SP, PMDB, Dt. En fonction : 16/03/1987; Député fédéral — (Congrès révisé), 1993-1995, SP, PMDB, Dt. En fonction : 01/05/1993; Député fédéral — 1995-1999, SP, PMDB, Dt. En fonction : 01/02/1995; député fédéral — 1999-2003, SP, PMDB, En fonction : 01/02/1999; député fédéral - 2003-2007, SP, PMDB, En fonction : 01/02/2003; Député fédéral — 2007-2011, SP, PMDB, En fonction : 01/02/2007. Mandats extérieurs : Vice-président de la République; Parti : MDB, Période : 2011 à 2016; Président de la République; Parti : MDB, Période : 2016 à 2018 (traduction libre). « Biografia do(a) Deputado(a) Federal MICHEL TEMER », Portal da Câmara dos Deputados (Consulté le 07/10/22). <https://www.camara.leg.br/deputados/73552/biografia> (Consulté le 07/10/22).

<sup>9</sup> Michel Temer a été élu vice-président en 2010 et réélu, en 2014, aux côtés de Rousseff. « TSE diploma Dilma Rousseff e Michel Temer presidente e vice-presidente da República », Justiça Eleitoral, 18 décembre 2014. <https://www.tse.jus.br/comunicacao/noticias/2014/Dezembro/tse-diploma-dilma-rousseff-e-michel-temer-presidente-e-vice-presidente-da-republica> (Consulté le 30/11/22).

<sup>10</sup> La découverte du pré-sel et sa pertinence pour la publication du plan PVF seront détaillées ultérieurement au chapitre 2.

<sup>11</sup> La loi n° 9.478, du 6 août 1997 prévoit la politique énergétique nationale et les activités liées au monopole pétrolier et institue le Conseil national de la politique énergétique et l'Agence nationale du pétrole, entre autres dispositions. « LEI N. 9.478, agosto de 1997 — política energética » (Consulté le 30/11/2022).

Deux autres faits importants sont survenus pendant les mandats du PT : la création du BRICS<sup>12</sup> (pendant le gouvernement Lula) et le renforcement des relations entre le Brésil et ce bloc de pays émergents (pendant le gouvernement Rousseff). Cette relation de proximité et de coopération a conféré au pays un rôle important dans d'autres régions du monde en dehors des Amériques.

Il est important de noter que si ces réalisations du PT ont favorisé les couches les plus désavantagées de la population, elles ont toutefois provoqué un certain « malaise » chez les opposants politiques orientés à droite qui auraient préféré un modèle économique privilégiant plutôt leurs intérêts.

## Problématique

Ce sont l'augmentation des tarifs des transports publics ainsi que les accusations de corruption de la part de parlementaires alliés au gouvernement et au sein de la société pétrolière publique Petrobras qui sont à l'origine des Journées de juin 2013<sup>13</sup>. Ce fût alors le début d'un mouvement qui allait mener le pays à des changements politiques et sociaux. En effet, les manifestations ayant eu lieu lors des Journées de juin 2013 ont déstabilisé le gouvernement et

---

<https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei/1997/lei-9478-6-agosto-1997-365401-publicacaooriginal-1-pl.html> (Consulté le 30/11/22).

<sup>12</sup> Groupe composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. "As a group of emerging economies, they started out as a mere Goldman Sachs investment meme a decade ago and yet went on to become one of the few beacons of the global economy during the Great Recession. They even formed an intergovernmental alliance of South-South cooperation, with an ambitious agenda in international economic institutions. What makes them particularly interesting to us, however, is that although these countries went through their impressive growth spurts in an international context dominated by neoliberal economic ideas and narratives about the dos and don'ts of development, they nevertheless reclaimed the role of the state in development far beyond the limits of the Washington Consensus framework. The BRICs have a greater degree of policy autonomy from the Washington Consensus core institutions – the World Bank and the International Monetary Fund (IMF) – than other states in the so-called 'Global South' (Woods, 2006; Pop-Eleches, 2008).Cornel Ban & Mark Blyth (2013) The BRICs and the Washington Consensus: An introduction, Review of International Political Economy, 20:2, 241-255, DOI:10.1080/09602290.2013.779374 ( Consulté le 10/10/22).

<sup>13</sup> Les journées seront mieux expliquées dans le chapitre 2 de ce mémoire. Pour une explication en passant des motifs des manifestations, ainsi que de leur appropriation par l'extrême droite et les médias, voir : Mônica Raouf El Bayeh. « Junho de 2013: E não eram mesmo só R\$ 0,20! | Centro de Política Comparada », 16 juin 2013. <https://cpc.ufes.br/conteudo/junho-de-2013-e-nao-eram-mesmo-so-r-020>. (Consulté le 30/11/22)

divisé la population. D'une part, il y avait ceux qui soutenaient le régime de Rousseff et de l'autre, ceux qui souhaitaient sa destitution. De ce dernier côté se trouvaient les fondamentalistes évangéliques, l'armée, le pouvoir judiciaire, les grands groupes médiatiques et les partis de droite, dont le PMDB, qui en 2015 a présenté le plan PVF, qui se voulait un programme gouvernemental alternatif. En 2016, incapable de résister aux pressions imposées par le parlement et les forces de droite, Rousseff est accusée d'un crime de responsabilité et subit un processus de destitution. Son vice-président lui succéda.

Le plan PVF, l'objet principal de la présente recherche, a été élaboré par le conseil d'administration de la Fondation Ulysses Guimarães<sup>14</sup> (FUG) et ne compte que 19 pages. Ce document précise toutes les mesures nécessaires à l'évolution du modèle économique et de direction politique du pays.

La FUG accorde une grande importance à la démocratie, le sénateur qui lui a donné son nom étant le « Père<sup>15</sup> » de la Constitution du citoyen, un document rédigé en 1988<sup>16</sup>. Cependant, le contenu du plan PVF va à l'encontre de<sup>17</sup> l'idée fondamentale de cette constitution qui a établi par des lois les politiques qui déterminent le soutien qu'accorde l'État aux personnes les plus vulnérables de la société :

Si nous voulons parvenir à l'équilibre des comptes publics, sans augmenter les impôts, il n'y a pas d'autre issue que de rendre au budget annuel son autonomie. [...] Pour cela,

---

<sup>14</sup>« La Fondation Ulysses Guimarães est une institution privée sans but lucratif, créée pour mettre sur pied des projets de recherche appliquée, d'endoctrinement programmatique et d'éducation politique pour le plein exercice de la démocratie, ainsi que d'autres activités directement liées à ces prémisses » (traduction libre). Bravo Interativa. « A Fundação », Fundação Ulysses Guimarães consultée 22 novembre 2022. <http://fundacaoulysses.org.br/a-fundacao/>.

<sup>15</sup> Sénateur Ulysses Guimarães (1916-1992).

<sup>16</sup> « La Constitution du citoyen, promulguée le 5 octobre 1988, est devenue le principal symbole du processus de redémocratisation nationale. Après 21 ans de régime militaire, la société brésilienne a obtenu une constitution qui garantit la liberté de pensée. Des mécanismes ont été créés pour empêcher les abus de pouvoir de l'État. L'Assemblée nationale constituante, convoquée en 1985 par le président Sarney, a travaillé pendant 20 mois. Elle a réuni 559 parlementaires (72 sénateurs et 487 députés fédéraux), et a compté sur une participation intense de la société » (traduction libre). « 30 anos da Constituinte », 5 octobre 2018. <http://www.camara.gov.br/internet/agencia/infograficos-html5/constituante/index.html> (Consulté le 17/11/22).

<sup>17</sup> L'aspect « anticonstitutionnel » du texte du plan PVF ainsi que ses contradictions seront abordés en détail lors de l'analyse de ce plan.

il faut d'abord mettre fin aux liens constitutionnels établis, comme dans le cas des dépenses de santé et d'éducation<sup>18</sup>.

La réforme budgétaire, l'adaptation du système de sécurité sociale aux changements démographiques et l'effort intégré de réduction du coût de la dette publique nous conduiront ensemble vers une trajectoire progressive d'équilibre à long terme de la situation fiscale, rendant la prévisibilité à l'environnement économique et la normalité aux activités productives<sup>19</sup>.

Après la procédure de destitution de Rousseff, les avancées sociales et économiques du Brésil subissent un revers. Les initiatives du gouvernement du président Temer touchent d'abord la culture, l'éducation, les arts, les communications puis d'autres domaines de la vie sociale<sup>20</sup>.

Dans le cadre de ce nouveau régime, soutenu par la Cour Suprême, on entame un processus rapide d'annulation de certaines lois et politiques sociales qui protégeaient les droits de la personne. Ce processus a eu pour effet d'entraîner la précarisation du travail, la désindustrialisation, la privatisation et la remise des ressources stratégiques au marché international. Les banques privées sont stimulées, les taux d'intérêt atteignent des niveaux élevés, l'inflation ronge l'économie et la faim frappe bientôt la population. Á la suite de ce processus de démantèlement des politiques sociales et de régression du mode de vie, on remarque qu'il affecte principalement les plus pauvres et qu'il bénéficie surtout aux personnes les plus riches et les plus puissantes. D'ailleurs, cette situation n'est pas sans rappeler ce qui s'est produit dans d'autres parties du monde (ancienne URSS, Grèce, Italie, Portugal, Allemagne orientale<sup>21</sup>)<sup>22</sup>. L'effondrement de la structure sociale de ces pays a entraîné une décadence des conditions de vie de la population, c'est-à-dire une démodernisation. Elle est définie, grosso modo, comme le recul de la qualité de vie d'une population à des niveaux prémodernes.

---

<sup>18</sup> *Uma ponte para o futuro*: Partido do Movimento Democrático Brasileiro, FUG, 2015, p. 9. (Traduction libre). Le document original a disparu du site de la FUG qui l'a diffusé. Une archive de ce document est désormais diffusée par le site de l'Université de São Paulo (USP) à

[https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/3359700/mod\\_resource/content/0/Brasil%20-%20Uma%20ponte%20para%20o%20futuro%20Fundação%20Ulysses%20Guimarães.pdf](https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/3359700/mod_resource/content/0/Brasil%20-%20Uma%20ponte%20para%20o%20futuro%20Fundação%20Ulysses%20Guimarães.pdf)

<sup>19</sup> *Idem*, p. 15. (Traduction libre)

<sup>20</sup> Les politiques de démantèlement des institutions seront examinées en détail dans le chapitre 3.

<sup>21</sup> Voir le documentaire : *CATASTROIKA OFFICIAL MULTILINGUAL*, (2013).

<https://www.youtube.com/watch?v=xZLOUkvtgEM> (Consulté le, 21/10/21).

<sup>22</sup> Des processus similaires et non égaux.

La démodernisation est le concept analytique clé de ce mémoire, qui s'attarde sur le cas du Brésil. Autrement dit, il s'agit du démantèlement des institutions et des politiques publiques mises en œuvre par les gouvernements du PT qui a mené au déclin de la qualité de vie de la population à un stade antérieur de son développement<sup>23</sup> et l'effritement de son tissu social à partir de 2016<sup>24</sup>.

Après une première lecture du plan PVF, on constate que, bien qu'il semble centré sur les grands problèmes du pays, il est plutôt axé sur des principes qui privilégient le Marché. Le bien-être de la population est relégué au second plan; on suppose qu'il découlera naturellement des progrès économiques et qu'il ne nécessitera pas l'intervention de l'État. Or, ce n'était pas le cas avec les macro-politiques du gouvernement antérieur.

## Questions et objectifs de recherche

Après analyse du contexte historique et du PVF, certaines questions nous ont interpellé, nous fournissant ainsi les balises nécessaires à la rédaction de ce mémoire :

- 1) De quelle façon le plan PVF a-t-il influé sur la réalité politico-sociale du Brésil?
- 2) Quels sont les macro-problèmes envisagés par cette plateforme gouvernementale? À quels segments de la population s'adresse-t-elle?
- 3) Selon quelle perspective idéologique ce plan peut-il être considéré comme un « pont vers le futur »?
- 4) Dans quelle mesure le processus de démodernisation se manifeste-t-il (ou pas) dans le plan PVF?
- 5) Finalement, quel est l'avantage d'avoir recours à la démodernisation comme instrument analytique dans un tel contexte historico-politique?

---

<sup>23</sup> Certains auteurs ne sont pas d'accord pour dire que le plan a été une régression, et parlent plutôt de modernisation de l'économie. Cette controverse sera abordée au chapitre 2 lors de l'analyse détaillée du plan PVF.

<sup>24</sup> L'utilisation du terme démodernisation sera davantage expliquée au chapitre 1, qui en présentera une définition plus précise.

Dans le cadre de ce projet, nous chercherons principalement à trouver le point d'inflexion – le moment charnière – soit ce moment singulier où l'Histoire prend une nouvelle tangente. Nous partirons du principe que le plan PVF est la clef de voûte de ce changement de cap. Ainsi, notre objectif est d'analyser le contenu du plan PVF pour y chercher les éléments qui pointent vers la démodernisation. Le concept de démodernisation analysé ici couvre les années 2013 à 2018, et accorde une attention particulière à l'année 2015, soit celle où le plan a été publié.

Notre argument principal est le suivant : le plan PVF n'a pas été rédigé uniquement pour résoudre la crise financière que traversait le gouvernement Rousseff, comme on l'a rapporté lors de sa publication. On croit plutôt qu'il s'agissait d'un stratagème élaboré par les forces politiques opposées au gouvernement afin d'imposer un agenda néolibéral au pays. En ce sens, la démodernisation qui s'est produite dans le pays serait une conséquence directe de l'application de réformes économiques néolibérales dictées dans le plan PVF.

## **Sources et méthodologie**

Les sources de recherche de ce mémoire sont principalement le plan PVF, des sources journalistiques (surtout des articles provenant des sections économiques et politiques de la presse parus entre 2013 et 2018) ainsi que des sources présentant différentes tendances politiques portant sur la publication du PVF, ses premières applications et ses conséquences.

Le choix de cette documentation a été motivé par la pertinence d'examiner comment les médias ont perçu et considéré le plan PVF en tant que début des changements substantiels dans l'économie du pays, y compris dans son tissu social. Pour faciliter l'analyse comparative du plan, nous avons choisi des quotidiens de gauche et des quotidiens de droite au sein du spectre politique. Leurs tendances politiques similaires offrent l'uniformité nécessaire au corpus pour assurer la cohérence de notre analyse.

La sélection d'un corpus journalistique donné en fonction de son alignement idéologique n'est pas le fruit du hasard. Les journaux de gauche présentent d'importants points en commun : ils condamnent le plan PVF, dénoncent la destitution de Rousseff en 2016 et la comparent à un

coup d'État, ont un discours progressiste sur le plan social, défendent les politiques sociales mises en place par le PT et dénoncent le démantèlement des institutions et le recul des droits des travailleurs, en plus d'être critiques envers le néolibéralisme.

Ces points en commun s'opposent à ceux des journaux de droite, qui défendent le plan PVF, considèrent que les problèmes sociaux du Brésil peuvent être résolus par des mesures économiques et privilégient un discours conservateur sur l'économie qui encourage les ajustements tels que les réductions de salaire et la hausse des profits versés au Marché. Mais surtout, ils critiquent le marché du travail, le modèle de sécurité sociale et les gouvernements du PT. Ces médias font également usage d'un langage plus spécialisé sur l'économie qui est destiné à un public spécifique et segmenté.

Notre corpus regroupe des articles publiés sur une période de 5 ans, soit de 2014 à 2018. Ce choix est motivé par la possibilité de rassembler des articles qui traitent de la période précédant et suivant la publication du plan PVF, de celle de sa mise en œuvre par le président Temer ainsi que de celle portant sur ses conséquences « démodernisantes » jusqu'en 2018. La différence entre le nombre d'articles qui encensent le plan (beaucoup plus faible) et ceux qui s'y opposent sera prise en compte dans notre analyse.

Le tableau ci-dessous dresse la liste des médias qui composent le corpus journalistique<sup>25</sup> du présent mémoire. Dans la première colonne figure le nom du médium, tandis que dans les deuxième et troisième colonnes figurent leur orientation idéologique. Les critères utilisés pour la classification sont ceux fournis par l'Observatoire de la presse<sup>26</sup>.

---

<sup>25</sup> Les journaux internationaux, cités dans le chapitre 3 de ce mémoire, ne sont pas classés dans ce tableau, car nous n'avons pas pu vérifier leur position idéologique. Cependant, ils sont répertoriés dans l'index des journaux utilisés en annexe. Nous expliquerons les critères de sélection de ces journaux lorsqu'ils seront cités.

<sup>26</sup> « L'Observatoire de la presse est une initiative de Projor — Institut pour le développement du journalisme — et un projet original du Laboratoire d'études avancées en journalisme (Labjor), de la Universidade Estadual de Campinas (Unicamp). Il s'agit d'un véhicule journalistique axé sur la critique des médias, qui a une présence régulière sur Internet depuis avril 1996 » [...] « Projor est une institution non partisane et pluraliste. Outre l'Observatoire, Projor se consacre également au renforcement des capacités, à la formation et à la promotion des bonnes pratiques journalistiques » [...] « Les médias sont pour la plupart produits par des entreprises privées dont les décisions répondent légitimement aux souhaits de leurs actionnaires ou de leurs représentants. Mais le produit journalistique est incontestablement un service public qui comprend des garanties et des privilèges spécifiques prévus par plusieurs articles de la Constitution, ce qui suppose des contreparties essentielles en termes de devoirs

Média	Droite	Gauche
BBC News – Brasil		
Carta Campinas		
Exame		
Folha de Londrina		
Folha de São Paulo/UOL		
Gazeta do Povo		
O Estado de São Paulo		
O Globo		
RevistaVEJA		
Brasil 247		
Brasil de Fato		
Carta Capital		
El País - Brasil		
Jornal e TV GGN		
Nexo jornal		
Rede Brasil Atual		
The Intercept-Brasil		

**Tableau 1.** – Sources journalistiques — par idéologie politique

Comme tout corpus, celui-ci a aussi ses limites. Le format de mémoire nous a empêchés d'étendre notre analyse au-delà de 2018, période lors de laquelle les effets de la démodernisation découlant du plan PVF se sont manifestés avec le plus d'évidence (soit après l'élection du président Jair Bolsonaro). Nous n'avons pas pu non plus approfondir la réflexion sur la réélection de Rousseff en 2014, ou encore la bataille juridique opposant la justice brésilienne au PT. Pour ce faire, il aurait fallu utiliser un corpus théorique et méthodologique différent. Toutefois, ces questions seront abordées de manière transversale étant donné que l'historique du plan est intrinsèquement lié à cette trame. Les notes de bas de page détaillées du présent mémoire orienteront le lecteur dans sa compréhension du contexte global.

---

et de responsabilités sociales » (traduction libre). Institucional Observatório da Imprensa: <https://www.observatoriodaimprensa.com.br/sobre/> (Consulté le 04/10/22).



On doit comprendre que les journées de 2013 sont considérées, dans ce mémoire, comme le début de la déstabilisation du gouvernement de Rousseff et de la démodernisation du Brésil. Leur description vise à familiariser le lecteur avec le contexte historique brésilien qui a précédé la publication du plan PVF.

Nous pensons que notre échantillon suffit à valider l'hypothèse sur laquelle repose ce mémoire, à savoir : le PVF est le point d'inflexion (point de tournage) entre les processus de développement et de démodernisation qui se sont produits au Brésil.

Il aurait été pertinent d'effectuer des recherches dans les archives des journaux sur place, au Brésil. Cependant, cela n'a pas été possible en raison de la pandémie. Heureusement, nous avons eu la possibilité d'effectuer des recherches en ligne sur les sites Web de certains journaux brésiliens. Nous avons en revanche dû exclure les quotidiens qui ne permettaient pas un accès ouvert à leurs archives en ligne.

Les recherches visant à constituer notre corpus théorique ont été réalisées grâce aux bases de données de l'Université de Montréal (UdeM), à l'aide des moteurs de recherche Google, Safari et Firefox, du catalogue Sophia de la bibliothèque de l'UdeM, et des moteurs de recherche avancée du Maestro sur WorldCat.org<sup>27</sup>.

Dans nos recherches, nous avons sélectionné les principaux auteurs qui ont écrit sur la démodernisation afin de mieux comprendre ce concept et de pouvoir ainsi vérifier son applicabilité (ou non). De plus, nous avons effectué des recherches sur des termes importants pour la compréhension de cette période récente de l'histoire du Brésil, soit : démodernisation, modernisation, anti-modernisation, modernité, politique, extrême droite, gauche, coup d'État, postmodernité, industrialisation, droits de la personne, démantèlement et Brésil. Les langues dans lesquelles les recherches ont été effectuées sont l'anglais, le français, l'espagnol et le portugais.

Comme notre analyse se concentre spécifiquement sur le cas du Brésil, certaines sources utilisées (hormis celles sur la démodernisation) telles que le plan PVF et les sources

---

<sup>27</sup> Il s'agit d'un catalogue de livres, d'articles et d'autres documents provenant des bibliothèques du monde entier.

journalistiques, ainsi que celles portant sur le processus de modernisation et de développement au Brésil, sont en portugais. Dans le cas des citations directes et des passages en bloc, nous avons effectué des traductions libres en français et nous avons fourni les références en notes de bas de page.

Les acronymes, les abréviations ainsi que les noms des institutions brésiliennes et des partis politiques ont aussi été traduits et ont été intégrés au sommaire. Pour permettre une visualisation rapide du contexte historique exposé dans la présente recherche, nous avons mis à disposition une chronologie des faits qui sont associés au plan PVF, les adresses électroniques du plan PVF original en portugais, des photos et des images<sup>28</sup>.

Étant donné que la recherche dans les archives au Brésil n'a pas été possible, comme nous l'avons évoqué plus haut, la rédaction de ce mémoire a été faite en suivant la chronologie des événements survenus au Brésil entre 2013 et 2018 et en consultant des journaux de l'époque pour les valider. Ensuite, nous avons effectué des comparaisons entre les dates des faits et celles des articles. Nous sommes demeurés à l'affût des nuances dans l'interprétation des différents faits par les médias écrits. Lorsque pour une nouvelle donnée il n'y avait pas de correspondance avec les médias présélectionnés (en raison de leurs lignes éditoriales), nous avons complété notre analyse avec d'autres sources<sup>29</sup>. Nous avons aussi utilisé des transcriptions d'entretiens écrits ou vidéos de politiciens et de personnalités accordés aux journaux. Cependant, nous n'avons pas réalisé nous-mêmes des entretiens de ce genre.

## **Défis et solutions**

Le plus grand défi du présent travail de recherche a été de décrire une histoire en cours tout en essayant de rendre cohérent un enchevêtrement de faits qui se suivent et s'entremêlent avec d'autres, plus anciens, et qui fait intervenir de nombreux personnages à l'idéologie politique

---

<sup>28</sup> Comme nous utiliserons certaines caricatures et images de journaux internationaux, nous indiquerons dans le dépôt final les liens des images (mais pas les images) pour des raisons de droits d'auteur.

<sup>29</sup> Voir le répertoire des sources journalistiques en annexe.

changeante au fil du temps. Pour le relever, une connaissance approfondie de l'histoire à raconter est nécessaire.

Comme nous avons une connaissance intime de l'histoire politique du Brésil, que nous sommes étroitement touchés par le processus de changement de cap du pays et que nous avons subi quotidiennement les conséquences de l'autoritarisme et de la perte de droits, comme nous avons été en mesure de constater la détérioration des conditions de vie de la population jour après jour, nous avons trouvé très difficile de choisir l'angle selon lequel nous raconterions cette histoire dans le cadre d'un mémoire de maîtrise sans sembler tendancieux. À ce stade, notre préoccupation consistait à établir une certaine « distance » entre l'historien et l'objet de la recherche, afin d'éviter de contaminer l'analyse. Dans ce travail, nous nous sommes constamment appliqués à ne pas adopter un point de vue militant.

La solution à nos préoccupations a été proposée au cours de notre Séminaire de Mémoire, lorsque nous avons présenté notre source primaire. Elle consistait à faire un découpage temporel très petit (2013-2018<sup>30</sup>) qui raconterait l'histoire à partir d'une seule source primaire qui nous permettrait de démontrer les résultats de la recherche à la lumière d'une historiographie à l'appui, en utilisant aussi les sources journalistiques disponibles à cet effet.

## Les traitements des sources

Le traitement des sources a été effectué de prime abord à l'aide d'une définition opératoire de la démodernisation<sup>31</sup>, construite au regard de certaines productions intellectuelles en histoire et en sciences sociales.

Partant de la même prémisse que celle avancée par les auteurs Cavalcanti et Venerio,<sup>32</sup> nous avons effectué une analyse des champs lexicaux présents dans notre source primaire, soit

---

<sup>30</sup> L'année 2018 est la dernière année du gouvernement de Temer et la même où nous avons quitté le Brésil pour vivre au Québec.

<sup>31</sup> À partir des critères établis dans le chapitre suivant.

<sup>32</sup> Bernardo Margulies Cavalcanti et Carlos Magno Spricigo Venerio. « Reflexões sobre a plataforma política do governo Temer », *RIL Brasília*, septembre 2017, 24. (Consulté le 01/11/2021).

le plan PVF. Le traitement des sources a été fait à l'aide du logiciel en libre accès Voyant Tools, dans le but de produire une analyse lexicographique du champ linguistique utilisé dans la rédaction de ce plan. Cette méthodologie et ce logiciel visaient à mettre en lumière la construction idéologique implicite que produit le plan PVF à l'aide d'associations entre les termes économiques et néolibéraux<sup>33</sup> qui contribuent à forger la démodernisation par le langage. Nous pouvons ainsi mieux comprendre la sémantique profonde qui finit par démonter le message officiel véhiculé par le plan PVF, soit son inclusivité. Les précisions et limites méthodologiques de la méthode Voyant tools pour notre recherche sont explicitées dans l'analyse du PVF, au chapitre 2.

## **Les sources historiographiques du plan PVF**

Dès sa mise en œuvre, le plan PVF a fait l'objet de nombreuses critiques. Au milieu de cette tempête de changements, des chercheurs brésiliens ont produit des articles autant pour tenter d'analyser l'impact négatif du PVF que pour le défendre. Ces articles ont été utilisés comme sources secondaires dans notre recherche. Leur nombre est encore peu élevé, et provient des sciences sociales et de l'éducation, du droit et de la philosophie. Des auteurs tels que Santos Pinho, (2021), Costa Jr, (2021), Andrade Oliveira, (2021), Soraya Mustafá, (2019), Gonçalves Mírian, (2019), Menezes Jr et Berzenzinski, (2021), Ferreira Ruiz et Silva Bueno, (2017) et Diogo Borgea, (2018), analysent le plan PVF à travers plusieurs théories différentes, allant de la théorie critique au monde vivant de Habermas. Ses idées sont examinées en détail dans le chapitre portant sur le plan PVF, avec citations appropriées à l'appui.

Le mémoire est divisé en trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons l'historiographie de la démodernisation et une définition opératoire de celle-ci ainsi que les avantages et les limites de cette notion. Nous abordons également la manière dont elle peut nous

---

<sup>33</sup> Budget, réduction de l'État, privatisation, etc.

aider à réfléchir à la situation du Brésil aujourd'hui. Le contexte de la modernisation au Brésil fait également l'objet d'un examen.

Le deuxième chapitre commence par un prologue historique détaillant la trame historico-politique qui a abouti au plan PVF. Il traite ensuite de la destitution de la présidente Rousseff. Dans la deuxième section, nous effectuons une analyse approfondie du PVF (genèse, morphologie, syntaxe et développement). Nous y reviendrons en détail au chapitre 2.

Enfin, le troisième chapitre traite des conséquences du plan PVF pour la société brésilienne et de leurs représentations dans les médias nationaux. Il souligne aussi l'importance des mouvements sociaux qui ont eu lieu pour affronter cette démodernisation. Le caractère transnational de celle-ci, ainsi que les réactions à la destitution de Rousseff et à la publication du PVF à l'échelle internationale seront également mis en évidence.

Nous concluons cette recherche par l'analyse de la démodernisation dans le contexte brésilien. Nous nous demanderons si le plan PVF constitue un bon exemple pour illustrer le phénomène de la démodernisation et, par la même occasion, si celui-ci permet de mieux comprendre ce plan. Les méthodes utilisées dans ce mémoire permettent de mettre en relief les contradictions internes du PVF et de conclure s'il s'agit d'un saut dans le passé ou d'un pont vers le futur.

# Chapitre 1 — La construction de la démodernisation et le cas du Brésil

La notion de démodernisation telle qu'elle est utilisée dans le présent mémoire a été construite à partir de la littérature existante sur le sujet. Plutôt que de nous consacrer à l'exégèse d'une interprétation faisant autorité, nous soulignons quelques interprétations disponibles dans la littérature spécialisée en histoire et en sciences sociales. Notre objectif n'est pas de faire une revue bibliographique exhaustive de la démodernisation ni d'affiner le concept avec des éléments épistémologiques. Nous avons plutôt choisi, dans ce chapitre, d'effectuer un survol de quelques travaux sur cette notion, en mettant en évidence la manière dont les auteurs reconnaissent le phénomène dans leurs études. Nous appelons les documents analysés ici les « grandes lignes de la démodernisation ». Le choix des auteurs a été établi d'après les critères suivants : a) l'utilisation explicite de l'expression « démodernisation » et/ou; b) la démonstration d'une affinité élective avec la démodernisation en préservant sa signification sans nécessairement s'en tenir au concept original.

## 1.1 La démodernisation

« Ce qui définit la démodernisation que nous vivons c'est autant que la désinstitutionnalisation, la désocialisation »(Touraine, 1997<sup>34</sup>)

La pierre angulaire sur laquelle reposent les études sur la démodernisation a été posée par Alain Touraine<sup>35</sup> comme une réponse à la question Pourrons-nous vivre ensemble? Le concept de démodernisation a été conçu comme un processus qui s'inscrit dans le cadre d'une théorie sociale, d'une tentative d'explication de la société à la fin du XX<sup>e</sup> siècle alors que la mondialisation

---

<sup>34</sup> Alain Touraine, *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents* (Paris : Fayard, 1997). 56.

<sup>35</sup> *Idem.*

était déjà une réalité consolidée. Touraine travaille aussi avec des concepts tels que la « désinstitutionnalisation », la « désocialisation<sup>36</sup> » et la « dépolitisation<sup>37</sup> ».

Il les considère comme des modèles explicatifs démontrant que l'individu et ses désenchantements face aux impératifs du Marché (rationalisation instrumentale) dans un tel contexte de mondialisation l'isole de sa culture et indique comment les mécanismes d'intégration sociale (par exemple, la rationalité et la normativité de l'appareil judiciaire de l'État de droit) ne répondent plus à ses attentes. À partir de ce vacuum institutionnel, la société est fragmentée et les anciennes références symboliques, telles que les expériences religieuses, ethniques et morales, remplacent les valeurs de société et de sociabilité établies à partir des Lumières et développées postérieurement pendant la modernisation des États-nations (démocratie, citoyenneté, rationalité, laïcité, etc.).

Touraine, dans son analyse, soutient que cet espace de coexistence, qui se situe entre la raison instrumentale et l'individualisme, est en crise, et que c'est seulement parce que les institutions politiques remplissent encore leur rôle d'agrégation qu'il subsiste un certain ordre dans la société<sup>38</sup>. Le Marché est devenu hégémonique dans la période qui a suivi l'intégration de

---

<sup>36</sup> « J'appelle **désocialisation** la disparition des rôles, normes et valeurs sociaux par lesquels se construisait le monde vécu. Elle est la conséquence directe de la **désinstitutionnalisation** de l'économie, de la politique et de la religion ». idem, 57 (emphases ajoutées).

<sup>37</sup> « [...] le déclin de ce que j'ai appelé l'État mobilisateur entraîne la rupture de systèmes sociaux, politiques et administratifs très ou trop fortement intégrés, ainsi que leur remplacement par une dynamique de libéralisation des échanges et des conditions de production qui est aussi un processus de désocialisation et de **dépolitisation**, d'affaiblissement des médiations politiques et des mécanismes d'intégration sociale ». idem, 42-43 (emphase ajoutée).

<sup>38</sup> Idem. Cet « ordre » préconisé par Touraine en 1997 est chaque jour plus faible à cause des développements du Web, des transformations auxquelles sont soumises les sociétés et des intérêts du capitalisme néolibéral.

l'industrie culturelle<sup>39</sup> par les sociétés<sup>40</sup>, modifiant l'équilibre préexistant entre la vie publique<sup>41</sup> et la vie privée<sup>42</sup>.

En raison de l'intensification de la mondialisation du capital<sup>43</sup>, l'individualisme a été exacerbé par une rationalité extrême, ce qui a semé la confusion parmi la population et l'a poussée à chercher du soutien dans des groupes ethniques ou religieux au détriment des relations sociales proposées et requises par le capitalisme<sup>44</sup>, c'est-à-dire les lois de l'État national.

Le retour à une tradition religieuse abandonnée, ou encore la recherche d'une religion ou d'un groupe ethnique institutionnellement bien établi, apparaissent alors comme une possibilité de répondre à ce besoin d'appartenance à un groupe et de partager un passé commun qui a du sens pour l'individu<sup>45</sup>.

---

<sup>39</sup> *Idem.*

<sup>40</sup> Pour une mise à jour de la notion d'industrie culturelle, voir : Xavier Greffe. « Retour sur les industries culturelles », *Annales des Mines — Réalités industrielles*, février 2022, n° 1 (2022) : 5-8. <https://doi.org/10.3917/rindu1.221.0005>. (consulté le 26/01/23).

<sup>41</sup> « Lorsque le terme “société de consommation de masse” a été inventé dans les années 1960 par George Katona, père fondateur de la psychologie de consommation, les marchés n'étaient pas encore mondialisés; les sphères privées et publiques de la vie n'étaient pas aussi commercialisées qu'aujourd'hui; et la société de l'information et de la communication numérique n'était pas encore née. Désormais, ce ne sont pas simplement le temps ni l'argent consacrés aux produits, aux services et au magasinage qui font une société de consommation. En effet, les valeurs et les croyances, le système économique, culturel et juridique ainsi que les institutions de ces sociétés sont surtout axés sur le soutien à la consommation ». Lucia Reisch. « Nature et culture de la consommation dans les sociétés de consommation », *L'Économie politique* 39, n° 3 (2008) : 42- 49. <https://doi.org/10.3917/leco.039.0042>. (consulté le 22/02/23).

<sup>42</sup> Pour une discussion sur les notions de public et de privé, voir : Nancy L. Schwartz. « Distinction between Public and Private Life: Marx on the Zōon Politikon », *Political Theory* 7, No. 2 (1979): 245- 66. Et Robert H. Mnookin. « The Public/Private Dichotomy: Political Disagreement and Academic Repudiation », *University of Pennsylvania Law Review* 130, No. 6 (1982) : 1429-40. <https://doi.org/10.2307/3311977>. (consulté le 16/02/23).

<sup>43</sup> Tourraine. *Op. cit.*, 1997.

<sup>44</sup> « Au cours du dernier siècle, les cultures européennes sont passées de sociétés où les personnes se définissaient elles-mêmes par ce qu'elles faisaient et par ce qu'elles produisaient à des sociétés où la consommation est le facteur essentiel pour se définir. La “priorité cachée” de la culture de consommation apprend aux consommateurs à choisir des produits et des marques qui correspondent à l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, promettent l'épanouissement, servent de pseudo-thérapie et donnent du sens à leur vie ». Reisch, « Nature et culture de la consommation dans les sociétés de consommation ». (*Op. cit.*, 2008).

<sup>45</sup> Notre travail de doctorat en anthropologie en 2014 portait sur la conversion religieuse au judaïsme. Nous avons analysé des dizaines d'entretiens menés avec des candidats brésiliens à la conversion, issus surtout du christianisme — catholique et évangélique — mais aussi avec quelques athées, dans trois communautés juives dans différentes villes du pays, de taille et d'influence variable. Nous avons analysé les raisons sous-jacentes qui les ont amenés à effectuer une conversion au judaïsme, et nous les avons catégorisés en deux grands groupes : 1) ceux qui se convertissent en raison d'un désenchantement par rapport à leur religion actuelle; et 2) ceux qui souffrent d'un malaise par rapport à leur groupe social, plus spécifiquement par rapport à leurs familles. Les raisons auto-déclarées qui ont conduit à la recherche d'une conversion étaient essentiellement au nombre de trois : 1)



La fragmentation des cultures<sup>46</sup> s'oppose à l'unité consolidée que forment le Marché et les institutions. Ce que Touraine observe, c'est la dissociation entre deux domaines, soit celui des techniques et du marché et celui des cultures. Celui de la raison instrumentale s'oppose aux mémoires collectives; autrement dit, c'est le signe dissocié du sens et la dissociation entre l'économie et la culture, entre le marché et les identités.<sup>47</sup>

Et c'est exactement cette dissociation, cette rupture, cette fissure ouverte entre les impératifs de la culture et les exigences de la rationalité instrumentale que Touraine appelle la démodernisation :

Si la modernisation fut la gestion de la dualité entre la production rationalisée et la liberté intérieure du Sujet humain par l'idée de société nationale, la **démodernisation** est définie par la rupture des liens qui unissent la liberté personnelle et l'efficacité collective.<sup>48</sup>

---

célébration d'un mariage avec un juif (une juive); 2) par foi et 3) par admiration (émerveillement) pour la culture juive et ses symboles religieux. Certains s'intéressaient au judaïsme parce qu'il représente une ascension sociale (croyance en la maxime selon laquelle les Juifs sont nécessairement riches et influents); et d'autres parce qu'ils rencontraient des difficultés financières et voulaient faire *l'alyah* — émigration à Israël — dans l'espoir de meilleures conditions de vie et de perspectives d'emploi accrues. Peu importe la raison invoquée par les candidats, nous avons constaté que la question à leur poser n'était pas simplement : « pourquoi voulez-vous vous convertir? », car la réponse évidente était : « parce que je veux être juif (juive) ». Nous avons réalisé que l'important était plutôt de leur demander « de quelle manière une conversion au judaïsme les aiderait-elle à résoudre leur désenchantement face au monde et face à eux-mêmes ». Et la conclusion à laquelle nous sommes arrivés était la perspective d'appartenir à un groupe ethnique/religieux coopératif, préchrétien — et pourtant (supposément) « moins contaminé par la modernité » — avec la possibilité de relier leur destin et leur passé à une histoire universelle de plus de 5 000 ans. Cette appartenance donnerait un sens à leur vie et y marquerait un nouveau départ, serait en quelque sorte « l'aube d'une nouvelle vie », voire une « renaissance » — peut-être moins médiocre, et avec le sentiment de faire partie d'une collectivité pour résister à l'individualisme et à la solitude du monde moderne. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : Abel de Castro Tavares. « Tavares, Abel de Castro. Conversão, judaísmo e alteridade: narrativas de pertencimento e instâncias de reconhecimento », doctoralThesis (Universidade Federal de Pernambuco, 31 janvier 2014). <https://repositorio.ufpe.br/handle/123456789/12042>. (consulté le 10/03/23)

<sup>46</sup>La fragmentation n'est qu'une stratégie visant à renforcer la mondialisation, étant donné qu'elle se déroule dans la dimension de l'espace, de l'individu et de la culture. Dans l'espace social de la mondialisation, la fragmentation est un instrument de pouvoir politique. Le philosophe Manfredo de Oliveira travaillait déjà sur la question de la fragmentation des cultures depuis 2002. Ancien étudiant de doctorat de Habermas et professeur de philosophie, il nous a enseigné dans son cours précisément la fragmentation à partir de la théorie de l'action communicative de Habermas, en plus des hypothèses de Dilthey sur l'herméneutique et de la méthode déductive de Carl Popper. Manfredo Araújo de Oliveira, *Para além da fragmentação: pressupostos e objeções da racionalidade dialética contemporânea*, Coleção Filosofia 54 (São Paulo : Ed. Loyola, 2002). (consulté : 28/06/22).

<sup>47</sup> Touraine, 1997.Op.cit.

<sup>48</sup> *Idem*, 40. (Emphase ajoutée).

La démodernisation est donc un processus<sup>49</sup>. Il faut que la société se « désinstitutionnalise », se « désocialise » et se « dépolitise<sup>50</sup> » pour « accepter » la démodernisation qui est imposée comme un arrangement du Marché pour maintenir la richesse et le pouvoir dans les mains de quelques-uns — même s'il n'y a pas de changements structurels dans l'ordre social — et le fait que des milliers de personnes vivent dans des conditions prémodernes par la réduction de l'État et l'effritement de leurs cultures.

En raison de la mondialisation les flux économiques sont devenus transnationaux, mais pas les flux des personnes. Sur le plan collectif, les séquelles de ce mouvement ont été des guerres, des morts et des camps de réfugiés pour les pauvres sur tous les continents.<sup>51</sup> Pour le sujet humain, cette déchéance provoquée par les effets secondaires de la mondialisation, a entraîné une grande solitude, un sentiment de perte de repères et de déracinement.

Cette préoccupation de Touraine concernant les effets de la démodernisation est également relevée par la philosophe Nadine Abou Zaki<sup>52</sup> lorsqu'elle lance une discussion pour savoir si, à l'ère de la « post-mondialisation », la communication est capable de répondre à notre idéal relationnel.

Abou Zaki travaille avec les notions de lieu et de corps et comprend que celles-ci ont été transformées et fragmentées par la mondialisation technologique. Elle examine comment cela touche la construction de l'identité dans cet espace qu'elle appelle la « post-mondialisation ». Elle nous explique aussi que l'espace fourni par l'Internet permet de voyager virtuellement dans des endroits éloignés, mais que le corps n'est pas présent et que cela interfère avec le concept de relation humaine tel qu'on le concevait auparavant<sup>53</sup>.

---

<sup>49</sup> *Idem.*

<sup>50</sup> Ces processus de rupture peuvent se produire simultanément.

<sup>51</sup> Arjun Appadurai, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite bibliothèque Payot; 560 (Paris : Payot, 2005). <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb399829850>. (consulté 02/07/2022).

<sup>52</sup> Nadine Abou Zaki, *Le lieu et le corps : du lieu délocalisé à la perte du corps : vers la dé-mondialisation* (Paris : Harmattan, 2010). <http://www.harmatheque.com/ebook/9782296132016>. (consulté le 15/02/23)

<sup>53</sup> *Idem.*

Ce qui est intéressant pour notre travail, c'est que l'auteure reconnaît que le déracinement et le malaise qu'elle ressent sont des effets secondaires de la mondialisation<sup>54</sup> et que dans ce sens, ils peuvent être le symbole de la décadence que la population subit à cause de l'exacerbation de la raison instrumentale et des nouvelles technologies. Elle se sent alors trahie par les promesses de la mondialisation de « nous ouvrir au monde », alors qu'en réalité elle a créé un monde vide de sens symbolique. Autrement dit, le signifiant perd sa signification :

L'aspect sensible du lieu est indissociable de son aspect spirituel. Or ce à quoi tend la fusion des mondes, que l'on appelle mondialisation, c'est à les dissocier : le lieu se vide de sa spiritualité, de son essence même, et la spiritualité est arrachée de son lieu. La dé-mondialisation [sic] est le revers de la mondialisation. Alors que celle-ci promettait de nous ouvrir au monde, elle nous a menés à la perte de tout monde, à un univers uniforme, homogène. Un monde qui a perdu son corps et son esprit, parce qu'il a perdu son lieu. La mondialisation a fait croire à l'homme qu'il est devenu le centre d'un monde qui n'a plus de centre, qui est dé-centré [sic]. Un monde qui n'est plus à tous que parce qu'il n'est plus à personne<sup>55</sup>.

Touraine nous montre que contribuer à la société en tant que travailleur, citoyen ou fils n'est plus suffisant, ni même acceptable, et suggère que si nous voulons étudier cette perspective (de démodernisation), ce constat doit être pris en compte<sup>56</sup>. Penser la vie publique comme rationalisée et la vie privée comme traditionnelle ne fonctionne plus, car la vie privée a été envahie par la culture de consommation et les institutions publiques sont empêtrées dans une profusion de demandes qui ne produisent plus un ordre rationnel<sup>57</sup>.

En même temps, chaque individu assume une identité traditionnelle, de genre ou ethnique, pour résister à ce processus d'homogénéisation. « La destruction du modèle culturel

---

<sup>54</sup>« Les peuples et les pays du monde réagissent de manière différente à la mondialisation. Son impact est plus important dans les pays riches que dans les pays pauvres, où l'on trouve des lacunes dans les domaines de la technologie de pointe, du capital et des biens à échanger. La mondialisation peut entraîner une uniformisation : les disparités alimentaires et vestimentaires s'amenuisent et les goûts musicaux se rejoignent. Mais elle peut aussi provoquer un recul, car, face à ses effets, certains groupes réagissent par des mouvements destinés à remettre l'accent sur les préoccupations locales ou nationales ». « Mondialisation | l'Encyclopédie Canadienne » (consulté le 22/022023). <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/mondialisation>.

<sup>55</sup> Nadine. Op. cit., 23-24.

<sup>56</sup> Touraine, 1997. Op. cit.

<sup>57</sup> Idem.

des Lumières, dit parfois européocentrique, est une révolution culturelle »<sup>58</sup> qui prend forme dans les pays industrialisés, en voie d'industrialisation ou en développement, par exemple en Asie ou en Amérique latine<sup>59</sup>. En outre, l'aspect le plus visible de cette révolution est la régression des conditions de vie des couches les plus pauvres, laquelle est causée par la soif de profits engendrée par le capitalisme dans sa forme néolibérale.

Cette doctrine économique prône une réduction de l'influence de l'État dans l'économie et prévoit que le Marché doit s'autoréguler. Ainsi, l'État se voit confier le rôle d'agent régulateur de ce qui relevait auparavant des droits sociaux tels que la santé, l'éducation et la sécurité publique. Le budget public partiellement privé, le Marché s'occuperait plus « efficacement » de ces secteurs. Ce sophisme a été bien soutenu et encouragé dans les années 1990 et avec l'avènement de la mondialisation, il s'est propagé aux pays périphériques, cooptant des gouvernements, des politiciens, des gens d'affaires, des dictateurs, des intellectuels et des démocrates à travers la planète<sup>60</sup>.

Bone<sup>61</sup> abonde dans le même sens et suggère que la démodernisation est causée par le développement mondial et induit par le néolibéralisme qui a déclenché un processus régressif dans les économies développées occidentales et ailleurs. Le point de vue de l'auteur est que l'époque actuelle peut être considérée comme un déclin régressif de l'ordre rationnel « moderne » — progrès et foi en l'avenir — et une augmentation significative de l'irrationalité, de la bureaucratisation excessive, de l'instabilité, de la déconstruction et de l'imprévisibilité<sup>62</sup> :

The specific argument present has been marked by a pathological distortion and derailing of the "rational project" that has unleashed an irrational demodernization; a

---

<sup>58</sup> *Idem*, 48.

<sup>59</sup> Tout en respectant les différences historiques et culturelles de ces régions.

<sup>60</sup> "Neoliberalism is a pervasive and increasingly global ideology, associated with the favoring of free market competition and private property rights, reduction or abolishment of government intervention and expenditure, and valuation of individual "freedom of choice." Erik Carlquist et Joshua Phelps. « Neoliberalism », dans *Encyclopedia of Critical Psychology*, dir. Thomas Teo (New York, NY : Springer New York, 2014), 1231- 37. [https://doi.org/10.1007/978-1-4614-5583-7\\_390](https://doi.org/10.1007/978-1-4614-5583-7_390). (consulté le 22/02/23).

<sup>61</sup> Bone, John David. 2010. « Irrational Capitalism: The Social Map, Neoliberalism and the Demodernization of the West ». *Critical Sociology* 36 (5): 717–740. (consulté le 17/06/2020).

<sup>62</sup> *Idem*.

regression in thought and social organization that has been detrimental to the vast majority of individual lives and societies as a whole. [sic]<sup>63</sup>.

Dans son approche, Bone considère que la tendance « démodernisante » est attribuable à l'incompatibilité de cette irrationalité avec les besoins humains fondamentaux, car il y a démantèlement des conditions nécessaires au bien-être personnel et collectif, ce qui mine la stabilité économique et la cohésion sociale au sein des sociétés néolibérales et, à un degré plus ou moins important, celle de toutes les nations connectées à l'économie mondiale<sup>64</sup>.

Cependant, il est important de souligner ici la note de bas de page n° 5 de l'article de Bone, qui précise la différence entre sa définition de la démodernisation et celles des sciences humaines :

The term demodernization has been employed previously by social scientists. However, its usage here is distinctive, referring to a reversal of the process described; a historical, neurologically mediated process of 'progressive' sense making, ordering and rationalization that has been the, albeit uneven, 'master trend' of human history<sup>65</sup>.

Non seulement Bone, mais d'autres auteurs utilisent la notion de démodernisation développée par Touraine mais y attribuent toute une gamme de significations. Touraine l'interprète en termes plutôt philosophiques et sociologiques. Il cherche à définir la démodernisation comme une rupture des valeurs symboliques construites au sein de la modernité française. D'autres auteurs utilisent la notion de démodernisation pour démontrer le recul de la qualité de vie, voire la paupérisation des individus dans le cadre de désindustrialisation et désinstitutionnalisation néolibérale. Ces auteurs travaillent sur la démodernisation dans la même période historique que Touraine, les années 1990. Mais ce dernier s'intéresse à l'élaboration du concept à partir de la langage<sup>66</sup>, ils appréhendent la démodernisation empiriquement, surtout dans le sort frappant de l'espace postsoviétique. La rapidité et de la

---

<sup>63</sup> *Idem*, 725.

<sup>64</sup> *Idem*.

<sup>65</sup> *Idem*, 738.

<sup>66</sup> Les considérations sur les deux paradigmes pour l'utilisation de la notion de démodernisation dans notre travail, seront discutées dans la conclusion de ce mémoire.

brutalité avec lesquelles la démodernisation envahit cet espace mettent en relief les conséquences culturelles, sociales et économiques du virage néolibéral.

Un bon exemple de travail dans cette perspective est celui du spécialiste de l'URSS Stephen Cohen (1938-2020). Désireux de dénoncer la croisade néolibérale<sup>67</sup> menée contre le bloc soviétique après la chute du régime socialiste, Cohen ne s'attache pas à analyser, expliciter ou élaborer le concept de démodernisation, contrairement à Touraine, qui s'est efforcé d'observer la démodernisation dans le cadre d'une théorie sociale, ou à Bone qui utilise une approche *neurosociologique* [sic]. Cohen utilise le concept pour décrire le phénomène de destruction des infrastructures et des politiques sociales qui étaient en place en ex-URSS. Il utilise la notion de démodernisation comme antonyme de modernisation, comme synonyme de destruction de ce qui était déjà en place<sup>68</sup> et comme un retour à des conditions de vie « pré-moderne »<sup>69</sup>.

La modernité se définit par un certain nombre de caractéristiques saillantes dont les plus importantes sont la différenciation institutionnelle et l'augmentation de la bureaucratie<sup>70</sup>. En analysant la démodernisation des religions, Hunter<sup>71</sup> constate que la modernité se caractérise par un degré de désinstitutionnalisation<sup>72</sup> sans précédent. Il montre que, en tant que mouvement « démodernisant », les religions — surtout les fondamentalistes — seraient le signe que, dans certains secteurs de la société moderne, les tensions ont atteint les limites de la tolérance, tant au niveau collectif que sociopsychologique<sup>73</sup>. La progression et la force politique des nouvelles religions ou des nouvelles orthodoxies mettent en évidence un nouvel agencement des groupes religieux qui sont désormais animés par un haut degré d'irrationalité<sup>74</sup>.

---

<sup>67</sup> Cohen, Stephen: *Failed Crusade: America and the tragedy of post-communist Russia*. Update. 2001.

<sup>68</sup> Parc industriel, institutions, modèle économique, etc.

<sup>69</sup> Cohen. *Op. cit.*

<sup>70</sup> Hunter, James Davidson. "The New Religions: Demodernization and the Protest Against Modernity". *Cults in Context*. February 6, 2018. <https://doi.org/10.4324/9780203794265-7>. (consulté le 12/10/22).

<sup>71</sup> *Idem.*

<sup>72</sup> Nous retrouvons ici le raisonnement de Touraine, lorsqu'il considère la désinstitutionnalisation comme l'un des facteurs déterminants de la démodernisation.

<sup>73</sup> Hunter. *Op. cit.*

<sup>74</sup> *Idem.*

Rabilotta, Rabkin et Saul<sup>75</sup> travaillent sur la notion de démodernisation en considérant la régression des niveaux de rationalité dans les nations modernes<sup>76</sup>. Ils observent un déclin des conditions de vie de certaines couches de la société et suggèrent que la modernisation peut ne pas être irréversible et que ne sont pas tous les pays qui peuvent choisir de se moderniser ou non<sup>77</sup>.

Une autre caractéristique de la démodernisation qui peut nous aider à mieux la comprendre est la transnationalité. Des études sur la démodernisation ont déjà été menées dans quelques pays tels que la Russie, les États-Unis, le Chili, l'Irak, l'Afghanistan, l'Iran, Israël, le Tadjikistan et l'Afrique du Sud<sup>78</sup>. Celles-ci indiquent que, quel que soit le régime politique, la rupture de l'ordre social suivie du recul des conditions de vie matérielles est un phénomène qui peut être observé partout et attirer l'attention des chercheurs.

Si la démodernisation est transnationale, est-elle aussi atemporelle? Peut-on utiliser ce terme dans un contexte antérieur à la modernisation historique? Darryl<sup>79</sup> fait référence à la notion de démodernisation en analysant « l'Extraordinaire des guerres »<sup>80</sup> — une institution

---

<sup>75</sup> Alberto Rabilotta, Yakov Rabkin, et Samir Saul. « La démodernisation en marche », *Revue internationale et stratégique* no 92, n° 4 (11 décembre 2013) : 40-50. (consulté le 02/03/23).

<sup>76</sup> En 2018, Rabkin énumère les caractéristiques d'un pays « moderne » : « développement d'une identité nationale (plutôt que tribale ou ethnique); réduction des écarts économiques; création d'une classe moyenne comme agent stabilisateur de la société; urbanisation et; amélioration des niveaux de vie au sein de la société ». (Rabkin, 2018, enregistrement vidéo pendant le lancement du livre *Demodernization: A Future in the Past*. Archive personnelle).

<sup>77</sup> « L'application des politiques néolibérales et les interventions occidentales récentes suggèrent que la modernisation n'est pas irréversible. Elle n'est pas non plus un droit que chaque pays peut prendre [sic] pour acquis. Dans l'ordre néolibéral, la modernisation est un privilège réservé à certains. Les autres risquent de faire face à une démodernisation qui fait reculer des sociétés modernes ou en voie de modernisation au capitalisme dickensien, aux conditions de vie plus primitives et précaires ainsi qu'aux modes de comportement irrationnels ». Rabilotta, Rabkin et Saul. *Op. cit.*, 50. (consulté le 02/03/23).

<sup>78</sup> Yakov M. Rabkin et Mikhail Minakov, *Demodernization: A Future in the Past* (Stuttgart, Germany: ibidem-Verlag, 2018).

<sup>79</sup> Darryl Dee. « Wartime government in Franche-Comte and the demodernization of the French state, 1704-1715 », *French Historical Studies* 30, No. 1 (WIN 2007) : 26. <https://doi.org/10.1215/00161071-2006-018>. (consulté le 01/03/23)

<sup>80</sup> «The *Extraordinaire des guerres* treasury was an offshoot of the War Ministry run as an agency by two or three venal treasurers general, increasingly in conjunction with associates and investors as the financial burdens mounted and revenue shortfalls built up. It employed around 200 officials and clerks, who often slipped the control of the treasurers general". Guy Rowlands. « 7 The Treasury of the *Extraordinaire des guerres* in the Era of the Spanish Succession », dans *The Financial Decline of a Great Power: War, Influence, and Money in Louis XIV's France*, dir. Guy Rowlands (Oxford University Press, 2012), 0. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199585076.003.0008>. (consulté le 12/10/22)

commandée par des financiers et des fonctionnaires de la cour de Louis XIV — et attribue l'échec de la gestion des finances publiques à la bureaucratie et à la corruption qui menaçaient l'effort de guerre et la stabilité de l'autorité royale. Le gouvernement français a évité la crise institutionnelle par un processus que l'auteur appelle la démodernisation<sup>81</sup> en revenant à des pratiques improvisées et expéditives de gestion des revenus et de contrôle politique semblables à celles du régime antérieur des ministres cardinaux<sup>82</sup>.

La démodernisation peut-elle favoriser la modernisation d'une société? Les auteurs Ordenov e Kleshia<sup>83</sup> ont élaboré un modèle de démodernisation d'un point de vue postmoderne, en la considérant comme une forme « hybride<sup>84</sup> » de modernisation d'une société traditionaliste qui se transforme dans un système capitaliste mondial. Selon eux, ses mécanismes tendent à se superposer à la période culturelle de notre époque<sup>85</sup>. Leur argument est le suivant : la postmodernité entraîne la possibilité d'une démodernisation dans une dimension globale parce qu'elle est basée sur la perception du monde dans des conditions relativistes d'affaiblissement des valeurs et de l'intégrité et de dilution des bases axiologiques et morales<sup>86</sup>.

Le philosophe Mikhail Minakov, dans un article pour l'ouvrage « Demodernization a Future in the past<sup>87</sup> » se concentre sur l'étude de la démodernisation dans la région de l'Europe de l'Est postsoviétique. Il suggère que la prévisibilité et les certitudes du monde moderne ont été remplacées par « the era of the terror of unpredictable history<sup>88</sup> ».

---

<sup>81</sup> Dee, Darryl, *Op. cit.*

<sup>82</sup> En religion, ecclésiastiques assumant les fonctions de cardinaux et de ministres d'un gouvernement, comme Richelieu et Mazarin « Définition de cardinaux-ministres — Dictionnaire — Encyclopædia Universalis », consulté le 28 mars 2023. <https://www.universalis.fr/dictionnaire/cardinaux-ministres/>. (consulté le 28/03/23). Pour les travaux des ministres-cardinaux sous le règne de Louis XIV, voir : A. de Boislisle. « Le Secret De La Poste : Sous Le Règne De Louis Xiv », *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France* 27, n° 2 (1890) : 229-45. (consulté le 21/11/22).

<sup>83</sup> Ordenov, Serhii S., e Hanna M. Kleshnia. 2019. «Demodernization as a hybrid form of modernization of traditionalist society in the globalized world». *Humanities & Social Sciences Reviews* 7 (4): 1241–47. <https://doi.org/10.18510/hssr.2019.74171>. (consulté le 10/10/21).

<sup>84</sup> *Idem.*

<sup>85</sup> *Idem.*

<sup>86</sup> *Idem.*

<sup>87</sup> “Demodernization in Post-Soviet Eastern Europe” in Yakov M. Rabkin et Mikhail Minakov, *Demodernization : a future in the past* (Stuttgart, Germany: ibidem-Verlag, 2018). 241-261.

<sup>88</sup> *Idem*, 241



Les changements qui ont eu lieu en Europe de l'Est lors du démembrement de l'URSS paraissent bons et, au début, la population semblait aimer le progrès et croire aux promesses de tout ce qu'il pouvait apporter en matière de développement et de qualité de vie<sup>89</sup>. Cependant, dès que l'on a constaté que l'introduction du capitalisme entraînait le déclin des conditions de vie de ces populations, la réaction a été la méfiance<sup>90</sup>. Ce déclin naît précisément lorsqu'il y a une rupture entre la culture et la raison instrumentale, et que l'État ne peut plus équilibrer ce triangle. Une fois que la fissure est ouverte, la démodernisation commence : « the new barbarism emerges exactly where the membrane of modernity was too thin <sup>91</sup>».

L'auteur suggère que le concept de démodernisation est parfaitement applicable aux anciennes sociétés soviétiques de l'Est parce qu'elles partagent une certaine propension à la démodernisation<sup>92</sup> qui serait ancrée dans *l'ethos* de la société et que l'observation et la cartographie de ces tendances sont impératives pour bien comprendre le phénomène de la démodernisation dans cette région. Il considère que ces tendances sont directement liées au modèle de modernisation qu'a connu l'URSS. Il propose alors de relativiser la modernité et il revient au concept de « modernités multiples<sup>93</sup> » :

I will argue that Eastern European societies share a tendency when modernization motivations lead to demodernizing effects. I will show that the multiple modernities situation has both temporal and spatial complexity. In some cases, such as Russian, Ukrainian, and other Eastern European societies, this complexity creates obstacles for a transition to modernized societies. These obstacles create a situation of cyclic development from modernizing attempt to a demodernizing decline, and to a crisis opening new modernizing opportunity<sup>94</sup>.

---

<sup>89</sup> *Idem*.

<sup>90</sup> "However, reality prevailed over hope, by substituting oligarchy for the freedom of enterprise, authoritarianism for political freedoms, and intrusive clericalism for spiritual quests. The dream of modernization of the early 1990s strangely led to the hastily demodernizing [sic] Eastern European world of the 2010s". *Idem*, 243.

<sup>91</sup> *Idem*, 259.

<sup>92</sup> *Idem*.

<sup>93</sup> Pour le concept de dynamique globale de la rationalisation et l'émergence de multiples modernités, voir : Matthias Koenig. « Modernités multiples et mondialisation », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 167 (20 octobre 2014) : 127-45. <https://doi.org/10.4000/assr.26158>.

<sup>94</sup> Mikhail Minakov. *Op. cit*, 243.

Alors même que la modernité soviétique entraîne une complexité spatio-temporelle particulière par rapport aux autres nations, la démodernisation doit aussi inclure certaines singularités liées précisément aux tendances à la résistance à la modernisation<sup>95</sup>. Si la modernisation à l'époque soviétique était associée à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la sécularisation, à l'éducation et à l'alphabétisation universelles, elle porte dans son sillage le germe de la démodernisation, précisément parce qu'elle produit aussi des caractéristiques des sociétés en voie de modernisation : "the emergence of a hereditary class system, lower birth rates, authoritarian industrial discipline, middle-class respectability<sup>96</sup>".

Pour observer ces tendances qui sont ancrées dans l'*ethos* de l'Est européen, la notion d'évolution cyclique<sup>97</sup> suggère des bases d'application d'une possible méthode pour analyser le phénomène de la démodernisation. Serait-il possible d'examiner le processus de déclin du Brésil entre 2013 et 2018 en nous penchant sur sa modernisation cyclique?

Au début de notre recherche sur la démodernisation, nous avons eu l'intention d'utiliser cette notion pour l'appliquer au présent mémoire. Cependant, compte tenu du fait que nous ne concentrons notre analyse que sur le plan PVF afin d'y trouver des éléments qui corroborent notre hypothèse, soit qu'il a été le « tournant » vers la démodernisation du Brésil, nous avons dû mettre de côté l'aspect de l'évolution cyclique de la modernisation brésilienne, qui a largement débouché sur cette démodernisation.

Toutefois, par souci de cohérence méthodologique, et pour favoriser la compréhension de l'histoire du Brésil, nous devons informer le lecteur de l'évolution de la modernisation du pays ainsi que de la tendance qu'il prend lorsque les éléments à l'appui du processus de modernisation conduisent plutôt à la démodernisation, afin qu'il puisse mieux suivre notre raisonnement.

Cela dit, et en gardant à l'esprit les idées d'évolution cyclique et de tendance à la démodernisation, nous ferons un petit hiatus dans ce chapitre consacré au contexte historique entourant la démodernisation, et nous aborderons quelque peu les notions de modernisation et

---

<sup>95</sup> Idem.

<sup>96</sup> Idem, 244.

<sup>97</sup> Développement cyclique.

de modernité au Brésil. Nous croyons que cela suffira pour permettre au lecteur de mieux comprendre les événements et les analyses que nous présenterons dans les chapitres suivants de ce mémoire.

À l'issue de ce survol, nous reviendrons sur les considérations finales du chapitre 1 définissant la notion de démodernisation que nous utiliserons dans ce mémoire consacré à l'étude du cas du Brésil.

## 1.2 La modernisation du Brésil

Pour travailler sur l'entièreté de l'histoire de la modernisation au Brésil, il faudrait un autre corpus historique et deux fois plus de pages que nous n'en avons de disponible dans le présent mémoire. Pour nous simplifier la tâche, nous avons donc choisi d'aborder certains points à partir d'un texte de réflexion sur les problèmes et les contradictions du processus de mise en œuvre de la modernisation au Brésil. Ce texte a été choisi pour les raisons suivantes : a) il porte sur l'histoire de la modernisation et celle de la pensée économique brésilienne; b) l'auteur est un représentant reconnu de l'intelligentsia brésilienne qui a participé à des gouvernements, qui est toujours présent dans l'environnement politique et qui a abondamment écrit sur le sujet; c) l'auteur a écrit ce texte en 1992, de sorte que ses analyses ne sont pas contaminées par la période étudiée dans ce mémoire (2013-2018).

Le texte traitant de la contradiction entre la modernisation et la modernité au Brésil est un article du professeur Raymundo Faoro (1925-2003<sup>98</sup>) issu de l'une de ses conférences intitulée

---

<sup>98</sup> « Raimundo Faoro (en portugais archaïque: « Raymundo »). Né le 27 avril 1925 et décédé le 15 mai 2003, il était historien, sociologue, politologue, juriste et écrivain. Il a été président du barreau brésilien (1977-1979) et membre de l'Académie brésilienne des lettres (ABL). Il est l'auteur du livre « Os donos do Poder » (Les propriétaires du pouvoir), dans lequel il analyse la formation socio-politique du patrimonialisme au Brésil. Ce livre l'a établi comme l'un des plus grands penseurs de la réalité brésilienne ». (Traduction libre). ABL. « Raymundo Faoro », Academia Brasileira de Letras, 20 février 2018. <https://www.academia.org.br/academicos/raymundo-faoro/biografia>. (consulté: 14/03/23).

« La question nationale : la modernisation »<sup>99</sup>, prononcée à l’Institut des études avancées (IEA<sup>100</sup>) de São Paulo le 31 mars 1992.

### 1.2.1 Un projet à double agenda

“Instead of looking for modernity, Brazil suffers with waves of modernization. Through those waves, we try to burn stages in the process of development. A new modernization buries the previous one and it cannot make the country find the right way foot development. Imposed by pseudodissidents “elits” favorable to their own interests, those modernizations keep the most part of the population distant from the elementary social benefits”.  
(Faoro, 1992<sup>101</sup>)

Comme le décrit l’épigraphe ci-dessus, Faoro nous montre que le Brésil vit des « vagues de modernisation », qui seraient des « anomalies » dans son processus de développement. Que ce soit par vagues, pics ou sauts, la modernisation au Brésil a toujours été imposée de haut en bas et toujours avec la même intention « d’intégrer le pays à la liste des pays modernes ». La modernisation au Brésil, cependant, n’a jamais été accompagnée d’un mouvement vers la modernité dans le sens de ses caractéristiques fondamentales — individualisme et universalisme — en tant qu’opération historique de libération sociale dont parle le philosophe français Vincent Citot<sup>102</sup>, par exemple.

---

<sup>99</sup> Raymundo Faoro. « A questão nacional: a modernização », *Estudos Avançados* 6 (avril 1992) : 7-22. <https://doi.org/10.1590/S0103-40141992000100002>. (consulté : 09/03/23).

<sup>100</sup> Mission de l’IEA : « réaliser, en collaboration avec des acteurs représentatifs de la société, des études sur les institutions et les politiques publiques (nationales, étatiques, municipales et même supranationales). Mener des études sur les politiques de développement de la science, de la technologie et de la culture, ainsi que sur l’utilisation sociale de la connaissance. »(Traduction libre). Marilda Gifalli. « IEA - Interdisciplinaridade, Questionamento e Políticas Públicas — Instituto de Estudos Avançados da Universidade de São Paulo », 11 avril 2013. <http://www.iea.usp.br/iea/quem-somos>. (consulté : 15/03/23).

<sup>101</sup> Le résumé d’article (original en anglais). Faoro, 1992. *Op. cit.*

<sup>102</sup> « L’individualisme sans universalisme n’est qu’enfermement en soi-même et incapacité de réfléchir et de transcender ses propres déterminismes — c’est l’individu qui ne porte plus en lui l’Humanité. L’universalisme sans individualisme est une négation de la personne humaine comme porteuse de droit et aspiration irrépessible au bonheur, donnant le champ libre à toutes les formes de totalitarisme. Conjuguant ces deux principes, la **modernité** se présente comme une prise de conscience réflexive par l’homme de sa liberté, et comme une incarnation progressive de celle-ci dans l’histoire ». Vincent Citot. « Le processus historique de la Modernité et la possibilité de la liberté (universalisme et individualisme) », *Le Philosophoire* 25, No. 2 (2005) : 35-76. <https://doi.org/10.3917/phoir.025.0035>. P.36 (Emphase ajoutée). (Consulté le 24/03/23).

L'argument de Faoro est très important lorsque l'on réfléchit à la modernisation du Brésil et, dans le cas de ce mémoire, à sa démodernisation. Qui plus est, nous remarquons qu'il a été écrit à l'occasion d'une conférence présentée à des intellectuels en 1992<sup>103</sup>, soit à un moment où le pays sortait de la période dite de « transition entre la dictature et la démocratie (1984-1989) »<sup>104</sup> et vivait sous le régime gouvernemental désastreux<sup>105</sup> de Fernando Collor de Melo<sup>106</sup>, son premier président élu en 1989 après le début du régime démocratique. Collor promettait une autre « vague de modernisation », mais il a commis les mêmes erreurs que celles qui seront signalées par Faoro dans cet article, laissant le pays appauvri et de nombreuses personnes dans la misère<sup>107</sup>.

Pour argumenter sur ces vagues de modernisation et leur inefficacité concrète, Faoro présente son point de vue sur la modernité et la modernisation pour démontrer qu'au Brésil, ces notions ne vont pas de pair et que la voie du développement pour les pays périphériques ne consiste pas à simplement copier la modernisation des métropoles, mais plutôt à tracer leur

---

<sup>103</sup> La conférence a été présentée le 31/03/1992, à l'occasion du 28<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État de 1964.

<sup>104</sup> La dictature était aussi un « projet de modernisation ».

<sup>105</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>106</sup> « Born into wealth, Collor de Mello became governor of the small state of Alagoas in 1987. Promising to promote economic growth and combat corruption and inefficiency, Collor de Mello defeated the leftist politician Luiz Inácio Lula da Silva in 1989 to become Brazil's first popularly elected president in nearly 30 years. The country's economic decline, fueled by a staggering foreign debt and hyperinflation, failed to improve. Moreover, Collor de Mello was accused of corruption, and he resigned in 1992 as his trial was about to begin. He was convicted and barred from holding public office for a period of eight years. In 2002 he ran unsuccessfully for the governorship of Alagoas. Four years later he was elected to the Brazilian Senate representing that state. In 2015 it was announced that Collor de Mello was among numerous politicians being investigated for possible involvement in the Petrobras scandal, which centered on a kickback scheme at Brazil's huge majority-state-owned oil company ». Britannica, The Editors of Encyclopaedia. "Fernando Collor de Mello". Encyclopedia Britannica, Invalid Date, <https://www.britannica.com/biography/Fernando-Collor-de-Mello>. (Consulté le 28/03/2023).

<sup>107</sup> « La libéralisation économique qui a eu lieu en Amérique latine à partir des années 1980 et surtout dans les années 1990 a été comprise comme un processus d'expansion du capitalisme du cœur vers la périphérie du système. Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, l'interprétation prédominante était que ces changements affecteraient progressivement toutes les sociétés et les feraient converger vers le même modèle d'organisation économique, guidé par le marché. Ainsi, la perspective de la « modernisation », dominante dans les années 50, a été réaffirmée d'une autre manière. Les pressions des grandes transnationales et les « réformes libérales » tendaient à incorporer tous les pays dans le même schéma institutionnel, les faisant passer de non intégrés à « superficiellement intégrés » puis à « profondément intégrés » [...]. En ce qui concerne l'Amérique latine, cette interprétation a même connu une version enthousiaste : plusieurs pays latino-américains passeraient, selon l'expression de Sebastian Edwards, « *from despair to hope* », en abandonnant les modèles de substitution des importations et les essais hétérodoxes de gestion économique en faveur d'une orientation plus favorable au marché et de politiques économiques orthodoxes (Edwards, 1994) ». (Traduction libre). Brasílio Sallum Jr. « Governo Collor: o reformismo liberal e a nova orientação da política externa brasileira », *Dados* 54 (2011) : 259-88. <https://doi.org/10.1590/S0011-52582011000200002>. (consulté: 24/03/23).

propre chemin en leur propre temps. Le prix à payer pour une modernisation venue d'en haut se traduit par des effets secondaires pour ces pays, qui s'ajoutent aux héritages laissés par d'autres tentatives de modernisation mises en œuvre au cours des périodes précédentes<sup>108</sup>.

Partant du concept de « loi naturelle du développement », l'auteur nous montre que les pays « arriérés » ont généralement besoin des pays déjà modernisés pour se développer, mais qu'on ne peut pas devancer le moment de la modernisation en l'imposant d'emblée ou par la force. Il convient plutôt de respecter la loi naturelle qui conduirait au développement<sup>109</sup>. Il fait ensuite d'importantes distinctions entre modernité et modernisation :

[...] la **modernité** engage, à travers son processus, toute la société, en amplifiant le champ d'expansion de toutes les classes, en revitalisant et en remobilisant leurs rôles sociaux, tandis que la **modernisation**, avec sa touche volontaire, si ce n'est volontariste, parvient à la société à travers un groupe meneur qui, en se favorisant, favorise les secteurs dominants. Avec la **modernisation**, il ne s'agit pas de suivre le sentier de la « loi naturelle », mais de chercher à imprimer sur le pays, par l'idéologie ou par la contrainte, une certaine politique de changement. Elle traduit un projet politique en une action fondamentalement politique, mais orientée économiquement, pour reprendre les termes<sup>110</sup> de Weber.<sup>111</sup>

Avec la **modernité**, l'élite, l'ordre établi ou les classes dirigeantes — pour simplifier — coordonnent et organisent un mouvement. Elles ne le commandent pas, ni ne le mènent, ni ne le promeuvent comme avec la modernisation. La **modernisation**, qu'elle soit qualifiée d'occidentalisation, d'eupérisation, d'industrialisation, de révolution passive, de voie prussienne, de révolution d'en haut ou de révolution interne, n'est

---

<sup>108</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>109</sup> « La réalité du pays en retard dans la course au développement serait, socialement, bien pire que celle du pays en tête, ajoutant les misères modernes aux misères héritées (Karl Marx, *Das Kapital*, MEW, 23, p. 12; *O Capital*, São Paulo, 1983, p. 12 cité dans Faoro, 1992, p.8). « Une nation peut apprendre des autres nations, et après avoir découvert la clé de la loi naturelle de son développement, elle ne peut pas sauter des étapes par décret ». (*Idem*,8). (Traduction libre).

<sup>110</sup> Max Weber (1864-1920) est le premier à avoir ainsi fait de l'action sociale et de sa signification un objet d'analyse central pour la sociologie. Voici sa définition : la « sociologie est cette science qui se propose de comprendre par interprétation l'action sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses conséquences. [...] Nous entendons par "action" un comportement humain [...], quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un *sens* subjectif. Et par action "sociale", l'action qui, d'après son sens visé par l'agent ou les agents, se rapporte au comportement d'*autrui*, par rapport auquel s'oriente son déroulement. » cité dans : Pascal Combemale. « Une sociologie des actions sociales », *Revue du MAUSS* 29, n° 1 (2007) : 569-74. <https://doi.org/10.3917/rdm.029.0569>. P-2. (Consulté:28/03/23).

<sup>111</sup> Faoro, *Op. cit.*, 8. (Traduction libre). (Emphases ajoutées).

qu'une seule, avec une figure historique et de multiples visages, autant qu'il y a de situations historiques. Il peut aussi se dire que la **modernisation**, au contraire de la **modernité**, scinde l'idéologie et la société, en s'inspirant davantage de la première que de la seconde.<sup>112</sup>

Dans ce sens proposé par Faoro, nous pouvons considérer la Semaine de l'Art Moderne de 1922 comme un symbole de la modernité au Brésil<sup>113</sup> en raison du désir des artistes par l'universalisation des arts, et parce qu'elle lance également la discussion particulariste qu'est l'établissement d'une identité culturelle brésilienne.

En revanche, lorsque la modernisation est établie comme une action volontaire, il s'agit d'un groupe ou d'une classe dirigeante qui ne reflète pas passivement la société dans laquelle il opère. Un tel groupe, pour changer ce qui, à son avis, ne va pas bien, commence par être en désaccord avec la classe dirigeante traditionnelle. Cependant, cette dissidence ne modifie pas la pyramide sociale ni les valeurs dominantes<sup>114</sup>.

---

<sup>112</sup> *Idem*, 9 (Traduction libre). (Emphases ajoutées).

<sup>113</sup> « Souvent source de polémique et d'incompréhension, la « *Semana de Arte Moderna* », envisagée en 1922 comme un moment de rupture et de transformation dans divers domaines de l'art, reste un moment clé de l'histoire culturelle brésilienne. Lassé du goût pour le Parnasse et l'académisme des élites brésiennes, un ensemble d'artistes a décidé de mettre en place une manifestation artistique commune, revendiquant une forme nouvelle de **modernité**. Influencés par les mouvements d'avant-garde européens tels que le cubisme, l'expressionnisme et le futurisme, ils ont décidé, sous l'impulsion du peintre Di Cavalcanti, d'organiser trois soirées [...] alors que la première était dédiée aux arts plastiques, la seconde était centrée sur la poésie et la littérature et la dernière, sur la musique. Cette forme de querelle des Anciens et des Modernes à la brésilienne, née dans un contexte politique, économique et social troublé, appelait au **rejet du passé** et prônait un langage libéré des règles établies. L'idée fondamentale était d'affirmer une **identité culturelle profondément brésilienne**. Si certains voient cette semaine comme étant à l'origine de la **modernité brésilienne**, une sorte d'année zéro dans le domaine, beaucoup d'historiens de l'art remettent en question cette théorie. Tout d'abord parce que certains artistes brésiliens avaient déjà ouvert la porte à une réforme de l'art dès les années 1910 : le peintre Lasar Segall a notamment organisé des expositions de « peintures non académiques », tout comme Anita Malfatti qui présentait en 1917 des toiles dont l'inspiration glanée auprès de l'avant-garde européenne ne faisait aucun doute. Par ailleurs, ce mouvement n'était pas particulièrement organisé : les artistes se sont réunis autour d'une même **volonté de changement**, sans pour autant **établir une conception théorique**, un manifeste commun. Très peu de temps après, des mécontentes ont surgi et finalement divers courants tels que les mouvements *Antropofágico*, *Pau Brasil* et *Verde Amarelo* sont nés. Leur apport ne faisait aucun doute : un débat public ouvert sur la **modernité**, amenant à finalement penser la **modernité brésilienne**, tout en soulignant l'existence déjà affirmée d'une **culture brésilienne** ». Amélie Perraud-boulard. « ART MODERNE — 1922, trois nuits pour changer l'histoire du Brésil » (consulté le 16/03/2023). <https://lepetitjournal.com/sao-paulo/a-voir-a-faire/art-moderne-1922-trois-nuits-pour-changer-lhistoire-du-bresil-43196>. (Emphases ajoutées). LePetitjournal.com est un journal d'actualité locale et internationale publié en français au Brésil pour les expatriés français et les francophones.

<sup>114</sup> Faoro. *Op. cit.*

Faoro commence à explorer l'histoire du Brésil pour montrer les types de modernisations (réformes) par vagues qui ont eu lieu dans le pays. Or il note que dans tous les cas, le processus finit par avorter à cause de la structure économique du pays :

Un exemple à anticiper sera la « réforme Pombaline<sup>115</sup> », projetée mais non réalisée, qui devait dériver du positivisme comtiste [...]. Les militaires, les ingénieurs et les médecins, une élite qui n'a pas pu se maintenir dans l'ordre social impérial [...] forment, non pas une nouvelle société, mais une nouvelle strate hiérarchique, pour prendre la place de l'ancienne. Il est clair qu'une ascension aussi incertaine n'aboutira qu'à des changements spasmodiques et limités, incapables d'imprégner l'ensemble de la société. Le double agenda (*modernité et modernisation*) qui l'encadre, avec deux forces au sein d'un même projet, ne peut être dissous, car il s'oppose au besoin de l'élite dissidente de contrôler, de mesurer et de réguler la portée du changement, toujours confiné à des valeurs qu'elle ne peut pas modifier. C'est le moule que les modernisations brésiliennes n'ont jamais quitté, prisonnières d'une structure économique, intangible dans son action<sup>116</sup>.

Une économie basée sur la bourgeoisie commerciale, alimentée par des stimuli et des privilèges, deviendrait également une économie manufacturière, non pas selon le modèle anglais, cible inatteignable de la modernisation mercantiliste, mais selon la doctrine<sup>117</sup> colbertiste<sup>118</sup>.

La nation sera réorganisée, avec un absolutisme qu'admet le despotisme, favorisant les « secteurs privilégiés comme la noblesse et le clergé, l'enseignement supérieur et tout ce qui peut

---

<sup>115</sup> Référence à Sebastião José de Carvalho — Marquis de Pombal — (1699-1782). Pombal (un Portugais) a joué un rôle important au Brésil. Disciple des idées de Comte, il cherche à moderniser le Brésil à partir d'une plate-forme intellectuelle et idéologique qui vise à récupérer la pensée scientifique, entravée par la scolastique : « rassembler les cœurs et les esprits », comme il le dit, pour tenter de « stopper l'hémorragie ». Il faut réformer la monarchie et l'économie : « La monarchie se mourait. Les Anglais avaient pris cette nation et l'avaient mise sous leur coupe : ils l'avaient insensiblement conquise, sans avoir goûté aux inconvénients de la conquête ». (J. Carvalho e Melo, Marquês de Pombal. Cartas e outras obras seletas do Marquês de Pombal. Lisboa, 1881, 5<sup>a</sup> ed., v. 2, p. 103, cité dans Faoro 1992, Op.cit, 10. (Traduction libre).

<sup>116</sup> Faoro. *Op. cit*, 09. (Traduction libre).

<sup>117</sup> *Idem*.

<sup>118</sup> « Sur un plan économique et politique, le colbertisme est une doctrine apparue au XVII<sup>e</sup> siècle. Il est assimilé à la doctrine du mercantilisme. Son nom tire son origine de son créateur, Jean-Baptiste Colbert, contrôleur général des finances de Louis XIV, qui a systématisé et appliqué cette doctrine en France dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le colbertisme prend ses sources dans un principe : l'influence et la grandeur d'un État sont proportionnelles à ses ressources en métaux précieux. L'objectif de l'État doit donc être d'obtenir ces ressources en menant une politique dirigiste et protectionniste dans le but de contrôler toutes les activités économiques du pays, et notamment le commerce qui dépasse les frontières de l'État. Le maître mot du colbertisme est donc le développement de l'industrie et du commerce extérieur ». André Piettre et Alain Redslob, *Histoire de la pensée économique et analyse des théories contemporaines*, 8. éd, Précis Dalloz (Paris : Dalloz, 1986).



être un rayon de confiance »<sup>119</sup>. Sur cette prémisse, qui a duré à peine le temps d'un règne, s'est formée la base, jamais ébranlée, de toutes les modernisations brésiliennes<sup>120</sup>.

Les innovations du roi Dom João VI<sup>121</sup> se sont abattues sur un pays en pleine transformation, l'orientant et, en même temps, le limitant et le renouvelant avec la transplantation de la cour portugaise à Rio de Janeiro<sup>122</sup>. L'esprit positiviste de Pombal a imprégné l'œuvre de l'Indépendance du Brésil, à travers un contrôle sévère de l'ascension sociale que l'émancipation politique devait produire<sup>123</sup>.

Une transaction s'opère entre la société civile, fragile et surveillée, et la couche aristocratique, qui se transforme vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La conciliation politique, en désarmant les antagonismes, va réguler et contrôler le changement social. Maintenu dans la pyramide — dans « l'ordre », disait-on —, l'empire esclavagiste repoussait sa réforme sociale la plus urgente pour se moderniser — celle de l'esclavage.<sup>124</sup>

On observe donc ce que Faoro appelle des « impulsions de modernisation » qui s'effectuent au Brésil sans le lest de la modernité. Le pays refuse de se moderniser en raison du contrôle rigide de l'ascension sociale dans le but de maintenir les privilèges de classe. Cependant,

---

<sup>119</sup> A. Luís Bessa. Sebastião José. Lisboa, 1981, p. 167, cité dans Faoro, 1992. *Op.cit*, p. 10. (Traduction libre).

<sup>120</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>121</sup> «As for Prince John, he hesitated no longer between Napoleon and England; it was a question, rather, of choosing between Portugal and Brazil. If he set out for America, the kingdom would be gobbled up by the voracious Franco-Spanish allies. If he did not do so, Brazil would be borne off as a prize by the British, since what better opportunity could England have for possessing itself of the Azores, Madeira, all the colonies? He recalled the words that Lord Hantonsbury had addressed to the French diplomat who was threatening him with the conquest of Lisbon and Oporto in case the English did not abandon Malta and be content with the Island of Ceylon: "If Napoleon invades Portugal, England will invade Portugal's overseas colonies. It will take the Azores and Brazil, two pawns which will be worth much more to it than continental Portugal will be to France". Costa, Sérgio Corrêa da. « D. João VI, in A biography of Dom Pedro I, first emperor of Brazil. », Brown, 1972.

[https://www.brown.edu/Facilities/John\\_Carter\\_Brown\\_Library/exhibitions/CB/domJoao.htm](https://www.brown.edu/Facilities/John_Carter_Brown_Library/exhibitions/CB/domJoao.htm).(consulté le 15/03/23).

<sup>122</sup> « Le cortège portugais est arrivé au Brésil le 22 janvier 1808, débarquant à Salvador. Après y être restée quelques jours, la famille royale portugaise est partie pour Rio de Janeiro, où elle a débarqué le 8 mars 1808 [...] On estime qu'entre 10 000 et 15 000 personnes se sont embarquées pour le Brésil. C'était beaucoup de gens, il n'y avait pas assez de place pour tout le monde, ni de nourriture et d'eau en quantité suffisante, ce qui obligeait à rationner les deux » (Traduction libre). « Vinda da família real para o Brasil: como ocorreu? », Mundo Educação consulté le 28 mars 2023. <https://mundoeducacao.uol.com.br/historiadobrasil/vinda-da-familia-real-para-o-brasil.htm>. (consulté le 28/03/23).

<sup>123</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>124</sup> *Idem.*

on encourage ces élans de modernisation qui ont de lourdes conséquences pour les couches plus pauvres. Ainsi, pour se moderniser, mais n'ayant pas vraiment investi dans le rêve de la manufacture (modernité), et ayant mis en veilleuse le projet colbertiste, le pays se jette dans la fièvre des chemins de fer (modernisation) et des aménagements urbains.<sup>125</sup>

Néanmoins, l'agriculture, dévastée par les financiers de l'esclavage et de la culture, a à peine laissé assez de ressources pour construire quelques villes brésiliennes, dont l'infrastructure dépendait également de capitaux importés. Sans garantie de profits et sans la protection de l'État, il n'y aurait pas eu de chemin de fer<sup>126</sup>.

Les chemins de fer n'ont pas apporté le progrès, et le pays ne s'est pas mis en marche. Les « profits de l'esclavage »<sup>127</sup> ont tout juste permis une modernisation préindustrielle et mercantiliste superficielle<sup>128</sup>. Cette tentative de modernisation a laissé des traces qui suggèrent une mise au rebut et l'auteur s'interroge : « que reste-t-il de la prospérité du café entre 1860 et 1900, une culture desservie par les chemins de fer? Des champs brûlés et des villes fantômes? »<sup>129</sup>.

La modernisation brésilienne passera par la science et le positivisme de Comte<sup>130</sup>, qui laissera dans son sillage des conséquences négatives. Faoro nous montre qu'il y a un fait

---

<sup>125</sup> « Le centre de l'économie se déplace vers les chemins de fer, « le plus grand, selon le ministre des Finances du gouvernement provisoire, des instruments de civilisation et le plus généreux de tous les systèmes de protection du travail, dans toutes ses applications nationales » (Traduction libre). (Rui Barbosa. Relatório do ministro da Fazenda. Obras Completas, v. XVII, t. II, p. 27 cité dans Faoro, 10).

<sup>126</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>127</sup> Joaquim Nabuco. O abolicionismo. São Paulo, 1949, p. 130 cité dans Faoro, 11. (Traduction libre).

<sup>128</sup> Faoro était écrivain, membre de l'Académie des lettres et spécialiste de l'œuvre de Machado de Assis, (considéré comme le plus grand écrivain [brésilien] de langue portugaise et fondateur de l'Académie brésilienne des lettres). Pour démontrer que la modernisation au Brésil est défectueuse en raison de l'absence de discussion sur les problèmes structurels du pays et afin qu'il puisse suivre sa « loi de développement naturel », il fait une analogie avec la littérature d'Assis. Selon lui (citation directe) : « Dans une courte nouvelle de 1884, Machado de Assis caricature le cycle du chemin de fer en évoquant ses trois notes. Tout d'abord, le chemin de fer est le progrès : « Le Brésil rampe, il ne marchera qu'avec des chemins de fer ». Ensuite, le chemin de fer est l'industrie elle-même. Troisièmement, le pays doit se consacrer « exclusivement »— notez que je dis exclusivement, dit le personnage, avec insistance — aux améliorations matérielles ». L'adverbe exclut la question servile et le débat institutionnel ». (Faoro. *Op. cit.*, 11). (Traduction libre).

<sup>129</sup> Idem, *ibidem*. (Traduction libre).

<sup>130</sup> « Les courants de pensée disaient qu'il y avait un monde renouvelé, qu'il fallait réarticuler le pays cadavérique. Le véhicule du renouveau était la science — la science dans la philosophie, la science dans la poésie, la science dans la littérature, la science dans la politique. C'était la science comme salut, reprenant, dans les élites qui la promouvaient, les liens visibles des réformes pombalines (Antônio Paim. História das idéias filosóficas no Brasil. Rio

historique important qui sous-tend la discussion sur la modernisation au Brésil, et qui renvoie encore à la période que nous étudions dans ce mémoire : la formation de la classe moyenne après la guerre du Paraguay<sup>131</sup>.

Quatre ans après une victoire douloureuse, le centre des décisions est désormais commandé par les militaires; par la suite, l'ancienne élite<sup>132</sup> du projet ferroviaire raté les rejoint<sup>133</sup>.

Un autre type de vague de modernisation brésilienne identifié par Faoro dévoile le même problème que celui présenté ci-dessus, soit la modernisation libérale. À ce titre, le progrès est tout : les droits des citoyens des classes supérieures sont portés vers l'évolutionnisme de

---

de Janeiro, 3e édition, 1984; Jeovah Motta. Formação do oficial do Exército. Rio, 1976, cité par Faoro p.11). Toutes les idées mises en circulation soulignent que « la science est la valeur la plus élevée de la culture humaine, capable de résoudre tous les problèmes » (Traduction libre). (Evaristo de Moraes Filho. L'utopie de la peur. Rio, 1985, p. 67 cité par Faoro p.11).

<sup>131</sup>« La guerre du Paraguay, ou la guerre contre la Triple Alliance, est le conflit armé le plus important et le plus meurtrier d'Amérique latine. Entre 1864 et 1870, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, formant la Triple Alliance, ont mené une guerre contre le Paraguay dirigé par Solano López. Signé en 1865, le traité de la Triple Alliance justifiait une guerre contre le gouvernement autoritaire de López dans l'intention de libérer le peuple paraguayen — ce qui s'est avéré être une hypocrisie. De plus, la propagande de guerre des pays alliés prétendait apporter le **civilisation libérale et le progrès** au Paraguay. Selon Ronald León Núñez (*Revolución y Genocidio - El mal ejemplo de la independencia paraguaya y su destrucción (2011)* et *La Guerra contra la Triple Alianza en debate (2019)*), docteur en histoire économique de la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines de l'Université de São Paulo : « le conflit représentait en réalité un affrontement entre **deux modèles distincts d'accumulation capitaliste** : alors que le Paraguay avait une économie **étatiste, protectionniste et politiquement indépendante**, les autres gouvernements de la région avaient une économie basée sur le **libre-échange, avec une forte dépendance à l'égard des capitaux et du commerce européens**, en particulier de l'Angleterre. Cette dernière finance les pays de l'Alliance et **bénéficie des dettes contractées par les pays impliqués** » (Traduction libre). Pedro Fuini. « Guerra do Paraguai », FFLCH -Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, 27 décembre 2022. <http://www.fflch.usp.br/43329>. (consulté le 21/03/23 — Emphases ajoutées).

<sup>132</sup> « Cette vision du pays par rapport à un autre est une vision pombaline, le créateur de l'armée permanente. La tâche était définie, que ce soit par l'idéologie ou par des faits historiques (au lieu d'une tâche, on pourrait parler de mission); il s'agissait d'instaurer le progrès sous les tropiques, au-delà des limites du mercantilisme qui avait engendré l'Empire exportateur et importateur. Sous la surveillance d'une république dictatoriale (la république était dictatoriale d'inspiration comtienne et aussi parce que, pour une telle œuvre, il fallait **coercition et répression**, comme on l'entendra un siècle plus tard, et **être toujours favorable aux modernisations**), sous la tutelle d'une république dictatoriale, une classe d'entrepreneurs serait créée, encouragée et stimulée, toujours protégée » (Traduction libre). (Faoro. Op. cit., 12. Emphases ajoutées).

<sup>133</sup>« Une classe au sein d'une strate. L'élite divergente [...] qui représentait l'arriération des temps préscolaires, dits métaphysiques, forme un groupe dirigeant, qui, malgré sa cohésion, n'a jamais réussi à dominer ni à se transformer en classe dirigeante. Son programme et son idéologie, bien que filtrés par le libéralisme, en viendraient à avoir une présence permanente dans l'histoire du Brésil [...] c'est peut-être l'une des clés de l'histoire brésilienne, encore insuffisamment identifiée et éclairée » (Traduction libre). (*Idem, ibidem*)

Spencer<sup>134</sup>, qui a pu abriter les théories racistes, les justifiant en leur donnant une base biologique<sup>135</sup>.

La modernisation ne s'est véritablement matérialisée qu'au Brésil au XX<sup>e</sup> siècle, et s'est caractérisée par l'industrialisation et l'urbanisation de São Paulo, mais cela a peu modifié la structure productive et du pays. Les changements sociaux n'interviendront qu'avec le deuxième gouvernement de Getúlio Vargas<sup>136</sup>, appelé « Estado Novo » (État nouveau). Au cours de cette période, plusieurs améliorations sociales ont été mises en œuvre, telles que la consolidation des lois du travail et le début des quelques projets sociaux<sup>137</sup>.

---

<sup>134</sup>Herbert Spencer, (born April 27, 1820, Derby, Derbyshire, England—died December 8, 1903, Brighton Sussex), English sociologist and philosopher, an early advocate of the theory of evolution, who achieved an influential synthesis of knowledge, advocating the pre-eminence of the individual over society and of science over religion. [...] He is best remembered for his doctrine of social Darwinism, according to which the principles of evolution, including natural selection, apply to human societies, social classes, and individuals as well as to biological species developing over geologic time. In Spencer's day social Darwinism was invoked to justify *laissez-faire* economics and the minimal state, which were thought to best promote unfettered competition between individuals and the gradual improvement of society through the "survival of the fittest" a term that Spencer himself introduced. Harry Burrows Acton. « Herbert Spencer | Biography, Social Darwinism, Survival of the Fittest, Books, & Facts | Britannica », BRITANNICA (consulté le 26/01/2023). <https://www.britannica.com/biography/Herbert-Spencer>.

<sup>135</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>136</sup>«Getúlio Vargas was the great statesman of Brazil in the twentieth century. Originating from a family of landowners, Getúlio Vargas commanded the transition of Brazil from an agrarian to an industrial economy. A nationalist, he was able to lead manufacturing entrepreneurs, the public bureaucracy, and the urban workers around a political pact and a national-developmental strategy. Being authoritarian between 1930 and 1945, he broke the hegemony of the agrarian and mercantilist oligarchies that dominated Brazil up to then. A populist, he was the first politician to establish a relation with the Brazilian people instead of just with its elites. In his second administration, between 1951 and 1954, he completed his national project. After it and the Kubitschek administration, the industrial and capitalist revolution of Brazil initiated in 1930 could be considered practically complete – what opened room for a more consolidated democracy in the country”. (Abstract d'article – original en anglais) Luiz Carlos Bresser-Pereira. « Getúlio Vargas: o estadista, a nação e a democracia », Working Paper, June 10th 2009 (consulté le 14/03/2023). <http://bibliotecadigital.fgv.br:80/dspace/handle/10438/2663>. (consulté le 29/03/23).

<sup>137</sup>La littérature spécialisée sur « l'ère Vargas » et son importance pour la modernisation du Brésil est vaste. Nous avons sélectionné ici une bibliographie de base composée d'études et de biographies : ALMEIDA, Rômulo de (1985 [2004]) « *A política econômica do segundo governo Vargas* ». In Tamás Szmrecsányi e Rui G. Granziera, orgs. (1985 [2004]): 125-140. /ANDRÉ Barbosa Fraga, Mayra Coan Lago e Thiago Cavaliere Mourelle: « *Governo Vargas: um projeto de nação* », Rio de Janeiro: 7 letras, 2020 /CANITROT, Adolfo (1975 [1991]) « *A experiência populista de redistribuição de renda* ». In Bresser-Pereira, org. (1991) *Populismo Econômico*. São Paulo: Editora Nobel: 11-36. Originalmente publicado em *Desarrollo Económico*, 1975. / CARDOSO, Fernando Henrique (1964) *Empresário Industrial e Desenvolvimento Econômico* São Paulo: Difusão Européia do Livro. /CASTRO GOMES, Angela de (1988 [2005]) *A Invenção do Trabalhismo*. 3<sup>a</sup>. Edição. Rio de Janeiro: Editora da Fundação Getúlio Vargas/ CARVALHO, Bruno Leal Pastor de; MARQUES, Thaís Pio. *Breve guia de leitura para entender o período Vargas* (Bibliografia Comentada). In: Café História. Disponível em: <https://www.cafehistoria.com.br/bibliografia-comentada-do-periodo-vargas/>. Publicado em: 19 jul. 2021. ISSN : 2674-5917/D'ARAÚJO., Maria Celina « *As instituições brasileiras da Era Vargas* », organizado por Rio de Janeiro: Editora UERJ e Editora FGV, 1999/ FERREIRA, Jorge e NEVES, Lucília

Dans le processus d'industrialisation de São Paulo, de nouveaux acteurs (banquiers et agriculteurs) se sont réunis dans une nouvelle bulle de modernisation, créant une structure bureaucratique avec des caractéristiques patrimonialistes et une domestication des classes populaires<sup>138</sup> au clientélisme<sup>139</sup>. Cette congrégation venue d'en haut a divisé le pays en classes « féodales » sans possibilité de mobilité sociale, excluant les pauvres, la classe moyenne et la classe ouvrière<sup>140</sup>.

### 1.3 Considérations sur le chapitre 1

À la suite de notre survol du processus de modernisation au Brésil et des considérations importantes de Faoro, nous nous rendons compte que la modernisation au Brésil est caractérisée par des « impulsions » sporadiques et orchestrées, généralement par une élite qui change de camp au fur et à mesure que le système productif progresse historiquement : esclavocrates, aristocratie, militaires, oligarchies du café, banquiers, industriels, financiers, Marché. Cependant, cette même élite, bien que copiant le *modus vivendi* des élites nord-américaines et convoitant la modernité vécue sur le Vieux Continent, n'a pu avancer dans un projet de nation moderne et maintenir un développement stable.

---

de Almeida Delgado: *“O Brasil republicano, v. 2 – O tempo do nacional-estatismo: do início da década de 1930 ao apogeu do Estado Novo”*, Civilização Brasileira, 2007/KOIFMAN, Fabio. *“Imigrante ideal: O Ministério da Justiça e a entrada de estrangeiros no Brasil (1941-1945)”*, de Rio de Janeiro : Civilização Brasileira, 2012. /MARLY de Almeida Gomes Vianna, Érica Sarmiento da Silva e Leandro Pereira Gonçalves. *“Presos políticos e perseguidos estrangeiros na Era Vargas”*, Rio de Janeiro: Mauad X, 2014.

<sup>138</sup> Faoro. *Op. cit.*

<sup>139</sup>« Le clientélisme consiste, pour le détenteur d'une autorité, à accorder des avantages indus pour fidéliser des personnes et en faire ses obligés. Le clientélisme recouvre plusieurs pratiques : le recrutement d'agents sur la seule base d'affinités politiques au mépris des règles en vigueur; la création de postes en faveur d'amis politiques alors que leur utilité n'est pas avérée; l'utilisation d'une position de pouvoir pour assurer l'impunité d'amis politiques qui auraient commis des actes répréhensibles; l'orientation de l'aide sociale aux populations en fonction de l'appartenance politique; le fait de favoriser sa région dans les choix d'implantation d'un projet de développement au détriment de sites plus appropriés ». Services publics et Approvisionnement Canada Gouvernement du Canada, « CLIENTELISMO [1 fiche] - TERMIUM Plus® — Recherche - TERMIUM Plus® », (2009), consulté le 21 mars 2023. <https://www.btb.termiumpplus.gc.ca/tpv2alpha/alphafra.html?lang=fr&i=&index=est&srchtxt=CLIENTELISMO>. (consulté 21/03/23).

<sup>140</sup> « De cette façon, la société civile, déjà étouffée par le projet modernisateur, a perdu toute fonction politique et, par la même occasion, sa fonction économique également. C'était en fait la limite de la modernité : elle permettait à peine et seulement l'autonomie des classes supérieures, contrairement à la modernisation, qui les emprisonnait et les dirigeait, mais qui, en commun, excluait le peuple du pacte social » (Traduction libre). (Faoro. *Op. cit.*, 14-15)

La cause, c'est que le projet des deux agendas (modernité et modernisation) est incompatible avec la réalité brésilienne parce que les élites exercent un grand contrôle sur les couches les moins riches de la société, empêchant leur émancipation (universalisation) et ne tenant pas compte de leur individualité. Par ailleurs, cette même élite promeut sporadiquement des vagues de modernisation, mais qui ne visent qu'à maintenir ses propres privilèges de classe<sup>141</sup>.

Comme ces modernisations imposées d'en haut ne suivent pas « le cours naturel du développement » du pays, celui-ci est ravagé par une profusion d'échecs, la casse industrielle, la faillite des petits entrepreneurs et la dégradation des conditions de vie des couches les plus pauvres.

Ainsi, lorsque nous définissons la notion de démodernisation telle que nous l'utiliserons dans ce mémoire pour tenter de mieux comprendre le Brésil entre 2013-2018, il convient de garder à l'esprit les définitions de la modernisation et de la modernité de Faoro, mais aussi les notions des auteurs de notre corpus historique et l'idée de l'évolution cyclique (vagues de modernisation?). Nous expliquerons autant que possible le contexte historique des faits présentés dans les chapitres suivants.

Cependant, dans ce mémoire, nous analysons le tournant, la clef de voûte, le moment charnière où l'Histoire semble changer de cap. Pour situer cette période qui peut indiquer un virage entre une vague de modernisation et une autre (ou la démodernisation), nous examinons le rôle du document *Un pont vers le futur* dans ce drame social.

Notre intention dans la première section de ce chapitre était de mettre en relief les termes les plus importants dans les ouvrages susmentionnés qui sont associés à la notion de démodernisation, tels que : « retard », « simultanéité », « recul », « transnationalité », « sélectivité », « antonyme de la modernisation », « évolution cyclique », « irrationalité », « tendances démodernisantes » et l'idée que « la démodernisation est le reflet (la conséquence) de l'avancée du néolibéralisme ».

---

<sup>141</sup> S'agit-il d'une « tendance » spécifique à l'ethos brésilien?

À partir de l'acceptation de ces termes dans « l'univers » de la démodernisation, nous définissons de la façon suivante ce concept en relation avec notre étude de cas du Brésil : le démantèlement des politiques publiques et des institutions mises en œuvre par les gouvernements du PT depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle par le gouvernement du président Michel Temer et ses politiques néolibérales orthodoxes, entraînant une régression du mode de vie de la population et un effritement du tissu social à partir de 2016 . Nous analyserons dans ce mémoire les changements qui se sont produits au Brésil entre 2013 et 2018 dans le contexte du plan PVF et nous mettrons en évidence les termes qui y figurent et qui ont contribué à promouvoir et à entreprendre la démodernisation, surtout la notion de retard et de recul — les aspects les plus apparents du processus de démodernisation.

## Chapitre 2 — Un pont vers le futur : analyse du document

### 2.1 L'émergence du plan Un pont vers le futur (PVF)

Afin de mieux appréhender notre corpus, il est d'abord nécessaire de procéder à une analyse du moment historique précédant la publication du plan PVF.

L'objectif du chapitre est d'expliquer le document, sa morphologie, ses destinataires et ses intentions. Nous souhaitons aussi commenter certains auteurs brésiliens<sup>142</sup> qui parlent du plan PVF en liant leurs points de vue et leurs analyses aux sources médiatiques. Pour finir, nous procédons à un examen du plan PVF à la lumière de la méthode Voyant Tools.

#### 2.1.1. Le développement du Brésil sous les gouvernements du Parti des travailleurs (PT) : Prologue historique

Après une victoire de justesse en octobre 2014, le PT a réélu Dilma Rousseff à titre de présidente pour un second mandat. Ce fut une élection tumultueuse et épuisante pour elle. Les difficultés rencontrées par Rousseff ont commencé lors de son premier mandat; une explication de cette période nous aidera à mieux comprendre les raisons de l'émergence du plan PVF.

Même en suivant le modèle de gouvernement de l'ancien président Lula et plusieurs de ses projets sociaux, Rousseff a reçu de nombreuses critiques de secteurs influents de la société : l'armée, les médias, la droite traditionnelle et le Marché. Les actions des acteurs représentant ces secteurs ont été décisives pour la destitution de Rousseff et pour le début du changement de cap de la politique et de l'économie du pays.

---

<sup>142</sup> La forme masculine n'est utilisée que pour alléger le texte.



Le malaise des militaires à l'égard de Rousseff a commencé avant même l'arrivée au pouvoir des gouvernements du PT. Celle-ci a fait partie de la résistance armée contre la dictature militaire et a été arrêtée et torturée par le régime en 1970<sup>143</sup>. Dès son entrée en fonction, Rousseff a cherché à faire la lumière sur les excès commis par la dictature et a été déterminée à ouvrir ses archives afin de localiser les dépouilles des militants<sup>144</sup> qui ont « disparu » pendant le régime, de clarifier certains faits obscurs et de formuler ensuite des politiques de réparation et d'indemnisation pour les familles touchées. Rosenfeld<sup>145</sup>, dans une entrevue accordée au journal *Folha de Londrina*, a signalé que l'armée était très mécontente des actions du PT eu égard à la Commission nationale de la vérité (CNV)<sup>146</sup> et au Programme national des droits de l'homme (PNDH — 3)<sup>147</sup>. En effet, selon le journal, les militaires ont approché le vice-président Temer pour se plaindre de l'atteinte à leur image et de l'exposition médiatique lors des discussions portant

---

<sup>143</sup> « Dilma Rousseff était membre d'organisations qui défendaient la lutte armée contre le régime militaire, comme le Commandement de la libération nationale. En 1970, elle a été arrêtée et torturée. Elle a passé près de trois ans en prison » (Traduction libre). Paula Bitar. « Da militância contra a ditadura à presidência: veja a trajetória de Dilma Rousseff - TV Câmara », Portal da Câmara dos Deputados, 2020. <https://www.camara.leg.br/tv/208560-da-militancia-contra-a-ditadura-a-presidencia-veja-a-trajetoria-de-dilma-rousseff/>. (Consulté le 27/10/22).

<sup>144</sup> « Après deux ans et sept mois de travail, la Commission nationale de la vérité (CNV) a confirmé, dans son rapport final, 434 décès et disparitions associés à la dictature militaire dans le pays. Plus de 300 personnes, dont des militaires, des agents de l'État et même d'anciens présidents de la République, ont été tenues pour responsables de ces actes survenus pendant la période couverte par l'enquête. Le document indique également que les violations enregistrées et prouvées par la CNV sont le résultat "d'une action généralisée et systématique de l'État brésilien" et que la répression qui a eu lieu pendant la dictature a été utilisée comme une politique d'État "conçue et mise en œuvre sur la base de décisions émanant de la présidence de la République et des ministères militaires » (Traduction libre). Canes, Michèle. 'Comissão reconhece 434 mortes e desaparecimentos durante ditadura militar', Agência Brasil, 10 décembre 2014. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/direitos-humanos/noticia/2014-12/comissao-reconhece-mais-de-200-desaparecidos-politicos-durante> (Consulté le 15/11/22).

<sup>145</sup> Michel Temer, Denis L. Rosenfield, et Antônio Delfim Netto, *A escolha: como um presidente conseguiu superar grave crise e apresentar uma agenda para o Brasil: entrevistas a Denis Rosenfield* (Brazil : Editora e Livraria Noeses, 2020). (Consulté le 04/04/23).

<sup>146</sup> « La Commission nationale de la vérité a été créée par la loi 12528/2011 et instituée le 16 mai 2012. La CNV vise à enquêter sur les graves violations des droits de l'homme qui se sont produites entre le 18 septembre 1964 et le 5 octobre 1988 » (Traduction libre).« Comissões da Verdade », Arquivo Nacional » Memórias Reveladas (Consulté le 20/10/2022). <https://www.gov.br/memoriasreveladas/pt-br/assuntos/comissoes-da-verdade>.

<sup>147</sup> « L'un des objectifs du PNDH-3 est de poursuivre l'intégration et l'amélioration des mécanismes de participation existants, ainsi que de créer des moyens d'élaborer et de suivre des politiques publiques sur les droits de l'homme au Brésil ». « Decreto nº 7037 » (Consulté le 20/10/2022). [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2007-2010/2009/decreto/d7037.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2009/decreto/d7037.htm).

sur la loi d'amnistie<sup>148</sup>, de la promotion de militaires aux plus hauts rangs de l'armée et de l'augmentation de leurs salaires et du financement de l'équipement militaire<sup>149</sup>.

Les relations tendues entre les médias et le monde politique au Brésil sont relativement bien présentes dans la littérature spécialisée et leurs influences pendant la période de destitution de Rousseff sont détaillées par Rodrigues.<sup>150</sup> L'auteur affirme qu'il existe encore aujourd'hui des traces de l'intervention des médias dans le processus de déstabilisation politique au Brésil qui remontent à l'ère Vargas<sup>151</sup>.

Après avoir analysé des éditoriaux et des articles des principaux journaux brésiliens pendant les procédures de destitution de Rousseff et de Temer, les auteurs Pinheiro et Vieira ont conclu que chaque fois qu'une certaine unité critique parmi les médias avait trouvé un écho dans l'agitation sociale (de nature politique ou économique) les dirigeants en place étaient tombés avant même que de nouvelles élections n'aient été organisées. Leurs recherches montrent que dans tous les médias analysés, le soutien à la destitution de Rousseff en 2016 a été pratiquement unanime, tandis que dans les appels à la destitution de Temer, les médias de l'establishment sont restés neutres ou se sont clairement prononcés en faveur de Temer<sup>152</sup>.

---

<sup>148</sup> Loi n° 6.683, du 28 août 1979 : « Art. 1 L'amnistie est accordée à tous ceux qui, dans la période comprise entre le 2 septembre 1961 et le 15 août 1979, ont commis des crimes politiques, électoraux ou autres, à ceux qui ont vu leurs droits politiques suspendus et aux fonctionnaires de l'administration directe et indirecte, aux fondations liées à la puissance publique, aux fonctionnaires des pouvoirs législatif et judiciaire, aux militaires et aux dirigeants et représentants syndicaux, punis sur la base d'actes institutionnels et complémentaires »( Traduction libre)..

Presidência da República Casa Civil. « L6683 — Lei da Anistia », 28 août 1979.

[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/l6683.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l6683.htm). (Consulté le 04/04/23).

<sup>149</sup> Folha de Londrina. « Militares se queixaram de Dilma ao então vice Temer, afirma autor | Folha de Londrina », text.homepage.institucional (Mundiware Elite CS, 7 novembre 2020).

<https://www.folhadelondrina.com.br/politica/militares-se-queixaram-de-dilma-ao-entao-vice-temer-afirma-autor-3024664e.html>.

<sup>150</sup> RODRIGUES, Theófilo Machado. O papel da mídia nos processos de impeachment de Dilma Rousseff (2016) e Michel Temer (2017). *Contracampo*, Niterói, v. 37, n. 02, pp. 37-58, ago. 2018/ nov. 2018. (Consulté le 20/10/22).

<sup>151</sup> Nous avons déjà parlé de Getúlio Vargas à la fin du chapitre 1 lorsque nous avons abordé la question de la modernisation au Brésil; mais il convient de situer à nouveau le lecteur : « L'ère Vargas comprend la période de l'histoire du Brésil comprise entre 1930 et 1945, lorsque Getúlio Vargas a dirigé le pays pendant 15 ans sans interruption. Il comprend le "Gouvernement provisoire", le "Gouvernement constitutionnel" et le "Nouvel État » (Traduction libre). « Getúlio Vargas - biografia resumida e governo », História do Brasil.Net, 18 juin 2021.

<https://www.historiadosbrasil.net/getuliovargas/>. (Consulté le 27/10/22).

<sup>152</sup> Tiago Roberto Pinheiro et José Carlos Vieira. « A mídia brasileira no impeachment de Dilma Rousseff », *Caderno da Escola Superior de Gestão Pública, Política, Jurídica e Segurança* 1, n° 2 (12 décembre 2018).

<https://cadernosuninter.com/index.php/ESGPPJS/article/view/727>. (Consulté le 03/11/22).

Réitérant cette préférence historique des médias brésiliens pour le soutien des gouvernements conservateurs, un autre auteur spécialisé dans les conflits politiques au Brésil, Wanderley Santos, met en garde : « Il n'est pas possible de gouverner démocratiquement une société avec une presse bâillonnée par des intérêts oligarchiques comme c'est le cas au Brésil »<sup>153</sup>. Outre leur habituel soutien aux oligarchies brésiliennes, les médias ont affiché leur mécontentement à l'égard de Rousseff en raison d'un projet de réglementation proposé par son gouvernement qui tentait d'organiser les médias de façon à empêcher leurs excès et qui voulait établir de nouvelles règles pour les concessions publiques d'entreprises de communications<sup>154</sup>. L'idée était d'avoir un large débat avec des secteurs de la société civile, des universités, des entreprises et des entités liées à la démocratisation de la communication afin d'éviter la concentration des médias — journal, radio, télévision et médias numériques — entre les mains de quelques groupes (familles), comme c'est le cas au Brésil.<sup>155</sup>

Au début de 2015, les conditions politiques nécessaires pour faire avancer le débat public autour de la question de la régulation des médias ont changé au Congrès national, à cause de l'élection d'Eduardo Cunha (PMDB) à la présidence de la Chambre. Il en est découlé une modification de la corrélation des forces au parlement et la réduction du soutien parlementaire à Rousseff. Cunha a exigé une position non critique des médias à l'égard de sa candidature et, en échange, il s'est engagé à empêcher l'examen de tout projet portant sur la réglementation des médias; il était même prêt à interdire tout débat.<sup>156</sup>

La question de la régulation des médias est très délicate au Brésil, car contre la démocratisation des médias, les entreprises brandissent la valeur de la liberté d'expression<sup>157</sup>. Le siège médiatique contre les gouvernements du PT au cours de cette période est devenu si évident

---

<sup>153</sup> (Traduction libre). SANTOS, Wanderley Guilherme. À margem do abismo: conflitos na política brasileira. Rio de Janeiro: Revan, 2015. 185.

<sup>154</sup> "A Folha e a regulação da mídia – minha resposta". <https://dilma.com.br/folha-e-minha-resposta-sobre-regulacao-da-midia/> (consulté : 26/10/22).

<sup>155</sup> *Idem.*

<sup>156</sup> *Idem.*

<sup>157</sup> MIGUEL, Luis Felipe. Caminhos e descaminhos da experiência democrática no Brasil. Sinais Sociais, Rio de Janeiro, v.11 n. 33, jan.-abr. 2017, 99-129.

que toute discussion sur une possible démocratisation des médias s'est transformée en l'un des grands « défis de la reconstruction de notre démocratie après la destitution de 2016 ». <sup>158</sup>

Il est également possible que Rousseff ait été victime du machisme des médias. L'analyse des couvertures des magazines *VEJA*, *Isto É* et *Época* <sup>159</sup> par Devulsky, dans sa monographie, permet de conclure que la presse a produit et reproduit des stéréotypes sexistes et des pensées misogynes dans la construction de l'image de la présidente <sup>160</sup>.

Même si Rousseff a suscité la désaffection des forces armées et des médias, ses principaux opposants — les partis de droite et le Marché — soulignent que les raisons de sa chute sont ses erreurs dans la direction donnée à l'économie.

La professeure d'économie et journaliste Laura de Carvalho a écrit un livre <sup>161</sup>, soit un recueil de ses articles publiés entre 2015 et 2017, pour tenter d'expliquer le succès de l'économie brésilienne entre les années 2003 et 2016, tout en cherchant également des éclaircissements au déclin de Rousseff.

Pour justifier le succès du PT, Carvalho avance une première hypothèse, à savoir que le parti a pu bénéficier d'une hausse significative des prix des produits de base exportés par le Brésil entre 2003 et 2011 <sup>162</sup>. L'augmentation du prix des matières premières a apporté de grands gains à l'économie, principalement grâce au commerce du pétrole, du minerai de fer et du soja. Parallèlement à ce boom économique, le président Lula a élaboré une politique visant à stimuler la consommation interne par la facilitation du crédit, des politiques de transfert de revenus et une augmentation du salaire minimum, empêchant ainsi la crise de 2008 de se propager et de s'aggraver dans le pays. Carvalho considère que cette politique d'intervention de l'État dans l'économie pour maintenir la croissance est insoutenable et affirme que la crise de 2008 a

---

<sup>158</sup> SZWAKO, José; SANTOS, Fabiano. Da ruptura à reconstrução democrática no Brasil. *Saúde debate*, v. 40, n. esp., dez. 2016, 114-121.

<sup>159</sup> Les trois magazines hebdomadaires font partie de conglomerats de médias et leur contenu se situe sur l'échiquier politique à droite.

<sup>160</sup> DEVULSKY, Suzana Brito. *Imprensa no contra-ataque: discurso machista e o impeachment da presidenta Dilma*. Orientadora: Cristiane Henriques Costa. Rio de Janeiro : UFRJ/ECO. Monografia em Jornalismo. (Consulté : 26/10/22). <https://pantheon.ufrj.br/bitstream/11422/6446/1/SDevulsky.pdf>

<sup>161</sup> Laura Carvalho, *Valsa brasileira: do boom ao caos econômico* (São Paulo, SP : Todavia, 2018).

<sup>162</sup> *Idem*.

provoqué une contraction du crédit, une baisse du prix des matières premières et une fuite des capitaux étrangers, ce qui a entraîné un recul de la demande intérieure et deux semestres consécutifs de baisse du PIB<sup>163</sup>.

Avec l'élection de Rousseff en 2010, les exportateurs du secteur industriel et le Marché ont commencé à spéculer sur la réduction des coûts pour les entreprises nationales afin d'accroître leur compétitivité face à la concurrence étrangère.<sup>164</sup> Rousseff a cédé aux pressions et a répondu aux demandes du Marché : elle a réduit le taux d'intérêt, dévalué le real, subventionné la rentabilité des entrepreneurs par des exonérations fiscales, le contrôle des tarifs énergétiques et le crédit octroyé à des taux d'intérêt plus bas. Ces mesures, coûteuses et peu efficaces pour stimuler la croissance, ont eu un impact négatif sur les recettes publiques et ont empêché la stabilisation de la dette publique<sup>165</sup>, ce qui a abouti à une crise économique<sup>166</sup>.

La deuxième hypothèse de Carvalho — maintenant en faveur de la chute de Rousseff — se présente comme suit : le ralentissement de la croissance de l'économie brésilienne à partir de 2011 était dû aux « erreurs » de gestion de Rousseff, qui a changé les mesures macroéconomiques (et néolibérales) mises en place par Cardoso<sup>167</sup> dans les années 1990, soit la stabilisation des prix et le soi-disant « trépied macroéconomique », la cible d'inflation, l'excédent primaire et le taux de change flottant<sup>168</sup>. Face aux déséquilibres externes et internes, la présidente a tenté de faire face aux conflits, mais s'est soumise aux exigences de la Fédération des industries de São Paulo (FIESP) qui avait déjà une prescription pour « sortir le pays de la crise »

---

<sup>163</sup> *Idem.*

<sup>164</sup> *Idem.*

<sup>165</sup> Il est important de noter que ces mesures, si urgentes et si chères au Marché pour « réduire la dette publique et augmenter la croissance » ont été prises par Rousseff et comme le note l'auteure (une journaliste de droite), n'ont pas été satisfaisantes et n'ont fait qu'accroître le problème. Comme nous le verrons sous peu, il s'agissait exactement des mêmes mesures que le Marché avait établies dans le plan PVF en utilisant les mêmes arguments pour les défendre et en sachant, par expérience, qu'elles ne fonctionneraient pas.

<sup>166</sup> Revue critique du livre de Carvalho écrite par : Daniela Costanzo et Rafael Marino. « Laura Carvalho. *Valsa Brasileira* », *Tempo Social* 31 (29 août 2019) : 289- 93. <https://doi.org/10.11606/0103-2070.ts.2019.151449>. (consulte : 27/10/22).

<sup>167</sup> Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil pour le PSDB (Parti de la social-démocratie/centre droit) entre 1995 et 2003.

<sup>168</sup> Cette idée de Carvalho est détaillée dans une autre revue critique de son livre : Márcio Kleber Morais Pessoa et André Haguette. « Valsa brasileira : uma análise dos governos Lula e Dilma », *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 34 (15 juillet 2019). <https://doi.org/10.1590/3410105/2019>. (Consulté le 18/10/22).

qui impliquait la stimulation de la concurrence nationale par une nouvelle réduction des taux d'intérêt et une nouvelle dévaluation du real. Cependant, une fois ces mesures appliquées, il y a eu une augmentation de l'inflation, ensuite résolue par un ajustement fiscal, ce qui a directement influencé l'investissement public.<sup>169</sup>

Malgré toutes ces concessions, les investissements provenant d'initiatives privées tant attendues n'ont jamais eu lieu. Carvalho donne trois justifications à cette situation : a) le niveau de consommation était en baisse; 2) les industriels étaient englués dans les dettes de la période précédente; et 3) la croissance de la financiarisation de l'économie se faisait au détriment de secteurs productifs<sup>170</sup>.

Tout cela a finalement été disséqué dans les débats électoraux de 2014 (moment de la réélection de Rousseff). En effet, si l'on reprend la troisième hypothèse de Carvalho<sup>171</sup> en faveur de la chute de Rousseff, soit que sa chute avait des « causes essentiellement politiques » comme la propagande négative constante dans la presse, le refus du Congrès d'approuver des changements qui pourraient l'aider à sortir le pays de la crise, et le boycottage du Marché, on comprend ce qui a mené à sa destitution.

De plus, les manifestations de 2013 ont contribué à fragiliser le gouvernement et à encourager les forces de droite et conservatrices du pays à opérer un changement de gouvernement qui leur serait favorable. Ce qui a commencé comme une manifestation de la population contre l'augmentation des tarifs des transports publics s'est transformé en un mouvement national de mécontentement qui a mis en lumière les accusations de corruption du PT et de ses alliés, émanant d'une opération menée par la police fédérale<sup>172</sup>.

---

<sup>169</sup> *Idem.*

<sup>170</sup> Carvalho. *Op. cit.*

<sup>171</sup> *Idem.*

<sup>172</sup> Il s'agit de l'opération Lava Jato. Voir l'annexe de ce mémoire. Pour l'instant : l'opération a dénoncé plusieurs politiciens du PT et du PMDB pour corruption. Rousseff n'a pas interféré dans les enquêtes, pas même pour soulager ses alliés. Craignant d'être arrêtés, les politiciens du PMDB cités se sont retournés contre Rousseff en alléguant qu'il serait nécessaire de l'écarter du pouvoir pour « arrêter l'hémorragie », autrement dit « empêcher les politiciens du PMDB de faire l'objet d'une enquête ». « 'Estancar a sangria' », *Fausto Macedo*, 21 juillet 2017. <https://politica.estadao.com.br/blogs/fausto-macedo/estancar-a-sangria/>. (Consulté le 13/11/22).

La répression policière de 2013-2014 par le gouvernement Rousseff contre les manifestants<sup>173</sup> a été suivie de l'appropriation du mouvement par l'extrême droite. La présence du groupe anarchiste transcontinental « black blocs »<sup>174</sup> aux manifestations suggère qu'il y avait des intérêts internationaux dans la destitution de Rousseff.

Ce groupe utilise des tactiques violentes et provoque des incendies, des émeutes et des déprédations<sup>175</sup>. S'inspirant des black blocs au point de parfois être confondus avec ces derniers,<sup>176</sup> d'autres mouvements d'extrême droite sont apparus, comme le *Movimento Brasil Livre* (MBL), un groupe qui a commencé ses activités d'extrême droite lors des manifestations et qui se considère comme conservateur<sup>177</sup>. L'autre groupe important de manifestants s'appelle *Vem Pra Rua*; c'est un mouvement supra-partisan qui a lutté contre la corruption en défendant des valeurs libérales dans l'économie, mais conservatrices dans les coutumes<sup>178</sup>.

---

<sup>173</sup> « Estudante perde a visão após ser ferida em protesto contra impeachment - Política », Estadão (Consulté le 20/10/2022). <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,estudante-perde-a-visao-apos-ser-ferida-em-protesto-contra-impeachment,10000073517>.

<sup>174</sup> « It is true that the State is not a window, but neither is it just an abstract concept. Breaking windows is not a revolutionary act, and neither is any other act if taken out of context and presented as an abstraction, ignoring the intentions and strategy of those who break the windows. The State or Capital or colonialism cannot be attacked as abstractions. They can only be attacked in their material forms, their social relations, and their institutions. It is not possible to attack all forms and material components of oppression at once, so they must be attacked in pieces at different times and locations. » « Black Bloc », Counter Extremism Project (Consulté le 20/10/2022). <https://www.counterextremism.com/supremacy/black-bloc>.

<sup>175</sup> « Black bloc is an international protest movement of violent anarchists who largely want to eliminate the power of governments and financial institutions in the global system. Black bloc is primarily a tactic, not a cohesive group. Groups of protesters dress in all-black and don helmets to conceal their identity and then violently confront symbols of authority and capitalism. The protest movement began in the 1970s in Germany with the goal of direct action against police brutality, economic inequality, and other perceived injustices. It has since spread worldwide through anarchist websites and online forums ». *10 Points on the Black Bloc* (Consulté le 20/10/2022). <https://theanarchistlibrary.org/library/harsha-walia-10-points-on-the-black-bloc>.

<sup>176</sup> « Black blocs se infiltram em ato dos professores e agrídem profissionais da imprensa - Educação », Estadão Consulté le 20 octobre 2022. <https://educacao.estadao.com.br/noticias/geral,black-blocs-se-infiltram-em-ato-dos-professores-e-agridem-profissionais-da-imprensa,1675637>.

<sup>177</sup> « Le MBL propose de promouvoir le libéralisme comme philosophie politique guidant les actions de l'État au Brésil. À cette fin, il y a défense de la liberté individuelle, de la propriété privée et de l'État de droit en tant que concepts fondamentaux d'une société qui se veut libre, prospère et équitable. Parmi ces valeurs (la base sur laquelle nous construisons nos actions) et ces principes (la direction de nos actions), le MBL cherche à construire une action cohérente en phase avec la réalité politique, économique, sociale et culturelle du pays » (Traduction libre). « MBL - Movimento Brasil Livre », MBL (Consulté le 20/10/2022) <https://mbl.org.br>.

<sup>178</sup> « *Vem Pra Rua* veut un Brésil sans corruption, une politique éthique et un État désenflé et efficace, réellement démocratique et juste. La démocratie et la justice ne vont pas de pair avec la corruption, l'incompétence, l'autoritarisme et l'impunité » (Traduction libre). « *Vem Pra Rua - O Movimento* », *Vem Pra Rua* (Consulté le 20/10/2022). <https://www.vempraru.net/o-movimento/>.

Ces groupes extrémistes ont infiltré les manifestations progouvernementales, empêchant le dialogue pour résoudre les problèmes, provoquant des troubles et attaquant la police, qui a répliqué avec plus de violence envers les manifestants, augmentant la révolte d'une partie de la population contre le gouvernement. Comme l'indique le journal *Carta Campinas*<sup>179</sup>, ces groupes soutiendront Cunha, puis Temer en 2016 et l'élection de Bolsonaro à la présidence en 2018<sup>180</sup>.

Les Journées de juin 2013, associées à la crise économique et à la pression des médias et des militaires, ont amené Dilma Rousseff à céder aux exigences du Marché et à changer de politique économique. C'est ainsi qu'elle a entamé une série d'ajustements contraires à ses promesses électorales qui lui ont fait perdre une grande partie de sa base de soutien, surtout les groupes sociaux et les syndicats.

### 2.1.2 Après l'élection

Au moment de composer son nouveau conseil des ministres, et sous la pression du PMDB, Rousseff a nommé Joaquim Levy, un économiste orthodoxe<sup>181</sup>, au ministère des Finances le 27 novembre 2014<sup>182</sup>. Cette nomination a été accueillie avec enthousiasme par le Marché : « Levy est un excellent nom. Considéré comme austère, rigoureux. Cette nomination peut nous donner

---

<sup>179</sup> « Selon notre perspective, le journalisme doit avoir un engagement envers la démocratie et la liberté d'expression, sans oublier que nous n'aurons une société équilibrée que lorsque la culture elle-même sera imprégnée de justice économique et sociale». (Traduction libre). Julio Mangussi. « Quem Somos », *Carta Campinas*, 4 juillet 2013. <https://cartacampinas.com.br/quem-somos/>.

<sup>180</sup> Gustavo Horta. « MBL apoiou Eduardo Cunha no Golpe de 2016, depois o Temer e depois o Bolsonaro », *Carta Campinas*, 19 mai 2017. <https://cartacampinas.com.br/2017/05/xmbl-mbl-grupo-mbl-que-apoiou-eduardo-cunha-no-impeachment-esta-ao-lado-de-temer/>. (Consulté le 16/11/22).

<sup>181</sup> « Au cours des vingt dernières années, une augmentation marquée de l'influence des économistes a été observée. Cela a coïncidé avec la montée en puissance du camp orthodoxe, qui prône l'allocation des ressources par le marché et promeut les politiques néolibérales. L'influence croissante de l'orthodoxie s'est produite au détriment de l'hétérodoxie, qui s'oppose à la suprématie sans limite du marché, reconnaît l'existence de conflits sociaux et promeut une régulation étatique importante pour rendre la rentabilité compatible avec les besoins de la population ». (Traduction libre d'espagnol). Katz, Claudio: *Economistas ortodoxos y heterodoxos*. In: *Conceptos y fenómenos fundamentales de nuestro tiempo*. Universidad nacional autónoma de México. Enero 2010. [https://conceptos.sociales.unam.mx/conceptos\\_final/425trabajo.pdf](https://conceptos.sociales.unam.mx/conceptos_final/425trabajo.pdf) (consulté : 02/12/22).

<sup>182</sup> « Dilma Rousseff nomeia economista ortodoxo Joaquim Levy para a Fazenda » Consulté le 8 février 2022. <https://economia.uol.com.br/noticias/afp/2014/11/27/dilma-rousseff-nomeia-economista-ortodoxo-joaquim-levy-para-a-fazenda.htm>.



un signe que les ajustements fiscaux vont arriver, a déclaré l'économiste de TAG Investimentos<sup>183</sup>, André Leite ». <sup>184</sup>

Dès son entrée en fonction comme ministre, Levy a commencé à mettre en œuvre une réduction du financement de quelques programmes sociaux du gouvernement afin de diminuer la dette publique. Lors de son investiture, il a déclaré que « l'objectif immédiat du gouvernement et du ministère des Finances était d'établir une cible d'excédent primaire (*superávit*) pour les trois prochaines années en vue de stabiliser et de diminuer la dette publique ». <sup>185</sup>

Bien que Levy ait déclaré qu'il n'y aurait pas de changements abrupts dans l'économie<sup>186</sup>, ses propositions comprenaient la fin de l'exonération des charges sociales et des coupes dans les fonds de pension et les régimes de retraite. Or, malgré l'approbation du nouveau ministre par le Marché, les coupes ont provoqué des réactions négatives de la part des membres du gouvernement et des parlementaires progressistes, des mouvements sociaux<sup>187</sup> et de la plus grande centrale syndicale du pays<sup>188</sup> qui ont signé ensemble un manifeste contre les mesures économiques imposées par Levy :

Cette proposition d'ajustement budgétaire n'est pas à la hauteur des nouveaux défis. Elle ne correspond qu'au passé. Par conséquent, ceux qui veulent dire OUI au développement avec justice sociale doivent dire NON au resserrement fiscal, selon les conditions proposées par le gouvernement<sup>189</sup>.

---

<sup>183</sup> TAG est une société privée de gestion d'actifs. « Ses prestations vont de la gestion d'actifs financiers et immobiliers à l'analyse, la définition et la structuration de véhicules d'investissement, assurant à ses clients une solution complète et personnalisée, qui va au-delà des offres préétablies et limitées des institutions financières ». « Quem somos | TAG Investimentos » (Consulté le 08/02 2022). <https://www.taginvest.com.br/empresa/quem-somos/>. (Traduction libre).

<sup>184</sup> « Dilma Rousseff nomeia economista ortodoxo Joaquim Levy para a Fazenda ». (*Op. cit.*, 02/12/22).

<sup>185</sup>(Traduction libre). Alexandro Martello, Filipe Matoso e Fernanda Calgaro Do G1, et em Brasília. « Novo ministro da Fazenda fala em corte de despesas, mas sem pacotes », *Economia*, 27 novembre 2014.

<http://g1.globo.com/economia/noticia/2014/11/novo-ministro-da-fazenda-fixa-meta-fiscal-de-12-do-pib-para-2015.html>.

<sup>186</sup> *Idem*.

<sup>187</sup> MST — *Movimento dos Sem-terra*. (Mouvement des sans-terre).

<sup>188</sup> CUT – *Central Única dos Trabalhadores*. (Centrale unique des travailleurs).

<sup>189</sup> (Traduction libre). « Líderes progressistas e movimentos lançam manifesto contra ajuste fiscal », *Rede Brasil Atual*, 20 mai 2015. <https://www.redebrasilatual.com.br/politica/2015/05/lideres-progressistas-e-movimentos-lancam-manifesto-contra-politica-economica-do-governo-5957/>. (Consulté le 08/02/22).

La nomination de Levy et les modifications antipopulaires qu'il a apportées aux comptes du gouvernement ont été décisives dans la fragilisation de la base de soutien politique de Rousseff; or, la présidente voulait faire un clin d'œil favorable au Marché.

Si le premier gouvernement du PT dirigé par l'ex-président Lula a innové en prenant des mesures populaires et de protection sociale qui ont réduit les inégalités, il a aussi fait de nombreuses concessions au secteur financier. À ce propos, il est important de noter que le gouvernement de Rousseff a retiré certaines de ces concessions et a commis des erreurs dans la direction de l'économie. Entre-temps, l'adhésion de Rousseff aux politiques néolibérales a suscité de nombreuses critiques, y compris de la part de la gauche et des syndicats.

D'ailleurs, en février 2015, un manifeste écrit par les centrales syndicales pointait déjà du doigt les échecs de la présidente dans le domaine économique, tout en soulignant que ses concessions au Marché étaient à blâmer :

Avec les modifications des « MP's<sup>190</sup> » à la Chambre des députés qui ont réduit la charge fiscale, le gouvernement annonce qu'il va augmenter les coupes budgétaires dans les ministères et augmenter les impôts. Le déséquilibre budgétaire des comptes publics n'est pas la responsabilité des plus pauvres, des travailleurs, des retraités et des pensionnés. Les causes [...] sont les allègements fiscaux de plus de 100 milliards de réaux<sup>191</sup>, accordés par le gouvernement aux grandes entreprises, les taux d'intérêt

---

<sup>190</sup> « Mesure provisoire. Les mesures provisoires (MP's) sont des règlements ayant force de loi émis par le président de la République dans des situations urgentes ou pertinentes. Bien qu'elles produisent des effets juridiques immédiats, elles doivent être examinées par les chambres du Congrès (Chambre et Sénat) pour devenir des lois ordinaires » (Traduction libre). « Entenda a Tramitação da Medida Provisória - Congresso Nacional » (Consulté le 08/02/2022). <https://www.congressonacional.leg.br/materias/medidas-provisorias/entenda-a-tramitacao-da-medida-provisoria>.

<sup>191</sup> La monnaie brésilienne (singulier : Real). CAN \$1,00 = R\$ 3,78  
<https://economia.uol.com.br/cotacoes/cambio/dolar-canadense-canada/> (Consulté le 08/02/22).(actualisation le 04/04/23)

élevés du *Selic*<sup>192</sup>, [...] et la baisse de la collecte des impôts due à la faible croissance de l'année dernière<sup>193</sup>.

Les échecs dans la conduite de la politique économique ont été expliqués par Guido Mantega, ministre de l'Économie lors du premier mandat de Rousseff. Dans une entrevue accordée à TV GGN, il raconte comment le gouvernement a commencé à perdre du soutien politique : « (...) en fait, nous avons plusieurs problèmes. Des problèmes externes, des problèmes politiques et des problèmes économiques au Brésil, par exemple, une forte sécheresse. C'est donc cette combinaison qui a généré une tempête parfaite en 2015 »<sup>194</sup>.

La crise mondiale de 2008-2009 a entraîné un ralentissement économique à l'échelle planétaire. Partant de ce postulat, Mantega explique que les problèmes externes d'ordre économique ont commencé en 2013 avec l'annonce par la FED<sup>195</sup> qu'elle allait diminuer ses taux d'intérêt, ce qui aura pour effet d'entraîner la dévaluation du real ainsi que de créer de l'inflation et des turbulences sur les marchés. En 2014, une forte baisse du prix du pétrole, qui s'est poursuivie en 2015, a engendré de grandes pertes pour Petrobrás<sup>196</sup>. « Le prix des produits de base a reculé et les exportations ont considérablement baissé, ce qui a eu un impact direct sur l'économie brésilienne<sup>197</sup> ». Quant aux problèmes internes qui ont contribué à la crise au gouvernement, Mantega met en avant la crise de l'électricité occasionnée principalement par une

---

<sup>192</sup> « Système spécial de règlement et de garde ». Le Selic est le taux d'intérêt de base de l'économie brésilienne. Fondamentalement, il influence tous les autres taux d'intérêt au Brésil, tels que ceux appliqués aux prêts, aux financements et même aux rendements des investissements financiers » (Traduction libre). « O que é Taxa Selic e como ela afeta seu dinheiro? », *Fala, Nubank*, 17 juin 2020. <https://blog.nubank.com.br/taxa-selic/>. (consulté : 08/02/2022).

<sup>193</sup> (Traduction libre). « Manifesto pela mudança na política econômica », CUT - Central Única dos Trabalhadores (Consulté le 08/02/2022). <https://www.cut.org.br/noticias/manifesto-pela-mudanca-na-politica-economica-e-contra-o-ajuste-7223>.

<sup>194</sup> (Traduction libre). « Guido Mantega fala da Economia de Lula para 2023 e explica "tempestade perfeita" de 2015 », GGN, 20 janvier 2022. <https://jornalgggn.com.br/editoria/politica/guido-mantega-fala-da-economia-de-lula-para-2023-e-explica-tempestade-perfeita-de-2015/>. Transcription d'entretien (21':44").

<sup>195</sup> Federal Reserve Systems.

<sup>196</sup> Compagnie pétrolière brésilienne.

<sup>197</sup> (Traduction libre). Mantega. *Op. cit.* Transcription d'entretien (22':20").

grande sécheresse qui s'est produite dans le pays en 2012-2013, laquelle a provoqué une augmentation du prix et du coût de l'électricité<sup>198</sup>.

Mais ce ne sont pas seulement les problèmes économiques causés par la sécheresse au Brésil et une situation internationale défavorable liée à la chute du prix du pétrole qui ont porté préjudice au gouvernement de Rouseff, mais aussi, comme l'a évoqué Carvalho précédemment, des problèmes politiques et un recul du Marché. Le taux de change était trop élevé, ce qui nuisait à l'industrie, augmentait les importations et diminuait les exportations. Pour tenter de faire baisser le taux d'intérêt, une hausse de l'excédent primaire a été imposée. Du point de vue fiscal, il s'agissait d'une politique extrêmement judicieuse, mais le gouvernement a été accusé de créer un « déséquilibre fiscal » et d'accroître les dépenses. Cependant, le gouvernement a réduit les coûts du service de la dette grâce à la baisse des taux d'intérêt en dévaluant progressivement le taux de change :

Cela a déplu aux grands fonds internationaux, car les marchés financiers ont beaucoup profité de la situation au Brésil, qui était considéré comme « le paradis de la spéculation financière ». Ils (les fonds) ont gagné des milliards et des milliards chaque année et nous [l'équipe économique du gouvernement] avons fortement réduit ce que l'on appelle une opération spéculative sur écart de rendement<sup>199</sup>. Par exemple, une entreprise emprunte de l'argent au Japon à un taux de 0 %, vient au pays, y investit, puis tire profit des taux d'intérêt élevés et de l'appréciation du real pour dégager des gains considérables<sup>200</sup>.

L'ex-ministre précise que le malaise sur les marchés financiers (nationaux et étrangers) était dû à l'augmentation des taux d'intérêt et à la perte des bénéfices des investisseurs :

[...] Et cela (le différentiel de taux d'intérêt au Brésil) est devenu plus marquant, parce que le taux d'intérêt américain était à 0,25 %. En effet, le taux d'intérêt de la FED a baissé en 2008 et n'a pas remonté par la suite. Celui-ci a connu une oscillation en 2013, puis a de nouveau chuté. Ce différentiel était donc très élevé, et lorsque nous [le gouvernement] avons pris ces mesures [voir ci-dessus], nous avons déplu à Wall Street.

---

<sup>198</sup> *Idem* : (23':56").

<sup>199</sup> En anglais, « carry trade ». [https://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=carry+trade&codom2nd\\_wet=1#resultreco](https://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=1&srchtxt=carry+trade&codom2nd_wet=1#resultreco) (Consulté le 18/03/2023)

<sup>200</sup> (Traduction libre). Guido Mantega, Op. cit. (26':13").

Ensuite, nous avons forcé une baisse du « spread bancaire<sup>201</sup> » au Brésil, puis nous avons mécontenté la Faria Lima<sup>202</sup>. Cependant, il est impossible de gagner contre Faria Lima et Wall Street; nous nous sommes plutôt fait un ennemi féroce<sup>203</sup>.

Ces informations de Mantega portent à croire que selon le gouvernement, la crise économique à laquelle Rousseff a été confrontée a été créée par le Marché pour augmenter ses profits.

Le plan PVF a été publié dans le contexte de crise économique exposé ci-dessus, qui plus est en pleine guerre politique entre le gouvernement de la présidente du PT et le président de la Chambre des députés<sup>204</sup>, Eduardo Cunha (PMDB) qui a été élu le 1<sup>er</sup> février 2015<sup>205</sup>.

Après son élection, Cunha entame une bataille contre Rousseff dans le but de la déstabiliser, bataille qui se solde par sa destitution en 2016. Les armes de cette guerre étaient les *pautas bomba*<sup>206</sup> imposés par Cunha. Ces agendas, présentés à la Chambre, proposaient

---

<sup>201</sup> Le « spread bancaire » est la différence financière entre ce que la banque paie à un investisseur pour obtenir des fonds et ce qu'elle facture pour prêter ces mêmes fonds. <https://conteudos.xpi.com.br/aprenda-a-investir/relatorios/spread-entenda-este-conceito-usado-no-mercado-financieiro/> (Consulté le 08/02/22).

<sup>202</sup> Nom d'une grande avenue de la ville de São Paulo qui représente le cœur financier du Brésil.

<sup>203</sup> (Traduction libre). Mantega, *loc. cit.* (26':53").

<sup>204</sup> « La durée du mandat du président de la Chambre est de deux ans et ses membres sont élus à la majorité des voix des 513 députés. Il est interdit de se représenter pour le même poste lors de l'élection qui suit immédiatement la première, et on ne considère pas qu'il s'agisse d'une réélection dans le cas de législatures différentes. L'élection du Conseil a lieu au cours de la première et de la troisième année de chaque législature, lors d'une session préparatoire, conformément à l'amendement constitutionnel n° 50/2006 et à l'article 5 du règlement intérieur de la Chambre des représentants » (Traduction libre).. « Regimento Interno da Câmara dos Deputados », Portal da Câmara dos Deputados (Consulté le 16/11/2022. <https://www2.camara.leg.br/atividade-legislativa/legislacao/regimento-interno-da-camara-dos-deputados/regimentointerno.html>).

<sup>205</sup> « Il était 18 h 47 ce dimanche après-midi lorsque le député Eduardo Cunha (RJ), rebelle au sein du groupe PMDB au pouvoir, a terminé son discours depuis la tribune de la Chambre des députés, acclamé par les autres députés, sous des applaudissements nourris. « Nous devons nous donner du respect pour être respectés », a déclaré le leader du PMDB. Au fond de la plénière, un groupe de députés de l'opposition commente gaiement : « ce sera pire que ce que le gouvernement pensait ». Et ça l'a été. Avec 267 voix, dix de plus que le minimum requis. Cunha a été élu président de la Chambre, le deuxième poste dans la succession de la présidente Dilma Rousseff, derrière le seul vice-président de la République » (Traduction libre). (VEJA: 2015 - 01/02/15) « Câmara elege Eduardo Cunha para desespero do Planalto », VEJA (Consulté le 10/02/2022. <https://veja.abril.com.br/brasil/camara-elege-eduardo-cunha-para-desespero-do-planalto/>).

<sup>206</sup> *Pauta-Bomba* fait référence aux projets de loi qui génèrent des dépenses publiques et qui ont lieu dans le cadre d'un ajustement fiscal, ce qui rend difficile l'atteinte de l'objectif fiscal. En d'autres termes, ce sont des mesures qui ont une incidence sur les coffres publics. « Saiba o que são as "pautas-bomba" nas mãos do Congresso contra o governo - 05/08/2015 - Mercado - Folha de S.Paulo » (Consulté le 26/10/2022).

l'approbation de coûts supplémentaires<sup>207</sup> dans le budget que l'exécutif ne pouvait pas satisfaire sans violer la loi de la responsabilité fiscale<sup>208</sup>.

Le 23 octobre 2015, le président du Parlement a fait obstruction à l'ordre du jour du Congrès qui devait analyser les vetos de la présidente qui tentait de redresser ses comptes pour reprendre les rênes de l'économie en s'opposant aux *pautas bomba*<sup>209</sup>.

Cette manœuvre a également empêché Rousseff de procéder à une réforme ministérielle<sup>210</sup>. La semaine précédant le veto, elle avait octroyé cinq postes ministériels au PMDB pour s'assurer que les vetos qu'elle a imposés sur le budget seraient maintenus, mais il n'y avait alors plus d'espace pour négocier.

---

<https://m.folha.uol.com.br/mercado/2015/08/1664711-saiba-o-que-sao-as-pautas-bomba-nas-maos-do-congresso-contra-o-governo.shtml>.

<sup>207</sup> « Convoqués par Cunha, les députés de l'opposition ont « rempli les sessions » de la Chambre et ont inséré des projets particuliers dans les amendements parlementaires nécessitant un vote, par exemple la réforme de l'annexe de la Chambre des députés. Avec ces manœuvres, il a retardé l'approbation du budget fédéral et l'exécution des projets gouvernementaux, empêchant ainsi la présidente de résoudre la crise économique qu'ils ont eux-mêmes créée et d'améliorer son approbation par la population » (Traduction libre). Nathalia Passarinho e Fernanda Calgaro Do G1 et em Brasília. « É "palhaçada" chamar projeto na Câmara de "shopping", diz Cunha », Política, 28 mai 2015. <http://g1.globo.com/politica/noticia/2015/05/e-palhaçada-chamar-projeto-na-câmara-de-shopping-diz-cunha.html>. (Consulté le 08/02/22)

<sup>208</sup> « § 1<sup>o</sup> La responsabilité dans la gestion fiscale présuppose une action planifiée et transparente, par laquelle on prévient les risques et on corrige les déviations susceptibles d'affecter l'équilibre des comptes publics. Cette responsabilité passe par l'atteinte des objectifs en matière de résultats entre les recettes et les dépenses et le respect des limites et des conditions relatives à l'abandon de recettes, à la génération de dépenses avec le personnel, à la sécurité sociale, à la dette consolidée et aux titres et aux opérations de crédit, y compris l'anticipation des recettes, l'octroi de garanties et l'inscription en reste à payer » (Traduction libre).. « Lei de responsabilidade Fiscal. » (Consulté le 08/02/2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/lcp/lcp101.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/lcp/lcp101.htm)).

<sup>209</sup> « L'un des vetos les plus importants du président a été celui portant sur un amendement parlementaire approuvant une augmentation de 78 % des salaires des employés du système judiciaire, qui aurait causé la ruine fiscale du gouvernement. Si Rousseff approuvait l'ajustement, elle serait incriminée en vertu de la loi sur la responsabilité fiscale. Cependant, si elle s'opposait à l'augmentation de salaire, elle serait mal vue par le pouvoir judiciaire » (Traduction libre). Afonso Benites. « Cunha manobra, obstrui sessão do Congresso e ameaça reforma de Dilma », El País Brasil, 23 octobre 2015.

[https://brasil.elpais.com/brasil/2015/10/01/politica/1443657486\\_378478.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2015/10/01/politica/1443657486_378478.html). (Consulté le 17/01/22)).

<sup>210</sup> *Idem*. Le plan prévoyait de supprimer 10 ministères et de les répartir entre les membres de la base du gouvernement au Parlement. La loyauté des députés alliés allait être mise à l'épreuve lors de la session de révision du veto, mais le président de la Chambre a bloqué l'ordre du jour en convoquant plusieurs sessions extraordinaires consécutives et en retardant les dates d'approbation du budget par le gouvernement.

Entre-temps, Cunha a été mis en échec pour corruption et évasion monétaire dans le cadre de l'opération Lava Jato<sup>211</sup>. Son cas a été transmis à la commission d'éthique de la Chambre des députés. La plupart des parlementaires de cette commission étaient issus du PT. Cunha a menacé de soumettre à la Chambre un vote portant sur l'une des demandes de destitution de Rousseff si le PT autorisait la révocation de son mandat. Rousseff refusa le chantage et la procédure de destitution fut ouverte. Elle a été accusée d'un crime contre la loi sur la responsabilité fiscale<sup>212</sup>.

**Figure 1.** – Cunha menace Dilma (Gazeta do Povo<sup>213</sup> 03/12/2015)<sup>214</sup>

---

<sup>211</sup> Voir l'annexe.

<sup>212</sup> « Le Sénat fédéral a compris que la présidente de la République Rousseff a commis les crimes de responsabilité consistant à contracter des opérations de crédit supplémentaires sans l'autorisation du Congrès national prévue à l'art. 85, point VI, et art. 167, point V, de la Constitution fédérale, ainsi qu'à l'art. 10, points 4, 6 et 7, et à l'art. 11, points 2 et 3, de la loi n° 1.079, du 10 avril 1950, par 61 voix, avec 20 voix contre et aucune abstention; l'accusée est condamnée à la perte de sa fonction de présidente de la République fédérative du Brésil » (Traduction libre). Sentence de la destitution de Dilma Rousseff, III — Dispositive, <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjNzsLUI7P7AhXyk2oFHaFiDo0QFnoECA8QAQ&url=https%3A%2F%2Fwww12.senado.leg.br%2Fnoticias%2Farquivos%2F2016%2F08%2F31%2Fveja-a-sentenca-de-impeachment-contradilmarousseff&usg=AOvVaw1LHo7XkS8MHsfLgmQmHOdl> (Consulté : 16/11/22).

<sup>213</sup> « La Gazeta do Povo (orientation de droite) est un journal basé à Curitiba, capitale de l'État brésilien du Paraná au sud du pays. Le journal circule chaque semaine en version imprimée et conserve ses informations quotidiennes en format numérique. « As convicções editoriais da Gazeta do Povo em resumo », *100 Anos*, 1er février 2019. <https://especiais.gazetadopovo.com.br/100-anos/conviccoes-editoriais-gazeta-povo-resumo/>. (Consulté le 13/11/22). (Traduction libre).

<sup>214</sup> « Da eleição ao processo de impeachment nas charges do Paixão ». <https://www.gazetadopovo.com.br/vida-publica/da-eleicao-ao-processo-de-impeachment-nas-charge-do-paixao-3uozme7eolpkumego2sep4miq/> (Consulté le 10/02/22).

C'est dans ce contexte de guerre politique que le plan PVF est apparu comme une plateforme néolibérale qui avait été présentée par les partis de droite à chaque élection depuis 2002, mais qui avait toujours rejetée par les Brésiliens. Les idées proposées dans le plan offraient des solutions à la crise économique à laquelle le gouvernement était confronté. Sa conception en 2015 et son application à partir de 2016 portent à croire que, s'il n'en est pas la genèse, ses lignes directrices sont peut-être responsables du processus de démodernisation au Brésil.

## 2.2 Un Pont vers le futur en tant que document historique

« Comme le plan (PVF) du PMDB n'a pas été adopté », a déclaré Temer (Michel) aux États-Unis, « un processus a été mis en place qui a abouti à mon entrée en fonction »... (Carta Capital, 23/09/2016)<sup>215</sup>.

Le plan PVF est un document de 19 pages rédigé en portugais, présenté par le PMDB le 29 octobre 2015<sup>216</sup>. Dès la première page, l'objectif du plan est présenté :

Ce plan vise à préserver l'économie brésilienne et à rendre son développement viable, en redonnant à l'État la capacité d'exécuter des politiques sociales qui combattent efficacement la pauvreté et créent des opportunités pour tous<sup>217</sup>.

Dans notre analyse du plan PVF, nous avons observé son orientation idéologique à travers le langage et les temps de verbe utilisés (présent = chaos, passé = nul, futur = prometteur); la répétition des termes; l'inexistence de sources bibliographiques à l'appui des données statistiques présentées; l'absence des noms des auteurs (le plan est signé par la Fondation *Ulysses*

---

<sup>215</sup>(Traduction libre). CARTA CAPITAL. « Temer: impeachment ocorreu porque Dilma recusou "Ponte para o Futuro" », *CartaCapital*, 23 septembre 2016. <https://www.cartacapital.com.br/politica/temer-impeachment-ocorreu-porque-dilma-recusou-ponte-para-o-futuro/>. (Consulté: 10/02/2022).

<sup>216</sup>Le document original a disparu du site de la FUG qui l'a diffusé. Une archive de ce document est désormais diffusée par le site de l'Université de São Paulo (USP) à [https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/3359700/mod\\_resource/content/0/Brasil%20-%20Uma%20ponte%20para%20o%20futuro%20Fundação%20Ulysses%20Guimarães.pdf](https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/3359700/mod_resource/content/0/Brasil%20-%20Uma%20ponte%20para%20o%20futuro%20Fundação%20Ulysses%20Guimarães.pdf)

<sup>217</sup> (Libre traduction). UMA PONTE PARA O FUTURO, 2. (Consulté le 10/02/22).



*Guimarães*,<sup>218</sup>); l'omission de tout aspect social dans le discours; et la primauté des questions fiscales.

En ce qui concerne la morphologie, la syntaxe est simple, le langage est spécialisé et rempli de jargon économique : « crise budgétaire », « déficits élevés », « endettement de l'État », « croissance économique », « déséquilibre budgétaire », « inflation croissante », « taux d'intérêt très élevés », « incertitude quant à l'évolution de l'économie », « impôts élevés », « pression sur le taux de change et rétraction des investissements privés », « stagnation ou rétraction économique »<sup>219</sup>.

Le plan critique la gestion des gouvernements du PT<sup>220</sup> et présente la crise économique du gouvernement de Rousseff comme « grave », « sérieuse » et « insoluble ». Si le plan n'est pas respecté, une récession imminente aura lieu :

Le Brésil se trouve dans une situation de risque grave<sup>221</sup>. Après quelques années de baisse des taux de croissance, nous vivons une profonde récession qui a débuté en 2014 et qui devrait se poursuivre jusqu'en 2016. Compte tenu des conditions dans lesquelles nous nous trouvons, tout semble pointer vers une longue période de stagnation, voire une baisse du revenu par habitant<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> Nous savons aujourd'hui (2023), par diverses sources journalistiques, que le plan PVF a bénéficié de la collaboration de diverses figures de la politique de droite néolibérale, d'anciens partisans du PT, ainsi que d'économistes tels que : Moreira Franco (président de la fondation PMDB); Delfim Netto (ancien ministre de la dictature militaire et conseiller économique des gouvernements Lula et Rousseff); Antonio Palocci (ancien ministre des Finances du premier gouvernement Lula [2003-2006]; Marcos Lisboa [économiste, ancien directeur exécutif d'Itaú Unibanco, président de l'Insper et membre de l'Institut Millenium] et Roberto Brant [ancien député, membre du PMDB, PSDB et PSD, et également ancien ministre]. Cependant, nous n'avons pas été en mesure de vérifier l'authenticité de ces informations. Nous avons conservé ces données dans une note de bas de page à titre d'information uniquement. Dans ce mémoire, nous considérons comme l'auteur du plan la Fondation *Ulysses Guimarães* telle que nous l'indique notre source primaire.

<sup>219</sup> (Traduction libre). Plan PVF. *Op. cit.*, p.5.

<sup>220</sup> Le PMDB est un allié du PT depuis le gouvernement de l'ancien président Lula en 2002 et a participé activement à la prise de décision, d'où la contradiction à attaquer les gouvernements du PT.

<sup>221</sup> Le discours fataliste utilisé pour provoquer la panique et effrayer la population est délibéré. Ce type de discours a déjà été observé dans d'autres documents de même contenu rédigés dans d'autres parties du monde. À titre d'exemple, le document Memorandum Powell (Powell, Lewis F. Jr., "The Memo" (1971) : «No thoughtful person can question that the American economic system is under broad attack ». (Powell Memo, 1971 p.1). Powell Memorandum: Attack On American Free Enterprise System. 1.

<https://scholarlycommons.law.wlu.edu/powellmemo/1> . (Consulté le 25/03/2022).

<sup>222</sup> Plan PVF. *Op. cit.* p.4. (Traduction libre).

Le plan PVF, rédigé par une organisation politique techniquement alliée au gouvernement et ancrée dans un discours de rationalité, a été largement salué par les secteurs conservateurs qui souhaitaient un changement de régime. Parallèlement, il a eu pour effet de contrer les critiques allant à l'encontre de son application, car la crise était si urgente qu'elle nécessitait des mesures sévères et rapides :

L'État brésilien traverse une grave crise budgétaire, affichant des déficits nominaux de 6 % du PIB en 2014 et un taux sans précédent de 9 % en 2015. De plus, la hausse des dépenses publiques, qui est supérieure à celle du revenu national, se traduit par une trajectoire de croissance insoutenable de la dette publique qui approche les 70 % du PIB et qui devrait continuer à augmenter si des réformes structurelles ne sont pas mises en place pour contenir cette hausse<sup>223</sup>.

Il était donc urgent de mettre le plan en application, comme le confirme cet article publié par Michel Temer<sup>224</sup> dans le journal *O Globo*<sup>225</sup>. Il y explique la nécessité du plan et déclare qu'il serait présenté au gouvernement de Rousseff, mais que s'il ne l'acceptait pas, il deviendrait une plateforme pour un possible gouvernement du PMDB, avec lui comme candidat en 2018. Le gouvernement au pouvoir importait donc moins que sa mise en œuvre :

Si le gouvernement intègre ces thèses, cela aura été l'œuvre du PMDB. Dans le cas contraire, nous travaillerons sur un programme pour 2018, a déclaré Temer, défendant sa propre candidature à la présidence après plus de 20 ans sans que le parti ait un « nom ». Il est très probable qu'en 2018 le PMDB ait un candidat. Je ne sais pas si le PT nous suivra ou pas<sup>226</sup>.

---

<sup>223</sup> (Traduction libre).Idem, p.3.

<sup>224</sup>Au moment de cette entrevue, Temer ne soutenait plus Rousseff et son parti PMDB était sur le point d'abandonner officiellement le gouvernement et de se lancer dans l'aventure de la procédure de destitution. Avec certains médias, le vice-président a tenté de gagner le soutien et la confiance des secteurs influents du pays, quels que soient ceux qui ont été identifiés au début de ce chapitre, et aussi de la population.

<sup>225</sup>« *O Globo* est un journal fondé le 29 juillet 1925 et est basé à Rio de Janeiro. D'orientation politique conservatrice, c'est l'un des journaux les plus diffusés du pays ». « Grupo Globo - História », *historiaglobo* (Consulté le 01/11/2022). <https://historia.globo.com/>. (Traduction libre).

<sup>226</sup>Paulo Cesar Pereira. « Programa de Oposição - Paulo Celso Pereira » (Consulté le 08/02/2022). <https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/516666/noticia.html?sequence=1>. (*O Globo*, n.30034, 30/10/2015, p.3). (Traduction libre).

Malgré les louanges des médias corporatifs<sup>227</sup> et du Marché, peu de documents en faveur du plan PVF ont été trouvés dans le cadre de la présente recherche. Cependant, le document *Cartilha - Encontro com o Futuro* (CEF)<sup>228</sup> fait l'éloge du plan PVF, de ses mesures économiques, du rôle du président Temer dans les réformes et de l'importance de son travail. Il mérite donc que l'on s'y intéresse.

Publié vingt mois<sup>229</sup> après l'investiture de Temer par la Fondation *Ulysses Guimarães* (qui signe le plan), le CEF présente de nombreuses similitudes avec le plan PVF, tant en ce qui concerne la forme que le contenu. Comptant 48 pages, il utilise la même programmation visuelle, conserve les mêmes caractéristiques éditoriales (police de caractère, disposition graphique et couleurs du PMDB<sup>230</sup>). Certaines parties sont aussi mises en relief pour vanter les mérites du plan PVF (taille de police plus grande). De surcroît, le CEF présente les mêmes défauts éditoriaux et méthodologiques que le plan PVF, comme l'absence de signature des auteurs et de sources bibliographiques pour les citations, des données économiques et des pronostics sans complément d'informations ainsi que des problèmes de ponctuation, qui rendent les informations un peu confuses<sup>231</sup> :

Si les taux d'intérêt étaient maintenus à ce niveau élevé de 14,25 % et si la croissance réelle de l'État prenait le relais à titre provisoire en mai 2016, en juin 2016, la croissance du PIB au cours des douze derniers mois serait négative, à -4,6 % [sic]. Si les dépenses primaires de l'État continuaient à augmenter au même rythme de 6 % par an que de 1997 à 2015, sans croissance de l'économie, la dette dépasserait bientôt les 100 % du

---

<sup>227</sup> Les médias corporatifs sont les médias officiels du pays : non seulement les journaux de droite cités dans ce mémoire, mais aussi les traditionnels réseaux de télévision, de radio et d'Internet. Ces véhicules ont soutenu les mesures du plan PVF et chaque fois que Temer a lancé l'une de ses mesures économiques, en particulier celles de nature antipopulaire, ces médias en ont fait l'éloge et se sont abstenus de les critiquer, occupant la majeure partie de leur temps d'antenne par un « écran de fumée » qui soulignait les allégations de corruption du PT. De plus, aucune défense expresse du plan PVF n'a été trouvée dans ses éditoriaux.

<sup>228</sup> « Brochure — Rendez-vous avec le futur ». « CARTILHA-Encontro-com-o-Futuro.pdf » (Consulté le 04/01/2022). <https://www.fundacaoulysses.org.br/wp-content/uploads/2018/05/CARTILHA-Encontro-com-o-Futuro.pdf>.

<sup>229</sup> Le document ne donne pas la date précise de la publication, mais mentionne seulement « 20 mois après l'investiture de Temer ». Nous en déduisons qu'il a été publié en janvier 2018.

<sup>230</sup> Vert, jaune, rouge et noir. *Manual de identidade visual – Movimento democrático Brasileiro 2018*.

[https://www.mdb.org.br/wp-content/uploads/2018/06/MANUAL\\_MDB\\_2018\\_v3.pdf](https://www.mdb.org.br/wp-content/uploads/2018/06/MANUAL_MDB_2018_v3.pdf) (Consulté le 11/05/23).

<sup>231</sup> Nous avons essayé de vérifier ces chiffres, mais le travail est devenu irréalisable et contre-productif, car les indicateurs qui ont été utilisés dans le texte ne sont pas mentionnés. Il existe des divergences entre les données fournies, ainsi que les arrondissements des chiffres. Enfin, nous ne savons pas où les rédacteurs du texte ont obtenu ces chiffres ni quelle méthodologie a été utilisée pour faire ces projections.

PIB; si les conditions n'étaient pas profondément modifiées, la dette atteindrait 102 % du PIB en 2022 et 142 % en 2026<sup>232</sup>.

Les constructions syntaxiques utilisées dans le CEF, comme dans le plan PVF, soulignent l'inefficacité du PT, déconstruisent son discours, le rendent responsable de la crise économique et l'accusent de corruption :

Les erreurs de vision et de diagnostic du gouvernement de l'époque (Rousseff), combinées à son impuissance politique et à son incapacité à établir une relation constructive avec le Congrès national<sup>233</sup>, ont assurément mené le Brésil vers un désastre aux conséquences vastes et graves<sup>234</sup>.

Alors que des réformes législatives profondes (menées par Temer) ont mis de la pression sur le système politique, le système judiciaire a continué, sans interruption ni embarras, à lutter contre la corruption<sup>235</sup>, mettant en cause de grandes entreprises privées, des partis politiques et des personnalités<sup>236</sup>.

Les avantages du plan PVF sont réitérés; on le considère comme une prescription utilisée pour sortir le Brésil de la crise, et on souligne l'amateurisme du PT et de son idéologie :

Notre document Un pont vers le futur offre à la nation une alternative à l'improvisation, au populisme et à un fort attachement idéologique, qui étaient les signatures du gouvernement de l'époque (PT). Il sert de mot de passe pour la réorganisation des forces politiques, dans le but de sauver le pays de la récession, de l'inflation, du chômage, de l'effondrement des services publics et de l'insolvabilité de l'État<sup>237</sup>.

---

<sup>232</sup> (Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 08.

<sup>233</sup> Nous avons démontré au début de ce chapitre comment les relations de la présidente Rousseff avec le Congrès ont été manipulées par le président du parlement Eduardo Cunha (PMDB).

<sup>234</sup> (Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 09..

<sup>235</sup> Les allégations de corruption à Petrobras et l'emprisonnement de l'ancien président Lula sont expliquées dans l'annexe Lava Jato.

<sup>236</sup> (Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 07.

<sup>237</sup> (Traduction libre). Idem : 4-5.

Le CEF insiste également sur le caractère néolibéral déjà expliqué dans le plan PVF, associant l'État à la corruption :

Ce qui a dû devenir clair pour tous, c'est que les réformes législatives et la lutte contre la corruption ne sont pas des objectifs qui s'excluent ou s'opposent. Au contraire, ils peuvent et doivent aller de pair, car, en fin de compte, c'est **l'excès de l'État** qui est à l'origine de la plupart des épisodes de corruption au Brésil.<sup>238</sup>

Le CEF a été publié en 2018, année d'élections présidentielles et parlementaires. Comme nous l'avons dit précédemment, le PMDB avait prévu de présenter Temer comme candidat à la présidence, mais il a fait face à une forte résistance de la population, ainsi que nous le verrons plus tard. Le CEF a été publié pour légitimer les actions de Temer et pour démontrer que les réformes néolibérales qui ont débuté avec le plan PVF étaient fondamentales pour la reprise du Brésil et qu'elles se poursuivraient après 2018, suggérant que le tournant historique entre le gouvernement progressiste du PT et un nouveau régime néolibéral était déjà en cours, et que cela serait bon pour la société :

Au cours de l'année 2018, le gouvernement de Temer, avec le soutien du Congrès national, poursuivra son programme de changements visant à établir un modèle durable d'équilibre fiscal, à garantir une distribution plus équitable des ressources publiques au sein de la population et à créer un environnement plus prévisible et plus favorable aux **investissements du secteur privé**.<sup>239</sup>

Une fois de plus, il a été démontré que **la première politique sociale est une économie en croissance**, sans inflation et présentant un équilibre fiscal. Sans ces conditions, le résultat est toujours plus de pauvreté, quels que soient les effets des politiques compensatoires.<sup>240</sup>

Tout en démontrant les avantages du plan PVF par rapport aux politiques des gouvernements précédents, les auteurs du CEF soutiennent qu'il est nécessaire de donner plus de temps à Temer pour qu'il puisse bien terminer sa tâche, en essayant de le rendre viable comme

---

<sup>238</sup>(Traduction libre). *Idem.*, 7. (Emphase ajoutée).

<sup>239</sup>(Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 5. (Emphase ajoutée).

<sup>240</sup>(Traduction libre). *Idem.*, 9. (Emphase ajoutée).

candidat possible à la présidence de la République. Voici ce qu'en dit le CEF, d'un ton fataliste et prémonitoire :

Un projet de pays exige une période beaucoup plus longue pour être mené à terme et produire tous ses effets transformateurs. Les distorsions de l'État brésilien et de notre économie se sont accumulées au cours d'un long processus de formation et se sont enracinées dans notre culture politique. Un horizon temporel beaucoup plus long est donc nécessaire pour changer notre mode de fonctionnement et, par la même occasion, briser nos barrières psychologiques. C'est pourquoi il faudra que **le prochain gouvernement qui sera élu s'engage à respecter les idées et les objectifs qui nous ont permis ce revirement rapide**. Sinon, nous retrouverons les années de récession, d'inflation et de chômage dont nous nous sommes à peine débarrassés.<sup>241</sup>

[...] En 2018, la population brésilienne choisira un nouveau gouvernement<sup>242</sup>. Ce choix, démocratique et souverain, sera l'occasion pour notre société de décider, sur la base de ses expériences récentes, si elle souhaite la continuité du processus de réforme que nous avons adopté.<sup>243</sup>

Le CEF fait d'autres projections concernant un désastre imminent de l'économie si un candidat favorable au plan PVF n'était pas élu, et se risque même à formuler des prévisions de croissance positive pour l'après 2018 grâce aux mesures du plan :

Les erreurs d'orientation économique et l'incapacité à gouverner retombent en fin de compte sur les épaules de la population, notamment des groupes les plus vulnérables de la société. Cela ne doit pas se reproduire. En 2016, nous avons commencé à agir sur les épaves que nous avons trouvées. Même avec tous ces efforts, ce n'est qu'en 2020<sup>244</sup>, s'il n'y a pas de revers, que nous retrouverons les niveaux de revenu par

---

<sup>241</sup> (Traduction libre). *Idem*, 06. (Emphase ajoutée).

<sup>242</sup> Lors de l'élection de 2018, Jair Bolsonaro a été élu et a suivi *ipsis litteris* le plan PVF à travers des mesures et politiques adoptées par Paulo Guedes, son ministre de l'Économie (un banquier nommé par le Marché), ce qui a mené le Brésil au sommet (ou au bas fond) de son processus de démodernisation.

<sup>243</sup> (Traduction libre). CEF. Op. cit, 06.

<sup>244</sup> Contrairement aux pronostics du CEF en 2018, Le rapport de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) de 2021 montre que les niveaux de revenus ont baissé en 2020. « De 2019 à 2020, la proportion de la population en situation d'extrême pauvreté et de pauvreté au Brésil, selon la Banque mondiale, a baissé pour passer, respectivement, de 6,8 % à 5,7 % et de 25,9 % à 24,1 % de la population. Mais sans les avantages des programmes sociaux du PT, la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté aurait été pire, soit de 12,9 % et le taux de personnes en situation de pauvreté aurait atteint 32,1 %. Le revenu moyen des ménages par habitant en 2020 était de 1 349 réaux, soit une baisse de 4,3 % par rapport à 2019 (1 410 réaux). En 2020, en l'absence de programmes sociaux, ce revenu aurait été inférieur de 6,0 % (1 269 réaux), et la baisse par rapport à 2019 aurait été de 8,4 %. Le dixième de la population ayant la rémunération la plus faible aurait enregistré une baisse de revenu de 75,9 % sans ces programmes sociaux » (Traduction libre). « Síntese de Indicadores Sociais: em 2020, sem programas sociais, 32,1% da população do país estaria em situação de pobreza | Agência de Notícias », Agência de Notícias - IBGE, 3 décembre 2021. <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de->

habitant de 2011<sup>245</sup>. Une décennie entière a été perdue<sup>246</sup> dans un pays où il y a toujours autant de pauvreté<sup>247</sup> et si peu d'opportunités pour la plupart des gens<sup>248</sup>.

Le CEF montre également les engagements pris dans le plan PVF qui ont été rapidement suivis par Temer et qui, dans ce mémoire, sont considérés comme les points stratégiques d'un programme — défini dans un texte délibéré — qui « engendrera » le processus de démodernisation, lequel devient alors un « tournant historique » entre deux modèles antagoniques de gouvernement.

Le texte de la page 11 du CEF illustre bien l'importance du plan PVF dans le processus de démantèlement de la politique économique du gouvernement précédent, qui a eu pour conséquence négative la démodernisation du pays. Le plan PVF a été rédigé avec la ferme intention de mettre fin à une époque et d'en commencer une autre, pour imposer au pays les intérêts du Marché. L'idée originale du plan PVF nous semble être de « régner sur les

---

[imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/32418-sintese-de-indicadores-sociais-em-2020-sem-programas-sociais-32-1-da-populacao-do-pais-estariam-em-situacao-de-pobreza](http://imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/32418-sintese-de-indicadores-sociais-em-2020-sem-programas-sociais-32-1-da-populacao-do-pais-estariam-em-situacao-de-pobreza). (Consulté le 02/11/22).

<sup>245</sup> La dernière année du gouvernement de Lula.

<sup>246</sup> Selon Rogério J. Barbosa, la décennie évoquée par le CEF n'a pas été perdue et la chute des revenus a commencé exactement en 2015 (année de publication du plan PVF) et s'est poursuivie tout au long des gouvernements Temer et Bolsonaro selon une ligne descendante : « En 2015, une crise a durement frappé les familles brésiliennes. Le revenu moyen avait augmenté de 6,6 % entre 2012 et 2014 (Rousseff); cependant, l'année suivante, soit en 2015, il a chuté de 3,3 %, demeurant ensuite en baisse pour les deux années suivantes, soit en 2016 et en 2017 (Temer) et donnant l'impression d'une stagnation généralisée. Ce n'est qu'en 2018 (année électorale) que la récession semble laisser place à la croissance. De plus, l'inégalité avait affiché une autre baisse jusqu'en 2015, mais dans cette dernière année, il ne s'agissait plus du processus d'égalisation observé depuis la décennie précédente, mais des conséquences de la crise (gouvernement Rousseff), qui a affecté les extrêmes de la distribution avec une intensité légèrement supérieure. En général, tout le monde est devenu « également un peu plus pauvre ». Mais à partir de ce moment-là, la tendance s'est inversée : on a assisté à une augmentation constante des inégalités. Le Gini\* a fait des bonds particulièrement intenses en 2016 et 2018, faisant enregistrer au Brésil, cette année-là, le niveau d'inégalité le plus élevé de la série : 0,545 » (Traduction libre). Rogério J. Barbosa Pedro H. G. Ferreiora. « Desigualdade de renda no Brasil de 2012 a 2019 », *Dados*, 16 juillet 2020.

<http://dados.iesp.uerj.br/desigualdade-brasil/>. (Consulté le 10/11/22). (Traduction libre).

<sup>247</sup> \*L'indice de Gini, créé par le mathématicien italien Conrad Gini, est un instrument permettant de mesurer le degré de concentration des revenus dans un groupe donné. Il montre la différence entre les revenus des plus pauvres et des plus riches. Numériquement, il varie de zéro à un (certains présentent une variation de zéro à cent). La valeur zéro représente l'égalité, c'est-à-dire que tout le monde a le même revenu. La valeur un (ou cent) est à l'extrême opposé, c'est-à-dire qu'une seule personne possède toutes les richesses. En pratique, l'indice de Gini compare généralement les 20 % les plus pauvres aux 20 % les plus riches ». (Traduction libre). « O que é? — Índice de Gini », 1er novembre 2004.

[https://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com\\_content&id=2048:catid=28](https://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com_content&id=2048:catid=28). (Consulté le 03/11/22).

<sup>248</sup> (Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 06.

décombres ». Dans l'original en portugais, le texte suivant de la Brochure est en majuscule et dans une police quatre fois plus grande que celle du reste du corps du texte :

Le premier engagement du gouvernement a été **d'inverser immédiatement la politique économique du gouvernement précédent**, afin d'interrompre les désastres en cours, de commencer à reconstruire une trajectoire **d'équilibre fiscal**, de réduire fortement l'inflation et, par conséquent, de **diminuer le coût du financement de la dette publique**.<sup>249</sup>

Ensuite, le texte souligne « qu'au cours de ces vingt mois, nous avons suivi les propositions du document Un pont vers le futur »<sup>250</sup>, et énumère la liste des mesures prises par le président Temer, considérées comme bénéfiques : « a) Construire un équilibre fiscal durable par le retour des excédents primaires et la stabilisation de la dette publique par rapport au PIB, et ce, sans augmenter les impôts; b) établir une limite pour la croissance des dépenses dans le budget (Loi du plafond) et procéder à l'élimination des contraintes budgétaires; c) atteindre une stabilité maximale en trois ans, fixer une cible d'inflation et augmenter les taux d'intérêt pour accroître la compétitivité; d) exécuter une politique de croissance axée sur l'initiative privée, par le biais de privatisations, de larges concessions dans les domaines de la logistique et de partenariats dans les infrastructures pour compléter la prestation de services publics et revenir au régime précédent de concessions dans le domaine du pétrole et du gaz en donnant à Petrobras le droit de préférence dans les enchères visant le pré-sel; e) promouvoir la pleine insertion de l'économie brésilienne dans le commerce international, avec une plus grande ouverture au commerce, et la recherche d'accords commerciaux régionaux avec toutes les zones économiques concernées; f) promouvoir une législation garantissant le meilleur niveau possible de gouvernance d'entreprise pour les sociétés d'État et les agences de régulation, avec des règles strictes quant au choix des dirigeants et à leurs responsabilités; g) dans le domaine du travail, faire prévaloir les conventions collectives sur les normes légales, sauf en ce qui concerne les droits fondamentaux; h) dans le domaine fiscal, faire un effort de simplification, en réduisant les types d'impôts à payer et en

---

<sup>249</sup> (Traduction libre). *Idem*, 11. (Emphase ajoutée).

<sup>250</sup> (Traduction libre). *Idem/Ibidem*.



unifiant la législation de l'ICMS<sup>251</sup>, y compris le transfert de la perception à l'État de destination, l'exonération pour les exportations et les investissements; i) promouvoir la rationalisation des procédures de création d'entreprises et d'investissements, en mettant l'accent sur les permis environnementaux, qui peuvent être efficaces sans être complexes ni longs; j) dans le domaine de l'éducation, donner la priorité à l'enseignement primaire et secondaire, mettre l'accent sur la qualité de l'apprentissage et sur la diversification de l'enseignement secondaire; k) dans le domaine politique, construire une coalition de forces politiques pour faire approuver par le Congrès national tout ce qui est nécessaire pour remplir ces engagements et ces objectifs »<sup>252</sup>.

Dans le dernier chapitre de ce mémoire, nous discuterons des mesures mises en pratique par Temer — et qui sont encensées par le CEF — en cherchant à vérifier leurs contradictions et leur impact négatif sur la vie de la population. Dans la prochaine section, il sera question des critiques dont le plan PVF a fait l'objet au moment de sa publication et de son application.

### **2.2.3 Les critiques envers le plan PVF**

Le plan PVF est un document qui a eu un impact direct sur les politiques sociales, sur la vie de la population et sur la communauté scientifique du pays. Certains auteurs brésiliens ont publié des analyses critiques du plan, notamment dans le domaine du droit, remettant en cause sa constitutionnalité, et dans le domaine de l'éducation, abordant en particulier les conséquences du plan pour ce secteur. Dans le domaine des sciences sociales et de la philosophie, les discussions ont porté sur ses conséquences sur la société, son incongruité et son manque d'éthique. Ces auteurs soulignent principalement l'incohérence du plan PVF entre l'économie de marché et les besoins de la société, le déni et le mépris de la population et des travailleurs, et ils comprennent l'application du plan comme une « régression des politiques de bien-être », comme un « recul », un « retard », un « démantèlement » des institutions<sup>253</sup>.

---

<sup>251</sup> Impôt sur la circulation des biens et des services (entre les États de la Fédération).

<sup>252</sup> (Traduction libre). CEF. *Op. cit.*, 11-12.

<sup>253</sup> Ces termes apparaissent dans les articles étudiés et seront mis en évidence dans notre analyse ci-dessous.

L'utilisation de ces termes nous a poussés à chercher des éléments dans le plan PVF qui peuvent être reconnus dans l'historiographie de la démodernisation et que nous avons déjà présentés dans le premier chapitre de ce mémoire. Et parce que nous pensons qu'une analyse du plan PVF dans cette perspective est possible, nous avons entrepris de réaliser une revue de la littérature sur le plan PVF écrite par des intellectuels brésiliens.

## 2.3 L'historiographie du plan PVF

Les articles scientifiques portant sur le plan PVF ont été publiés après sa mise en œuvre à partir de 2016. Le faible nombre d'articles sur le plan se justifie par la rapidité avec laquelle le processus de démodernisation s'est installé au Brésil, provoquant perplexité et étonnement chez les intellectuels. Il se justifie également par le fait que Temer a réduit le financement de la recherche et le budget des universités fédérales. En outre, d'autres sujets plus urgents ont attiré l'attention des chercheurs, notamment la procédure de destitution de Rousseff, la guerre juridique (le *lawfare*) engendrée par l'opération Lava Jato<sup>254</sup> et la campagne électorale de Jair Bolsonaro en 2018. Fait important, nous n'avons pas trouvé d'articles sur le plan PVF datant de 2020, probablement en raison des effets de la pandémie sur la vie universitaire du pays.

Les articles sélectionnés dans le cadre de ce mémoire sont ceux dans lesquels les auteurs témoignent des effets de l'application du plan PVF dans la société et s'efforcent de les comprendre à partir de modèles explicatifs de la société brésilienne et de certaines théories classiques de la philosophie et des sciences humaines. En passant par des philosophes qui vont de Habermas à Derrida et du modèle marxiste à la théorie critique, les auteurs sélectionnés présentent un point en commun : ils comprennent tous le plan PVF comme un « retard », un « démantèlement », que ce soit dans les politiques sociales ou les institutions et dans les lois prévues dans la constitution ou dans l'éducation. Ils montrent tous les conséquences négatives du plan pour la population. Le critère d'inclusion de ces auteurs dans notre recherche était

---

<sup>254</sup> Voir l'annexe.

précisément cette perception de « recul » dans le mode de vie, un trait marquant de la démodernisation.

L'article de Menezes Jr. et Berzezinski<sup>255</sup> illustre quelques points du plan PVF et cherche à établir un lien entre le problème de la normativité<sup>256</sup> et le monde de la vie de Habermas<sup>257</sup>. En revisitant leurs paradigmes, les auteurs reviennent sur la question de l'émancipation de l'être humain proposée dans la théorie de l'action communicative. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1 de ce mémoire, Touraine fonde sa critique de la modernité sur les présupposés de Habermas et comprend que la difficulté de communiquer inhérente à la modernité est associée à la rupture entre la triade de l'État de droit, des impératifs du Marché et de la perte des signifiants de la culture. Entre cette fissure apparaît la démodernisation<sup>258</sup>. Dans leur article, Menezes Jr. et Berzezinski constatent que l'émergence et l'application du plan PVF ont constitué une ingérence normative dans le « monde de la vie brésilien » et que la population n'a pas été en mesure de la rejeter. Selon nous, cela s'explique par les processus de désinstitutionalisation, de désocialisation et de dépolitisation que la population brésilienne subit depuis 2013<sup>259</sup>. Ces

---

<sup>255</sup> Antonio Menezes Junior et Iria Brzezinski. « Uma Ponte Para O Futuro e o Encontro com o Futuro: A Persistente Tensão Entre a Normatividade e o Mundo Vivido Habermasiano », *Fronteiras : Journal of Social, Technological and Environmental Science* 8, n° 1 (22 février 2019). <https://doi.org/10.21664/2238-8869.2019v8i1.p131-150>. (Consulté le 07/12/21).

(Consulté le 07/12/21).

<sup>256</sup> Pour une discussion sur la normativité dans le domaine de la philosophie et des sciences sociales, voir : Roberto Frega, « Les pratiques normatives », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, mis en ligne le 23 février 2015 (Consulté le 08/11/2022). URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4969>; DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.4969> (Consulté le 01/11/22).

<sup>257</sup> Pour une compréhension du concept de monde de la vie chez Habermas, voir: Stéphane Haber. « Le « monde de la vie » comme catégorie critique aujourd'hui », *Cahiers philosophiques* 132, n° 1 (1er février 2013) : 58 -74.

<sup>258</sup> Touraine, 1997. *Op. cit.*

<sup>259</sup> Les Journées de juin 2013 portent à croire, dans un premier temps, à une politisation de la population, plutôt qu'à une dépolitisation. Cependant, cette politisation est artificielle, comme l'a démontré le prologue historique de ce mémoire. Grâce à l'aide des médias corporatifs brésiliens, les gens ont été incités à se diviser dans une polarisation croissante entre le bien et le mal, où le mal serait la corruption du PT, persécuté et vilipendé par l'opération Lava Jato, et le bien, la destitution et le changement du gouvernement Rousseff. Cette dichotomie a favorisé une désocialisation de la population, la divisant en catégories identitaires péjoratives : « *Coxinhas* » (droite) X « *Petralhas* » (gauche) empêchant leur union autour d'une cause commune et correctement politisée. C'est une dépolitisation précisément causée par la désinformation stimulée par les médias et les secteurs qui ont conclu des pactes pour engendrer le coup d'État qui mènera à la destitution de Rousseff. À cause des médias et du Parlement gouverné par Eduardo Cunha, la procédure de destitution s'est transformée en un « match de football », avec des supporters différents dans des camps opposés, et avec des couleurs différentes : le vert jaune représentant « le patriotisme et la destitution » et le rouge représentant « la gauche communiste » (tenez compte des conséquences de cette manipulation sémiotique dans le « pays du football »). Ces supporters étaient mus par des passions irrationnelles plutôt que par une rationalité motivée par la citoyenneté et la compréhension politique de ce qui se passait réellement. Pour en savoir plus sur l'influence des médias sur la destitution de Rousseff, voir :

processus, qui empêcheraient une communication entre la société et le gouvernement, pourraient nous aider à répondre à l'une de nos questions de recherche, à savoir : à quels segments de la société le plan PVF s'adresse-t-il?

La société brésilienne a pour tâche de rechercher les éléments qui permettront une plus grande communication avec les sphères gouvernementales afin de sortir de l'obscurantisme qui entoure la prise de décision. Et même les attitudes les plus claires du gouvernement actuel, à commencer par le plan « Un pont vers le futur », indiquent clairement son option pour le patronat<sup>260</sup>.

Un autre document sur le plan PVF a été rédigé en 2021 par Ernane Salles et Marcelo Oliveira<sup>261</sup>. Dans celui-ci, les chercheurs du droit analysent les conséquences du plan PVF selon un angle constitutionnel. Le plan PVF n'est pas le centre de leur analyse, mais plutôt l'instrumentalisation du temps historique et de la notion de futur qui a pour effet de générer une adhésion sociale. Autrement dit, on défend l'idée qu'un « futur meilleur » est à portée de main. Les auteurs discutent de la « crise institutionnelle » créée par l'émergence du plan, l'idée étant que, dans le contexte de pré-destitution de Rousseff, on a manqué de respect à la constitution fédérale compte tenu des délais imposés par les instances juridiques et les institutions. L'analyse s'articule ensuite autour d'une discussion critique sur la temporalité, sur un « futur nécessairement meilleur » et sur la nécessité de progresser rapidement vers le futur, car la situation actuelle est chaotique<sup>262</sup>.

---

Luiz Paulo Ribeiro Barbosa Neto. « Os mídia enquanto atores políticos com influência no impeachment de Dilma Rousseff » (masterThesis, 2019). <http://repositorium.sdum.uminho.pt/>. Voir aussi : Renata Santa Cruz Coelho et Nara Fonseca de Santa Cruz Oliveira. « A influência da mídia no golpe militar de 1964 e no golpe jurídico-midiático-parlamentar de 2016. », dans *Publius* 2016, 2016.

<http://www.unicap.br/ocs/index.php/publius/publius2016/paper/view/54.>; et: Iago Roberto Pinheiro et José Carlos Vieira. « A mídia brasileira no impeachment de Dilma Rousseff », *Caderno da Escola Superior de Gestão Pública, Política, Jurídica e Segurança* 1, n° 2 (12 décembre 2018).

<https://cadernosuninter.com/index.php/ESGPPJS/article/view/727>. (Consulté le 03/11/22).

<sup>260</sup> (Traduction libre). Antônio Menezes, *Op. cit.*, 147.

<sup>261</sup> Ernane Salles da Costa Junior et Marcelo Andrade Cattoni de Oliveira. « Tempo da Constituição e Ponte para o Futuro: uma análise a partir da teoria crítica da aceleração social », *Revista Direito e Práxis* 12 (3 mars 2021): 197-236. <https://doi.org/10.1590/2179-8966/2020/45118>. (Consulté le 07/12/21).

<sup>262</sup> *Idem*. On pourrait ici établir un parallèle avec l'idée de Faoro selon laquelle le Brésil ne respecte pas son propre « temps de développement » et subit des sauts de modernisation. Voir le chapitre 1.

Le chaos justifierait la rupture du pacte constitutionnel et les conséquences seraient désastreuses pour le pays, notamment pour les institutions. Lorsque les agents institutionnels ne respectent pas les prescriptions de la Constitution au nom d'un « futur prometteur et urgent », ils créent un précédent pour d'autres arbitraires institutionnels. Les auteurs soulignent que, à partir de la rupture institutionnelle qui a changé les règles de la procédure de destitution ont été facilement passés de l'annulation des dépenses discrétionnaires au Brésil — qui sont prévues dans le PVF — à la réduction des investissements et aux changements dans le budget fédéral qui brisent le tissu social<sup>263</sup>. Nous comprenons que cette violation de la constitutionnalité est causée par la fissure ouverte entre les dictats de l'État de droit et les impératifs de la culture qui sont soumis aux intérêts du néolibéralisme :

Actuellement, la Constitution détermine que les États de la fédération doivent investir au moins 12 % de leur budget dans la santé, tandis que les municipalités doivent en investir 15 %. Dans le domaine de l'éducation, la contrainte budgétaire impose aux États et aux municipalités d'investir au moins 25 % des recettes fiscales et des transferts. La mesure promise par le gouvernement<sup>264</sup> signifie la fin de toute obligation pour les États ou les municipalités, voire le gouvernement fédéral lui-même, d'investir le minimum constitutionnel dans les domaines de la santé et de l'éducation. Dans la pratique, il s'agit de la poursuite du processus de suspension du pacte constitutionnel et du démantèlement des droits sociaux afin de confier leur mise en œuvre à l'initiative privée et de mettre en péril d'importants processus normatifs d'intégration sociale<sup>265</sup>.

En partant de l'idée de désintégration sociale et des conséquences du plan PVF dans la société, Soraya Mustafa nous montre qu'un État ayant une organisation capitaliste doit nécessairement prioriser les intérêts du capital<sup>266</sup>. L'auteure analyse les droits sociaux dans l'État capitaliste brésilien en mettant en évidence les politiques proposées dans le plan PVF. La grande valeur de cet article est peut-être la critique faite au PT lui-même.

---

<sup>263</sup> Idem.

<sup>264</sup> Contenu du plan PVF et répété dans le CEF comme mentionné ci-dessus.

<sup>265</sup> (Traduction libre). Ernane Jr. et Costa Sales. *Op.cit.*, 231-232.

<sup>266</sup> Patrícia Soraya Mustafa. « Estado Capitalista brasileiro: análise dos direitos sociais em tempos de ortodoxia neoliberal », *Revista Katálysis* 22, n° ponte para o futuro (9 mai 2019): 100-109. <https://doi.org/10.1590/1982-02592019v22n1p100>. (Consulté le 07/12/21)

D'orientation marxiste, l'auteure travaille l'article du point de vue de la lutte des classes; elle soutient que tous les avantages possibles produits par le PT lorsqu'il était au pouvoir ne représentent qu'une infime partie de ce qui aurait dû être fait. Elle met également l'accent sur les mesures proposées dans le plan PVF, déjà en place au moment de la rédaction de son article, et fait des prédictions sur le résultat de mesures éventuelles qui entreraient en vigueur plus tard, comme la réforme des régimes de retraite<sup>267</sup>. Dans cet article, la notion de démantèlement est à nouveau mise en évidence, ce qui nous rapproche de la notion de recul trouvée dans les théories de la démodernisation.

Les pertes du système éducatif brésilien et son démantèlement, attribuables à la mise en œuvre du plan PVF par le gouvernement de Temer, sont les thèmes qu'abordent Ruiz et Bufalo<sup>268</sup> dans leur article. Les auteures analysent le plan PVF en l'envisageant comme une production néolibérale et soulignent que la situation doit être redressée. L'élément distinctif de l'article est qu'il remonte aux origines du libéralisme et du néolibéralisme en insérant dans la discussion sur le développement du capitalisme brésilien la notion de « troisième voie ». La discussion sur la troisième voie a gagné en force en tant que discours « idéopolitique » [sic] lorsque Tony Blair, leader du parti travailliste britannique, a redéfini la proposition de la social-démocratie dans une tentative de surmonter le néolibéralisme de Thatcher<sup>269</sup>. Il a ainsi établi des propositions axées sur « l'ouverture politique, la déréglementation et la déstabilisation de l'économie nationale ».<sup>270</sup>

En établissant une chronologie du néolibéralisme au Brésil, les auteures soulignent un fait qui présente des similitudes avec l'élaboration du plan PVF. Les premières réformes néolibérales sont arrivées au Brésil au début des années 1990 avec l'élection du président Fernando Collor de Melo<sup>271</sup>, qui a aussi fait l'objet d'une procédure de destitution, ayant été accusé de corruption. Le président élu suivant était Fernando Henrique Cardoso (FHC), du parti de la social-démocratie

---

<sup>267</sup> *Idem*.

<sup>268</sup> Maria Jose Ferreira Ruiz et Kátia Silva Bufalo. « Uma ponte para o futuro: políticas educacionais e parcerias público-privadas », *Educação em Análise* 2, n° 1 (2017): 37-58. <https://doi.org/10.5433/1984-7939.2017v2n1p37>. (Consulté le 07/12/21).

<sup>269</sup> Blair, Tony and Schroeder Gerhard: *Europe: The Third way/Die Neue Mitte*. In: Working Documents N.2. Friedrich Ebert Foundation South Africa Office. Johannesburg. June 1998. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/suedafrika/02828.pdf>. (13/06/22).

<sup>270</sup> (Traduction libre). Ruiz e Buffalo. *Op. cit*, 46.

<sup>271</sup> Fernando Collor de Mello/Biography/Britannica. *Op. cit*. Voir chapitre 1.

brésilienne (PSDB<sup>272</sup>). FHC a poursuivi les réformes néolibérales initiées par Collor de Melo, mais avec des nuances de troisième voie. Parce qu'au Brésil, compte tenu des conditions historiques et sociales, on en était au début de la formation d'un État-providence tardif visant à minimiser les effets de la dictature militaire sur l'inégalité sociale<sup>273</sup>. Le président Cardoso a alors créé un département chargé de redéfinir les actions de l'État brésilien<sup>274</sup>. Ce département a organisé plusieurs livrets pour réformer l'État, que l'on a appelé le « Plan directeur de la réforme de l'appareil d'État » (PDRAE)<sup>275</sup> :

Ainsi [...], faisant abstraction des enjeux historiques, politiques et économiques du Brésil des années 1990 [...] Bresser Pereira (1995) a soutenu qu'il y avait une possibilité que la perspective de la troisième voie favorise la croissance économique, tant en Angleterre qu'au Brésil, ce qui serait, selon lui, un **saut** direct vers l'État gestionnaire<sup>276</sup>.

Le mot « saut » est en gras, car il existe une similitude entre ce Plan directeur de la réforme de l'appareil d'État<sup>277</sup> et le plan PVF. Là encore, il est possible de percevoir l'idée d'un « futur prometteur », qui mènerait à une « ascension » du pays et à son entrée dans les rangs des pays développés grâce à un « État gestionnaire ». Le diagnostic des auteurs du PDRAE dans les années 1990 concernant la situation de « crise » au Brésil est analogue à celui fait dans le plan PVF en 2015, à savoir : l'État est une machine bureaucratique onéreuse qui entrave le développement de l'économie. Une fois de plus, l'État est responsable de la « crise », et la solution est de le confier au Marché pour garantir son efficacité. Sur la base du diagnostic du

---

<sup>272</sup> « Nous avons aussi examiné le contenu social du PSDB, c'est-à-dire ses bases sociales, à partir de la recherche d'associations (la société civile) auxquelles appartiennent les membres du parti, ainsi que de lieux sociaux occupés par son personnel dirigeant. Il s'agit d'un parti qui a su se rendre le « Prince moderne » de la bourgeoisie brésilienne (qui a été sa raison d'être), capable de traduire et d'unifier les aspirations des diverses fractions des classes dominantes autour d'un modèle néolibéral de sociabilité ». (Résumé original en français). Guiot, André Pereira. *Um « moderno príncipe » da burguesia brasileira: o PSDB (1988-2002)*. 2006. Disertação de Mestrado – Universidade Federal Fluminense, Instituto de Ciências Humanas e Filosofia, Departamento de História. Rio de Janeiro. 2006

<sup>273</sup> Maria José. *Op. cit.*

<sup>274</sup> Ministère de l'administration et de la réforme de l'État (MARE) dirigé par Bresser Pereira, ministre de l'Économie.

<sup>275</sup> Maria José. *Op. cit.*, p. 49.

<sup>276</sup> (Traduction libre). *Idem*, 50. (Emphase ajoutée).

<sup>277</sup> Les conséquences de ce plan ont également été une détérioration des services publics, un appauvrissement de la population, le chômage, l'inflation, la perte de droits et un recul de la modernisation. Maria José. *Op. cit.*

PDRAE, certaines mesures ont été élaborées pour atténuer la crise financière. Parmi elles, le passage de certains services publics essentiels, garantis par la Constitution fédérale de 1988, à des institutions non étatiques : « Parmi ces services, l'éducation, la santé et autres. Ces domaines sont considérés comme lucratifs et peuvent donc être exploités par différents secteurs de l'économie ». <sup>278</sup>

Il est important de noter que la logique néolibérale est appliquée dans les politiques éducatives du Brésil, transformant l'éducation en une entreprise à la merci des variations et des intérêts du Marché. On la considère comme une entreprise dans laquelle des bénéfices sont attendus et cela entraîne des conséquences perverses dans un pays où il existe de profondes inégalités sociales et économiques.

Comme le PDRAE, le plan PVF apporte avec lui la proposition de réglementer l'éducation et de transférer les ressources publiques au secteur privé, supprimant ainsi une obligation de l'État prévue par la Constitution fédérale :

Pour cela, il faut tout d'abord mettre fin aux liens constitutionnellement établis, comme dans le cas des dépenses **de santé et d'éducation** [...] Pour que le régime budgétaire soit axé sur la croissance et non sur la stagnation et le marasme, il faut le renouveler en mettant fin à tous les liens et en instaurant un budget totalement imposé <sup>279</sup>.

Ces mesures, une fois en place, engendrent un processus de démodernisation de la société, car elles représentent un recul en matière de politique publique et un retard dans le développement de la société. Dans le cas spécifique de l'éducation, ce que nous pouvons observer, c'est qu'en la diminuant, en la restreignant ou même en la supprimant du budget public de l'État, elle cause (a causé et causera) un obstacle de plus à l'ascension sociale d'une grande partie de la population. En proposant un désinvestissement des ressources budgétaires en santé et en éducation, le plan PVF contourne le texte de la Constitution qui garantit des conditions égales pour tous.

---

<sup>278</sup> (Traduction libre). Maria José. *Op. cit*, 50.

<sup>279</sup> (Traduction libre). Plan PVF. *Op. cit*, 09. (Emphase ajoutée).



Un partenariat avec l'enseignement privé crée un « système d'éducation dualiste<sup>280</sup> » qui se caractérise par une « école de la connaissance » pour les riches et par une « école d'accueil social » pour les pauvres<sup>281</sup>. Autrement dit, la classe ouvrière aurait accès à un enseignement public de qualité inférieure, réduisant ainsi sa possibilité d'accéder à la connaissance et à l'émancipation humaine. En revanche, les plus riches auraient accès aux universités et à la réflexion critique ainsi qu'aux meilleurs emplois. Au fil du temps, ce processus conduirait à la détérioration des conditions de vie des plus pauvres en raison de leur ségrégation : « [...] l'apartheid social devient officiel à travers le plan PVF, synonyme d'un avenir de servitude financière, extrêmement excluant et inégalitaire<sup>282</sup> ».

Cet apartheid social tire son origine dans l'histoire des relations sociales au Brésil. Bogéa, dans une conférence portant sur les répercussions du plan PVF au sein de la société brésilienne, propose une analyse de deux concepts étroitement liés au Brésil, soit le libéralisme et le conservatisme<sup>283</sup>. En essayant de démontrer que le libéralisme au Brésil est étroitement lié aux classes dominantes et que le « libéralisme économique » a toujours été accompagné d'un « conservatisme moral », le philosophe comprend que la mise sous tutelle de la population brésilienne par les soi-disant « honnêtes citoyens<sup>284</sup> » amène l'idée que la population ne pourrait pas décider par elle-même, et que la liberté proposée dans les affaires n'atteindrait pas la population la plus pauvre qui n'a aucun moyen de rivaliser avec eux.

Bogéa s'appuie sur les idées du philosophe Jacques Derrida<sup>285</sup> pour démontrer que les intérêts économiques et leur supposée rationalité sont en fait anachroniques et source de

---

<sup>280</sup>(Traduction libre). Maria José. *Op. cit.*

<sup>281</sup> (Traduction libre). José Carlos Libâneo. « O dualismo perverso da escola pública brasileira: escola do conhecimento para os ricos, escola do acolhimento social para os pobres », *Educação e Pesquisa* 38 (mars 2012) : 13-28. <https://doi.org/10.1590/S1517-97022011005000001>. (Consulté le 03/11/22).

<sup>282</sup> (Traduction libre). Maria José. *Op. cit.*, 56.

<sup>283</sup> Diogo Bogéa. *Uma ponte para o futuro: liberalismo econômico, conservadorismo moral e a violência incalculável do puro cálculo*, Ítaca, n° 33 (2018): 21-37. (Consulté le 07/12/21).

<sup>284</sup> « Homens de bem »; « law-abiding citizen ». (Traduction libre).

<sup>285</sup> Pour les idées de Jacques Derrida, voir : *De l'économie restreinte à l'économie générale*. Dans : *L'écriture et la différence*. Paris : Seuil, 1967.

souffrance pour les plus pauvres. Pour ce faire, il analyse deux extraits du plan PVF. D'abord, le début du plan :

Ce programme vise à préserver l'économie brésilienne et à rendre son développement viable, en redonnant à l'État la capacité de mettre en œuvre des politiques sociales qui combattent efficacement la pauvreté et créent des opportunités pour tous. En quête de cet horizon, nous nous proposons de rechercher l'union des Brésiliens de bonne volonté. Le pays réclame la pacification, car l'aggravation des divisions et la diffusion de la haine [...] rendent le consensus politique invivable. Toutes les initiatives présentées ici sont une nécessité, et presque un consensus dans le pays. L'inertie et l'immobilisme politique les ont empêchés de se concrétiser. La crise fiscale et, surtout, économique actuelle [...] et l'absence totale de vision obligent la société à regarder son destin en face. À ce moment [...] il faut former une majorité politique [...] capable de [...] concrétiser toutes ces décisions dans la société et au Congrès national. Nous n'avons pas d'autre moyen que de rechercher la compréhension et la coopération. La nation a déjà montré qu'elle est capable d'affronter et de surmonter de grands défis. Nous allons la soumettre à un nouveau test décisif. Le système politique brésilien le doit à son immense population<sup>286</sup>.

Et puis sa fin :

Nous réaliserons ce plan au nom de la paix, de l'harmonie et de l'espoir, qui sont encore parmi nous. Obéir aux institutions de l'État démocratique, suivre strictement les lois et préserver l'ordre, sans lequel le progrès est impossible. Le pays a besoin de tous les Brésiliens. Notre promesse est de reconstituer un État moderne, prospère, démocratique et juste. Nous invitons la nation à faire sien ce rêve d'unité<sup>287</sup>.

Le philosophe Bogéa soutient que la rationalité libérale, désireuse de « relever le pays » par des réformes économiques avec l'aide de tous les politiciens du Congrès, entraîne avec elle le conservatisme d'un groupe hétéronormatif, adulte, blanc et patriarcal qui met sous tutelle la population brésilienne depuis l'esclavage<sup>288</sup>. Tout changement dans le pays doit nécessairement passer par « l'ordre et le progrès<sup>289</sup> » qui entraînent l'uniformisation de la hiérarchie sociale (conservatrice) et qui déterminent l'avenir du pays à partir du culte de l'argent, des principes libéraux et d'une morale construite depuis l'esclavage<sup>290</sup>.

---

<sup>286</sup> (Traduction libre). Plan PVF. *Op. cit*, 02.

<sup>287</sup> (Traduction libre). *Idem*, 19.

<sup>288</sup> Voir les idées de Faoro dans le chapitre 1.

<sup>289</sup> Devise positiviste écrite sur le drapeau brésilien.

<sup>290</sup> Bógea. *Op. cit*.

Souza abonde dans le même sens que Bogéa et évoque une élite brésilienne conservatrice et arrogante qui prend des décisions en fonction de ses propres intérêts moraux et économiques sans aucun scrupule ni aucune empathie envers les pauvres. Le sociologue traite de ce problème dans son livre *A elite do atraso*<sup>291</sup> (L'élite du retard). Cet ouvrage est une compilation de plusieurs de ses textes dans lesquels les interprétations de la formation du peuple brésilien sont analysées à partir des travaux des auteurs classiques des sciences sociales du pays<sup>292</sup>. L'auteur propose l'idée que les problèmes auxquels le pays est confronté aujourd'hui sont associés à une élite autoritaire héritée de la période de l'esclavage qui fait ses choix à partir de ses intérêts économiques en se cachant derrière une morale conservatrice.<sup>293</sup>

L'une des caractéristiques de la modernisation est l'apparition d'une classe moyenne<sup>294</sup>. Cette nouvelle classe moyenne brésilienne, qui a émergé au Brésil pendant les gouvernements du PT, est désormais identifiée à l'élite financière et non plus à une classe populaire qui s'est élevée grâce aux politiques sociales développées par ce parti.

---

<sup>291</sup> Jessé Souza, *A elite do atraso: da escravidão à Lava Jato*, 1<sup>a</sup> edição (Rio de Janeiro, RJ: LeYa, 2017).

<sup>292</sup> Surtout Sérgio Buarque de Holanda (1902-1982) et Gilberto Freire (1900-1987).

<sup>293</sup> Jesse de Souza, comme tous les intellectuels, ne fait pas l'unanimité et son travail a fait l'objet de critiques de la part des académiques. Son ouvrage a été écrit dans le but de combler un manque de données pour la compréhension de deux phénomènes qui ont secoué la communauté intellectuelle : la procédure de destitution de 2016 et la bataille juridique de Lava Jato. Le mérite de l'auteur, pour notre étude, est qu'il propose une analyse de l'élite brésilienne, la qualifiant « d'arriérée ». Le « retard » est l'une des notions s'appliquant à la démodernisation. En considérant l'élite brésilienne comme arriérée, il met en avant l'idée d'un retour à un passé privilégié pour cette élite qui est toujours prête à s'immiscer dans la modernisation du pays. Ainsi, la destitution d'une présidente du PT au nom de l'application de la doctrine économique néolibérale proposée dans le plan PVF, et directement soutenue par cette élite qui, selon Souza ne permet pas la mobilité sociale des plus pauvres, nous suggère la présence d'un processus de démodernisation. Pour des critiques du travail de Souza, voir : Cibele Saliba Rizek. « Jessé de Souza — A elite do atraso: da escravidão à Lava-Jato: À guisa de um debate », *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais* 20 (décembre 2018) : 591-95. (Consulté le 18/03/22).

<sup>294</sup> D'un point de vue académique, le concept de « classe moyenne » est transdisciplinaire; son utilisation et sa définition restent largement controversées. De manière générale, quatre approches peuvent être identifiées : « 1) une approche économique basée sur le revenu; 2) une approche sociologique basée sur le statut social mobilisant notamment des informations sur l'éducation et la catégorie socioprofessionnelle; 3) une approche subjective basée sur la conscience de classe; et 4) une approche managériale basée sur les habitudes de consommation ». Clément, M., Y. — a. Faure, P.-P. Berrou, f. Combarrous, d. Darbon et e. Rougier (2018), « Anatomie de la classe moyenne brésilienne : identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques », *Papiers de recherche AFD*, n.2018-67, Juin.

On connaît l'importance de l'émergence et de la consolidation des classes moyennes dans le processus de développement de n'importe quelle nation. Quand celles-ci sont en essor dans un pays, elles concourent, par leurs dépenses, à l'expansion du marché national et, par la même occasion, elles contribuent à la croissance du PIB<sup>295</sup>. En outre, par la nature de leur consommation, elles tendent à accroître la demande pour des biens qui ne se limitent plus à des produits de première nécessité<sup>296</sup>. Sur le plan social, leur développement brise le dualisme et l'antagonisme entre une vaste masse de population pauvre et une élite restreinte accaparant richesse et pouvoir, en plus de révéler le potentiel de mobilité ascendante entre les strates de la société. Leur déploiement participerait aussi au processus de cohésion interne susceptible de générer de la stabilité politique et leurs exigences nouvelles déboucheraient sur l'affermissement d'un régime démocratique<sup>297</sup>.

Les développements qui ont caractérisé le pays après 2003 (premier gouvernement du PT) ont naturellement provoqué des transformations socioéconomiques sensibles et généré des mouvements dans la structuration de la société brésilienne : la croissance économique, l'expansion des emplois formels, l'augmentation des salaires en chiffres réels, l'amplification des programmes d'assistance sociale et de transferts de revenus, l'indexation de nombreuses allocations significatives entre les différentes strates de la population et notamment des plus modestes vers celles situées un peu plus haut dans la pyramide sociale<sup>298</sup>. Au Brésil, cette catégorie intermédiaire comprend de hauts cadres administratifs et commerciaux ainsi que des ingénieurs ou des techniciens hautement spécialisés, souvent issus du secteur public ou d'entreprises privées proches du pouvoir. C'est au bénéfice des récentes transformations sociales

---

<sup>295</sup> *Idem*.

<sup>296</sup> Matsuyama, K. 2002, The rise of mass consumption societies, *Journal of Political Economy*, 110(5): 1035-1070. Banerjee, A., Duflo, E. 2008, What is middle class about the middle classes around the world? *Journal of Economic Perspectives*, 22(2): 3-28.

<sup>297</sup> Lipset, S.M. 1959, Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy, *American Political Science Review*, 53(1): 69-105. Easterly, W. 2001, The middle-class consensus and economic development, *Journal of Economic Growth*, 6(4): 317-335. Loayza, N., Rigolini, J., Llorente, G. 2012, Do middle classes bring institutional reforms? *Economics Letters*, 116(3): 440-444.

<sup>298</sup> Clément. *op. cit.*

que le pays a vu croître nettement le nombre et la proportion des couches un peu moins pauvres de sa population venant ainsi gonfler les niveaux intermédiaires du spectre social<sup>299</sup>.

Orientée par l'élite — à travers les médias qui encouragent le consumérisme en montrant que leur mode de vie est synonyme de réussite — la classe moyenne brésilienne cherche à restreindre la mobilité sociale des plus pauvres. C'est ce que Souza appelle « le pacte antipopulaire de l'élite avec la classe moyenne<sup>300</sup> ». Par conséquent, la classe moyenne, qui émerge en même temps que la modernisation *petiste*<sup>301</sup> du pays, en s'associant à l'élite *do atraso*, devient paradoxalement un agent de la démodernisation du pays :

Dans le contexte des quatre grandes classes sociales<sup>302</sup>[...], divisées intérieurement en diverses factions qui marquent la société brésilienne contemporaine [...] la classe sociale la plus stratégique pour le modèle de domination sociale qui s'est établi au Brésil est la classe moyenne. Même si la classe ouvrière a, dans plusieurs phases historiques, forcé les limites étroites prévues par la stratégie d'exclusion qui a marqué l'histoire politique brésilienne, pour la compréhension du pacte de domination réactionnaire qui a prévalu au Brésil hier et aujourd'hui, il est nécessaire, avant tout, de comprendre le comportement de la classe moyenne<sup>303</sup>.

Souza ne travaille pas exactement avec le plan PVF, mais ses considérations sur les aspects qui ont abouti à la destitution de Rousseff nous donnent des éléments d'analyse supplémentaires pour trouver des traces de démodernisation dans le plan PVF lui-même. En étant conçu pour améliorer l'avenir d'une élite, par le biais d'une survalorisation de la doctrine néolibérale, le plan assujettit la classe ouvrière : « Aujourd'hui, le capitalisme financier commence à créer sa propre classe ouvrière de plus en plus précaire, menacée par le chômage et la réduction des droits [...] la concurrence tend à vaincre la solidarité de classe »<sup>304</sup>.

---

<sup>299</sup> *Idem*.

<sup>300</sup> Souza. *Op. cit.*, p.107. (Traduction libre).

<sup>301</sup> En référence au Parti des travailleurs (PT). Ce serait comme qualifier de « caquiste » le gouvernement du CAQ au Québec.

<sup>302</sup> « L'élite des propriétaires, la classe moyenne et ses fractions, la classe ouvrière semi-qualifiée et la populace des nouveaux esclaves ». (Libre traduction). Souza. *Op. cit.*, 107

<sup>303</sup> (Traduction libre). *Idem/Ibidem*.

<sup>304</sup> (Traduction libre). Souza, *Op.cit*, 108.

La critique de Souza sur la responsabilité de la classe moyenne dans le processus de démantèlement du Brésil est très énergique. En démontrant que « la clé pour comprendre l'iniquité et la bassesse est la classe moyenne »<sup>305</sup>, il nous montre qu'il existe un paradoxe dans les attitudes et les sentiments de cette classe :

[...] Elle (la classe moyenne) conclut un pacte antipopulaire commandé par l'élite financière, où se mêlent des aspects rationnels, comme la préservation des privilèges, et des aspects irrationnels, comme les besoins de distinction et la haine et le ressentiment de classe. C'est ce mécanisme essentiel, consciemment construit et planifié par les élites à partir des années 1930<sup>306</sup>, qui explique la victoire récurrente du pacte de classe antipopulaire du siècle dernier<sup>307</sup>.

Après ce survol des articles qui traitent du plan PVF, nous concluons que les auteurs brésiliens qui ont été présentés ici perçoivent le plan comme un projet qui affaiblit l'État brésilien. Malgré qu'ils parlent de « démantèlement » et de « recul », ils n'associent pas les mesures du plan PVF à un processus de démodernisation.

Dans la section suivante, nous présenterons les termes caractéristiques de la notion de démodernisation relevés après l'analyse du plan PVF, en essayant de réaffirmer notre hypothèse, à savoir qu'il a été un repère temporel dans la détérioration de la qualité de vie des Brésiliens et un recul dans leur processus de modernisation.

## 2.4 La méthode Voyant Tools pour l'analyse du plan PVF

Selon nos observations, les informations que nous avons sur le plan PVF indiquent que les solutions à la crise au Brésil sont associées à des réformes dans l'économie. Une fois la crise économique résolue, il y aurait une croissance instantanée qui entraînerait nécessairement l'ensemble de la société vers un futur bienfaisant.

---

<sup>305</sup> (Traduction libre).*Idem/Ibidem*.

<sup>306</sup> Souza nous présente un autre indice relatif aux processus de démodernisation qui ont eu lieu au Brésil à d'autres époques. Il marque les années 1930, lorsque la modernisation industrielle a commencé dans le pays sous la présidence de Getúlio Vargas en reprenant notre discussion au chapitre 1.

<sup>307</sup> (Traduction libre).Souza. *Op. cit.*, 108.

Pour appuyer l'idée que le plan PVF a été pensé pour une classe d'économistes, nous nous inspirons de l'article de Cavalcante et Venerio<sup>308</sup>. Abordant le plan sous l'angle des droits de la personne, il est le résultat d'une recherche interdisciplinaire mariant la sociologie, les sciences politiques et le droit qui se base sur l'environnement d'analyse de texte Voyant Tools<sup>309</sup>.

Cette méthode a été choisie parce que la technique du « nuage de mots » est un outil important pour l'analyse du discours. Lorsque l'on détermine avec précision le nombre d'occurrences d'un mot ou d'un concept dans un texte donné, on arrive à identifier les principaux *topoi* argumentatifs employés par le locuteur, les éléments centraux du discours auxquels il a accordé une importance donnée ainsi que ceux qui sont très présents dans le contexte discursif.

Nous en sommes arrivés à la conclusion que le discours du plan PVF fait montre d'une grande préoccupation pour la crise fiscale et la rigidité du budget. Ces facteurs, les avantages accordés par le gouvernement (tels que les salaires et les pensions) ainsi que l'absence d'une vaste réforme du système de sécurité sociale seraient pointés du doigt et tenus pour responsables du déséquilibre des comptes publics, de l'inflation et de la crise économique dans son ensemble.

La solution :

[...] doit passer par la croissance économique, la réforme du budget (pour « flexibiliser » les postes des dépenses publiques), la réduction du taux d'intérêt de base et la réforme de la sécurité sociale, principalement en révoquant les prestations liées au salaire minimum (désindexation) et en augmentant l'âge minimum de la retraite<sup>310</sup>.

C'est là qu'interviennent les mesures proposées par le plan PVF, précisément pour remédier à ces problèmes en mettant de l'avant une politique visant l'initiative privée,

---

<sup>308</sup> CAVALCANTI, Bernardo Margulies; VENERIO, Carlos Magno Spricigo. Uma ponte para o futuro? reflexões sobre a plataforma política do governo Temer. *Revista de Informação Legislativa: RIL*, v. 54, n. 215, p. 139-162, jul./set. 2017. Disponível em: <[http://www12.senado.leg.br/ril/edicoes/54/215/ril\\_v54\\_n215\\_p139](http://www12.senado.leg.br/ril/edicoes/54/215/ril_v54_n215_p139)>. (Consulté le 01/11/21).

<sup>309</sup> Voyant Tools est une application Web permettant d'effectuer un certain nombre de fonctions d'analyse de texte directe, y compris le comptage de mots, la création de nuages et la concordance. À l'aide de cette application, une personne est capable de lire un document « à distance ». Elle permet au lecteur d'extraire les caractéristiques du corps du texte rapidement et avec précision. Voir: <https://voyant-tools.org>

<sup>310</sup> (Traduction libre).Cavalcante e Venerio, Op.cit. 156.

notamment pour ce qui est des ressources naturelles et de l'insertion dans le marché international :

[...] d) mettre en œuvre une politique de développement axée sur **l'initiative privée**, par le biais de transferts d'actifs si nécessaire, de larges concessions dans tous les domaines de la logistique et des infrastructures, de **partenariats pour compléter la prestation de services publics**, et d'un **retour au régime antérieur de concessions dans le secteur pétrolier**, donnant à Petrobras le droit de premier refus.

e) parvenir à la pleine insertion de l'économie brésilienne dans le commerce international, avec une plus grande **ouverture commerciale** et la recherche d'accords commerciaux régionaux dans toutes les zones économiques pertinentes — États-Unis, Union européenne et Asie [...]. Un soutien réel à notre secteur productif pour qu'il s'intègre aux chaînes de valeur mondiales, pour augmenter la productivité et aligner nos normes sur les nouveaux standards du commerce international<sup>311</sup>.

Dans le cadre de notre analyse, nous avons soumis le plan PVF à l'environnement Voyant Tools pour vérifier les termes tels qu'ils apparaissent dans le texte original. Après avoir compté le nombre d'occurrences de chaque mot, nous avons pu conclure que les préoccupations prioritaires du plan sont véritablement la question fiscale, le budget et les réformes, tel que nous l'avons indiqué ci-dessus. Bien que les auteurs du plan affirment que celui-ci a aussi une visée sociale, il contient néanmoins un moins grand nombre de mots associés au bien-être social. L'analyse de ces données nous permet de confirmer quels termes peuvent être identifiés comme des éléments du processus de démodernisation. Nous avons saisi dans un tableau le nombre d'occurrences de chaque terme tel qu'il apparaît dans le « nuage de mots » :<sup>312</sup>

---

<sup>311</sup>(Traduction libre). Plan PVF. *Op. cit.*, 18. (Emphases ajoutées).

<sup>312</sup> La méthode Voyant Tools s'est avérée très efficace pour croiser ce type d'informations, car elle favorise la visualisation et permet de faire la corrélation de termes, ce qui nous offre un éventail de possibilités en tant qu'historiens. Cependant, au cours de notre travail, nous nous sommes rendu compte que le « nuage de mots » du plan PVF, s'il était présenté ici, perdrait son impact visuel et sa signification, car le texte original est en portugais. Dans l'impossibilité de traduire le nuage, nous avons choisi de classer les *topoi* dans un tableau, de traduire les termes en français et de les présenter. Nous considérons que cela n'a pas nui méthodologiquement à notre analyse, car ce qui est important, c'est de constater que les termes utilisés dans le plan PVF sont des expressions littérales de la promotion de mesures néolibérales qui, lorsqu'elles sont mises en pratique, conduisent à un processus de démodernisation. Le tableau montre également que le texte du plan ne se préoccupe pas des conséquences négatives des mesures néolibérales sur la société dans son ensemble, que nous considérons comme une régression et un démantèlement, car les termes associés au « social » sont très peu représentatifs. Cela



Position	Mot-clé	Nombre d'occurrences
1	Publique	45
2	Économie	39
3	Fiscale	38
3	Politique/politiciens	38
5	Croissance	29
6	Budget/budgétaire	27
7	Intérêt/(taux d')	22
8	Dépenses/frais	20
8	Produit intérieur brut (PIB)	20
10	Société	19
11	Crise	14
11	Réformes	14
13	Sociale	13
14	Privé	12
15	Marché	11
16	Population	10
16	Revenus	10
18	Investissement	8
18	Sécurité sociale	8
20	Droits (sociales)	6
21	Échange	5
21	Démocratie	5
21	Changement	5
24	Citoyen/citoyenne	4
24	Pauvres/pauvreté	4
25	Assistance	3
25	Personnes	3

**Tableau 2. –** Nombre d'occurrences de mots dans le nuage du PVF.

Sources : PVF/Cavalcante et Venerio (2015)<sup>313</sup>

Le tableau montre que les principales préoccupations du document de 19 pages sont liées aux éléments suivants : 1) publique (45 occurrences); 2) économie (39 occurrences); 3) fiscal, politique et politiciens (38 occurrences); 4) croissance (29 occurrences); 5) budget (27 occurrences) et 6) intérêt/taux d'intérêt (22 occurrences). Le mot « publique » apparaît 45 fois, ce qui peut suggérer une authentique préoccupation du plan PVF à l'égard de la société,

---

confirme notre hypothèse selon laquelle les auteurs savaient que la doctrine néolibérale conduirait à un changement dans l'histoire du pays, qu'il l'on masqué volontairement et présentée comme un projet visant à améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population. Ainsi, l'analyse du tableau par rapport à tout ce qui a été écrit jusqu'à présent dans ce mémoire nous dit que le plan PVF a été rédigé à dessein par une élite financière pour démanteler les institutions et initier un changement de cap et que ses mesures, une fois mises en pratique, ont mené à la démodernisation du Brésil.

<sup>313</sup> (Traduction libre).Plan PVF. *Op. cit.* et Cavalcante e Venerio. *Op. cit.*, 155.

du service public et des politiques publiques. Cependant, dans la plupart des cas, le terme est associé à « dépenses », « comptes », « dette », « fonctionnaires », « coupes », « réajustements ».<sup>314</sup>

Par ailleurs, les mots qui sont les moins présents dans le document et relégués aux dernières places en matière de représentativité sont, en vingt-quatrième position, « citoyen/citoyenneté », « pauvre/pauvreté » (quatre occurrences chacun). En vingt-cinquième position, on retrouve les mots « assistance sociale » et « personnes » (seulement 3 occurrences chacun).<sup>315</sup>

### **2.3.1 — Considérations au chapitre 2**

À partir de cette analyse des données du tableau, nous nous proposons de répondre objectivement à certaines des questions de recherche soulevées lors de la préparation de ce mémoire, à savoir : 1) Quels sont les macro-problèmes associés à la plateforme politique et économique proposée par le PMDB et intitulée « Un pont vers le futur »? Réponse : les dépenses publiques, la crise économique, la question fiscale, la politique économique des gouvernements du PT, le manque de croissance économique, le budget public et les taux d'intérêt. 2) À quels secteurs de la population s'adresse-t-il? Réponse : au Marché, aux grands capitalistes, aux créanciers de l'État et à la classe la plus riche et la plus puissante. 3) Selon quelle perspective idéologique peut-il réellement être considéré comme un « pont vers le futur »? Réponse : selon l'idéologie néolibérale, qui propose une réduction du pouvoir de l'État par des privatisations et des réformes budgétaires visant à transférer des ressources publiques pour rembourser la dette publique (banques); cela garantirait aux secteurs qui détiennent le pouvoir une voie, un passage, un « pont » vers un « futur » prometteur grâce au contrôle de toutes les richesses et ressources du pays.

---

<sup>314</sup> Idem.

<sup>315</sup> Idem.

Après avoir analysé la terminologie du plan PVF, nous avons réalisé qu'il avait été rédigé par un parti politique de droite, et que malgré qu'il n'ait pas été signé, il a été vérifié et approuvé par plusieurs représentants de l'élite économique traditionnelle du pays. Le plan PVF a été présenté à un moment où une crise économique et politique avait été créée par le parlement, le Marché, les médias et l'armée afin de faire pression sur la présidente Rousseff pour qu'elle concède un changement d'orientation de l'économie brésilienne, soit la faire passer d'une économie hétérodoxe à une économie orthodoxe et l'aligner à la doctrine néolibérale. Comme elle n'a pas accepté ce chantage, elle a été destituée. Ceux qui ont perpétré le coup d'État ne se souciaient pas de l'impact et du trauma que la déstabilisation démocratique produirait dans le pays. Pour eux, l'important était de mettre le plan PVF en marche, peu importe qui était le président.

4) Dans quelle mesure le document a-t-il contribué au déclenchement du processus de démodernisation? Réponses : par la mise en œuvre du plan PVF par le gouvernement de Michel Temer (une réforme radicale des institutions publiques est initiée, incluant la réduction des ministères et le décret de la « loi du plafond », de sorte que la plupart des ressources du budget fédéral sont consacrées au remboursement de la dette publique pendant 20 ans); par la privatisation de la société pétrolière d'État; par la réforme des régimes de retraite et la réduction des fonds consacrés à l'éducation; par la privatisation de certaines parties du système de santé; par l'annulation de tout financement pour la recherche, la science, la technologie, et le démantèlement des syndicats et des conseils de régulation<sup>316</sup>. Toutes ces mesures ont fortement réduit les conditions de vie de la population.

La réduction du soutien de l'État aux segments les plus pauvres de la population a eu un impact négatif sur la qualité de vie des gens, comparativement à ce qui est proposé dans le plan PVF : appauvrissement; ségrégation de la population (ce qui exacerbe les caractéristiques de l'identité personnelle et déconstruit la notion de citoyen); augmentation de l'obscurantisme

---

<sup>316</sup> Ces mesures seront examinées en détail dans le chapitre suivant portant sur les conséquences des mesures du plan PVF pour la démodernisation au Brésil.

causé par l'ignorance et le discrédit de la science; sentiment d'incrédulité envers les politiciens; augmentation substantielle de la violence (les réformes du budget et des dépenses discrétionnaires ont entraîné la perte des droits du travail, des licenciements, un chômage structurel et par conséquent la misère et la faim).

Le plan PVF était également le programme que le PMDB avait présenté au Marché en échange de son soutien à la destitution de Rousseff, qui a eu lieu moins d'un an après sa présentation. Le contenu du plan montre<sup>317</sup> que l'idée était de démanteler l'État en retirant les fonds destinés aux politiques sociales, et en procédant à des réformes du système de sécurité sociale et des droits du travail. L'insistance sur la « crise fiscale », explicite dans le document, prouve également que l'intérêt du Marché était les profits et les dividendes obtenus. D'où la réforme du budget, qui détourne des ressources pour rembourser la dette publique.

Depuis le lancement du plan PVF, le pays a subi un revers dans son processus de modernisation en raison de la désindustrialisation<sup>318</sup> et de la privatisation des ressources naturelles, de sorte qu'il a été amené à jouer uniquement un rôle d'exportateur de matières premières. En bref, le plan PVF est le tournant entre le status d'État-providence<sup>319</sup> du Brésil (même rudimentaire et pas complètement efficace jusqu'en 2015) et l'adoption d'une doctrine néolibérale mise en œuvre en 2016. Les conséquences de ce plan ont eu pour effet d'accélérer un processus de démodernisation qui a débuté avec les manifestations de juin 2013; puis la démarche vers la décadence s'est poursuivie en 2016 et consolidée après 2018.

---

<sup>317</sup> Et le CEF le confirme, comme nous l'avons vu dans ce même chapitre.

<sup>318</sup> Dans ce mémoire, nous n'avons pas travaillé directement sur la désindustrialisation au Brésil parce que notre objectif était d'étudier le plan PVF comme tournant historique vers la démodernisation. Cependant, nous expliquerons dans le chapitre suivant les impacts du plan PVF dans ce secteur. Pour une analyse plus approfondie de ce processus, voir : Daniel Pereira Sampaio. « Economia brasileira no início do século xxi: desaceleração, crise e desindustrialização (2000-2017) », *semestre económico* 22, n° 50 (mars 2019) : 107-28. <https://doi.org/10.22395/seec.v22n50a6>. (Consulté le 08/11/22).

<sup>319</sup> La classification du modèle de politique sociale au Brésil sous les gouvernements du PT ne fait pas l'unanimité, car il mélange les caractéristiques de l'État-providence (social-démocratie) et du néolibéralisme (comme nous l'avons vu lorsque Rousseff a invité Levi — un économiste orthodoxe — en tant que ministre de l'Économie dans les derniers mois de sa présidence, en guise de clin d'œil en faveur du Marché). Cependant, c'est avec Temer que l'adoption du néolibéralisme et l'abandon des protections sociales deviennent évidents.

Depuis 2018, la démodernisation au Brésil a atteint son apogée, après l'élection de Jair Bolsonaro. On visait ainsi à évincer la présidente Rousseff, tel que nous le rapportons ici, avec pour objectif principal le changement de régime et l'appropriation du budget public par le Marché. Cependant, cela ne s'est pas déroulé exactement comme prévu.

Il y a eu une série de manœuvres parlementaires, des pressions de la part des militaires et l'implication de la Cour suprême, qui change les lois et interprète la Constitution à sa guise. Tout cela s'est déroulé de manière orchestrée, tandis que les médias ont créé un écran de fumée de désinformation pour couvrir toutes les transactions qui ont été effectuées. Les médias ont donc participé à la procédure de destitution et son application n'a été rendue possible que grâce à l'aide du département d'État américain qui a fourni des informations privilégiées et secrètes provenant de politiciens du gouvernement à l'opération Lava Jato<sup>320</sup>. Soutenue par le juge Sérgio Moro, avec l'accord des procureurs fédéraux, la persécution perpétrée à l'encontre du PT a été forte. Après la destitution de Rousseff, les putschistes étaient sûrs que Temer mènerait à bien toutes les réformes et se préparaient déjà à le lancer comme candidat à la présidence en 2018<sup>321</sup>.

Le problème qui s'est posé, entre autres, est que Temer n'avait pas l'appui de la population et était considéré comme un traître par les 54 millions d'électeurs qui ont voté pour Rousseff. Associées aux manœuvres de Temer pendant le processus de destitution, les allégations de corruption le concernant ont explosé devant les tribunaux au cours de 2016 et de 2017, enflammant la révolte dans la rue et attisant les mouvements de résistance au Brésil et à l'étranger.

Dans les périodes de démodernisation, le rôle des mouvements sociaux est décisif<sup>322</sup>. Une fois que la société brésilienne a été désocialisée et dépolitisée et qu'elle a reconnu les effets négatifs qui découleraient du plan PVF, comme nous l'avons vu dans ce chapitre, une partie de celle-ci s'est élevée contre le démantèlement qui commençait.

---

<sup>320</sup> Voir l'opération Lava Jato en annexe.

<sup>321</sup> Comme l'indique la citation de Michel Temer au début de ce chapitre.

<sup>322</sup> Touraine, 1997. *Op. cit.*

Le prochain chapitre traitera de la résistance à la procédure de destitution de Rousseff sous forme de manifestations en 2016 et des mesures de démodernisation déterminées par le plan PVF et mises en route par Temer.

## Chapitre 3 — Les réactions au plan PVF

*« La crise financière permanente est utilisée pour expliquer les coupes dans les politiques sociales (santé, éducation, sécurité sociale) ou la dégradation des salaires. Ce faisant, on esquivé toute discussion sur ses causes réelles. En fait, on ne cherche pas du tout à la résoudre. Fondamentalement, il y a deux objectifs : légitimer la scandaleuse concentration des richesses et empêcher que des mesures efficaces soient prises pour éviter la catastrophe écologique imminente » (Boaventura Souza Santos)<sup>323</sup>.*

Dans ce troisième chapitre, nous examinons quelques impacts du plan PVF sur la société brésilienne et leurs représentations dans la presse nationale. Nous insistons sur la résistance de la société pour affronter le processus de démodernisation. De plus, le caractère transnational de celle-ci sera mis en relief à partir des réactions à la procédure de destitution de Rousseff, au plan PVF et à Temer qui ont été publiées dans certains médias internationaux.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la doctrine néolibérale s'exprime dans le plan PVF à partir des topoï qui servent à proposer les réformes (prétendument) nécessaires pour sortir le Brésil de la crise qu'il traversait pendant le gouvernement de Rousseff. Parmi les prémisses du néolibéralisme, la privatisation et la non-intervention de l'État dans l'économie (État minimal) sont peut-être les plus déterminantes<sup>324</sup>. L'importance que le plan PVF accorde à ces prémisses s'observe par l'insistance sur des termes comme « budget », « dette publique », « question fiscale » et « privatisation », au détriment de termes axés sur un État plus large ou sur les politiques sociales. En revanche, il n'est pas question d'attaquer aveuglément et passionnément le néolibéralisme, car certains de ses aspects, comme l'équilibre des comptes publics, par exemple, peuvent être bénéfiques à l'État et contribuer à la croissance économique d'un pays.

---

<sup>323</sup>(Traduction libre). Boaventura Souza Santos, sociologue portugais : « O futuro começa agora: da pandemia à utopia », cité par Luís Nassif. « O golpe da crise permanente do mercado, por Luis Nassif », GGN, 24 novembre 2022. <https://jornalggn.com.br/coluna-economica/o-golpe-da-crise-permanente-do-mercado-por-luis-nassif/> (Consulté le 24/11/22).

<sup>324</sup>Vicente Navarro, *Neoliberalism, Globalization, and Inequalities*, 0 éd. (Routledge, 2020). <https://doi.org/10.4324/9781315231082> (Consulté le 13/12/22).

Le problème de l'application de cette doctrine au Brésil s'explique premièrement par ses caractéristiques géographiques. Le pays s'étend sur un vaste territoire<sup>325</sup> et comporte plusieurs climats différents qui ont entraîné des enjeux chroniques dans l'histoire du pays depuis l'époque de l'empire portugais jusqu'à aujourd'hui, par exemple des sécheresses prolongées dans le nord-est du pays<sup>326</sup>, des incendies dans le centre ouest<sup>327</sup> et des inondations dans le sud<sup>328</sup>. Ces considérations climatiques, associées à une énorme population (213,3 millions d'habitants)<sup>329</sup> à densité démographique hétérogène ont eu pour effet de provoquer des « bulles » de pauvreté et de précarité des ressources, et de créer des villes surpeuplées dans certaines zones et riches dans d'autres<sup>330</sup>.

---

<sup>325</sup> « La principale caractéristique du territoire brésilien étant sa grande dimension, on le considère comme un pays de dimensions continentales (8 514 876 km<sup>2</sup>) » (Traduction libre).. PENA, Rodolfo F. Alves. « Território brasileiro »; *Brasil Escola*. Disponible em: <https://brasilecola.uol.com.br/brasil/territorio-brasileiro-localizacao-extensao-fronteiras.htm> (Consulté le 13/12/22).

<sup>326</sup> « Dans les années 1870, l'Empire du Brésil profitait déjà de la sécheresse persistante dans le nord-est du pays, qui lui permettait de trouver de la main-d'œuvre bon marché, soit des réfugiés quittant les zones de sécheresse pour migrer vers d'autres États de la nation. En pleine crise esclavagiste et dans le contexte de la sécheresse de 1877-1879, propriétaires terriens et d'esclaves, ministres, présidents de province et représentants du savoir technique conçoivent des plans pour profiter du "travail gratuit" des migrants, alors que ceux-ci témoignent d'une orientation claire vers l'économie paysanne. Dans la première année de sécheresse, l'ingénieur et abolitionniste André Rebouças a écrit et publié une série d'articles comparant la sécheresse du Ceará à celle de l'Inde britannique, cherchant dans cette dernière un modèle d'administration à suivre pour le Brésil » (Traduction libre). María Verónica Secreto. « A seca de 1877-1879 no Império do Brasil: dos ensinamentos do senador Pompeu aos de André Rebouças : trabalhadores e mercado », *História, Ciências, Saúde-Manguinhos* 27 (23 mars 2020) : 34-51. <https://doi.org/10.1590/S0104-59702020000100003> (Consulté le 13/12/22).

<sup>327</sup> Au sujet des incendies dans le centre ouest du pays, voir : Jayalaxshmi Mistry. « Fire in the cerrado (savannas) of Brazil: an ecological review », *Progress in Physical Geography: Earth and Environment* 22, n° 4 (1<sup>er</sup> décembre 1998) : 425-48. <https://doi.org/10.1177/030913339802200401> (Consulté le 13/12/22).

<sup>328</sup> Pour des statistiques détaillées sur le volume historique des précipitations dans le sud du pays, voir : Adilson Pinheiro, Regina Luiza Gouvêa Graciano, et Dirceu Luís Severo. « Tendência das séries temporais de precipitação da região sul do Brasil », *Revista Brasileira de Meteorologia* 28 (septembre 2013) : 281-90. <https://doi.org/10.1590/S0102-77862013000300005> (Consulté le 13/12/22).

<sup>329</sup> « População brasileira chega a 213,3 milhões de habitantes, estima IBGE », *Serviços e Informações do Brasil* (Consulté le 13/12/2022). <https://www.gov.br/pt-br/noticias/financas-impostos-e-gestao-publica/2021/08/populacao-brasileira-chega-a-213-3-milhoes-de-habitantes-estima-ibge> (Consulté le 13/12/22).

<sup>330</sup> La densité démographique au Brésil est de 23,8 habitants/km. Voir la carte pour la répartition de la population par régions et par villes : « IBGE | Brasil em síntese | território | densidade demográfica », 2022. <https://brasilemsintese.ibge.gov.br/territorio/densidade-demografica.html> (Consulté le 13/12/22).



Mais le plus gros problème du Brésil est l'inégalité sociale<sup>331</sup>. Celle-ci remonte à la colonisation des peuples indigènes, en passant par l'esclavage pendant trois siècles et une immigration incontrôlée lors de laquelle ont afflué vers le pays un très grand nombre de personnes de plusieurs nations différentes<sup>332</sup>. Il en est résulté un grand contingent de personnes pauvres, de chômeurs et de gens sans ressources, sans capital, sans éducation et soumises à toutes sortes d'arbitraires et de violences par les élites<sup>333</sup>. Pour ne citer qu'un exemple, la « carte de l'inégalité 2022 » publiée par l'organisation *Rede Nossa São Paulo*<sup>334</sup> et l'institut *Cidades Sustentáveis*<sup>335</sup> montre que l'inégalité au Brésil atteint des niveaux tels que, dans une seule ville comme São Paulo,<sup>336</sup> la différence entre l'espérance de vie des jeunes issus de la périphérie et ceux issus de quartiers « nobles » de la ville est de 21 ans<sup>337</sup>.

---

<sup>331</sup> « La logique néolibérale qui a touché l'économie brésilienne a également transformé l'espace urbain des villes, creusant les inégalités et influençant l'utilisation des sols. La logique du marché a configuré des villes où l'embourgeoisement, la périphérisation et la ségrégation sociospatiale sont notoirement apparus » (Traduction libre). . Mariana Barbosa de Souza et Tuize Silva Rovere Hoff. « O governo Temer e a volta do neoliberalismo no Brasil: possíveis consequências na habitação popular », *Urbe. Revista Brasileira de Gestão Urbana* 11 (23 septembre 2019). <https://doi.org/10.1590/2175-3369.011.e20180023> (Consulté le 20/12/22).

<sup>332</sup> Angelo Alves Carrara. « A população do Brasil, 1570-1700: uma revisão historiográfica », *Tempo* 20 (9 janvier 2015) : 00-00. <https://doi.org/10.1590/TEM-1980-542X-2014203619eng> (Consulté le 13/12/22).

<sup>333</sup> Comme il en a été question dans le chapitre précédent.

<sup>334</sup> « Fondé en 2007, le RNSP agit en partenariat avec différents segments de la société pour proposer et élaborer un agenda qui soutient la gestion publique dans la formulation de politiques plus inclusives. Au cours de ces quelque 12 ans de fonctionnement, il a rendu possibles des réalisations importantes pour l'histoire de la ville de São Paulo. Il est également responsable d'initiatives qui sont devenues des références nationales et internationales, telles que l'Observatoire des citoyens et l'Observatoire de la petite enfance, la carte des inégalités, les IRBEM (indicateurs de référence du bien-être de la municipalité) et les enquêtes *Living in SP*. Les réalisations de Rede Nossa São Paulo ont donné naissance à des initiatives similaires dans plusieurs villes du Brésil et d'Amérique latine » (Traduction libre).. « Rede Nossa São Paulo. Quem somos. », *Rede Nossa São Paulo*, 2019. <https://www.nossasaopaulo.org.br/quemsomos/> (Consulté le 24/11/22).

<sup>335</sup> « Notre objectif est de mobiliser, sensibiliser et engager la société et le pouvoir public pour un développement équitable et durable des villes brésiliennes. Ainsi, nous cherchons à améliorer la qualité de vie des gens en luttant contre les inégalités, en faisant la promotion des droits de la personne, de la participation sociale, de la transparence et de la protection de l'environnement » (Traduction libre).. « Cidades Sustentáveis - conheça nossa história » (Consulté le 24/11/2022). <https://cidadessustentaveis.org.br/> (Consulté le 24/11/22).

<sup>336</sup> Population de São Paulo estimée en 2021 : 12 396 372 habitants. Voir carte : « IBGE | Cidades@ | São Paulo | São Paulo | Panorama » (Consulté le 13/12/2022). <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/sp/sao-paulo/panorama>

<sup>337</sup> Leonardo Lucena. « Morador de bairro pobre de São Paulo vive até 21 anos menos que de região nobre, diz Mapa da Desigualdade », *Brasil 247* (23 novembre 2022). <https://www.brasil247.com/regionais/sudeste/morador-de-bairro-pobre-de-sao-paulo-vive-ate-21-anos-menos-que-de-regiao-nobre-diz-mapa-da-desigualdade> (Consulté le 24/11/22).

La seule manière de survivre pour cette population misérable est un État qui la soutient par des politiques publiques et une distribution des revenus minimalement égalitaire. C'est pour cela que la doctrine néolibérale a été rejetée lors des élections présidentielles<sup>338</sup> de ces 20 dernières années, car une grande partie de la population avait le sentiment que, traditionnellement, dans le pays, la plupart des ressources publiques restaient entre les mains des oligarchies, des banquiers et du Marché. C'est aussi ce qui explique pourquoi l'adoption d'une telle politique néolibérale dans une société aussi inégalitaire a fait reculer les conditions de vie des populations les plus pauvres.

Les années de gouvernement du PT, principalement en raison de ses politiques d'inclusion sociale telles que l'entrée des personnes noires dans la fonction publique et l'établissement d'universités fédérales selon un système de quotas<sup>339</sup> ont créé un substrat idéologique dans la population à faible revenu qui, associé à la classe artistique<sup>340</sup>, aux enseignants, aux associations professionnelles, aux intellectuels, aux journalistes et aux professionnels de la santé, a été important pour composer la résistance au plan PVF.

Touraine indique, comme solution possible au problème de communication dans la société post-mondialisation, une prise de conscience du sujet social et une réorganisation sociétale à travers les mouvements sociaux pour remédier à la fissure ouverte dans la triade État de droit, impératifs de la culture et raison instrumentale<sup>341</sup>. Dans la période historique étudiée dans ce mémoire, ce sont les mouvements sociaux qui ont opposé une résistance à la destitution

---

<sup>338</sup> 2002, 2006, 2010, 2014 et 2022. L'exception a été l'élection du candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro en 2018.

<sup>339</sup> « L12990 — LEI DAS COTAS PARA NEGROS », 9 juin 2014. [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2011-2014/2014/lei/l12990.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2014/lei/l12990.htm) (Consulté le 23/12/22).

<sup>340</sup> Le Brésil est un pays qui possède une expression artistique très forte, notamment en matière de musique, de danse et de théâtre. Les artistes brésiliens sont très engagés dans la politique et expriment généralement leurs opinions et leurs positions. Pendant la dictature militaire, les artistes ont résisté au régime avec des chansons de protestation, du théâtre et du cinéma, et plusieurs d'entre eux ont été persécutés et ont « disparu » pendant cette période, ou ont été ostracisés en raison de la censure de leur travail. Les considérer comme une « classe » signifie ici qu'ils ont une « conscience de classe » au sens marxiste du terme. Pour en savoir plus sur la résistance de la classe artistique à la dictature au Brésil, voir : César Alessandro Figueiredo. « A Ditadura militar no Brasil e o teatro: memória e resistência da classe artística. », *Revista Eletrônica de Ciência Política* 6, n° 2 (2015). <https://doi.org/10.5380/recp.v6i2.44240> (Consulté le 28/12/22).

<sup>341</sup> Touraine. *Op. cit.*, 1997.

de la présidente Rousseff et à toutes les mesures adoptées par Temer qui ont conduit à la perte des droits constitutionnels et du travail, ainsi qu'à toutes sortes de démantèlements institutionnels prévus dans le plan PVF. Si les Journées de juin 2013 ont divisé le pays en deux, le Brésil s'est pratiquement uni contre Temer et le plan PVF en 2016-2017<sup>342</sup>.

Sur cette image publiée dans le blogue de gauche *O Cafezinho* (Le petit café) le 18 mai 2017<sup>343</sup>, on peut lire sur la bannière portée par les manifestants trois protestations distinctes. Premièrement, en lettres noires, on retrouve le leitmotiv de toutes les manifestations de cette période *Fora Temer* (Dehors Temer), appelant à la destitution du successeur de Rousseff. On peut également lire *Nenhum direito à menos* (Aucun droit en moins), qui est devenu le mot d'ordre contre les réformes du travail, les réductions de salaire, le financement de l'éducation et de la santé. Finalement, il y a une critique<sup>344</sup> de la *Rede Globo de Television*<sup>345</sup>, le plus grand groupe de médias du pays qui a activement travaillé contre Rousseff, contre le PT et en faveur du Marché. Le groupe qui a organisé cette manifestation s'appelle *Frente Povo sem Medo*<sup>346</sup> (en lettres rouges).

---

<sup>342</sup> Les médias, le Marché, l'armée et certains mouvements de droite ont plutôt soutenu les politiques économiques de Temer que Temer lui-même; cependant, il n'y a pas eu de manifestations de masse « pro-Temer ».

<sup>343</sup> Miguel do Rosário. « Frente Brasil Popular e Povo Sem Medo chamam grande manifestação Fora Temer no domingo », *O Cafezinho*, 18 mai 2017. <https://www.ocafezinho.com/2017/05/17/frente-brasil-popular-e-povo-sem-medo-chamam-grande-manifestacao-fora-temer-no-domingo/> (Consulté le 24/11/22).

<sup>344</sup> La lettre « O » dans « FOra Temer », est le symbole du réseau de télévision Globo.

<sup>345</sup> « Nous sommes une entreprise multiplate-forme qui fait partie de la vie des Brésiliens de différentes manières depuis plus de 50 ans. Actuellement, nous parlons à 100 millions de personnes par jour. Nous sommes le plus grand producteur de contenu audiovisuel national et le plus grand conglomerat de médias au Brésil » (Traduction libre). « Globo - Quem somos? », 2021. <https://globoir.globo.com/esg/somos-globo.html> (Consulté le 28/12/22).

<sup>346</sup> « A Frente Povo sem Medo (Le Front du Peuple sans peur [FPSM] est une organisation politique brésilienne associée à la gauche et qui se positionne contre le conservatisme. Elle a été créée en 2015 afin de réarticuler la gauche brésilienne, de soutenir Rousseff et de refuser la demande de destitution » (Traduction libre). Esquerda Marxista. « O que é hoje a Frente Povo Sem Medo e a plataforma "Vamos!" », *Esquerda Marxista*, 16 novembre 2017. <https://www.marxismo.org.br/o-que-e-hoje-a-frente-povo-sem-medo-e-a-plataforma-vamos/>. (28/12/22).

**Figure 2. – « Le Frente Brasil Popular et le Povo Sem Medo appellent à une grande manifestation  
“Fora Temer” »**

Source : Blogue o Cafezinho — 18/05/2017.

<https://www.ocafezinho.com/2017/05/17/frente-brasil-popular-e-povo-sem-medo-chamam-grande-manifestacao-fora-temer-no-domingo/>

Nous allons maintenant décrire les premières mesures adoptées par Temer et montrer qu’elles étaient prévues dans le plan PVF. Ensuite, nous illustrerons le processus de démantèlement à travers des caricatures et des manifestations populaires, en soulignant que cette rupture de régime n’a pas été pacifique et que la société civile a réagi promptement.

## **3.1 Les propositions du plan PVF mises en œuvre par Temer**

### **3.1.1 Changements économiques**

La première mesure économique du gouvernement de Temer a été annoncée deux semaines après son investiture, le 24 mai 2016. Elle consistait à restituer plus de 100 milliards de réaux d’actifs de la Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES<sup>347</sup>) au Trésor national. La BNDES est la plus importante source de fonds publics pour la promotion de l’industrie et des infrastructures. À l’époque, les médias ont rapporté que ce retour de fonds avait

---

<sup>347</sup> « La Banque nationale pour le développement économique et social (BNDES), fondée le 20 juin 1952, est une société publique fédérale liée au ministère de l’Économie; il s’agit du principal instrument du gouvernement fédéral, et de son seul actionnaire pour le financement à long terme et l’investissement dans divers segments de l’économie brésilienne » (Traduction libre). . « BNDES — Quem somos », BNDES (Consulté le 19/12/2022). <http://www.bndes.gov.br/wps/portal/site/home/quem-somos> (Consulté le 19/12/22).

pour but de « contenir la hausse des dépenses publiques et de relancer la croissance économique<sup>348</sup> ». Tout l'investissement social que la BNDES aurait pu faire avec ces fonds revenait au Trésor national et constituait une garantie pour le remboursement de la dette publique (autrement dit, payer les banques). Une fois les actifs de la BNDES détournés vers le système financier et les ressources destinées à l'investissement social annulées, la deuxième mesure de Temer a été publiée : l'amendement constitutionnel n° 95, appelé *Lei do Teto*<sup>349</sup> (loi du plafond).

La *Lei do Teto* prévoyait un gel<sup>350</sup> des dépenses publiques et des investissements dans le secteur public pendant 20 ans<sup>351</sup>. Les conséquences de cette mesure ont été la suppression des investissements dans les programmes sociaux et la réduction des ressources destinées aux institutions publiques, tels que les universités et surtout les établissements de santé, ce qui a entraîné une détérioration et une baisse de la qualité du travail<sup>352</sup>.

L'article d'Elizabeth Cardoso de Oliveira et de Nicolas Da Silva, paru en 2019, analyse les conséquences du démantèlement du réseau de la santé au cours de la première année de gouvernement du président Bolsonaro et souligne que les premières mesures de Temer et le plan PVF sont fondamentaux dans ce démantèlement :

---

<sup>348</sup>Revue VEJA (droite) « As principais medidas do governo interino de Temer », VEJA, <https://veja.abril.com.br/economia/as-principais-medidas-do-governo-interino-de-temer/> (Consulté le 08/04/2022).

<sup>349</sup>Avant son approbation par le Congrès, l'amendement était une « PEC » (proposition de modification constitutionnelle). Presidência da República. « Emenda Constitucional n° 95 », 15 décembre 2016. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/emendas/emc/emc95.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/emendas/emc/emc95.htm) (Consulté le 13/05/22).

<sup>350</sup> Le terme « gelé » est utilisé dans le langage économique brésilien pour signifier que « les salaires, dépenses, ou prix seront “gelés” à leur valeur actuelle et qu'aucune augmentation n'est prévue ».

<sup>351</sup> « Art.106 Le nouveau régime fiscal est établi dans le cadre des budgets fiscaux et de la sécurité sociale de l'Union, qui seront en vigueur pendant vingt exercices financiers, conformément aux art. 107 à 114 de la présente loi sur les dispositions constitutionnelles transitoires » (Traduction libre). Emenda Constitucional n 15. *Op. cit.* (Consulté le 19/12/22).

<sup>352</sup> « La population la plus pauvre, qui dépend du système de santé publique et du système d'éducation, a tendance à être plus lésée par le gel des dépenses publiques que les classes les plus aisées. L'Association brésilienne de la santé publique, par exemple, a publié une lettre ouverte critiquant la PEC. Dans le document, l'entité indique que la proposition vise à supprimer le système de santé unifié, utilisé principalement par la population à faible revenu qui n'a pas d'assurance maladie » (Traduction libre). Gil Alessi. *Entenda o que é a PEC 241 (ou 55) e como ela pode afetar sua vida*, El País Brasil, 13 décembre 2016. [https://brasil.elpais.com/brasil/2016/10/10/politica/1476125574\\_221053.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2016/10/10/politica/1476125574_221053.html) (Consulté le 19/12/22)..

Or, ces dernières années, les réformes restrictives se sont accumulées, favorisant le transfert du secteur public au privé du financement et de la prestation des soins. L'événement le plus marquant est probablement le vote en 2016 de l'amendement constitutionnel n° 95 gelant les dépenses sociales pendant 20 ans, sans prise en compte de la croissance économique et de la dynamique démographique du pays<sup>353</sup>.

Au cours de son premier mois de mandat, Temer a également gelé les nominations dans les entreprises publiques et les fonds de pension, dans l'intention de limiter les nominations aux postes visés par les concours et les dépenses publiques et de rendre la gestion plus efficace. Il est intéressant de noter que le concept « d'excellence dans la gestion » n'est pas perdu de vue dans le plan PVF, et que le mot « fiscal » est celui qui apparaît le plus dans le document<sup>354</sup>.

### **3.1.2 Réajustement des salaires des fonctionnaires**

Le budget d'investissement du gouvernement étant gelé, le discours officiel a commencé à mettre l'accent sur la nécessité urgente de réduire les dépenses publiques, ce qui était également prévu par le plan PVF. Homme politique expérimenté, Temer a accordé une augmentation de salaire aux fonctionnaires dans le but de récompenser l'un des secteurs qui a directement collaboré à la destitution de Rousseff : l'armée<sup>355</sup>. En effet, en augmentant le salaire des militaires, Temer garantirait « l'ordre » pour favoriser un possible « progrès<sup>356</sup> », détaillé dans le plan PVF. Toutefois, cette mesure est allée dans la direction opposée à celle prévue dans le

---

<sup>353</sup> Elizabeth Cardoso de Oliveira et Nicolas Da Silva. « Les contradictions du système de santé (1988-2018) », *Chronique Internationale de l'IREs* 167, n° 3 (2019) : 13-26. <https://doi.org/10.3917/chii.167.0013> (Consulté le 20/12/22).

<sup>354</sup> Voir le tableau 2 du chapitre 2.

<sup>355</sup> Comme nous l'avons expliqué au début de ce mémoire, l'importance de l'armée dans la destitution de Rousseff a été déterminante. D'abord alliée de Temer, l'armée a été appelée à faire une intervention militaire à Rio de Janeiro. Les militaires ont participé de manière voilée à la destitution de Rousseff, puis ont réprimé les manifestations d'opposition et ont ensuite soutenu l'élection de Bolsonaro (lui-même ancien militaire). « Sous l'administration de Michel Temer, deux questions ont placé les forces armées au centre du débat public : l'affectation constante des militaires à des missions de sécurité publique et les déclarations politiques constantes des militaires d'active et de réserve. Si la première question, caractéristique historique de l'institution, semble avoir atteint de nouvelles dimensions avec l'intervention fédérale dans l'État de Rio de Janeiro, la seconde met en doute ce qui était considéré par certains comme un dossier clos : le contrôle civil sur l'armée et son retrait de la politique » (Traduction libre). GEDES. « Os militares no governo Temer: segurança pública e controle político », *GEDES - Grupo de Estudos de Defesa e Segurança Internacional*, 14 mai 2018. <https://gedes-unesp.org/os-militares-no-governo-temer-seguranca-publica-e-controle-politico-2/> (Consulté le 20/12/22).

<sup>356</sup> Les guillemets visent à souligner l'ironie avec la phrase écrite sur le drapeau brésilien.

plan et a été critiquée par le Marché<sup>357</sup>. Il a ensuite fallu conclure un accord important avec le Congrès<sup>358</sup> pour obtenir son approbation. Les augmentations ont été justifiées par le fait qu'elles étaient prévues dans le budget et que les accords avaient été signés par le gouvernement précédent. Une autre mesure adoptée par Temer contre la fonction publique a été de limiter le plafond salarial des juges de la Cour suprême<sup>359</sup>, en plus de s'opposer à de nouveaux ajustements salariaux.

L'orientation du gouvernement à l'égard des États de la Fédération a consisté à adopter un plafond quant à la croissance des dépenses publiques et à interdire pendant deux ans la concession d'avantages et d'augmentations aux employés du secteur public. Sinon, les gouverneurs n'auraient pas le droit de renégocier leurs dettes avec le gouvernement fédéral.

---

<sup>357</sup> Le Marché ne voulait pas d'augmentation de salaire, car cela pesait lourd sur les bulletins de paie et diminuait les profits des entreprises. Le plan PVF envisageait comme solution aux problèmes économiques une réduction radicale des dépenses publiques, et la rémunération des employés est considérée comme une dépense par le Marché, son objectif principal étant de réformer le système de sécurité sociale en réduisant les salaires et les pensions. Cependant, Temer n'avait pas la légitimité pour s'approcher de ce nid de guêpes, et cette réforme n'aura été approuvée que plus tard (2019) par le gouvernement du président élu Jair Bolsonaro. Governo Federal. « Nova Previdência — principais pontos da nova Previdência social. » (Consulté le 20/12/2022). <http://www.brasil.gov.br/novaprevidencia/> (Consulté le 20/12/22).

<sup>358</sup> Cela signifiait d'importants transferts de fonds publics aux députés et aux sénateurs pour qu'ils votent en faveur de leurs politiques, ce qui a conduit aux allégations de corruption qui ont suivi contre Temer. « Após ofensiva com deputados, Temer enterra denúncia na Câmara », VEJA. (Consulté le 20/12/2022). <https://veja.abril.com.br/politica/apos-ofensiva-com-deputados-temer-enterra-denuncia-na-camara/> (Consulté le 20/12/22).

<sup>359</sup> L'amendement constitutionnel n° 41 (*Emenda Constitucional — EC 41*) a déterminé le salaire des juges de la Cour suprême (*Supremo Tribunal Federal — STF*) comme la limite maximale, c'est-à-dire comme le plafond de rémunération à respecter dans toutes les sphères fédérales. La doctrine, interprétant le libellé donné à l'article 37, XI de la CF par l'EC 41, détermine le plafond général de rémunération correspondant à la rémunération des juges du STF; sous-plafonds : a) dans l'Union : les ministres du STF; b) dans les États et les municipalités : le salaire du gouverneur pour l'exécutif, le salaire des députés d'État et de district pour le législatif et le salaire des juges de la Cour de justice (*Tribunal de Justiça — TJ*) pour le judiciaire. Senado Federal Câmara dos Deputados. « Emenda Constitucional n° 41, de 19 de dezembro de 2003. », Presidência da República Casa Civil, 2003. [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/emendas/emc/emc41.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/emendas/emc/emc41.htm) (Consulté le 20/12/22). (Traduction libre).

### 3.1.3 Le déliement des recettes de l'Union — DRU

Lorsque le budget public brésilien est établi chaque année, la Constitution fédérale de 1988 détermine qu'un pourcentage des budgets fédéraux, étatiques et municipaux doit être consacré à des objectifs spécifiques, notamment en santé et en éducation. Il s'agit des « dispositions constitutionnelles transitoires »<sup>360</sup>. Ces dispositions empêchaient les chefs d'exécutifs de réaffecter les ressources d'un ministère ou d'un secrétaire à un autre. Elles garantissaient des ressources minimales pour les salaires des enseignants dans les petites villes et le développement de projets de santé et d'éducation au niveau fédéral, par exemple.

Le déliement des recettes de l'Union (DRU) mis en œuvre par Temer a été sanctionné par le Congrès par un nouvel amendement à la Constitution (PEC 31/2016) qui permet au gouvernement d'utiliser librement une partie de ses recettes jusqu'en 2023<sup>361</sup>. Cette mesure était également prévue dans le plan PVF, qui prévoyait le déblocage des fonds gouvernementaux, auparavant affectés à des secteurs spécifiques<sup>362</sup>.

Les fonds réaffectés ont été utilisés pour réaliser un excédent primaire (surplus) et pour réduire la dette publique au sein de l'Union<sup>363</sup>. Les sénateurs de l'opposition se sont montrés réticents et ont vivement critiqué la proposition, notamment le sénateur Lindbergh Farias (PT) qui a déclaré que « le déliement des recettes de l'État et des municipalités aurait un impact négatif sur les universités publiques, les fonds de recherche, l'aide sociale et la culture ». Le

---

<sup>360</sup> Câmara dos Deputados. « Ato das disposições constitucionais transitórias. », 1988. <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/conadc/1988/constituicao.adct-1988-5-outubro-1988-322234-publicacaooriginal-1-pl.html> (Consulté le 20/12/22).

<sup>361</sup> « L'amendement constitutionnel prolonge jusqu'en 2023 l'autorisation accordée à l'Union d'utiliser librement une partie de ses recettes — la *Desvinculação de Receitas da União* (DRU) — en faisant passer de 20 % à 30 % le pourcentage de l'ensemble des impôts fédéraux et des cotisations sociales. Il crée un mécanisme similaire pour les États, le district fédéral et les municipalités (DREM) — en déliant 30 % des recettes liées aux taxes, aux droits et aux amendes » (Traduction libre). Agência de notícias do senado. « Senado aprova proposta que prorroga a DRU até 2023 », Senado Federal, 08 2016. <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2016/08/24/senado-aprova-proposta-que-prorroga-a-dru-ate-2023> (Consulté le 20/12/22).

<sup>362</sup> Plan PVF. *Op.cit.*

<sup>363</sup> VEJA. *Op. cit.*



sénateur Lídice da Mata (PSB<sup>364</sup>) a évalué que « le déliement nuirait aux fonds constitutionnels du Nord et du Nord-Est et aux fonds pour la science et la technologie ». La sénatrice Vanessa Graziotin, du Parti communiste du Brésil (PCdoB), a déclaré quant à elle que « le déliement nuirait à la sécurité sociale et aux plus pauvres »<sup>365</sup>.

En revanche, les sénateurs de droite ont applaudi l'approbation de la proposition. Le président du Sénat, Renan Calheiros (PMDB), a déclaré que le DRU « est un instrument brillant qui a été créé [...] et qui garantit l'efficacité de l'exécution du budget ». Le sénateur José Agripino (DEM<sup>366</sup>) a déclaré que le DRU « garantit la réalisation des priorités du gouvernement », et le sénateur Aloysio Nunes Ferreira (PSDB) a évalué que le DRU « ne prévoyait pas de réduction éventuelle des dépenses dans aucun secteur »<sup>367</sup>.

### 3.1.4 Coupes et changements dans les ministères

Après son entrée en fonction, Temer a réduit le nombre de ministères, qui sont passés de 32 à 23<sup>368</sup>. Cela a déstabilisé toute l'organisation du gouvernement précédent. En octobre 2015, la présidente Rousseff — sous la pression du Marché — avait supprimé huit ministères pour alléger la machine publique.

---

<sup>364</sup>Parti socialiste brésilien. « Partido Socialista Brasileiro - Nossa História », *PSB 40*, 2020.

<https://psb40.org.br/quem-somos/nossa-historia-2/> (Consulté le 20/12/22).

<sup>365</sup> Agência de notícias do senado, « Senado aprova proposta que prorroga a DRU até 2023 » (Consulté le 20/12/22).

<sup>366</sup> Les démocrates (DEM) étaient un parti politique brésilien de centre droite qui a fusionné avec le Parti social-libéral pour former *União Brasil*, ainsi qu'il a été décidé lors d'un congrès des deux partis le 6 octobre 2021, et approuvé le 8 février 2022 par le TSE (Tribunal Supérieure Electoral). Je n'ai pas pu citer la page du parti DEM, car Safari a détecté qu'elle était contaminée par un virus.

<sup>367</sup>(Traduction libre). Agência de notícias do senado, « Senado aprova proposta que prorroga a DRU até 2023 » (Consulté le 20/12/22).

<sup>368</sup> « Primeira Medida Provisória de Temer reduz de 32 para 23 o número de ministérios », Senado Federal (Consulté le 19/04/2022). <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2016/05/16/primeira-medida-provisoria-de-temer-reduz-de-32-para-23-o-numero-de-ministerios> (Consulté le 19/04/22).

En fusionnant des ministères, en les transformant en secrétariats gouvernementaux ou même en les supprimant, Temer fait valoir que ces changements permettraient au gouvernement de réaliser des économies selon l'argument incontournable de « l'équilibre des dettes publiques ». Mais David Fleischer, politologue à l'Université de Brasilia, affirme dans une entrevue à DW-Brasil que « c'est un geste symbolique pour montrer qu'on rend service au secteur privé. Il ne s'agissait pas d'une coupe *de facto*, mais d'une réorganisation »<sup>369</sup>.

Le nouveau cabinet a suscité la méfiance des gens d'affaires et les critiques des militants, des artistes et des chercheurs. Les portefeuilles de la culture, des communications, du développement agricole, des femmes, de l'égalité raciale et des droits de la personne n'existent plus. En outre, le Bureau du contrôleur général, la Maison militaire et les départements des ports, de l'aviation civile et de la communication sociale de la présidence ont été supprimés.<sup>370</sup>

Le 12 mai 2016, Temer a justifié par Twitter la suppression des ministères en utilisant le même argument qui revient à de nombreuses reprises dans le plan PVF : « rétablir l'équilibre des comptes publics » :

---

<sup>369</sup>(Traduction libre) Cite dans Tamara Menezes. « Os impactos do corte de ministérios de Temer – DW – 15/05/2016 », dw.com, 15 mai 2016. <https://www.dw.com/pt-br/os-impactos-do-corte-de-minist%C3%A9rios-de-temer/a-19256947> (Consulté le 21/12/22).

<sup>370</sup> *Idem*.

**Figure 3.** – « Nous devons rétablir l'équilibre des comptes publics, en ramenant la hausse de la dette du secteur public à un niveau soutenable. » (Temer, par Twitter : 12/05/2016 cité par DW Brasil 15/05/2016).

<https://www.dw.com/pt-br/os-impactos-do-corte-de-ministérios-de-temer/a-19256947>

Fleisher compare le symbolisme de l'initiative du président Temer<sup>371</sup> aux actions de l'ancien président Fernando Collor (à la tête de la présidence en 1990), lorsqu'il a commencé à mettre en œuvre le programme néolibéral au Brésil tel que déterminé par le FMI<sup>372</sup>. Collor a réduit les ministères pour les porter à 12, a aboli les bureaucraties, a ordonné le rappel des voitures officielles et a licencié beaucoup de fonctionnaires<sup>373</sup>. « Il s'agissait de mesures symboliques, mais beaucoup n'ont pas été maintenues. Une véritable réduction du nombre de postes commissionnés aurait constitué un changement radical », déclare Fleischer sur les mesures<sup>374</sup>.

---

<sup>371</sup> « Temer a également promis de réduire le nombre de postes de confiance, qui sont au nombre de 25 000 au Brésil. La situation est compliquée, parce que ces postes étaient convoités par des alliés dans les États, et il avait besoin d'une forte coalition au Congrès pour approuver les mesures d'austérité douloureuses qu'il proposait », évalue M. Fleischer. (Traduction libre). Idem, 01.

<sup>372</sup> « Fonds Monétaire International — Page d'accueil du FMI », IMF, 2021. <https://www.imf.org/fr/Home> (Consulté le 07/04/23).

<sup>373</sup> « Memorial da Democracia - Governo começa a reduzir o Estado », Memorial da Democracia, 12 avril 1990. <http://memorialdademocracia.com.br/card/governo-comeca-a-reduzir-o-estado> (Consulté le 21/12/22).

<sup>374</sup> (Traduction libre). Tamara Menezes, « Os impactos do corte de ministérios de Temer – DW – 15/05/2016 ». *Op. cit.*

En 2016, les portefeuilles de l'égalité raciale, des droits de la personne et des politiques de la femme, qui avaient déjà été fusionnés en un seul en 2015, ont été relégués aux secrétariats. Ils ont été logés au sein du nouveau ministère de la Justice et de la Citoyenneté, dirigé par Alexandre de Moraes<sup>375</sup>. Celui-ci a occupé le poste de secrétaire à la sécurité publique de São Paulo et a été fortement critiqué par les mouvements sociaux et les militants des droits de la personne.

« L'extinction des ministères et des secrétariats nés des revendications des mouvements sociaux est révoltante », affirme au DW-Brasil Maíra Kubik<sup>376</sup>. Elle se plaint aussi que cette mesure, « qui s'ajoute à un ministère sans femmes et sans personnes noires, montre déjà à qui ce gouvernement va profiter ». Enfin, elle souligne le manque de représentation et de pluralité au sein du nouveau cabinet<sup>377</sup>.

L'incorporation du portefeuille des communications au ministère des Sciences, des Technologies et de l'Innovation a également été accueillie avec étonnement. Pour le Forum national pour la démocratisation de la communication (FNDC<sup>378</sup>), qui accompagne le débat dans le secteur, cette fusion indique que la question des communications sera traitée dans une perspective commerciale et favorable au Marché. « Les débats seront encore plus techniques et

---

<sup>375</sup> Alexandre de Moraes est une personne controversée dans le monde politique brésilien. Il était secrétaire de la sécurité publique à São Paulo et sa marque était la violence contre les étudiants et les manifestants. Il a écrit une thèse de doctorat sur Michel Temer. Lorsque Temer a pris le pouvoir, Moraes a été nommé ministre de la Justice, puis ministre de la Cour suprême. En 2021, il était pourtant l'un des responsables de la Cour suprême, pour faire face à toute la radicalité de Bolsonaro et à ses menaces pour la démocratie.

<sup>376</sup> Professeure au département Genre et Féminisme de l'Université fédérale de Bahia (UFBA).

<sup>377</sup> (Traduction libre). Tamara Menezes, « Os impactos do corte de ministérios de Temer – DW – 15/05/2016 ». *Op. cit.*

<sup>378</sup> « Organisé sur la quasi-totalité du territoire national, en 20 comités d'État ou régionaux pour la démocratisation de la communication, le FNDC a vu le jour dans les années 1980 à titre de mouvement social pour la démocratisation de la communication. À l'époque, il jouait un rôle essentiel dans le débat politique, institutionnel et théorique sur le secteur. Le forum a participé activement à la finalisation des travaux de l'Assemblée nationale constituante qui a préparé la nouvelle Constitution fédérale. À la fin, le chapitre V de la Magna Carta a été institué, avec des articles traitant spécifiquement de la communication » (Traduction libre).. « FNDC - Quem Somos », FNDC ( Consulté le 28/12/2022). <http://fndc.org.br/forum/quem-somos/> (Consulté le 28/12/22).

seront encore plus à la merci des grands groupes économiques », dénonce-t-il dans un communiqué<sup>379</sup>.

Cependant, la coupe la plus controversée a été celle du ministère de la Culture et l'annulation de quelques lois et appuis à la culture et aux arts. La résistance a été énorme et plusieurs manifestations d'artistes ont eu lieu, ce qui a amené le gouvernement à faire marche arrière et à maintenir son statut de ministère en le réintégrant au ministère de l'Éducation. Donc, la culture a été engloutie par le ministère de l'Éducation, tandis que le Bureau du contrôleur général a été rebaptisé ministère de l'Inspection, de la Transparence et du Contrôle, ce qui a suscité des réactions parmi les membres de l'organe et échauffé davantage les esprits des manifestants contre le gouvernement de Temer.

Dans une conversation avec des internautes sur sa page Facebook en 2016, l'ancienne présidente Rousseff montre comment la coupe du ministère de la Culture a été un revers, tant au niveau du budget alloué à ce secteur, de la formation du ministère de la Culture lui-même que des perspectives négatives que cette coupe apportera au secteur. Elle déclare : « [...] c'est comme si le gouvernement voulait revenir à un passé autoritaire »<sup>380</sup>. Le fantôme de l'autoritarisme de l'époque de la dictature est un souvenir vivant et douloureux chez les artistes et les intellectuels brésiliens. Plusieurs d'entre eux ont dû quitter le pays et de nombreux autres ont été tués et torturés, dont l'ancienne présidente Rousseff elle-même<sup>381</sup>. La liberté a été obtenue avec beaucoup de difficultés et la disparition du ministère de la Culture signifie également un recul de cette liberté.

Allant dans le même sens que l'ancienne présidente, son ancien ministre de la Culture, Juca Ferreira, a prononcé une phrase qui renforce notre argument selon lequel ce qui s'est passé

---

<sup>379</sup> « FNDC - Fórum Nacional pela Democratização da Comunicação », FNDC, 2016. <http://fndc.org.br>. (Consulté le 21/12/22). (Traduction libre).

<sup>380</sup>(Traduction libre). « Dilma provoca Temer: "Mulheres não querem ser fetiche decorativo" », Congresso em Foco, 19 mai 2016. <https://congressoemfoco.uol.com.br/amp/projeto-bula/reportagem/extincao-do-minc-e-tentativa-de-voltar-ao-passado-autoritario-diz-dilma/> (Consulté le 29/04/2022).

<sup>381</sup> Voir l'introduction de ce mémoire.

au Brésil suggère qu'il s'agit d'un processus de démodernisation ayant le plan PVF comme guide précis de toutes les mesures nécessaires pour y parvenir. Ainsi, à propos de l'abolition du ministère de la Culture, Ferreira déclare : « Ce qui est drôle, c'est que l'une des premières mesures de la redémocratisation (1985) a été la création du ministère de la Culture<sup>382</sup>, et il semble qu'on veuille mettre fin à la période démocratique en le supprimant<sup>383</sup> ».

### 3.1.5 Le manque de diversité au sein du gouvernement de Temer

Temer a également été critiqué pour le manque de diversité dans la formation de son gouvernement. Le Brésil n'avait en effet pas connu de ministères formés exclusivement d'hommes blancs comme celui de Temer depuis 1979 (pendant le gouvernement militaire).

La parité hommes-femmes au sein des postes gouvernementaux a été l'une des caractéristiques du gouvernement de Rousseff, en plus de ses politiques en matière d'éducation, de santé et de construction de logements abordables pour les couches minoritaires de la société. Rousseff a placé plus de femmes à des postes à responsabilité dans son gouvernement que tous les gouvernements précédents<sup>384</sup>, donnant ainsi la parole aux féministes et aux LGBTQI+ et favorisant les discussions sur le racisme et la violence contre la population noire.

---

<sup>382</sup> Pour la formation du ministère de la Culture, voir : Fabio Maleronka Ferron et Maria Arminda do Nascimento Arruda. « Cultura e política: a criação do Ministério da Cultura na redemocratização do Brasil », *Tempo Social* 31 (25 avril 2019) : 173-93. <https://doi.org/10.11606/0103-2070.ts.2019.144335> (Consulté le 03/05/22).

<sup>383</sup> Traduction libre). « Após protestos, Temer recria Ministério da Cultura », *Congresso em Foco*, 21 mai 2016. <https://congressoemfoco.uol.com.br/amp/projeto-bula/reportagem/temer-volta-atras-e-recria-ministerio-da-cultura/> (Consulté le 29/04/22).

<sup>384</sup> « Il y avait 10 femmes dans le premier mandat du gouvernement de Rousseff (2011); dans le second mandat (2014), ce nombre tombe à 6; dans les gouvernements de Lula (2003/2011) il y avait 11 femmes. Fernando Henrique Cardoso, au cours de ses deux mandats (1995-2002), comptait 4 femmes ministres; Itamar Franco (1992-1994) n'a compté qu'une seule femme au gouvernement; Fernando Collor (1990-1992) a choisi deux femmes. Pendant les cinq années du gouvernement de José Sarney (1985-1990), il n'y avait qu'une seule femme au gouvernement. Sous le régime militaire, les femmes ne sont entrées au cabinet que dans le gouvernement du général João Figueiredo (1979-1985) » (Traduction libre).. *Carta Capital*. « Ministério masculino é retrocesso na luta por direitos das mulheres - CartaCapital », *CartaCapital*, 13 mai 2016. <https://www.cartacapital.com.br/politica/ministerio-masculino-e-retrocesso-na-luta-por-direitos-das-mulheres/> (Consulté le 29/04/22).

La « démodernisation du rôle des femmes dans le gouvernement » est reconnue comme un « retour en arrière » par la sociologue Clara Araújo<sup>385</sup> : « C'est un énorme retour en arrière, car après quelques décennies d'espace, nous sommes de retour à la case départ. Il est très difficile de concevoir que dans un large éventail de partis politiques, il n'y ait pas de femme pour assumer un ministère <sup>386</sup>».

Araújo souligne également le conservatisme<sup>387</sup> ancré dans le gouvernement de Temer : « Il existe un degré très élevé de conservatisme, avec des conceptions patriarcales<sup>388</sup> du rôle des femmes dans la société ». <sup>389</sup> Nous observons ici une autre caractéristique de la démodernisation, soit la régression des valeurs de la société; on ne tient plus compte des aspects acquis par les idéaux de la modernité tels que la démocratie et l'égalité des sexes.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent avec Jessé de Sousa, le patriarcat — qui dicte les valeurs culturelles du pays depuis l'esclavage — cherche à maintenir les femmes et les minorités à une place subordonnée, laissant les décisions aux « honnêtes citoyens ». Rousseff a reçu de nombreuses critiques de son gouvernement en raison de son statut de femme. En ce sens, la formation du cabinet de Temer peut être comprise comme un « renouvellement inversé », considérant qu'un gouvernement dirigé par des hommes blancs pourrait « réparer » les erreurs commises par une « femme<sup>390</sup> ».

---

<sup>385</sup>Sociologue du département des sciences sociales et coordonnatrice du Centre d'études sur l'inégalité contemporaine et les relations entre les sexes (NUDERG) à l'Universidade Estadual do Rio de Janeiro (UERJ).

<sup>386</sup> (Traduction libre).Carta Capital. *Op. cit.*.

<sup>387</sup> « Le conservatisme est une pensée politique qui défend le maintien des institutions traditionnelles telles que la famille, la communauté locale et la religion ainsi que des costumes, traditions et conventions. Le conservatisme met l'accent sur la continuité et la stabilité des institutions, s'opposant à toute forme de mouvements révolutionnaires et de politique progressiste » (Traduction libre).. Alessandro Nicoli de Mattos. « Conservadorismo: entenda o conceito em 4 pontos | Politize! », 6 janvier 2017. <https://www.politize.com.br/conservadorismo-pensamento-conservador/> (Consulté le 21/12/22).

<sup>388</sup>« Malgré les acquis sociaux et les dispositions légales qui postulent l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, la discrimination dictée par le patriarcat est une forme de violence de genre et une violation des droits des femmes ». Voir : Martha Giudice Narvaz et Sílvia Helena Koller. « Famílias e patriarcado: da prescrição normativa à subversão criativa », *Psicologia & Sociedade* 18 (avril 2006) : 49-55. <https://doi.org/10.1590/S0102-71822006000100007>. (Consulté le 21/12/22).

<sup>389</sup> (Traduction libre).Carta Capital. *Op. cit.*

<sup>390</sup> Pour une discussion sur les agressions sexistes subies par Dilma Rousseff en tant que présidente, voir : Rosiane Alves Palacios et al. « Discursos de perjuicio de género en publicaciones de los medios de comunicación y su

### 3.1.6 Accusations de corruption

Le gouvernement de Temer, même s'il a été bref, a été la cible de plusieurs allégations de corruption<sup>391</sup>. L'ironie de la situation, c'est que toute l'intrigue impliquant la mise en accusation de Rousseff et sa destitution tournait autour d'une accusation de corruption qui s'est révélée fautive des années plus tard<sup>392</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, la corruption n'a pas été le problème déterminant pour la procédure de destitution de Rousseff, mais plutôt son refus d'accepter le plan PVF et les chantages d'Eduardo Cunha.

Cependant, plusieurs ministres du président Temer ont été dénoncés dans le cadre de l'opération Lava Jato, notamment Romero Jucá (PMDB), ministre de la Planification et ancien

---

relación con la construcción de la imagen de la expresidenta del Brasil Dilma Rousseff », *Contratexto*, n° 35 (janvier 2021) : 199-224. <https://doi.org/10.26439/contratexto2021.n035.4887>. (Consulté le 29/04/2022).

<sup>391</sup> « **MP dos Portos** : en septembre 2017, Temer a été accusé d'avoir reçu pour 5,9 millions de R\$ en pots-de-vin dans le cadre du MP dos Portos, connu sous le nom "d'enquête sur les ports", de la police fédérale. **Corruption passive** : en juin 2017, le bureau du procureur général a dénoncé Temer et l'ancien député Rodrigo Rocha Loures (PMDB) pour un délit de corruption passive. Selon la dénonciation, Temer a violé ses devoirs envers l'État et la société. Il aurait reçu un avantage indu d'une valeur de 500 000 R\$ en plus de la promesse de recevoir 38 millions de R\$. **Collaboration du suspect à l'enquête**: en mai 2017, les propriétaires du plus grand transformateur de viande du pays ont déclaré avoir enregistré Temer donnant son approbation pour acheter le silence de l'ancien président de la Chambre des députés Eduardo Cunha (PMDB-RJ), après son arrestation dans le cadre de l'opération Lava Jato en versant 500.000 R\$./**Chef d'une organisation criminelle** : plainte déposée par le bureau du procureur général, en septembre 2017, selon laquelle l'ancien président aurait dirigé une organisation criminelle, formée par des alliés et des ministres, pour commettre des crimes contre des entreprises et des organismes publics. Le groupe aurait reçu des pots-de-vin d'une valeur de plus de 587 millions de R\$ et de sociétés telles que Petrobras, Caixa, Furnas, des ministères et de la Chambre des députés. **Billet en 2014** : Ricardo Saud, ancien directeur de JBS, a rapporté que lors des élections de 2014, Temer a délivré un billet avec une adresse; sur celui-ci, 1 million de réaux en espèces devaient être livrés à l'entreprise de João Baptista Lima, un colonel à la retraite et ami du vice-président de l'époque. **Dénonciations en 2019** : en février 2019, Luís Roberto Barroso, ministre du STF, a envoyé à la première instance de la justice fédérale à Brasilia un acte d'accusation déposé en décembre contre Temer et cinq autres personnes ayant fait l'objet d'enquêtes pour des crimes de corruption active et passive et de blanchiment d'argent » (Traduction libre).. Le **portail R7** fait partie du réseau de télévision Record, propriété du groupe religieux *Assembléia de Deus* et représente l'un des véhicules de droite du pays. Guilherme Padim. « Confira as acusações contra Michel Temer, preso pela Lava Jato », R7.com, 21 mars 2019. <http://noticias.r7.com/brasil/confira-as-acusacoes-contra-michel-temer-presos-pela-lava-jato-21032019> (Consulté le 21/12/22).

<sup>392</sup>« Tribunal extingue ação contra Dilma Rousseff sobre pedalada fiscal », 27 mars 2022. <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2022/03/27/acao-dilma-pedaladas-extincao.htm> (Consulté le 19/04/22).



sénateur et l'un des artisans de la procédure de destitution de Rousseff, ainsi que l'ancien président de Transpetro<sup>393</sup>, Sérgio Machado.

Jucá a été inculpé après la publication d'un enregistrement audio dans lequel il déclarait qu'il était nécessaire de destituer le gouvernement (de Rousseff) pour « arrêter une hémorragie »<sup>394</sup>; tandis que Machado a été accusé d'avoir reçu des pots-de-vin dans le cadre de travaux de Petrobras et d'Eletrobrás<sup>395</sup>. En plus de ces deux-là, cinq autres ministres de Temer ont vu leurs noms liés à l'opération Lava Jato<sup>396</sup>. Ces accusations de corruption au sein du gouvernement de Temer ont été remarquées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ce qui suggère que « la procédure de destitution » était en réalité un « coup d'État ».

Les discussions sur la rupture du régime au Brésil en 2016 et sur la question de savoir si elle était l'effet d'un « coup d'État ou d'une procédure de destitution légitime » ont été intenses. Au début du processus, les médias corporatifs ont mené une forte campagne visant à discréditer le PT et à légitimer une destitution sans crime de responsabilité, puisque Rousseff a ensuite été innocentée<sup>397</sup>. Cette campagne s'est surtout exprimée parmi les plus jeunes (jusqu'à 35 ans), car ce groupe n'a pas vécu la période du gouvernement de Lula et manque donc d'expérience empirique pour bien juger. Un autre argument est que les jeunes sont plus sensibles aux

---

<sup>393</sup> Entreprise publique de transport de pétrole et de gaz liée à Eletrobrás et Petrobrás.

<sup>394</sup> Jucá paraphrase le marquis de Pombal cité au chapitre 1 de ce Mémoire. « Em diálogos gravados, Jucá fala em pacto para deter avanço da Lava Jato - 23/05/2016 - Poder », Folha de S.Paulo (Consulté le 08/04/2022). <http://www1.folha.uol.com.br/poder/2016/05/1774018-em-dialogos-gravados-juca-fala-em-pacto-para-deter-avanco-da-lava-jato.shtml>. (Consulté le 08/04/22).

<sup>395</sup> Après ces accusations, Eletrobrás crée un département gouvernemental chargé de lutter contre la corruption, conformément aux exigences américaines (compliance). Cela peut illustrer l'ingérence extérieure dans le processus de démodernisation du Brésil : « L'objectif du nouveau conseil d'administration sera d'assurer la conformité des processus et des contrôles internes et de veiller au respect des règlements internes, des législations brésiliennes et étrangères applicables à la société » (Traduction libre). « Após acusações, Eletrobras cria diretoria de Governança », Exame, 25 février 2016. <https://exame.com/negocios/eletrobras-criara-diretoria-de-governanca-em-meio-a-investigacoes-de-corrupcao/>. Unidos (Consulté le 14/04/22).

<sup>396</sup> Le ministre de la Transparence, de l'Inspection et du Contrôle, Fabiano Silveira (PMDB); le ministre du Tourisme, Henrique Eduardo Alves (PMDB) ainsi que le président du Sénat Renan Calheiros (PMDB).

<sup>397</sup> « Tribunal extingue ação contra Dilma Rousseff sobre pedalada fiscal ». *Op. cit.*

nouveaux médias et aux groupes sociaux qui ont fortement agi dans la croisade de « diabolisation » contre Rousseff<sup>398</sup>.

Noam Chomsky, dans une entrevue au *Democracy Now!* souligne que le changement de gouvernement au Brésil en 2016 était un coup d'État « soft » perpétré par des personnes corrompues :

Dilma Rousseff is maybe the one leading politician who hasn't stolen in order to benefit herself, as she is being charged with manipulations in the budget which are pretty standard in many countries. Taking from one pocket and putting into another is maybe a misdeed, but certainly doesn't justify impeachment. In fact, she's the one leading politician who hasn't stolen to enrich herself, but who is being impeached by a gang of thieves who have. So that counts as a kind of soft coup, I think it would be fair to say.<sup>399</sup>

Même s'il s'agissait d'un coup d'État sans armes, ce n'était pas non plus un coup d'État « soft ». De fait, la violence a frappé le pays, ce qui a provoqué la division de la population (désocialisation) et le désintérêt, et entraîné une déception et une aversion pour la politique (dépolitisation). Ce « vacuum » causé par la rupture du régime démocratique a eu de graves conséquences pour le pays, dont la plus grande a été l'ascension et l'élection de Jair Bolsonaro en 2018.

---

<sup>398</sup> Pour une discussion au sujet de cette controverse, voir les études : FITRATELP. « Impeachment ou (neo) golpe? » FITRATELP. Consulté le 21/12/2022. <http://fitratelp.org.br/artigos/impeachment-ou-neo-golpe-404e/>. (Consulté le 21/12/22)/MARTUSCELLI, Danilo Enrico. « Polêmicas sobre a Definição do Impeachment de Dilma Rousseff como Golpe de Estado ». *Revista de Estudos e Pesquisas sobre as Américas* 14, n° 2 (4 décembre 2020): 67-102. <https://doi.org/10.21057/10.21057/repamv14n2.2020.28759> (Consulté le 21/12/22) / PASSOS, Mariana Rezende dos, et Érica Anita Baptista. « Impeachment versus golpe: a disputa de narrativas no contexto político brasileiro de 2016 ». *Revista Eletrônica Internacional de Economia Política da Informação, da Comunicação e da Cultura* 20, n° 2 (10 août 2018): 103-24 (Consulté le 21/12/22) / SHIOTA, Ricardo Ramos. « Impeachment ou golpe? » *Terceiro Milênio: Revista Crítica de Sociologia e Política* 9, n° 1 (2017): 110-18. (Consulté le 21/12/22) /BOKANY, V.L. (2022). O golpe (impeachment) de 2016 no Brasil e a intensificação da intolerância. Tese de Doutorado, Programa de Pós-graduação em Ciências Sociais, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, São Paulo, et le journal The Guardian: WATTS, Jonathan. « Dilma Rousseff impeachment: what you need to know – the Guardian briefing ». *The Guardian*, 31 août 2016, sect. News. <https://www.theguardian.com/news/2016/aug/31/dilma-rousseff-impeachment-brazil-what-you-need-to-know> (Consulté le 22/12/22).

<sup>399</sup> Noam Chomsky: *Brazil's President Dilma Rousseff « Impeached by a Gang of Thieves »*, (2016). (Consulté le 23/03/2022 [Transcription vidéo (0':42") »

### 3.1.7 Mesures provisoires (MP)

Les MP<sup>400</sup> sont une prérogative du président de la République qui peut les émettre et qui ont valeur de loi, bien qu'elles doivent être sanctionnées par le Congrès dans un certain délai, sinon elles perdent leur validité. Ainsi, gouverner par des mesures provisoires signifie que le président n'a pas le soutien du Congrès et dirige de manière autocratique.

La première mesure provisoire émise par Temer date du 12 mai 2016. Cette mesure, ainsi que la « loi du plafond » ont été déterminantes pour la démarche de démodernisation en cours visant à réduire l'ampleur de l'État comme prévu dans le plan PVF. Il s'agit de la mesure provisoire 727<sup>401</sup> qui traite des « partenariats » entre le secteur privé et l'État et des contrats de concession liés aux infrastructures. En fait, c'est tout simplement un euphémisme pour dire : « la privatisation des entreprises d'État ».

La loi porte en elle-même le caractère néolibéral du plan PVF et crée le Programme de partenariat d'investissement (PPI). Parmi les objectifs de ce programme, le point IV de l'article 2 de la loi 13334 mérite d'être souligné : « assurer la stabilité et la sécurité juridiques, et garantir une **intervention minimale** dans les affaires et les investissements<sup>402</sup> ». La loi a été approuvée avec plusieurs concessions pour l'initiative privée, renforçant sa liberté d'action et illustrant une absence quasi totale de régulation de l'État pour le contrôle des projets présentés<sup>403</sup>.

Pour le gouvernement de Temer, cette mesure visait à stimuler l'économie en ouvrant la voie à des projets d'infrastructure ou à la vente d'entreprises publiques : autrement dit, la privatisation maximale comme le prévoyait le plan PVF.

---

<sup>400</sup> « Entenda a Tramitação da Medida Provisória - Congresso Nacional » (Consulté le 08/02/2022). <https://www.congressonacional.leg.br/materias/medidas-provisorias/entenda-a-tramitacao-da-medida-provisoria> (Consulté le 08/02/22).

<sup>401</sup> Cette mesure provisoire est devenue la Loi 13334 de 13/09/2016. « L13334 » (Consulté le 12/04/2022). [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2015-2018/2016/Lei/L13334.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2016/Lei/L13334.htm)

<sup>402</sup> (Traduction libre). *Idem*. Art.2, item IV. (Emphase ajoutée).

<sup>403</sup> *Idem*.

### 3.1.8 Modifications des règles relatives au pré-sel

Dans ce point, nous situons un autre aspect de la démodernisation qui suggère l'ingérence des nations étrangères dans les politiques internes des pays de leur arc d'influence. Cet agencement est un facteur exogène à la réalité et aux intérêts internes du pays, mais qui touche directement les décisions prises par les dirigeants et les institutions, nuisant aux intérêts de la nation, mais favorables aux intérêts de ceux qui la gouvernent. La nation en question est les États-Unis et son principal intérêt, outre le maintien de son hégémonie en Amérique du Sud, était la découverte du pré-sel<sup>404</sup> au large des côtes brésiliennes.

Celle-ci a été annoncée en 2006 par Petrobras, qui a confirmé en 2007 l'existence d'une importante réserve de pétrole au large des côtes brésiliennes, d'une superficie de 149 000 km<sup>2</sup>. La qualité du pétrole trouvé a placé le Brésil parmi les plus grands producteurs de pétrole du monde en peu de temps. En 2021, le pays produisait un volume de 2,85 millions de barils par jour<sup>405</sup>.

La découverte du pré-sel, l'un des grands atouts des gouvernements du PT, a stimulé l'industrie des infrastructures, notamment les raffineries, les chantiers navals, les plateformes pétrolières et surtout, la technologie. Le Brésil a conçu des technologies pionnières dans le domaine de l'exploration pétrolière en eaux profondes, qui sont reconnues à l'échelle internationale<sup>406</sup>. Grâce à l'augmentation des recettes fédérales, le gouvernement a investi dans

---

<sup>404</sup> « Le pré-sel est une zone de réserves pétrolières qui se trouve sous une profonde couche de sel et qui constitue l'une des nombreuses couches de roche du fond marin. Le nom "pré-sel" signifie que la roche de stockage se trouve sous une couche de sel qui peut atteindre plus de 2 000 m d'épaisseur à certains endroits. Si l'on tient compte du fait que la nappe phréatique peut dépasser 2 000 m, le réservoir du pré-sel peut avoir une profondeur de plus de 7 000 m » (Traduction libre). « O que é a Camada pré-sal ou pre-salt layer », <https://dicionariodopetroleo.com.br/> (Consulté le 19/04/2022). <https://dicionariodopetroleo.com.br/camada-pre-sal-pre-salt-layer/> (Consulté le 19/04/22).

<sup>405</sup> « Pré-sal: 15 anos de uma das maiores descobertas da indústria de óleo e gás », *Além da Superfície*, 21 janvier 2022. <https://www.alemdasuperficie.org/setor/pre-sal-15-anos-de-uma-das-maiores-descobertas-da-industria-de-oleo-e-gas/> (Consulté le 20/04/22).

<sup>406</sup> « OTC Distinguished Achievement Awards for Companies, Organizations, and Institutions », OTCnet.org, 2022. <https://www.otcnet.org/otc-distinguished-achievement-awards-for-companies-organizations-and-institutions> (Consulté le 20/04/22).

des projets sociaux, des logements abordables, l'art, le cinéma, la technologie, le sport et l'éducation.

Le potentiel du pré-sel était évident depuis sa découverte, et la garantie du monopole de l'exploration par la compagnie pétrolière publique Petrobras était une volonté personnelle de l'ancien président Lula, qui a créé une loi l'obligeant à maintenir une part minimale de 30 % dans tous les consortiums d'exploration de pétrole très profond<sup>407</sup>.

Après son investiture en 2016, Temer a annoncé qu'il soutiendrait un projet visant à modifier les règles d'exploration du pré-sel. Ce projet, dont l'auteur est José Serra (PSDB) — sénateur et ministre des Affaires étrangères de Temer —, a retiré à Petrobras l'obligation de participer à hauteur d'au moins 30 % aux investissements dans tous les consortiums d'exploration. La question intéressait le gouvernement du président Temer, qui voyait dans cette mesure un mécanisme pour attirer les sociétés pétrolières étrangères afin de remplacer Petrobras<sup>408</sup>.

L'intérêt des États-Unis pour le pétrole brésilien a été dénoncé par Wikileaks le 4 juillet 2015 et rapporté au Brésil par *Deutsche Welle Brazil*<sup>409</sup> et *The Intercept*<sup>410</sup>. Selon ces sources, 29 numéros de téléphone du gouvernement de Rousseff ont été espionnés, y compris ceux de ministres d'État, de la présidente elle-même, y compris de son avion. Dans un article,

---

<sup>407</sup>Loi « L12351 » (Consulté le 10/05/2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2007-2010/2010/lei/l12351.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2010/lei/l12351.htm) [Consulté le 10/05/22]).

<sup>408</sup> « La politique de Petrobras consistant à réduire la capacité de 25 à 30 % des raffineries de pétrole, à les sous-utiliser, à vendre des unités et à investir dans l'extraction et la vente de pétrole brut, a pavé la voie à l'arrivée de sociétés pétrolières internationales. De 2016 à 2018, le nombre de ces entreprises privées, nationales et internationales, a augmenté de 30 % au sein du pays » (Traduction libre). Roseli ROCHA. « Entenda por que Bolsonaro e Temer são os culpados pela alta dos combustíveis », CUT - Central Única dos Trabalhadores, 13 septembre 2021. <https://www.cut.org.br/noticias/entenda-por-que-bolsonaro-e-temer-sao-os-culpados-pela-alta-dos-combustiveis-b0dc> (Consulté le 21/12/22).

<sup>409</sup> « WikiLeaks: EUA espionaram Dilma e ministros brasileiros – DW – 04/07/2015 », dw.com (Consulté le 29/04/2022). <https://www.dw.com/pt-br/wikileaks-eua-espionaram-dilma-e-ministros-brasileiros/a-18561907> (Consulté le 10/05/22).

<sup>410</sup> Glenn Greenwald, David Miranda July 4 2015, et 6 h 59 « NSA's Top Brazilian Political and Financial Targets Revealed by New WikiLeaks Disclosure », *The Intercept* (Consulté le 03/05/2022). <https://theintercept.com/2015/07/04/nsa-top-brazilian-political-and-financial-targets-wikileaks/> (Consulté le 03/05/22).

Julian Assange déclare ce qui suit : « Cette divulgation montre que les États-Unis devront faire beaucoup d'efforts pour prouver que leur surveillance des gouvernements alliés est terminée »<sup>411</sup>.

Cependant, ce type d'ingérence et d'espionnage extérieurs avait déjà frappé Petrobras en 2013 (l'année des manifestations contre Rousseff). En effet, des documents divulgués par l'ancien analyste Edward Snowden ont été publiés le 8 septembre 2013 par la *BBC News Brazil*<sup>412</sup>. On y indiquait que la technologie d'exploration de la couche de pré-sel aurait pu être la cible d'espionnage. Le nom de Petrobras apparaît d'ailleurs dans un document utilisé pour former les agents de la NSA<sup>413</sup> à accéder aux réseaux privés d'institutions aussi variées que Petrobras, Google et Swift. Selon cette source, le président Obama a reconnu le fait et s'est dit préoccupé par ce type d'espionnage<sup>414</sup>.

**Figure 4.** – Le gouvernement américain tente d'expliquer son système d'intelligence à la présidente Dilma Rousseff. (BBC News-Brazil/Photo : Getty -2013)

[https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908\\_eua\\_snowden\\_petrobras\\_dilma\\_mm](https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908_eua_snowden_petrobras_dilma_mm)

Indépendamment du scandale d'espionnage, ce qu'il importe de souligner, c'est que le plan PVF prévoyait la privatisation des ressources stratégiques du pays. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'une des premières mesures de Temer a été de retirer à Petrobras l'obligation

---

<sup>411</sup> (Traduction libre).DW. *Op.cit.*

<sup>412</sup>« EUA espionaram Petrobras, dizem papeis vazados por Snowden », BBC News Brasil, 9 septembre 2013. [https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908\\_eua\\_snowden\\_petrobras\\_dilma\\_mm](https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908_eua_snowden_petrobras_dilma_mm) (Consulté le 29/04/22).

<sup>413</sup> National Security Agency.

<sup>414</sup> BBC News Brasil. *Op. Cit.*

d'être présent dans au moins 30 % des concessions. En 2018, à la fin de l'ère Temer, sur les 13 zones mises en concession dans le champ pré-sel, 6 d'entre elles étaient déjà exploitées par des entreprises étrangères<sup>415</sup>.

L'ouverture du capital de Petrobras au marché international a été suivie de la privatisation de ses raffineries et de ses plateformes pétrolières. Celle-ci a été responsable de la désindustrialisation<sup>416</sup> de la société pétrolière d'État : les travaux ont été paralysés et les chantiers navals ont été fermés, ce qui a créé un contingent de chômeurs, qui ont vu leurs conditions de vie se détériorer<sup>417</sup>. En outre, les prix des carburants et du gaz de cuisine<sup>418</sup> ont fortement augmenté. La politique internationale des prix<sup>419</sup> adoptée par Temer a été suivie *ipsis litteris* par son successeur Jair Bolsonaro, provoquant une énorme inflation<sup>420</sup> et conduisant une partie de la population la plus vulnérable à revenir au passé prémoderne et à cuisiner au bois<sup>421</sup>.

---

<sup>415</sup> « Sob Temer, estrangeiras assumem 6 das 13 áreas licitadas no pré-sal », Folha de S.Paulo, 29 septembre 2018. <https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2018/09/sob-temer-estrangeiras-assumem-6-das-13-areas-licitadas-no-pre-sal.shtml> (Consulté le 29/04/22).

<sup>416</sup> Il est important de noter que l'opération Lava Jato a anéanti Petrobras avec des accusations de corruption et des millions de dollars en amende, suivies de la fermeture de plusieurs succursales et de l'interruption du travail dans l'ensemble de la chaîne de production. L'idée était claire : détruire la société et la vendre à des prix ridicules au secteur privé.

<sup>417</sup> « C'est sous le gouvernement de Temer, en octobre 2016, cinq mois après le coup d'État contre Rousseff, que la politique internationale des prix a été instituée et que le démantèlement de Petrobras a commencé, ce qui a eu des conséquences négatives pour les consommateurs jusqu'à aujourd'hui ». (Carla Ferreira chercheuse à l'INEEP — Institut d'études stratégiques sur le pétrole, le gaz naturel et les biocarburants) in : ROCHA, « Entenda por que Bolsonaro e Temer são os culpados pela alta dos combustíveis » (Consulté le 22/12/22).(traduction libre).

<sup>418</sup> La majorité de la population brésilienne utilise le gaz pour cuisiner. Les cuisinières électriques sont très rares et le coût de l'électricité est plus élevé que celui du gaz. En raison du climat essentiellement tropical, il n'y a pas de chauffage dans les maisons et, dans les régions les plus chaudes, il n'y a même pas d'eau chaude dans les douches.

<sup>419</sup> La politique internationale des prix consiste à réajuster les prix des carburants en fonction de la valeur du baril de pétrole, qui varie selon le prix international et est coté en dollars.

<sup>420</sup> « Il y a eu une démobilité de la production dans les raffineries et Petrobras, en choisissant d'exporter du pétrole brut, a ouvert le marché aux entreprises étrangères qui sont intéressées à trouver des dérivés du pétrole; elles font donc pression pour que cette politique soit maintenue, car elle génère plus de profits pour elles » (Traduction libre). (Carla Ferreira, chercheuse à l'INEEP — Institut d'études stratégiques sur le pétrole, le gaz naturel et les biocarburants) cité dans ROCHA. *Op. cit.*

<sup>421</sup> « Famílias consomem 24 milhões de toneladas de lenha », *Hora do Povo*, 12 juin 2022. <https://horadopovo.com.br/com-preco-absurdo-do-gas-familias-consumiram-24-milhoes-de-toneladas-de-lenha-em-2021/> (Consulté le 22/12/22).

**Figure 5.** – Une femme cuisinant sur un cuiseur à bois improvisé dans la périphérie de São Paulo.

(Photo : Folha de São Paulo — 2020)

<https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2022/04/gas-consome-22-do-orcamento-de-servicos-basicos-dos-mais-pobres.shtml>

### 3.1.9 Le Programme Science sans frontières (SSF)

Le programme SSF a été un élément phare du gouvernement de Rousseff. Il s’agissait d’un programme d’échange dans des universités étrangères offert aux étudiants de premier cycle<sup>422</sup>. Le gouvernement de Temer a suspendu l’octroi de nouvelles bourses dans le cadre de celui-ci. Selon le magazine hebdomadaire de droite *VEJA*<sup>423</sup>, le nouveau programme se voulait axé sur l’enseignement des langues aux jeunes à faibles revenus<sup>424</sup>.

Le ministère de l’Éducation et de la Culture a souligné que ce changement était exclusif aux études de premier cycle. Par conséquent, les bourses d’études de deuxième cycle continueraient d’être accordées, et pourraient même être prolongées, en fonction de la limite financière<sup>425</sup>.

---

<sup>422</sup> Le programme SSF a été très critiqué par les instituts de recherche du Brésil. L’important volume d’argent investi pour les étudiants de premier cycle a diminué le financement d’autres domaines de recherche et celui des études supérieures. De plus, l’ampleur du programme a compromis sa qualité. Il était également imprécis par rapport à la contrepartie des étudiants. Il y a eu 104 000 bourses d’études accordées et un investissement de 13,2 milliards de R\$ entre 2011 et 2017. Pour les critiques du programme SSF, voir : « O fim do Ciência sem Fronteiras depois de R\$ 13 bilhões investidos em bolsas no exterior », GGN, 30 juin 2017. <https://jornalggn.com.br/educacao/o-fim-do-ciencia-sem-fronteiras-depois-de-r-13-bilhoes-investidos-em-bolsas-no-exterior/> (Consulté le 29/04/2022).

<sup>423</sup> *VEJA. Op. cit.*

<sup>424</sup> Aucune référence n’a été trouvée concernant des projets développés par Temer en ce sens, seulement le *VEJA*.

<sup>425</sup> Le programme a connu des difficultés attribuables au taux de change, puisque le moment où il y avait le plus grand nombre d’étudiants hors du pays a coïncidé avec l’appréciation du dollar. Certains experts affirment qu’il y a



Cependant, entre 2016 et 2018, plusieurs types de bourses d'études pour les étudiants et les chercheurs ont été supprimés ou abolis, que ce soit au niveau de la maîtrise, du doctorat ou du postdoctorat (dans le pays et à l'étranger<sup>426</sup>), contribuant ainsi à la précarisation de l'enseignement, de la recherche et de la science, et conduisant l'État à acquérir des technologies d'autres pays<sup>427</sup> sans pouvoir miser sur la recherche nationale. Le Mouvement Révolutionnaire des Travailleurs<sup>428</sup> (MRT), par le biais de son journal *Esquerda Diário*<sup>429</sup>, a vivement critiqué la politique de réduction des subventions de recherche, soulignant que ces mesures étaient attribuables à la soif de profits du Marché<sup>430</sup>.

---

eu un manque d'évaluation de l'impact des investissements faits dans le cadre du programme. GGN: « O fim do Ciência sem Fronteiras depois de R\$ 13 bilhões investidos em bolsas no exterior » (Consulté le 29/04/22).

<sup>426</sup> Pour obtenir des comparaisons quant au volume des ressources consacrées à l'éducation sous les gouvernements de Lula, Dilma et Temer, voir : « Orçamentos da Capes e do CNPq caíram 73,4% desde 2015 », Nexo Jornal (Consulté le 29/04/2022. <https://www.nexojornal.com.br/grafico/2021/10/20/Or%C3%A7amentos-da-Capes-e-do-CNPq-ca%C3%ADram-734-desde-2015> [Consulté le 29/04/22]).

<sup>427</sup> La précarité ne s'est pas produite « en deux ans », mais « à partir de ces deux ans ». Pendant la pandémie, par exemple, la Fondation Oswaldo Cruz à Rio de Janeiro et l'Institut Butantã à São Paulo ont toujours été des références en matière de recherche et de développement de vaccins. En raison de la précarité de la santé et de la recherche — initiée par Temer et poursuivie par Bolsonaro —, le Brésil a réussi à produire son propre vaccin, mais seulement avec des apports de la Chine. « 95% dos insumos utilizados para produzir vacinas no Brasil são importados », CNN Brasil, 26 mai 2021. <https://www.cnnbrasil.com.br/saude/95-dos-insumos-utilizados-para-produzir-vacinas-no-brasil-sao-importados/> (Consulté le 23/12/22).

<sup>428</sup> « Le Mouvement Révolutionnaire des Travailleurs est une organisation politique qui intègre la Fraction trotskyste — Quatrième Internationale (FT-QI), à des organisations telles que le Parti des travailleurs pour le socialisme (PTS) en Argentine, et le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) au Chili, ainsi qu'à diverses autres organisations en Amérique latine, en Amérique centrale, aux États-Unis et en Europe. Nous luttons pour la construction d'un parti révolutionnaire au Brésil et dans le monde. Nous défendons l'auto-organisation de la classe ouvrière aux côtés des jeunes, des femmes, des personnes noires, des LGBTQI+ et des indigènes et nous faisons la promotion de *Esquerda Diário*, qui fait partie du réseau international de quotidiens numériques dans 14 pays et 8 langues » (Traduction libre).. « Movimento Revolucionário de Trabalhadores - quem somos », 2015. <https://mrt.org.br/> (Consulté le 23/12/22).

<sup>429</sup> « *Esquerda Diário* est le premier quotidien numérique de la gauche latino-américaine, édité en espagnol et en portugais. Nous avons vu le jour comme média ouvrier de gauche et notre objectif consiste à démasquer les mensonges des puissants et à donner une voix à ceux qui n'ont pas de place dans les médias de masse traditionnels » (Traduction libre).. *Esquerda Diário*. « Bem-vindo ao Esquerda Diário, clique aqui para saber quem somos e conhecer nosso projeto », *Esquerda Diário*, 21 mars 2015. <http://www.esquerdadiario.com.br/Bem-vindo-ao-Esquerda-Diario-clique-aqui-para-saber-quem-somos-e-conhecer-nosso-projeto> (Consulté le 23/12/22).

<sup>430</sup> « Ainsi, alors que le gouvernement ayant perpétré le coup d'État applique des coupes sombres dans l'éducation et des réductions généralisées des bourses d'études, Temer valorise le paiement de la dette qu'il a contractée auprès des banquiers et des gens d'affaires brésiliens et internationaux (la soi-disant **dette publique**), à partir des impôts perçus auprès de la population ». (Traduction libre). Iaci Maria Silva Cássia. « Michel Temer cancela novas bolsas do programa Ciência Sem Fronteiras », *Esquerda Diário*, Consulté le 29/04/2022. <http://www.esquerdadiario.com.br/Michel-Temer-cancela-novas-bolsas-do-programa-Ciencia-Sem-Fronteiras>. Emphase ajoutée. (Consulté le 23/12/22). (Traduction libre).

La réduction des fonds destinés à la recherche et à l'éducation — le plus gros budget de l'Union — était également prévue dans le plan PVF, puisqu'elle faisait partie des « dépenses discrétionnaires » du gouvernement, tout comme celles prévues pour la santé. En ce sens, il y a une contradiction dans le plan PVF, car selon celui-ci, son application « contribuerait efficacement à la lutte contre la pauvreté<sup>431</sup> ». Or, le déliement des fonds discrétionnaires pour les politiques sociales a plutôt contribué à l'appauvrissement de la population, et dans le cas du programme SSF, à la perte d'occasions pour les plus vulnérables.

### **3.1.10 Changements dans la programmation visuelle du gouvernement**

Immédiatement après l'investiture de Temer, son équipe de marketing s'est empressée de modifier l'apparence et le logo du gouvernement, ainsi que son slogan. Du point de vue de la sémiotique discursive et du symbolisme chromatique<sup>432</sup>, les couleurs provoquent des associations symboliques chez les gens, et dans le nouveau slogan du gouvernement de Temer, nous pouvons voir la tentative d'annuler symboliquement toutes les marques du PT et de redéfinir l'image d'un gouvernement « original et différent » du précédent. Si le plan PVF propose un accès à l'avenir et à la modernité, les couleurs choisies par le gouvernement de Temer pour se définir nous suggèrent plutôt un « retour vers le passé » — en récupérant les couleurs du drapeau national — qui garde encore des traces du régime militaire. En même temps, il a construit un logo futuriste, avec des formes arrondies et « modernes » donnant à entendre que son gouvernement conduirait le pays vers un avenir prometteur, loin du chaos actuel.

Contrairement aux slogans de Lula « Un gouvernement fédéral — Un pays pour tous » et de Rousseff : « Un pays riche est un pays sans pauvreté » (utilisant diverses couleurs pour

---

<sup>431</sup> Plan PVF. *Op.cit.*, p.01 (Traduction libre).

<sup>432</sup>« La sémiotique discursive et le symbolisme chromatique proposent de réfléchir au rôle de la couleur dans la construction du monde visible contemporain, en cherchant à diversifier et à élargir la discussion sur ses significations et les réseaux de relations qu'elles établissent avec les contextes visuels et discursifs. Elles se veulent une alternative pour considérer les effets de la signification de la couleur et en indiquer des pistes pour son exploration large et non dogmatique, utile pour les processus créatifs » (Traduction libre). Lilian Ried Miller Barros et Sílvia Melcer Dworecki. « A cor inesperada: uma reflexão sobre os usos criativos da cor », 2012. <https://repositorio.usp.br/item/002296855> (Consulté le 23/12/22).

représenter la diversité et le rouge des partis de gauche), celui de Temer se présente comme suit : « Brésil — Gouvernement fédéral » avec la sphère bleu ciel du drapeau brésilien en 3D et les mots « Ordre et Progrès » sur fond bleu. Nous pouvons constater qu’il cherche à légitimer les symboles nationaux et à nier en même temps la couleur « communiste » du PT<sup>433</sup>. Nous reproduisons ci-dessous les logos et slogans des gouvernements de Lula et de Rousseff, suivis de celui de Temer :

**Figure 6. – (Lula/Rousseff -2003-2016)**

**Figure 7. – (Temer 2016-2018)<sup>434</sup>**

Dans les pages précédentes, nous avons montré les premières réformes contenues dans le plan PVF qui ont été adoptées par Temer au début de son mandat. La démodernisation n’a pas atteint son apogée et d’autres mesures du plan n’ont pas été mises en œuvre, parce que Temer a perdu sa (faible) légitimité après les scandales de corruption dont il a fait l’objet.

Dans les premières mesures mises en place par Temer, nous identifions les éléments suivants de démodernisation qui ont été envisagés dans le plan PVF : 1) l’ingérence étrangère, qui

---

<sup>433</sup> Pour une analyse plus approfondie de l’utilisation de la couleur dans le gouvernement de Temer, voir : « Semiótica revela anomalias no logo do governo Temer », Jusbrasil (Consulté le 13/05/2022). <https://csalignac.jusbrasil.com.br/noticias/340679745/semiotica-revela-anomalias-no-logo-do-governo-temer> (Consulté le 13/05/22).

<sup>434</sup> *Idem*.

a été démontrée par l’espionnage de Petrobras et du gouvernement de Rousseff perpétré par les États-Unis dans le but d’ouvrir le capital du pays au marché international. La désindustrialisation qui s’en est suivie a eu pour effet de réduire le Brésil à un exportateur de matières premières. 2) Les réformes budgétaires ont été initiées par la « loi du plafond » — gelant les dépenses du gouvernement et réorientant le budget vers le paiement de la dette publique<sup>435</sup> — et suivies par des coupes dans les ministères et la réduction des ressources pour l’éducation et la santé. 3) Le gel des salaires et l’affaiblissement des syndicats ont rendu le marché du travail plus précaire, accroissant les inégalités dans le pays. 4) Le démantèlement du ministère de la Culture a entraîné une diminution de la qualité de vie de la population, notamment dans les domaines de l’art, du spectacle et du tourisme. Les intellectuels ont aussi été touchés, sans compter que l’on privait aussi la population de la possibilité de s’éduquer en réduisant les ressources consacrées aux musées, aux archives, aux bibliothèques et aux stations de radio et de télévision communautaires. 5) La réduction et, ultérieurement, l’abolition du ministère des Droits de la personne et des Minorités ont laissé les couches plus vulnérables de la société telles que la communauté LGBTQI+<sup>436</sup>, les populations indigènes<sup>437</sup> et les personnes noires<sup>438</sup> de la périphérie des grandes

---

<sup>435</sup> « En 2018, les cinq plus grandes banques privées brésiliennes en matière de volume des actifs (Itaú- Unibanco, Banco do Brasil, Bradesco, Santander et Caixa Econômica Federal) ont continué d’afficher des profits importants et une rentabilité élevée (86 milliards de R\$, en hausse de 16 % par rapport à 2017), malgré le scénario économique défavorable que le pays a traversé. Ces résultats sont dus, entre autres, à l’augmentation des recettes tirées des redevances et des services (paiement de la dette), à la maîtrise des dépenses liées au personnel et à l’administration (réforme du travail et du budget) et à la baisse des dépenses liées à la collecte de fonds (précarité du travail), ayant accompagné la réduction du taux d’intérêt de base (appréciation du real pour faire des bénéfices en dollars) » (Traduction libre). Voir le rapport complet : « Relatório DIEESE - desempenho dos bancos - Lucro dos cinco maiores bancos do país atinge R\$ 86 bilhões, com alta de 16% em relação a 2017 - junho/2019 », 2018. <https://www.dieese.org.br/desempenhodosbancos/2019/desempenhoDosBancos2018.html> (Consulté le 23/12/22).

<sup>436</sup> « Les deux groupes qui ont subi le plus de violences, regroupant 90,5 % des cas, sont les hommes homosexuels (45,89 %), avec un total de 145 décès, et les travestis et les femmes transgenres (44,62 %), avec 141 décès. Les femmes lesbiennes représentent 3,80 % des décès (12 cas); les hommes transgenres et les transmasculins totalisent 2,53 % des cas (8 décès). [...] Selon le dossier, la plupart des décès sont survenus par arme blanche, avec 91 cas (28,8 % du total); en deuxième position viennent les décès par arme à feu, avec 83 cas (26,27 %), suivis des décès par coups, avec 20 cas (6,33 %), et de l’asphyxie, avec 10 cas (3,16 %). Au total, 26 causes différentes de décès de personnes LGBTI+ ont été identifiées dans le pays». (Traduction libre). « Observatório de Mortes e Violências LGBTI+ no Brasil », 2023. <https://observatoriomorteseviolenciaslgbtibrasil.org/> (Consulté le 01/05/23).

<sup>437</sup> Selon un rapport publié par le Conseil missionnaire indigène (CIMI), la violence à l’encontre des peuples indigènes au Brésil a donné lieu à 118 meurtres en 2016. « 118 indígenas foram assassinados no Brasil em 2016 », Exame, 5 octobre 2017. <https://exame.com/brasil/118-indigenas-foram-assassinados-no-brasil-em-2016/>.

<sup>438</sup> En 2019, le taux d’homicide pour 100 000 habitants noirs était de 29,2, tandis que celui des non noirs était de 11,2, selon l’Atlas de la violence 2021. « Negros têm mais do que o dobro de chance de serem assassinados no Brasil, diz Atlas; grupo representa 77% das vítimas de homicídio », G1, 31 août 2021. <https://g1.globo.com/sp/sao->

villes<sup>439</sup> exposées aux préjugés et à la violence policière. 6) Enfin, la création du PPI a laissé le champ libre aux intérêts privés pour occuper ces volets démantelés par les mesures prévues au plan PVF et ainsi en arriver au résultat souhaité : réduire le pouvoir de l'État.

### 3.2 Critique du plan PVF et de Temer

L'objectif de cette section est de démontrer que, si la démodernisation est un processus d'effritement du tissu social, une régression, un recul vers le passé et la destruction de ce qui a été établi en faveur d'intérêts financiers étrangers et nationaux, il ne s'agit pas d'un processus pacifique.

Le Brésil, comme tout le « Nouveau Monde », témoigne d'une histoire d'exploitation, de violence et de tutelle par le pouvoir hégémonique de l'époque, mais aussi, et surtout, d'une histoire de résistance. En effet, malgré toutes les luttes auxquelles le peuple brésilien a été confronté depuis sa colonisation, le discours hégémonique qui le traite comme « un peuple cordial<sup>440</sup> », ne fait pas consensus<sup>441</sup>. La résistance à la violence et aux abus de pouvoir entache d'ailleurs le passé du pays de sang et de larmes.

---

paulo/noticia/2021/08/31/negros-tem-mais-do-que-o-dobro-de-chance-de-serem-assassinados-no-brasil-diz-atlas-grupo-representa-77percent-das-vitimas-de-homicidio.ghml (Consulté le 11/05/23).

<sup>439</sup> « Selon le rapport, Rio de Janeiro enregistre deux décès de Noirs assassinés par la police par jour et est l'État qui compte le plus grand nombre de carnages. Sur les 57 dossiers de la police comportant trois victimes ou plus, 30 d'entre eux ne comptent que des victimes noires. Au total, il y a eu 155 victimes et 138 d'entre elles étaient noires ou métisses » (Traduction libre).. « Negros são maioria dos mortos em ações policiais », Agência Brasil, 17 novembre 2022. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2022-11/negros-sao-maioria-dos-mortos-em-acoes-policiais> (Consulté le 11/05/23).

<sup>440</sup> Dans son œuvre principale intitulée *Racines du Brésil* (1936), Sérgio Buarque de Holanda, dans un chapitre intitulé *Homem Cordial* (Homme cordial), défend la thèse que tel serait le Brésilien : un être qui privilégie la cordialité. Cette affirmation aurait hanté Buarque de Holanda toute sa vie, car il déformait le concept de « cordialité » en affirmant que le Brésilien serait, par conséquent, amical et gentil. Dans certaines révisions de cet ouvrage, le sociologue a tenu à préciser dans plusieurs notes de bas de page que lorsqu'il parlait de « cordialité », il voulait dire « agir avec le cœur, c'est-à-dire de manière émotionnelle ». Par conséquent, le Brésilien serait celui qui privilégie les liens émotionnels à la raison. Même la cordialité peut parfois signifier agir de manière violente. Pour le développement du concept de Buarque de Holanda, voir : Ricardo Luiz de Souza. « As raízes e o futuro do "Homem Cordial" segundo Sérgio Buarque de Holanda », *Caderno CRH* 20, n° 50 (août 2007) : 343-53. <https://doi.org/10.1590/S0103-49792007000200011> (Consulté le 26/12/22).

<sup>441</sup>Pour les révolutions et les soulèvements au Brésil, voir : Mariana Carvalho Dolci. « Revoltas, motins e revoluções no Brasil novecentista. », *Projeto História : Revista do Programa de Estudos Pós-Graduados de História* 47 (2013). <https://revistas.pucsp.br/index.php/revph/article/view/15548>. et: João Paulo Garrido Pimenta et Rafael Fanni.

Dans le cas du processus de démodernisation du Brésil entre 2013 et 2018 que nous analysons dans le présent mémoire, la résistance à la procédure de destitution (ou coup d'État) de 2016, au gouvernement de Temer et à son plan PVF a été déterminante.

Pour éviter que la population ne se rebelle violemment, on a eu recours à tout un processus de division symbolique de la société qui a désuni les familles et les amis. Toujours pour contenir la résistance, Temer a fait appel à la Garde nationale et a déployé l'armée dans les rues, un geste sans précédent depuis la redémocratisation du pays en 1985<sup>442</sup>. La population, harcelée par l'armée et par l'opposition perpétrée par les médias et par le système judiciaire (avec l'arrestation de l'ancien président Lula), s'est retrouvée sans leadership et sans soutien institutionnel pour la guider vers une résistance plus énergique, sans compter la rapidité et la brutalité du processus de démantèlement.

Cependant, une grande partie des Brésiliens — et surtout des Brésiliennes — ne sont pas restés silencieux et ont uni leur voix pour combattre tous ces abus, utilisant l'arme imbattable des opprimés : l'humour. Malgré toute l'adversité, la pression et la violence, le cri *Fora Temer*<sup>443</sup> est devenu un libelle de résistance animant les manifestations dans les rues du Brésil et faisant écho ailleurs dans le monde. Les manifestations contre Temer ont eu lieu entre 2016 et 2017, ne s'essouffant que pendant la campagne électorale de Bolsonaro en 2018.

En 2016, les manifestants exprimaient leur soutien à la présidente Rousseff et dénonçaient le coup d'État. Temer était considéré comme un traître par une parcelle de la

---

« Revolução no Brasil, séculos XVIII a XXI », *Revista de História*, n° 178 (1<sup>er</sup> octobre 2019) : 1-25.  
<https://doi.org/10.11606/issn.2316-9141.rh.2019.144249> (Consulté le 26/12/22).

<sup>442</sup> En mettant l'armée dans les rues, Temer partage une part du pouvoir avec elle et, par la même occasion, paie une « dette » aux forces armées (l'un des acteurs soutenant la destitution de Rousseff). Pour en savoir plus sur l'intervention militaire dans la ville de Rio de Janeiro, voir : Felipe Betim. « Intervenção federal no Rio decretada por Temer abre inédito e incerto capítulo », *El País Brasil*, 17 février 2018.  
[https://brasil.elpais.com/brasil/2018/02/16/politica/1518803598\\_360807.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/02/16/politica/1518803598_360807.html) (Consulté le 06/05/22).

<sup>443</sup> « Dehors Temer ».

population<sup>444</sup>. Certains groupes ont appelé à de nouvelles élections et l’hashtag *#foratemer* (*#dehorstemer*) est resté en tête des tendances jusqu’à la fin de son mandat. À chacune des apparitions publiques de Temer — que ce soit lors d’une cérémonie officielle ou même à la télévision —, les coups de casserole et les cris résonnaient haut et fort dans toutes les principales villes du pays<sup>445</sup>.

Les manifestations de 2016-2017 se sont intensifiées après que 1) les mesures fiscales — prévues par le plan PVF — eurent commencé à prendre effet et que la population eut commencé à ressentir la perte de droits acquis et 2) que de graves allégations de corruption eurent émergé contre Temer et plusieurs de ses ministres :

**Figure 8. – Manifestations contre Temer et ses mesures économiques.**

(Photo : Brasil de Fato<sup>446</sup> [2016] — droits d’auteur libre)<sup>447</sup>

---

<sup>444</sup>Lors des élections présidentielles de 2014, Dilma Rousseff a remporté l’élection avec 43 267 668 voix. Pour plus de détails, voir : Portal TSE. « SIG Eleição — Resultados », 16 octobre 2018.

[https://sig.tse.jus.br/ords/dwapr/seai/r/sig-eleicao-resultados/home?p0\\_ano=2014](https://sig.tse.jus.br/ords/dwapr/seai/r/sig-eleicao-resultados/home?p0_ano=2014) (Consulté le 29/12/22).

<sup>445</sup> Helena Borges 30 de Novembro de 2016 et 16 h 5. « Por quem as panelas batem », The Intercept Brasil, 30 novembre 2016. <https://theintercept.com/2016/11/30/diante-de-novas-denuncias-de-corrupcao-cidadaos-de-bem-guardam-suas-panelas/> (Consulté le 29/12/22).

<sup>446</sup>« Brasil de Fato (BdF) est un site Web d’information et une station de radio [...]. Lancé le 25 janvier 2003, une version imprimée nationale a été publiée pendant plus de [...] Comprenant que, dans la lutte pour une société juste et fraternelle, la démocratisation des médias est fondamentale, les mouvements populaires ont créé Brasil de Fato pour contribuer au débat d’idées et à l’analyse des faits du point de vue du besoin de changement social dans notre pays » (Traduction libre)..Glauco Faria. « Brasil de Fato - quem somos? », Brasil de Fato (Consulté le 26/12/2022). <https://www.brasildefato.com.br> (Consulté le 22/12/22).

<sup>447</sup> « Moins d’un mois après le coup d’État, le projet de loi a déjà atteint les travailleurs du Brésil. Le président illégitime et putschiste Michel Temer ne cache pas ce qui a été derrière la destitution illégale de la présidente Dilma Rousseff : la réforme de la sécurité sociale, la compression des droits des travailleurs, le déblocage du budget pour l’éducation et la santé, la suspension des programmes sociaux [...], la criminalisation et la persécution des mouvements sociaux; ces éléments nécessitent un appel à l’action » (Traduction libre). Redação. « Mobilizações tomam conta do país durante a semana; dia 10 tem ato nacional », Brasil de Fato, 7 juin 2016. <https://www.brasildefato.com.br/2016/06/07/mobilizacoes-tomam-conta-do-pais-durante-a-semana-dia-10-tem-ato-nacional> (Consulté le 06/05/2022).

**Figure 9.** – Manifestations contre Temer et le coup d’État (2016). (Photo : Wikipédia)

[https://pt.wikipedia.org/wiki/Protestos\\_contra\\_o\\_governo\\_Michel\\_Temer](https://pt.wikipedia.org/wiki/Protestos_contra_o_governo_Michel_Temer)

La crise au Brésil, le coup d’État, la mise en œuvre du néolibéralisme et les manifestations populaires ont attiré l’attention de la communauté internationale vers le Brésil, amenant les journalistes à en parler dans leur pays. Nous avons effectué une recherche dans quelques journaux internationaux pour constater comment les manifestations qui ont eu lieu dans le pays entre 2016 et 2017 ont été interprétées.

Parmi les pays ayant parlé des manifestations au Brésil entre 2016 et 2017, nous avons privilégié dans cette recherche au moins un pays lusophone, un pays hispanophone, un pays anglophone et un pays francophone. Nous avons sélectionné les journaux après en avoir consulté trois de chacun de ces pays (dans certains d’entre eux, nous n’avons pas pu trouver de nouvelles concernant le Brésil). Les critères ayant orienté notre choix de journaux étaient les suivants : ils devaient présenter des informations similaires entre eux, être consultables en ligne et pertinents.

Nous souhaitons démontrer que le processus de démodernisation est transnational et que, en raison de la mondialisation de l’information, nous assistons à une certaine homogénéisation des nouvelles. En 2016, les journaux ont insisté davantage sur la violence des



manifestations<sup>448</sup> et les accusations de corruption à l'encontre de Rousseff, sans entrer dans les détails du processus de destitution.

En 2017, l'intérêt s'est à nouveau tourné vers la corruption de Temer<sup>449</sup> plutôt que vers les mesures impopulaires et néolibérales qui ont provoqué les manifestations. Rappelons que la corruption est l'une des devises privilégiées par la puissance hégémonique mondiale pour intervenir et soutenir les changements<sup>450</sup> d'un régime favorable à ses intérêts, ce qui met en marche un processus de démodernisation.

En 2016, au moment de la chute de Rousseff, le journal américain *Times* a publié le titre suivant *Police Clash With Pro-Rousseff Protesters in Brazil* :

**Figure 10.** – Thousands of people attend the rally against the government of President Michel Temer and new direct elections in São Paulo on Sept. 4, 2016 (Photo : Cris Faga – LatinContent/Getty Images)<sup>451</sup>.

<https://time.com/4478990/brazil-protests-dilma-rousseff-michel-temer/>

---

<sup>448</sup> *Times*, *Correio da manhã* (Portugal), *El país* (Espagne).

<sup>449</sup> *New Internationalist*, *Washington Post*, *Al Jazeera*, *The Sidney Morning Herald*s, *Le Monde*.

<sup>450</sup> Voir : D. Alan Heslop. « Political system - Development and change in political systems | Britannica », Britannica, <https://www.britannica.com/topic/political-system/Development-and-change-in-political-systems> (Consulté le 29/12/22).

<sup>451</sup> Feliz Solomon. « Police Clash With Pro-Rousseff Protesters in Brazil », *Time*, 5 septembre 2016. <https://time.com/4478990/brazil-protests-dilma-rousseff-michel-temer/> (Consulté le 06/05/22).

En 2016, les principaux journaux du Portugal, soit *Expresso*, *Jornal de notícias* et *Correio da Manhã*, ont rendu compte de la destitution de Rousseff en soulignant la confrontation des manifestants et la réaction violente de la police :

**Figure 11.** – « Destituição de Dilma Rousseff lança o caos em São Paulo » (Correio da Manhã 01/09/2016) (Photo : Nacho Doce/Reuters, 2016)<sup>452</sup>

<https://www.cmjornal.pt/multimedia/fotogalerias/detalhe/destituicao-de-dilma-rousseff-lanca-o-caos-em-sao-paulo>

Toujours en 2016, le journal français *Le monde* rapporte que le Brésil se soulève contre la corruption et met en avant la phrase d'un manifestant, Douglas Lima, quadragénaire à la tête d'une entreprise d'import-export : « Cette manifestation est un avertissement pour dire Temer, réveille-toi<sup>453</sup> » :

---

<sup>452</sup> « La destitution de Dilma Rousseff déclenche le chaos à São Paulo »(Traduction libre).. « Destituição de Dilma Rousseff lança o caos em São Paulo », 1er septembre 2016.  
<https://www.cmjornal.pt/multimedia/fotogalerias/detalhe/destituicao-de-dilma-rousseff-lanca-o-caos-em-sao-paulo> (Consulté le 11/05/22).

<sup>453</sup> Claire Gatinois. « Les Brésiliens dans la rue contre la corruption », *Le Monde.fr*, 5 décembre 2016.  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption\\_5043350\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption_5043350_3210.html) (Consulté le 27/12/22).

**Figure 12. –** Manifestation contre la corruption à Rio de Janeiro — Le Monde 04/12/16

(Photo : Yasuyoshi Chiba/AFP)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption\\_5043350\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption_5043350_3210.html)

Lors des manifestations de 2017 contre les mesures d'austérité de Temer, le magazine britannique *New Internationalist* s'interroge : *Fora Temer : Is it the end for Brazil's president and neoliberalism champ?* Il souligne aussi la contradiction entre les accusations de corruption portées contre Rousseff, qui ont abouti à sa destitution, et les accusations auxquelles Temer doit faire face à ce stade pour les mêmes raisons.

**Figure 13. –** People walk past a sign reading 'Out Temer' at the end of a protest against Brazil's President Michel Temer in Sao Paulo, Brazil on 21 May 2017 © REUTERS/Nacho Doc.<sup>454</sup>

---

<sup>454</sup> Mariana Novielo. « “Fora Temer”: is it the end for Brazil's president and neoliberalism champ? », *New Internationalist*, 5 juin 2017. <https://newint.org/blog/2017/06/05/fora-temer-neoliberalism-president> (Consulté le 06/05/2022).

<https://newint.org/blog/2017/06/05/fora-temer-neoliberalism-president>

En 2017, le journal espagnol *EL País* a également mis l'accent sur la violence des manifestations contre Temer en titrant : *Una multitudinaria manifestación exige en Brasilia el fin del gobierno de Temer*<sup>455</sup> :

**Figure 14. –** Un antidisturbio frente a los protestantes de la manifestación de Brasilia – 2017  
(El País 26/05/2017. Photo : Adriano Machado/Reuters)<sup>456</sup>.

[https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761\\_953425.html#foto\\_gal\\_1](https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761_953425.html#foto_gal_1)

Toujours en 2017, le journal américain *Washington Post* a publié l'article *New scandal erupts that threatens to force out Brazilian President Temer* et a souligné à nouveau les manifestations de la population contre le gouvernement et contre la corruption :

---

<sup>455</sup> « Une manifestation massive à Brasilia exige la fin du gouvernement de Temer ». (Traduction libre d'espagnol).

<sup>456</sup> « Un policier antiémeute devant des manifestants lors de la manifestation à Brasília »(Traduction libre d'espagnol). ).*El País*. « Fotos: Una multitudinaria manifestación exige en Brasilia el fin del gobierno de Temer », *El País*, 26 mai 2017, sect. Internacional. [https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761\\_953425.html](https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761_953425.html) (Consulté le 11/05/22).

**Figure 15. –** Demonstrators protest against Brazilian President Michel Temer along Paulista Avenue in Sao Paulo, Brazil on May 18, 2017. (Nelson Almeida/AFP/Getty Images).<sup>457</sup>

[https://www.washingtonpost.com/world/the\\_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd_story.html)

Al Jazeera a mis l'accent sur les allégations de corruption de Temer et sur le mécontentement populaire à l'égard du gouvernement ainsi que sur son soutien à l'ancienne présidente Rousseff en comparant les manifestations contre Temer aux Journées de juin 2013. Elle a également montré que Temer n'était pas disposé à revenir sur ses mesures d'austérité budgétaire prévues par le plan PVF :

**Figure 16. –** A riot police officer lies on the ground after getting hit with a brick thrown by protesters on Wednesday. (Photo: Adriano Machado/Reuters)<sup>458</sup>

<https://www.aljazeera.com/news/2017/5/25/embattled-michel-temer-deploys-troops-to-streets>

---

<sup>457</sup> « Brazil's financial markets plunged Thursday amid concerns that the political crisis would derail economic reforms that Temer had championed to boost the economy. The country's currency, the real, closed down 8 percent, erasing its gains this year, and the Brazilian stock market fell 9 percent, its worst daily loss in nine years. State-controlled companies lost about 20 percent of their value ». Marina Lopes et Nick Miroff. « New scandal erupts that threatens to force out Brazilian President Temer », *Washington Post*, 18 mai 2017, sect. The Americas. [https://www.washingtonpost.com/world/the\\_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd_story.html) (Consulté le 06/05/2022).

<sup>458</sup> « Tens of thousands of demonstrators marched to Congress on Wednesday to demand Temer step down and to protest against economic reforms that he is pushing through. [...] It was the most violent protest in Brasilia since anti-government demonstrations in 2013 ». « Embattled Michel Temer deploys troops to streets | Corruption News | Al Jazeera », 25 mai 2017. <https://www.aljazeera.com/news/2017/5/25/embattled-michel-temer-deploys-troops-to-streets> (Consulté le 27/12/22).

Les allégations de corruption contre Temer et l'instabilité du Brésil ont également été soulignées par le journal australien *The Sydney Morning Herald* qui, le 22 mai 2017, a publié ce qui suit : *Protesters call for Michel Temer resignation as uncertainty grips Brazil* :

**Figure 17.** – Protesters gather in the rain on Avenida Paulista, Sao Paulo, on Sunday 2017. (Photo:Getty Images.)<sup>459</sup>

<https://www.smh.com.au/world/protesters-call-for-michel-temer-resignation-as-uncertainty-grips-brazil-20170522-gw9yq2.html>

Au Québec, en 2016, le journal La Presse a rendu compte des manifestations pro-Rousseff en soulignant la résistance de la population au coup d'État et à la répression policière dans un article intitulé « 100 000 Brésiliens manifestent contre le putschiste Temer »<sup>460</sup> :

---

<sup>459</sup> Paulo Prada. « Protesters call for Michel Temer resignation as uncertainty grips Brazil », *The Sydney Morning Herald*, 22 mai 2017. <https://www.smh.com.au/world/protesters-call-for-michel-temer-resignation-as-uncertainty-grips-brazil-20170522-gw9yq2.html> (Consulté le 10/05/22).

<sup>460</sup> Le journal La Presse de Montréal a été le seul journal parmi ceux qui ont fait l'objet de recherches dans le cadre de ce mémoire à qualifier Temer de « putschiste » encore en 2016.

**Figure 18.** – « Dehors Temer! », « Des élections maintenant! », pouvait-on lire sur les banderoles brandies par environ 100 000 manifestants, selon les organisateurs, qui remplissaient l’avenue principale de la capitale économique du pays ». (Photo : Reuters 2016)<sup>461</sup>

<https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/04/01-5017176-100-000-bresiliens-manifestent-contre-le-putschiste-temer.php>

Toujours au Québec, maintenant en 2017, le journal Le Devoir a diffusé l’information selon laquelle « Le président maintient le cap malgré la grogne » et a indiqué que Temer continuerait sur la voie des changements prévus dans le plan PVF, indépendamment des manifestations populaires contre son gouvernement :

**Figure 19.** – « Des centaines de Brésiliens se sont rassemblés dimanche à Rio de Janeiro pour réclamer la démission de leur président, Michel Temer, et la tenue de nouvelles élections ». <sup>462</sup>

(Photo : Andressa Anholete — Agence France-Presse)

<https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/499861/bresil-le-president-maintient-le-cap-malgre-la-crise>

À cause des réseaux sociaux, les médias corporatifs brésiliens n’ont pas pu camoufler ces manifestations contre un gouvernement qu’ils avaient contribué à mettre au pouvoir. Le peuple

---

<sup>461</sup> « 100 000 Brésiliens manifestent contre le “putschiste” Temer », *La Presse*, 4 septembre 2016, sect. Amérique latine. <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/04/01-5017176-100-000-bresiliens-manifestent-contre-le-putschiste-temer.php> (Consulté le 06/05/22).

<sup>462</sup> « Arrivé au pouvoir il y a un an, après la destitution de Dilma Rousseff, dont il était le vice-président, M. Temer a misé sur une série de mesures d’austérité impopulaires, notamment la réforme des retraites et la libéralisation du marché du travail ». Agence France-Presse. « Le président maintient le cap malgré la grogne », *Le Devoir*, 29 mai 2017. <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/499861/bresil-le-president-maintient-le-cap-malgre-la-crise> (Consulté le 06/05/22).

s'est manifesté dans tous les canaux de communication alternatifs disponibles. Le journal *Brasil de Fato* a répertorié les meilleures vidéos de parodies contre Temer entre discours de journalistes et manifestations populaires<sup>463</sup>.

Des manifestations ont également eu lieu lors d'événements publics ayant une visibilité internationale. Lors de son premier événement public — au début de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2016 —, le nom du président Temer n'a pas été annoncé avec celui du président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach. Lorsqu'il a déclaré les Jeux olympiques ouverts, Temer a été hué<sup>464</sup>.

La tentative de supprimer le ministère de la Culture était également une tentative visant à censurer les artistes qui avait pris position contre le coup d'État. Pendant le Festival de Cannes de 2016, en France, l'équipe du film primé *Aquarius* a enfreint le protocole et s'est manifestée sur le tapis rouge du Festival :

**Figure 20.** – « L'équipe d'Aquarius a manifesté sur les marches du Palais protestant contre la destitution de Dilma Rousseff »(Source : Prèmiere.fr/Photo : DR. 2016)<sup>465</sup>

---

<sup>463</sup>« 8 melhores vídeos que viralizaram pedindo “Fora, Temer” », Brasil de Fato (Consulté le 29/04/2022). <https://www.brasildefato.com.br/2016/07/19/8-melhores-videos-que-viralizaram-pedindo-fora-temer>. (Consulté le 29/04/22).

<sup>464</sup>« Temer é vaiado no início, meio e fim da abertura dos Jogos », VEJA ( Consulté le 06/05/2022). <https://veja.abril.com.br/esporte/temer-e-vaiado-no-inicio-meio-e-fim-da-abertura-dos-jogos/> (Consulté le 06/05/22).

<sup>465</sup> « Armés de pancartes et imités par des invités, le réalisateur Kleber Mendonça Filho, l'héroïne Sonia Braga et toute l'équipe du film *Aquarius*, en compétition pour la Palme d'Or, ont protesté contre ce qu'ils considèrent comme un coup d'État institutionnel. À l'intérieur de la salle qui accueillait la projection, une banderole était



<https://www.premiere.fr/People/La-crise-politique-bresilienne-s-invite-au-Festival-de-Cannes>

De plus, encore en 2016, de nombreux artistes ont occupé le palais *Gustavo Capanema* à Rio de Janeiro en signe de protestation contre l'abolition du ministère de la Culture. Là-bas, des musiciens érudits ont créé une parodie de *Fora Temer* sur la base de l'opéra *Carmina Burana*, de Carl Orff. Des centaines de manifestants ont entonné la chanson et la vidéo a été largement diffusée sur les réseaux sociaux :

**Figure 21.** – Occupation du palais *Gustavo Capanema* à Rio de Janeiro (Photo : Youtube).<sup>466</sup>

“Fora Temer” – Carmina Burana – 17/05/2016 (HQ) (montage : Mídia Ninja).

<https://www.youtube.com/watch?v=b8-Y64oR5E4>

Outre ces manifestations à caractère politique, les dessinateurs et humoristes ont utilisé des caricatures et des blagues pour dénoncer le plan PVF et l'illégitimité de Temer :

---

déployée afin de réclamer “l'arrêt du coup d'État au Brésil ». « La crise politique brésilienne s'invite au Festival de Cannes », *Premiere.fr*, 18 mai 2016. <http://www.premiere.fr/People/La-crise-politique-bresilienne-s-invite-au-Festival-de-Cannes> (Consulté le 29/04/22).

<sup>466</sup>*Fora Temer — versão Carmina Burana (HQ)*, HQ, (Rio de Janeiro: Mídia Ninja, 2016). <https://www.youtube.com/watch?v=b8-Y64oR5E4> (Consulté le 29/04/22).

**Figure 22. –** Analogie du programme de logement populaire de la présidente Rousseff « ma maison, ma vie » avec : « mon pont, ma vie ». (Dessin : Ivan Cabral -2016)<sup>467</sup>

<http://www.ivancabral.com/2016/04/>

« Un pont vers le futur, janvier 2017 »

(Dessin : Iotti -2017)<sup>468</sup>

<https://gauchazh.clicrbs.com.br/opiniao/noticia/2017/01/iotti-ponte-para-o-futuro-9119582.html>

---

<sup>467</sup>Ivan Cabral. « Sorriso Pensante-Ivan Cabral — charges e cartuns », 20 avril 2016.

<http://www.ivancabral.com/2016/04/>. Minha ponte minha vida. (Droits d’auteur autorisé aux étudiants et les enseignants) (Consulté le 06/05/22).

<sup>468</sup>Iotti. « Iotti: ponte para o futuro », GZH, 5 janvier 2017.

<https://gauchazh.clicrbs.com.br/opiniao/noticia/2017/01/iotti-ponte-para-o-futuro-9119582.html> (Consulté le 06/05/22).

« Un pont vers le futur » — Temer donne un coup de pied aux travailleurs et à la carte de travail brésilienne. Sur le pont, on peut lire « PMDB », et en rouge : « réduction des droits ». (2017).<sup>469</sup>

<http://www.tribunadainternet.com.br/um-ano-apos-o-impeachment-temer-so-conseguiu-uma-pinguela-para-o-futuro/>

La prochaine caricature, très significative pour notre recherche, a été produite par un syndicat de métallurgistes de la ville de Betim, et c'est avec elle que nous concluons cette section.

**Figure 23. —** « *Pinguela* vers le passé — Vous pouvez venir, c'est sûr »

(Source : Syndicat des métallurgistes de Betim — 2016)<sup>470</sup>

<https://metalurgicosdebetim.org.br/noticias/view/enquanto-a-ponte-para-o-futuro-desaba-institui-es-seguem-brigando.html>

---

<sup>469</sup>Bruno Galvão. « Tribuna da Internet/ Uma ponte para o futuro. », 1<sup>er</sup> septembre 2017.

<http://www.tribunadainternet.com.br/um-ano-apos-o-impeachment-temer-so-conseguiu-uma-pinguela-para-o-futuro/> (Consulté le 06/05/22).

<sup>470</sup> « Enquanto a Ponte Para o Futuro desaba, instituições seguem brigando », Sindicato dos Metalurgicos de Betim, 5 décembre 2016. <https://metalurgicosdebetim.org.br/noticias/view/enquanto-a-ponte-para-o-futuro-desaba-institui-es-seguem-brigando.html> (Consulté le 28/12/22).

La caricature illustre certaines des mesures prévues dans le plan PVF et la façon dont elles sont un *pinguela* vers le passé (un retour en arrière), plutôt qu'un pont vers le futur. *Pinguela*, en portugais brésilien<sup>471</sup>, signifie « un pont improvisé, bâclé, précaire, mal fait ». La caricature fait aussi référence à la précarité du plan et montre — sur le côté gauche de l'abîme — Temer, avec un sourire sarcastique, disant : « Vous pouvez venir, c'est sûr » et de l'autre côté (à droite), des travailleurs en colère en raison du processus de précarisation des droits du travail prévu par le plan. Le pont tombe en ruine, se détériorant comme les conditions de vie des travailleurs. Sous les planches du pont qui s'effondrent, nous pouvons lire « sous-traitance », « privatisation », « régression », « fin de la CLT<sup>472</sup> », « fin des SUS<sup>473</sup> » et « coupe de droits ».

---

<sup>471</sup> « Pinguela », Michaelis On-Line, 2022. <https://michaelis.uol.com.br/palavra/m8348/pinguela/> (Consulté le 28/12/22).

<sup>472</sup> Consolidation des lois sur le travail. La CLT a été créée par le président Getúlio Vargas le 1<sup>er</sup> mai 1943, pendant la période de l'Estado Novo, et a été établie par le décret-loi n° 5452. L'objectif était de créer un ensemble de lois qui protégeraient les travailleurs et unifieraient toute la législation relative au travail au Brésil. Site du Sénat fédéral : [https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/535468/clt\\_e\\_normas\\_correlatas\\_1ed.pdf](https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/535468/clt_e_normas_correlatas_1ed.pdf) (Consulté le 06/05/2022).

<sup>473</sup> « Créé par la Constitution fédérale en 1988, le système de santé unifié (SUS) est l'un des systèmes de santé publique les plus importants et les plus complexes au monde. Il va des simples services d'évaluation de la pression artérielle aux transplantations d'organes, en passant par les soins primaires, et garantit un accès total, universel et gratuit à l'ensemble de la population du pays » (Traduction libre). « Sistema Único de Saúde (SUS): estrutura, princípios e como funciona », *Somos iCEV* (Consulté le 28/12/2022). <https://www.somosicev.com/blogs/sistema-unico-de-saude-sus-estrutura-principios-e-como-funciona/> Consulté le 28/12/22).

## Conclusion

Nous concluons ce mémoire en tentant de répondre aux dernières questions de recherche proposées : en tant qu'instrument d'analyse, est-il possible d'utiliser le concept de démodernisation pour étudier l'histoire récente du Brésil? En quoi le plan PVF nous a-t-il aidés à comprendre ce concept? Autrement dit, de quelle façon ces deux éléments sont-ils liés?

Selon nous, à la lumière des faits présentés et expliqués dans ce mémoire, la notion de démodernisation peut être envisagée comme modèle explicatif du tournant politique, économique et social qui s'est produit au Brésil entre 2013 et 2018. Ainsi, après avoir analysé le plan PVF et son contexte, nous constatons que les intellectuels brésiliens reconnaissent le phénomène de retard, de démantèlement, de régression, de retour du pays à des conditions de vie du passé et à l'autoritarisme et à la « ruine économique » des couches les plus pauvres de la population. Ils reconnaissent également l'ingérence des puissances hégémoniques dans la démocratie brésilienne, le manque d'éthique du système judiciaire et des médias lors de la chasse aux sorcières perpétrée contre les opposants à la procédure de destitution de 2016 et, surtout, les conséquences négatives du plan PVF pour la population brésilienne en matière de développement humain.

Les données sur le développement humain portant sur le Brésil montrent une décroissance des indicateurs sociaux. En 2014, année de la réélection de la présidente Rousseff, le Brésil occupait la 75<sup>e</sup> position dans le palmarès de l'indice mondial de développement humain (IDH). En 2015, après l'échec des réformes économiques imposées par la présidente et la pression du Parlement pour déstabiliser son gouvernement, le Brésil est passé à la 79<sup>e</sup> position. En 2016, année du coup d'État et de l'ascension de Temer, l'indice recule encore et atteint la 80<sup>e</sup> position. En 2020, deux ans après l'élection de Jair Bolsonaro<sup>474</sup>, le Brésil se retrouve en 84<sup>e</sup> place dans ce

---

<sup>474</sup> « Brésil — Indice de développement humain 2021 | countryeconomy.com », 2021 indice comparatif 1900. <https://fr.countryeconomy.com/demographie/idh/bresil>. (Consulté le 13/12/21).

palmarès<sup>475</sup>. Les données de l'Institut brésilien de géographie et statistique indiquent une diminution de 9 positions dans le classement en cinq ans<sup>476</sup>.

Une grande partie de cette baisse a été causée par les politiques néolibérales mises en place et par l'annulation ou l'affaiblissement des politiques publiques des gouvernements précédents. En effet, ce sont les avancées sauvages du néolibéralisme et des intérêts internationaux<sup>477</sup> qui ont stimulé les conflits de pouvoir internes au Brésil, conduisant au processus de démodernisation, car il « serait un effet du passage du capitalisme civilisé au capitalisme débridé »<sup>478</sup>.

Le caractère prédateur du néolibéralisme et la puissance acquise par l'économie mondiale sont considérés par Touraine comme une des raisons du recul de la modernisation, de la résurgence des inégalités et, par conséquent, de la démodernisation dans ce pays :

[...] Il s'agirait en fait d'une économie sauvage, qui accroîtrait les inégalités et l'exclusion sociale et susciterait inévitablement des réactions violentes, surtout à la périphérie du système mondial, là où se font sentir le plus brutalement les effets de la dualisation croissante<sup>479</sup>.

L'économie globale est par elle-même la force dominante. On ne peut pas l'appeler une classe dominante, car elle n'est pas portée par une catégorie d'acteurs réels; mais elle constitue le pôle dominant dans cette relation sociale asymétrique et inégale entre l'économie globalisée et les cultures fragmentées qui définit la société mondiale où nous sommes entrés<sup>480</sup>.

Cependant, les auteurs brésiliens n'associent pas ce recul à la notion de démodernisation. C'est peut-être là le plus grand apport de notre étude.

---

<sup>475</sup> Il est important de noter que les effets de la pandémie n'ont pas encore été entièrement calculés.

<sup>476</sup> [https://www.ibge.gov.br/apps/populacao/projecao/box\\_popclock.php](https://www.ibge.gov.br/apps/populacao/projecao/box_popclock.php) (Consulté le 13/12/21).

<sup>477</sup> Associés à l'ensemble des situations de désinstitutionalisation, de dépolitisation et de désocialisation déjà exposées et expliquées en détail dans « 2.3.1.Considérations au chapitre 2 », p. 98.

<sup>478</sup> Alberto Rabillota, Yakov Rabkin et Samir Saul, Op.cit, 42.

<sup>479</sup> Touraine, 1997, Op.Cit, 45.

<sup>480</sup> Idem, ibidem.

Penser sous le prisme de la démodernisation signifie chercher des caractéristiques déjà admises des notions telles que la transnationalité, la sélectivité, et la matérialité dans les méthodes de démodernisation utilisées. Celles-ci visent surtout à admettre l'existence d'une sorte de « cohérence » entre les différentes méthodes à l'échelle mondiale<sup>481</sup> et que le Brésil n'est qu'une autre cible des intérêts géopolitiques hégémoniques. Qui plus est, l'histoire locale et les conflits entre les partis politiques sont secondaires et ne sont qu'un écran de fumée pour dissimuler les stratagèmes de la démodernisation.

Il est donc nécessaire de contextualiser pour le cas précis du Brésil les stratégies globales de démodernisation et de vérifier les similitudes de celles-ci avec celles des pays déjà démodernisés. Ces stratégies sont présentes dans le cadre historique dans lequel s'inscrit le plan PVF et constituent en soi la preuve d'un changement de régime — un tournant — détaillé et rationalisé.

Aujourd'hui, en 2023, alors que de nombreux faits de l'histoire récente du Brésil ont été révélés au sujet de l'opération Lava Jato ainsi que de la procédure de destitution provoquée par cette opération policière, les notions qui reviennent le plus dans le discours des intellectuels pour

---

<sup>481</sup>Lawfare, imposition de la doctrine néolibérale, division de la société, désocialisation, dépolitisation, désinstitutionnalisation, endettement, désindustrialisation, appauvrissement, etc.

expliquer l'histoire récente du Brésil sont : « guerre hybride<sup>482</sup> », « ère de la post-vérité<sup>483</sup> », « post-censure<sup>484</sup> », « changement de régime<sup>485</sup> ».

La notion de démodernisation convient pour expliquer le Brésil entre 2013 et 2018, car, didactiquement, nous pouvons la séparer en deux mouvements, déterminés par l'étude des grandes lignes de cette notion, qui convergent vers les données sur le Brésil trouvées et analysées dans ce mémoire.

Rappelons-nous que, pour Touraine, la démodernisation est un **processus** qui inclut la désocialisation, la dépolitisation et, surtout, la désinstitutionnalisation. À ces trois notions

---

<sup>482</sup>« La guerre hybride représente la “partie dure” dans les possibilités d’escalade des “menaces hybrides” au sens large. Bien qu’elle utilise potentiellement tous les domaines stratégiques et toutes les sources de pouvoir (politique, diplomatie, renseignement, information, militaire, économie, finance, technologie, culture, légitimité, psychologie, moral et autres), la guerre hybride inclut l’utilisation de la force comme élément de définition. De la terreur, du sabotage et de la subversion à la guérilla, à la guerre conventionnelle et même au conflit nucléaire, tous les niveaux d’escalade possibles peuvent être envisagés ou même combinés. Grâce à sa composante du “recours à la force”, la guerre hybride constitue le cas de figure le plus difficile à affronter et le plus vital dans le paysage des conflits hybrides. Elle combine l’utilisation sur mesure de “la puissance dure” avec le déploiement d’un large éventail d’éléments relevant de la “puissance douce” par l’emploi créatif de la “puissance intelligente ». Johann Schmid. « Considérations sur la guerre hybride », *Allemagne d’aujourd’hui*, trad. Jean-Louis Georget 235, n° 1 (2021) : 141-48. <https://doi.org/10.3917/all.235.0141>. (Consulté le 12/04/23).

<sup>483</sup>« The term “post-truth” was declared word of the year in 2016 by The Oxford Dictionary due to its relevance in the contemporary English-speaking world. Even though this word initially relates to lies at the core of political scandals (Iran-Contra scandal, Persian Gulf war), it recently has taken on another meaning, referring to a situation where objective facts have less impact than appeals to emotion and personal belief to influence public opinion (<https://en.oxforddictionaries.com/word-of-the-year/word-of-the-year-2016> cité dans : Sarah Bourse. « Stratégies argumentatives dans les discours politiques américains sur la législation des substances psychoactives : quel emploi du pathos à l’ère de la post-vérité? », *Anglophonia*, n° 30 (20 décembre 2020). <https://doi.org/10.4000/anglophonia.3863>. [Consulté le 12/04/23]

<sup>484</sup>« Ce système s’appuie sur des mécanismes économiques et non sur l’interdiction formelle; il n’est pas mobilisé en permanence, mais se met en route « par vagues », à la suite de périodes d’intensification de la politisation dans la société (comme des mobilisations protestataires importantes sur fond d’élections) ». Yauheni Kryzhanouski. « “La censure est d’autant plus efficace qu’elle est interdite”. (Post-) censure de la musique contestataire en Biélorussie et en Russie », *Communications* 106, n° 1 (2020) : 133-45. <https://doi.org/10.3917/commu.106.0133>. (Consulté le : 12/04/23).

<sup>485</sup> « Why do stronger nations overthrow governments when they could achieve their goals at the bargaining table? A central cause—the internal political vulnerability of the target leader—which not only gives the leader reason to resist the demands of a strong nation, making a bargain more difficult to achieve, but also gives the stronger nation reason to believe that regime change will be comparatively cheap. As long as the target leader’s internal opposition is willing to cooperate with the foreign power, the latter is likely to conclude that ousting the leader is more cost-effective than negotiating ». Melissa Willard-Foster, *Toppling Foreign Governments: The Logic of Regime Change* (University of Pennsylvania Press, 2019). <https://www.jstor.org/stable/j.ctv16t67d2>. (Consulté le 12/04/23).



identifiées par Touraine — et après notre analyse du cas **spécifique du Brésil** — nous ajouterions la « dépersonnalisation<sup>486</sup> » et le « déracinement<sup>487</sup> » de l'individu.

Dans le cadre d'un changement social, la démodernisation est le résultat d'une fissure ouverte entre les institutions de l'État de droit, les impératifs de la culture et les intérêts du capitalisme. Ces causes sont désignées comme des problèmes de communication et de langage, qui sont le propre de la modernité en contexte de mondialisation<sup>488</sup>.

En raison des nouvelles technologies de communication et de la mondialisation, l'information est devenue si diffuse que même des concepts tels que la justice, l'authenticité, la revendication de la vérité, la communication et l'émancipation humaine sont battus en brèche. On assiste au retour d'une situation qui ressemble à un passé où les relations sociales et culturelles étaient guidées non pas par les valeurs rationnelles de la modernité, mais plutôt par des valeurs ethniques et raciales — ou patriarcales et coloniales —, comme dans le cas du Brésil.

La démodernisation s'est imposée au Brésil après qu'un ensemble de forces puissantes se soient réunies<sup>489</sup> et aient graduellement convaincu, voire obligé la société à s'habituer à la rétrocession qui commençait et à accepter son imposition. Or, c'est précisément la réaction de la

---

<sup>486</sup> « L'expérience nouvelle de la personnalité humaine, de la précarité de sa situation dans un monde chaotique, en transformation rapide, secoué par des cataclysmes guerriers, d'immenses mouvements collectifs, des progrès techniques étonnants qui, déclenchés par l'action de l'homme, en viennent à dominer l'homme" (Rosenfeld, 1996, p. 86 cité par Carmo, p-138). [...] Ici, la vie n'est plus un continuum plein de sens, car l'intégrité qui existait entre l'homme et son monde a été détruite. Entre le vrai sens de la vie et la vie elle-même, un abîme s'est installé, de sorte que l'homme est contraint de chercher en lui-même le sens de l'existence » (traduction libre). Wiviane Ribeiro Do Carmo. « A despersonalização do sujeito na sociedade moderna: a estética expressionista de Ernst Toller e Elmer Rice », *Revista USP*, n° 83 (1 novembre 2009) : 137-43. <https://doi.org/10.11606/issn.2316-9036.v0i83p137-143>.

<sup>487</sup> « En comprenant la vie comme un processus central dans la construction des subjectivités, le contexte contemporain marqué par l'individualisation et le déracinement est revu de manière critique à partir de la façon dont ces sujets ont introjecté ces discours dans leur expérience quotidienne. Avec cela, une série de défis sont posés pour réfléchir à la cohésion et l'appropriation de l'espace urbain au milieu d'une ère caractérisée par la fragmentation sociale ». (Le résumé original en français). Daniela Joya Valbuena. « Habitar el barrio en medio del desarraigo: miradas juveniles en el Centro-Sur de Bogotá », *Bitácora Urbano Territorial*, juin 2021. [http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0124-79132021000100139&lang=pt](http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0124-79132021000100139&lang=pt).

<sup>488</sup> Touraine, 1997. *Op. cit.*

<sup>489</sup> Il est impératif de lire l'annexe sur l'opération Lava Jato pour bien comprendre l'articulation interne et externe de la chute du gouvernement.

société en tant que mouvement sociétal qui peut déterminer l'évolution (ou l'involution) de ce processus. Dans cette perspective, la notion de démodernisation nous a permis de mieux comprendre le rôle joué par le plan PVF à cet égard.

Dans notre étude de cas, et sans oublier le caractère volontariste des « vagues de modernisation » au Brésil décrites par Faoro<sup>490</sup>, nous déduisons qu'une réaction contraire de la société peut 1) provoquer un nouveau cycle de modernisation; 2) donner lieu à quelque chose de nouveau — comme une révolution; 3) faire émerger un consensus des forces politiques contre la barbarie<sup>491</sup>, ou 4) entraîner une soumission à l'autoritarisme et au changement.

Pour certains experts de la notion de démodernisation qui ont suivi Touraine, il s'agit plutôt d'une **conséquence** des principes du néolibéralisme visant à maintenir ce système économique en place ainsi qu'à faire converger le pouvoir et la richesse entre les mains de quelques-uns. En ce sens, les mécanismes de démodernisation suivent un ordre qui fait totalement abstraction des particularités de la culture à laquelle la démarche est appliquée. Ainsi, la démodernisation rejoint des concepts tels que le « retard » et la « régression à des conditions de vie « prémodernes », qui se traduisent par le recul de la modernisation. En ce sens, le plan PVF nous a aidés à mieux comprendre la démodernisation.

Même si la modernité et la modernisation ne vont pas de pair au Brésil — et fonctionnent par « vagues » plutôt que par développement naturel<sup>492</sup> (linéaire) —, quelle que soit la notion de démodernisation développée par les auteurs précités dans ce mémoire (un processus ou une conséquence) elles peuvent être observées au Brésil depuis 2013 et l'analyse du document Un pont vers le futur révèle qu'il s'agit d'un tournant entre deux modèles de gouvernement distincts.

---

<sup>490</sup> Faoro, 1992. *Op. cit.*

<sup>491</sup> Dans le cas du Brésil, c'est ce qui s'est effectivement produit en septembre 2022 avec l'élection du président Lula pour un troisième mandat. L'accord a été conclu avec tous les partis politiques d'opposition et le *deep state* brésilien (et même ceux qui ont participé au coup d'État de 2016), les EUA et le Marché, visant à préserver la démocratie qui était en danger avec le gouvernement de Bolsonaro, qui conclurait le démantèlement du pays s'il était réélu.

<sup>492</sup> Faoro, 1992, *Op. cit.*

Le plan PVF est un document clé, car c'est une source qui explicite et qui rend claire l'intention néolibérale dans le changement de régime et dans la défense des intérêts de ceux qui le soutiennent. Sa prescription a conduit la population brésilienne à vivre un état de recul dans leurs conditions de vie, ou selon la perception des Brésiliens : à « un démantèlement », « une destruction », « une perte de droits », « un retard ».

Cependant, ce plan n'a pu être mis en œuvre qu'après un processus calculé de désinstitutionnalisation par le biais de l'opération policière Lava Jato, suivi d'une désocialisation avec les Journées de juin 2013 et la subséquente dépolitisation avec des accusations de corruption au sein du gouvernement qui ont été organisées à grande échelle par une puissance étrangère<sup>493</sup>. Ces accusations ont été encouragées par le pouvoir judiciaire brésilien et répétées avec insistance par les médias, générant une méfiance à l'égard de la réputation des politiciens et de la politique dans son ensemble, ainsi qu'une profonde désillusion et une désorientation chez l'individu.

Et comme les individus sont dépersonnalisés, sans perspective, désenchantés par un monde qu'ils ne reconnaissent plus, les religions — surtout les sectes fondamentalistes — trouvent en eux un terrain fertile pour leur doctrine basée sur des valeurs morales et conservatrices qui dépassent les valeurs modernes de la démocratie.

Une fois le peuple déraciné, ayant perdu tout sens de la citoyenneté, sans protection et effrayé, il se voit offrir la solution à ses angoisses par la voie de l'autoritarisme, des milices, de la police, des guérillas — ou même de l'armée — par la répression, la violence et la suppression des libertés au nom de la sécurité, de l'ordre et d'un progrès qui se situe toujours dans un autre lieu appelé le « futur ».

À ce stade, la société a perdu sa cohésion et les gens se réfugient dans des groupes identitaires qui ne communiquent plus entre eux et ne reconnaissent plus leurs agendas

---

<sup>493</sup> Voir le chapitre 3 et l'annexe Lava Jato.

respectifs. Les relations sociales étant de plus en plus individualisées et dépourvues des références culturelles et institutionnelles qui informaient jadis les individus, on assiste à une désocialisation. Dorénavant, les médias occupent l'espace de leurs références culturelles et inculquent « la vérité » à partir de leur prisme, de leurs intérêts et de leur idéologie.

Une fois que l'individu est dépolitisé et sans références — ou dépourvu d'un leadership qui soit suffisamment charismatique pour refaire la cohésion du peuple — le fascisme, qui est latent dans les sociétés modernes — refait surface en offrant une option autoritaire, en créant un problème, ou en cherchant un coupable, un sauveur, et des solutions magiques — et rapides.

Enfin, après la démolition de toute la structure sociale, le système financier ne peut que se reposer sur les lauriers. Le Marché règne sur les décombres, et toute tentative de changer la direction d'un nouvel ordre social doit passer par lui. C'est lui qui aura le dernier mot. Ce sera le Marché qui dictera quelles sont les classes sociales qui resteront au pouvoir, celles qui survivront, leur idéologie, et pour la majorité de la population, ce qui restera sera la misère, la désillusion et une vie d'aliénation et de faim. Enfin, une véritable démodernisation.

Il était donc important de chercher à comprendre l'histoire récente du Brésil à travers le prisme de la démodernisation. La démodernisation est un fait social<sup>494</sup> et sa compréhension est une tâche multidisciplinaire. Les sciences sociales, l'économie, la science politique, les relations internationales et l'anthropologie peuvent parfaitement travailler le concept et chercher des liens entre la réalité et le phénomène de la démodernisation à partir de leurs méthodes de recherche respectives.

---

<sup>494</sup> Les faits sociaux sont l'objet d'études d'Émile Durkheim. Il s'agit de manières de faire qui s'imposent aux individus et sont extérieures à eux. Autrement dit, ils correspondent à des éléments que la société impose aux individus. Les faits sociaux ont, selon Durkheim un certain nombre de caractéristiques. Premièrement, ils sont extérieurs aux individus, c'est-à-dire qu'ils existent hors d'eux, ils trouvent leur source dans la société. Ces faits sociaux sont d'ailleurs indépendants des manifestations individuelles : un individu peut tenter de ne pas les suivre (par exemple, ne pas respecter les pratiques de sa profession), mais d'une part il risque d'être sanctionné et, d'autre part, il ne suffira pas de ce non-respect pour remettre en question ces pratiques. Ensuite, ces faits sociaux sont contraignants et s'imposent aux individus. Enfin, ils sont réguliers, et se répètent, se reproduisent au fil du temps. Voir : Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique.*, classiques des sciences sociales (Chicoutimi : J.-M. Tremblay, 2002). <https://doi.org/10.1522/cla.due.reg1>. (Consulté le 12/04/23).

Avec notre étude de cas, nous avons essayé d'insérer l'Histoire dans cette discussion. Et pour cela, ses outils méthodologiques étaient fondamentaux. La flexibilité dans la sélection des sources a rendu le travail beaucoup plus riche. L'utilisation des journaux, des vidéos, des caricatures et des images nous a fourni un langage qui a facilité la compréhension du phénomène.

Nous avons utilisé des sources reconnues et respectées au Brésil et écrites en portugais, car nous avons réalisé que les études sur la démodernisation par l'analyse de cas spécifiques étaient un bon choix. Toutefois, il est important que l'historien ait une connaissance approfondie de l'histoire politique, économique et sociale du pays et, surtout, qu'il maîtrise sa langue vernaculaire. Si l'une des causes diagnostiquées de la démodernisation est la difficulté de vivre ensemble et de communiquer,<sup>495</sup> le langage devient un élément fondamental de toute analyse sur ce sujet. Nous avons donc procédé à une analyse discursive du plan PVF et c'est à travers cette analyse lexicographique que nous avons pu mettre en relief les manipulations inhérentes au plan.

Nous avons rencontré certaines des difficultés dans ce travail, notamment la difficulté de faire l'analyse d'un fait historique en cours. De nombreuses heures d'étude, de recherche et de réflexion ont été nécessaires pour sélectionner un document historique (le plan PVF) qui puisse refléter la notion de démodernisation au milieu d'un enchevêtrement de complots politiques, de trahisons, d'ingérences internationales et de souffrances.

Souffrances, car il nous a été difficile de revisiter et de relire les événements qui se sont déroulés si récemment et qui nous impliquaient si directement. Travailler avec la décadence quotidienne d'un pays et d'une société — surtout s'il s'agit de sa propre culture, n'est pas une tâche facile. Éviter que cette souffrance n'interfère avec l'analyse a été un défi. Dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, notre conviction est d'avoir réussi à maintenir la distance nécessaire.

---

<sup>495</sup> Touraine, 1992. *Op. cit.*

Pour ceux qui se sentiraient inspirés par ce travail, nous laisserons quelques suggestions de thèmes associés à la démodernisation qui pourraient être utiles au développement du concept et à son utilisation en tant qu'outil analytique.

Certains aspects de la démodernisation qui nous inquiétaient n'ont pas pu être traités dans ce mémoire pour des raisons de temps et d'espace. Nous considérons par ailleurs qu'un mémoire incarne plutôt le début d'une discussion, sans l'intention de conclure un sujet ou de proposer une thèse. Cela étant dit, voici nos suggestions :

- a) Cristalliser plus en détail le concept de démodernisation. Il s'agit d'un processus qui se développe à partir d'une brèche ouverte dans la triade symbolique — État de droit — raison instrumentale — culture, et qui est en même temps reconnu comme une avancée du néolibéralisme pour certains pays avec l'intention d'entraver leur modernisation et leur autonomie; cette avancée entraîne alors un retard dans les conditions de vie des gens impliquant des changements de gouvernement au sein des États. La question demeure toutefois: tous les changements de régime possédant toutes ces caractéristiques peuvent-ils être traités comme une démodernisation? Y a-t-il eu dans la post-mondialisation un changement de régime ou une révolution qui ne puisse pas être considéré comme une démodernisation<sup>496</sup>? Qu'est-ce qui « n'est pas » une démodernisation?
- b) Effectuer des recherches sur des concepts tels que « guerre hybride » et « changement de régime », et vérifier quelles sont les similitudes entre ces concepts et la notion de démodernisation. Ces concepts font-ils partie d'une stratégie différente de démodernisation ou d'un processus menant à la démodernisation?

---

<sup>496</sup> Bien entendu, une recherche comparative approfondie entre les pays du Nord et du Sud serait nécessaire pour répondre à cette question, qui ne peut être menée qu'après la cristallisation de la notion de démodernisation et de la méthode de recherche adoptée dans les études de cas à réaliser.

- c) Si l'on considère que la démodernisation se répète dans différents endroits du monde et qu'il s'agit d'une stratégie délibérée, la détermination du point d'inflexion pour le changement de cap (comme le plan PVF) peut être une bonne méthode de travail. Peut-on comparer les points d'inflexion d'autres pays démodernisés avec le plan PVF? Quelles caractéristiques de la démodernisation peuvent émerger de cette comparaison? Quels sont leurs points communs (et divergents)?
- d) Une fois que l'on a déterminé quel pays sera étudié sous l'angle de la notion de démodernisation, il est nécessaire de comprendre comment la modernité (et pas seulement la modernisation) a été historiquement reçue et assimilée à cet endroit. Dans des pays comme le Brésil, où les agendas de la modernité et de la modernisation ne vont pas de pair, les historiens doivent faire preuve d'une grande perspicacité dans l'applicabilité de la notion de démodernisation.
- e) Toujours en prenant l'exemple du Brésil, nous avons vu que le processus de démantèlement de l'État et la dégradation du mode de vie des populations ont commencé pendant le gouvernement de Temer (2016) et se sont intensifiés dans toute leur splendeur avec le gouvernement Bolsonaro (2018-2022). En 2022 a lieu l'élection du président Lula, qui a promis lors de sa campagne de « réinstitutionnaliser le Brésil », de « reconstruire le pays après le démantèlement ». Le vice-président élu et ministre de l'Industrie, Geraldo Alckmin, a récemment déclaré que le gouvernement allait engager un processus de « néo-industrialisation<sup>497</sup> ». Dans la perspective de la notion de démodernisation, peut-on comprendre cette reconstruction du Brésil comme « une nouvelle vague de modernisation », une « re-modernisation », ou une « néo-modernisation »?

---

<sup>497</sup> « Machado (autre ministre) a mentionné les objectifs fixés par le ministre Geraldo Alckmin pour la croissance industrielle du pays sur la base d'attributs tels que la taille territoriale et un bon bilan des politiques publiques sur les énergies renouvelables. « Selon Alckmin, ce ne serait pas une réindustrialisation, mais une **néo-industrialisation** : une industrialisation sur de nouvelles bases, car nous parlons d'un changement radical de paradigme technologique » (Traduction libre) (emphase ajoutée). José Carlos Oliveira. « Governo aponta "neointustrialização" do Brasil com foco em tecnologia e sustentabilidade ambiental - Notícias », Portal da Câmara dos Deputados, 15 mai 2023. <https://www.camara.leg.br/noticias/960135-governo-aponta-neoindustrializacao-do-brasil-com-foco-em-tecnologia-e-sustentabilidade-ambiental/>. (Consulté le 12/05/23).

Voilà quelques-unes des préoccupations qui nous ont accompagnés tout au long de cette étude et qui n'ont pas été développées ici, laissant la porte ouverte à d'autres chercheurs.

En conclusion, ce mémoire a porté sur la notion de démodernisation au Brésil entre les années 2013 et 2018. Nous avons utilisé des sources journalistiques et, comme source primaire, le plan PVF. Notre hypothèse a été que le plan PVF a été le point d'inflexion du changement de régime ayant directement contribué à la chute de la présidente élue Dilma Rousseff.

Nous argumentons en ce sens dans l'ensemble du travail, en démontrant que le plan a été rédigé comme une prescription néolibérale visant à déconstruire les politiques publiques au profit du capital et des franges les plus riches et puissantes du pays. L'application du plan a entraîné un processus de démantèlement des institutions et des politiques sociales conduisant à un appauvrissement de la population, ainsi qu'à une augmentation de l'irrationalité et à une exacerbation des tensions entre les groupes divergents de la société, ce qui a provoqué une distension du tissu social.

L'objectif du travail a été atteint lorsque nous avons conclu que le plan PVF ne visait pas l'ensemble de la société et n'avait pas l'intention d'améliorer l'avenir des gens. En ce sens, il ne s'agissait pas d'un pont vers le futur, mais effectivement d'un saut vers le passé.



## Références bibliographiques

- Brasil de Fato. « 8 melhores vídeos que viralizaram pedindo “Fora, Temer” ». Consulté le 29 avril 2022. <https://www.brasildefato.com.br/2016/07/19/8-melhores-videos-que-viralizaram-pedindo-fora-temer>.
- 10 *Points on the Black Bloc*. Consulté le 20 octobre 2022. <https://theanarchistlibrary.org/library/harsha-walia-10-points-on-the-black-bloc>.
- « 30 anos da Constituinte », 5 octobre 2018. <http://www.camara.gov.br/internet/agencia/infograficos-html5/constituinte/index.html>.
- CNN Brasil. « 95% dos insumos utilizados para produzir vacinas no Brasil são importados », 26 mai 2021. <https://www.cnnbrasil.com.br/saude/95-dos-insumos-utilizados-para-produzir-vacinas-no-brasil-sao-importados/>.
- « 100 000 Brésiliens manifestent contre le «putschiste» Temer ». *La Presse*, 4 septembre 2016, sect. Amérique latine. <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201609/04/01-5017176-100-000-bresiliens-manifestent-contre-le-putschiste-temer.php>.
- Exame. « 118 indígenas foram assassinados no Brasil em 2016 », 5 octobre 2017. <https://exame.com/brasil/118-indigenas-foram-assassinados-no-brasil-em-2016/>.
- 2016, Helena Borges 30 de Novembro de et 16h05. « Por quem as panelas batem ». *The Intercept Brasil*, 30 novembre 2016. <https://theintercept.com/2016/11/30/diante-de-novas-denuncias-de-corrupcao-cidadaos-de-bem-guardam-suas-panelas/>.
- ABL. « Raymundo Faoro ». Academia Brasileira de Letras, 20 février 2018. <https://www.academia.org.br/academicos/raymundo-faoro/biografia>.
- Abou Zaki, Nadine. *Le lieu et le corps: du lieu délocalisé à la perte du corps : vers la démondialisation*. Paris : Harmattan, 2010. <http://www.harmatheque.com/ebook/9782296132016>.
- Agência de notícias do senado. « Senado aprova proposta que prorroga a DRU até 2023 ». Senado Federal, 08 2016. <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2016/08/24/senado-aprova-proposta-que-prorroga-a-dru-ate-2023>.
- Alessi, Gil. « Entenda o que é a PEC 241 (ou 55) e como ela pode afetar sua vida ». *El País Brasil*, 13 décembre 2016. [https://brasil.elpais.com/brasil/2016/10/10/politica/1476125574\\_221053.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2016/10/10/politica/1476125574_221053.html).
- Alves Palacios, Rosiane, Carolina Freddo Fleck, Márcia Vanessah Pacheco Abbondanza, Rosiane Alves Palacios, Carolina Freddo Fleck, et Márcia Vanessah Pacheco Abbondanza. « Discursos de perjuicio de género en publicaciones de los medios de comunicación y su relación con la construcción de la imagen de la expresidenta del Brasil Dilma Rousseff ». *Contratexto*, n° 35 (janvier 2021) : 199-224. <https://doi.org/10.26439/contratexto2021.n035.4887>.
- Amélie Perraud-boulard. « ART MODERNE - 1922, trois nuits pour changer l’histoire du Brésil ». Consulté le 16 mars 2023. <https://lepetitjournal.com/sao-paulo/a-voir-a-faire/art-moderne-1922-trois-nuits-pour-changer-lhistoire-du-bresil-43196>.

- Antonio Menezes Junior et Iria Brzezinski. « Uma Ponte Para O Futuro e o Encontro com o Futuro: A Persistente Tensão Entre a Normatividade e o Mundo Vivido Habermasiano ». *Fronteiras: Journal of Social, Technological and Environmental Science* 8, n° 1 (22 février 2019). <https://doi.org/10.21664/2238-8869.2019v8i1.p131-150>.
- Exame. « Após acusações, Eletrobras cria diretoria de Governança », 25 février 2016. <https://exame.com/negocios/eletrobras-criara-diretoria-de-governanca-em-meio-a-investigacoes-de-corrupcao/>.
- VEJA. « Após ofensiva com deputados, Temer enterra denúncia na Câmara ». Consulté le 20 décembre 2022. <https://veja.abril.com.br/politica/apos-ofensiva-com-deputados-temer-enterra-denuncia-na-camara/>.
- Congresso em Foco. « Após protestos, Temer recria Ministério da Cultura », 21 mai 2016. <https://congressoemfoco.uol.com.br/amp/projeto-bula/reportagem/temer-volta-atras-e-recria-ministerio-da-cultura/>.
- Appadurai, Arjun 1949-. *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Petite bibliothèque Payot ; 560. Paris : Payot, 2005. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb399829850>.
- 100 Anos. « As convicções editoriais da Gazeta do Povo em resumo », 1 février 2019. <https://especiais.gazetadopovo.com.br/100-anos/conviccoes-editoriais-gazeta-povo-resumo/>.
- VEJA. « As principais medidas do governo interino de Temer ». Consulté le 8 avril 2022. <https://veja.abril.com.br/economia/as-principais-medidas-do-governo-interino-de-temer/>.
- Barreira, Irlys Alencar F. « Ação direta e simbologia das “jornadas de junho”: notas para uma sociologia das manifestações ». *Contemporânea - Revista de Sociologia da UFSCar* 4, n° 1 (2014) : 145-145.
- Barros, Lilian Ried Miller, et Sílvio Melcer Dworecki. « A cor inesperada: uma reflexão sobre os usos criativos da cor », 2012. <https://repositorio.usp.br/item/002296855>.
- Benites, Afonso. « Cunha manobra, obstrui sessão do Congresso e ameaça reforma de Dilma ». *El País Brasil*, 23 octobre 2015. [https://brasil.elpais.com/brasil/2015/10/01/politica/1443657486\\_378478.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2015/10/01/politica/1443657486_378478.html).
- Betim, Felipe. « Intervenção federal no Rio decretada por Temer abre inédito e incerto capítulo ». *El País Brasil*, 17 février 2018. [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/02/16/politica/1518803598\\_360807.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/02/16/politica/1518803598_360807.html).
- Portal da Câmara dos Deputados. « Biografia do(a) Deputado(a) Federal MICHEL TEMER ». Consulté le 7 octobre 2022. <https://www.camara.leg.br/deputados/73552/biografia>.
- Bitar, Paula. « Da militância contra a ditadura à presidência: veja a trajetória de Dilma Rousseff - TV Câmara ». Portal da Câmara dos Deputados, 2020. <https://www.camara.leg.br/tv/208560-da-militancia-contr-a-ditadura-a-presidencia-veja-a-trajetoria-de-dilma-rousseff/>.
- Counter Extremism Project. « Black Bloc ». Consulté le 20 octobre 2022. <https://www.counterextremism.com/supremacy/black-bloc>.
- Estadão. « Black blocs se infiltram em ato dos professores e agridem profissionais da imprensa - Educação ». Consulté le 20 octobre 2022.

- <https://educacao.estadao.com.br/noticias/geral,black-blocs-se-infiltram-em-ato-dos-professores-e-agridem-profissionais-da-imprensa,1675637>.
- BNDES. « BNDES - Quem somos ». Consulté le 19 décembre 2022. <http://www.bndes.gov.br/wps/portal/site/home/quem-somos>.
- Bogéa, Diogo. « “Uma ponte para o futuro”: liberalismo econômico, conservadorismo moral e a violência incalculável do puro cálculo ». *Ítaca*, n° 33 (2018) : 21-37.
- Boislisle, A. de. « Le Secret De La Poste: Sous Le Règne De Louis XIV ». *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France* 27, n° 2 (1890) : 229-45.
- Bourse, Sarah. « Stratégies argumentatives dans les discours politiques américains sur la législation des substances psychoactives : quel emploi du pathos à l'ère de la post-vérité ? » *Anglophonia*, n° 30 (20 décembre 2020). <https://doi.org/10.4000/anglophonia.3863>.
- « Brésil - Indice de développement humain 2021 | countryeconomy.com », 2021 indice comparatif 1900. <https://fr.countryeconomy.com/demographie/idh/bresil>.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos. « Getúlio Vargas: o estadista, a nação e a democracia ». Working Paper, 10 juin 2009. Consulté le 14 mars 2023. <http://bibliotecadigital.fgv.br:80/dspace/handle/10438/2663>.
- Cabral, Ivan. « Sorriso Pensante-Ivan Cabral - charges e cartuns », 20 avril 2016. <http://www.ivancabral.com/2016/04/>.
- Câmara dos Deputados. « Ato das disposições constitucionais transitórias. », 1988. <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/conadc/1988/constituicao.adct-1988-5-outubro-1988-322234-publicacaooriginal-1-pl.html>.
- Câmara dos Deputados, Senado Federal. « Emenda Constitucional n° 41, de 19 de dezembro de 2003. » Presidência da República Casa Civil, 2003. [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/emendas/emc/emc41.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/emendas/emc/emc41.htm).
- VEJA. « Câmara elege Eduardo Cunha para desespero do Planalto ». Consulté le 10 février 2022. <https://veja.abril.com.br/brasil/camara-elege-eduardo-cunha-para-desespero-do-planalto/>.
- Canes, Michèle. « Comissão reconhece 434 mortes e desaparecimentos durante ditadura militar ». Agência Brasil, 10 décembre 2014. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/direitos-humanos/noticia/2014-12/comissao-reconhece-mais-de-200-desaparecidos-politicos-durante>.
- Cardoso de Oliveira, Elizabeth, et Nicolas Da Silva. « Les contradictions du système de santé (1988-2018) ». *Chronique Internationale de l'IREs* 167, n° 3 (2019) : 13-26. <https://doi.org/10.3917/chii.167.0013>.
- Carlquist, Erik, et Joshua Phelps. « Neoliberalism ». Dans *Encyclopedia of Critical Psychology*, sous la direction de Thomas Teo, 1231-37. New York, NY : Springer New York, 2014. [https://doi.org/10.1007/978-1-4614-5583-7\\_390](https://doi.org/10.1007/978-1-4614-5583-7_390).
- Carmo, Wiviane Ribeiro Do. « A despersonalização do sujeito na sociedade moderna: a estética expressionista de Ernst Toller e Elmer Rice ». *Revista USP*, n° 83 (1 novembre 2009) : 137-43. <https://doi.org/10.11606/issn.2316-9036.v0i83p137-143>.
- Carrara, Angelo Alves. « A população do Brasil, 1570-1700: uma revisão historiográfica ». *Tempo* 20 (9 janvier 2015) : 00-00. <https://doi.org/10.1590/TEM-1980-542X-2014203619eng>.

- Carta Capital. « Ministério masculino é retrocesso na luta por direitos das mulheres - CartaCapital ». CartaCapital, 13 mai 2016. <https://www.cartacapital.com.br/politica/ministerio-masculino-e-retrocesso-na-luta-por-direitos-das-mulheres/>.
- CARTACAPITAL. « Temer: impeachment ocorreu porque Dilma recusou “Ponte para o Futuro” ». *CartaCapital*, 23 septembre 2016. <https://www.cartacapital.com.br/politica/temer-impeachment-ocorreu-porque-dilma-recusou-ponte-para-o-futuro/>.
- « CARTILHA-Encontro-com-o-Futuro.pdf ». Consulté le 4 janvier 2022. <https://www.fundacaoulisses.org.br/wp-content/uploads/2018/05/CARTILHA-Encontro-com-o-Futuro.pdf>.
- Carvalho, Laura. *Valsa brasileira: do boom ao caos econômico*. São Paulo, SP : Todavia, 2018.
- CATASTROIKA OFFICIAL MULTILINGUAL. 2013.
- Cavalcanti, Bernardo Margulies, et Carlos Magno Spricigo Venerio. « Reflexões sobre a plataforma política do governo Temer ». *RIL Brasília*, septembre 2017, 24.
- « Cidades Sustentáveis - conheça nossa história. » Consulté le 24 novembre 2022. <https://icidadessustentaveis.org.br/>.
- Citot, Vincent. « Le processus historique de la Modernité et la possibilité de la liberté (universalisme et individualisme) ». *Le Philosophoire* 25, n° 2 (2005) : 35-76. <https://doi.org/10.3917/phoir.025.0035>.
- Coelho, Renata Santa Cruz, et Nara Fonseca de Santa Cruz Oliveira. « A INFLUÊNCIA DA MÍDIA NO GOLPE MILITAR DE 1964 E NO GOLPE JURÍDICO-MIDIÁTICO-PARLAMENTAR DE 2016. » Dans *Publius* 2016, 2016. <http://www.unicap.br/ocs/index.php/publius/publius2016/paper/view/54>.
- Combemale, Pascal. « Une sociologie des actions sociales ». *Revue du MAUSS* 29, n° 1 (2007) : 569-74. <https://doi.org/10.3917/rdm.029.0569>.
- Arquivo Nacional » Memórias Reveladas. « Comissões da Verdade ». Consulté le 20 octobre 2022. <https://www.gov.br/memoriasreveladas/pt-br/assuntos/comissoes-da-verdade>.
- Costa Junior, Ernane Salles da, et Marcelo Andrade Cattoni de Oliveira. « Tempo da Constituição e Ponte para o Futuro: uma análise a partir da teoria crítica da aceleração social ». *Revista Direito e Práxis* 12 (3 mars 2021) : 197-236. <https://doi.org/10.1590/2179-8966/2020/45118>.
- Costa, Sérgio Corrêa da. « D. João VI, in A biography of Dom Pedro I, first emperor of Brazil. » Brown, 1972. [https://www.brown.edu/Facilities/John\\_Carter\\_Brown\\_Library/exhibitions/CB/domJoao.htm](https://www.brown.edu/Facilities/John_Carter_Brown_Library/exhibitions/CB/domJoao.htm).
- Costanzo, Daniela, et Rafael Marino. « Laura Carvalho. *Valsa Brasileira* ». *Tempo Social* 31 (29 août 2019) : 289-93. <https://doi.org/10.11606/0103-2070.ts.2019.151449>.
- « Cronologia do Mensalão - notícias - O Estado de S. Paulo - Acervo Estadão », 18 septembre 2013. <https://acervo.estadao.com.br/noticias/acervo,cronologia-do-mensalao,9271,0.htm>.
- Daniela Joya Valbuena. « Habitar el barrio en medio del desarraigo: miradas juveniles en el Centro-Sur de Bogotá ». *Bitácora Urbano Territorial*, juin 2021. [http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S0124-79132021000100139&lang=pt](http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0124-79132021000100139&lang=pt).

- « Decreto nº 7037 ». Consulté le 20 octobre 2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2007-2010/2009/decreto/d7037.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2009/decreto/d7037.htm).
- Dee, Darryl. « Wartime government in Franche-Comte and the demodernization of the French state, 1704-1715 ». *French Historical Studies* 30, nº 1 (WIN 2007): 26. <https://doi.org/10.1215/00161071-2006-018>.
- « Définition de Cardinaux-ministres - Dictionnaire - Encyclopædia Universalis ». Consulté le 28 mars 2023. <https://www.universalis.fr/dictionnaire/cardinaux-ministres/>.
- « Destituição de Dilma Rousseff lança o caos em São Paulo », 1 septembre 2016. <https://www.cmjornal.pt/multimedia/fotogalerias/detalhe/destituicao-de-dilma-rousseff-lanca-o-caos-em-sao-paulo>.
- Diário, Esquerda. « Bem-vindo ao Esquerda Diário, clique aqui para saber quem somos e conhecer nosso projeto ». Esquerda Diario, 21 mars 2015. <http://www.esquerdadiario.com.br/Bem-vindo-ao-Esquerda-Diario-clique-aqui-para-saber-quem-somos-e-conhecer-nosso-projeto>.
- Congresso em Foco. « Dilma provoca Temer: “Mulheres não querem ser fetiche decorativo” », 19 mai 2016. <https://congressoemfoco.uol.com.br/amp/projeto-bula/reportagem/extincao-do-minc-e-tentativa-de-voltar-ao-passado-autoritario-diz-dilma/>.
- « Dilma Rousseff nomeia economista ortodoxo Joaquim Levy para a Fazenda ». Consulté le 8 février 2022. <https://economia.uol.com.br/noticias/afp/2014/11/27/dilma-rousseff-nomeia-economista-ortodoxo-joaquim-levy-para-a-fazenda.htm>.
- Dolci, Mariana Carvalho. « Revoltas, motins e revoluções no Brasil novecentista. » *Projeto História: Revista do Programa de Estudos Pós-Graduados de História* 47 (2013). <https://revistas.pucsp.br/index.php/revph/article/view/15548>.
- Durkheim, Émile. *Les règles de la méthode sociologique*. classiques des sciences sociales. Chicoutimi : J.-M. Tremblay, 2002. <https://doi.org/10.1522/cla.due.reg1>.
- Folha de S.Paulo. « Em diálogos gravados, Jucá fala em pacto para deter avanço da Lava Jato - 23/05/2016 - Poder ». Consulté le 8 avril 2022. <http://www1.folha.uol.com.br/poder/2016/05/1774018-em-dialogos-gravados-juca-fala-em-pacto-para-deter-avanco-da-lava-jato.shtml>.
- « Embattled Michel Temer deploys troops to streets | Corruption News | Al Jazeera », 25 mai 2017. <https://www.aljazeera.com/news/2017/5/25/embattled-michel-temer-deploys-troops-to-streets>.
- Sindicato dos Metalurgicos de Betim. « Enquanto a Ponte Para o Futuro desaba, instituições seguem brigando », 5 décembre 2016. <https://metalurgicosdebetim.org.br/noticias/view/enquanto-a-ponte-para-o-futuro-desaba-institui-es-seguem-brigando.html>.
- « Entenda a Tramitação da Medida Provisória - Congresso Nacional ». Consulté le 8 février 2022. <https://www.congressonacional.leg.br/materias/medidas-provisorias/entenda-a-tramitacao-da-medida-provisoria>.
- Esquerda Marxista. « O que é hoje a Frente Povo Sem Medo e a plataforma “Vamos!” » *Esquerda Marxista*, 16 novembre 2017. <https://www.marxismo.org.br/o-que-e-hoje-a-frente-povo-sem-medo-e-a-plataforma-vamos/>.
- Fausto Macedo. « ‘Estancar a sangria’ », 21 juillet 2017. <https://politica.estadao.com.br/blogs/fausto-macedo/estancar-a-sangria/>.

- Estadão. « Estudante perde a visão após ser ferida em protesto contra impeachment - Política ». Consulté le 20 octobre 2022. <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,estudante-perde-a-visao-apos-ser-ferida-em-protesto-contr-impeachment,10000073517>.
- BBC News Brasil. « EUA espionaram Petrobras, dizem papeis vazados por Snowden », 9 septembre 2013. [https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908\\_eua\\_snowden\\_petrobras\\_dilma\\_mm](https://www.bbc.com/portuguese/noticias/2013/09/130908_eua_snowden_petrobras_dilma_mm).
- Hora do Povo. « Famílias consomem 24 milhões de toneladas de lenha », 12 juin 2022. <https://horadopovo.com.br/com-preco-absurdo-do-gas-familias-consumiram-24-milhoes-de-toneladas-de-lenha-em-2021/>.
- Faoro, Raymundo. « A questão nacional: a modernização ». *Estudos Avançados* 6 (avril 1992) : 7-22. <https://doi.org/10.1590/S0103-40141992000100002>.
- Ferron, Fabio Maleronka, et Maria Arminda do Nascimento Arruda. « Cultura e política: a criação do Ministério da Cultura na redemocratização do Brasil ». *Tempo Social* 31 (25 avril 2019) : 173-93. <https://doi.org/10.11606/0103-2070.ts.2019.144335>.
- Figueiredo, César Alessandro. « A Ditadura militar no Brasil e o teatro: memória e resistência da classe artística. » *Revista Eletrônica de Ciência Política* 6, n° 2 (2015). <https://doi.org/10.5380/recp.v6i2.44240>.
- FNDC. « FNDC - Fórum Nacional pela Democratização da Comunicação », 2016. <http://fndc.org.br>.
- FNDC. « FNDC - Quem Somos ». Consulté le 28 décembre 2022. <http://fndc.org.br/forum/quem-somos/>.
- Folha de São Paulo. « Para 78%, regime militar de 1964 foi uma ditadura - 27/06/2020 - Poder - Folha », 27 juin 2020. <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2020/06/para-78-regime-militar-de-1964-foi-uma-ditadura.shtml>.
- IMF. « Fonds Monétaire International -- Page d'accueil du FMI », 2021. <https://www.imf.org/fr/Home>.
- Fora Temer - versão Carmina Burana (HQ)*, HQ. Rio de Janeiro : Mídia Ninja, 2016.
- France-Presse, Agence. « Le président maintient le cap malgré la grogne ». *Le Devoir*, 29 mai 2017. <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/499861/bresil-le-president-maintient-le-cap-malgre-la-crise>.
- G1, Nathalia Passarinho e Fernanda Calgaro Do, et em Brasília. « É “palhaçada” chamar projeto na Câmara de “shopping”, diz Cunha ». *Política*, 28 mai 2015. <http://g1.globo.com/politica/noticia/2015/05/e-palhacada-chamar-projeto-na-camara-de-shopping-diz-cunha.html>.
- Galvão, Bruno. « Tribuna da Internet/ Uma ponte para o futuro. », 1 septembre 2017. <http://www.tribunadainternet.com.br/um-ano-apos-o-impeachment-temer-so-conseguiu-uma-pinguela-para-o-futuro/>.
- Gatinois, Claire. « Les Brésiliens dans la rue contre la corruption ». *Le Monde.fr*, 5 décembre 2016. [https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption\\_5043350\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/05/les-bresiliens-dans-la-rue-contre-la-corruption_5043350_3210.html).
- GEDES. « Os militares no governo Temer: segurança pública e controle político ». *GEDES - Grupo de Estudos de Defesa e Segurança Internacional*, 14 mai 2018. <https://gedes-unesp.org/os-militares-no-governo-temer-seguranca-publica-e-controle-politico-2/>.

História do Brasil.Net. « Getúlio Vargas - biografia resumida e governo », 18 juin 2021. <https://www.historiadobrasil.net/getuliovargas/>.

Glauco Faria. « Brasil de Fato - quem somos? » Brasil de Fato. Consulté le 26 décembre 2022. <https://www.brasildefato.com.br>.

« Globo - Quem somos? », 2021. <https://globoir.globo.com/esg/somos-globo.html>.

Gouvernement du Canada, Services publics et Approvisionnement Canada. « CLIENTELISMO [1 fiche] - TERMIUM Plus® — Recherche - TERMIUM Plus® ». Consulté le 21 mars 2023. <https://www.btb.termiumpplus.gc.ca/tpv2alpha/alpha-fra.html?lang=fra&i=&index=est&srchtxt=CLIENTELISMO>.

Governo Federal. « Nova Previdência - principais pontos da nova Previdência social. » Consulté le 20 décembre 2022. <http://www.brasil.gov.br/novaprevidencia/>.

Greenwald, Glenn, David Miranda July 4 2015, et 6:59 A.m. « NSA's Top Brazilian Political and Financial Targets Revealed by New WikiLeaks Disclosure ». The Intercept. Consulté le 3 mai 2022. <https://theintercept.com/2015/07/04/nsa-top-brazilian-political-and-financial-targets-wikileaks/>.

Grefe, Xavier. « Retour sur les industries culturelles ». *Annales des Mines - Réalités industrielles* Février 2022, n° 1 (2022) : 5-8. <https://doi.org/10.3917/rindu1.221.0005>.

historiaglobo. « Grupo Globo - História ». Consulté le 1 novembre 2022. <https://historia.globo.com/>.

GGN. « Guido Mantega fala da Economia de Lula para 2023 e explica “tempestade perfeita” de 2015 », 20 janvier 2022. <https://jornalggm.com.br/editoria/politica/guido-mantega-fala-da-economia-de-lula-para-2023-e-explica-tempestade-perfeita-de-2015/>.

Guilherme Padim. « Confirma as acusações contra Michel Temer, preso pela Lava Jato ». R7.com, 21 mars 2019. <http://noticias.r7.com/brasil/confirma-as-acusacoes-contramichel-temer-preso-pela-lava-jato-21032019>.

Gustavo Horta. « MBL apoiou Eduardo Cunha no Golpe de 2016, depois o Temer e depois o Bolsonaro ». *CartaCampinas*, 19 mai 2017. <https://cartacampinas.com.br/2017/05/xxmbl-mbl-grupo-mbl-que-apoiou-eduardo-cunha-no-impeachment-esta-ao-lado-de-temer/>.

Haber, Stéphane. « Le « monde de la vie » comme catégorie critique aujourd’hui ». *Cahiers philosophiques* 132, n° 1 (1 février 2013) : 58-74.

Harry Burrows Acton. « Herbert Spencer | Biography, Social Darwinism, Survival of the Fittest, Books, & Facts | Britannica ». BRITANNICA, 26 janvier 2023. <https://www.britannica.com/biography/Herbert-Spencer>.

Heslop, D. Alan. « Political system - Development and change in political systems | Britannica ». Britannica. Consulté le 29 décembre 2022. <https://www.britannica.com/topic/political-system/Development-and-change-in-political-systems>.

« IBGE | Brasil em síntese | território | densidade demográfica », 2022. <https://brasilemsintese.ibge.gov.br/territorio/densidade-demografica.html>.

« IBGE | Cidades@ | São Paulo | São Paulo | Panorama ». Consulté le 13 décembre 2022. <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/sp/sao-paulo/panorama>.

Interativa, Bravo. « A Fundação ». Fundação Ulysses Guimarães. Consulté le 22 novembre 2022. <http://fundacaoulysses.org.br/a-fundacao/>.

- Iotti. « Iotti: ponte para o futuro ». GZH, 5 janvier 2017. <https://gauchazh.clicrbs.com.br/opiniao/noticia/2017/01/iotti-ponte-para-o-futuro-9119582.html>.
- Julio Mangussi. « Quem Somos ». *CartaCampinas*, 4 juillet 2013. <https://cartacampinas.com.br/quem-somos/>.
- Koenig, Matthias. « Modernités multiples et mondialisation ». *Archives de sciences sociales des religions*, n° 167 (20 octobre 2014) : 127-45. <https://doi.org/10.4000/assr.26158>.
- Kryzhanouski, Yauheni. « “La censure est d’autant plus efficace qu’elle est interdite”. (Post-)censure de la musique contestataire en Biélorussie et en Russie ». *Communications* 106, n° 1 (2020) : 133-45. <https://doi.org/10.3917/commu.106.0133>.
- « L12351 ». Consulté le 10 mai 2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2007-2010/2010/lei/l12351.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2007-2010/2010/lei/l12351.htm).
- « L12990 - LEI DAS COTAS PARA NEGROS », 9 juin 2014. [https://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2011-2014/2014/lei/l12990.htm](https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2011-2014/2014/lei/l12990.htm).
- « L13334 ». Consulté le 12 avril 2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/\\_ato2015-2018/2016/Lei/L13334.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_ato2015-2018/2016/Lei/L13334.htm).
- Premiere.fr. « La crise politique brésilienne s’invite au Festival de Cannes », 18 mai 2016. <http://www.premiere.fr/People/La-crise-politique-bresilienne-s-invite-au-Festival-de-Cannes>.
- « Lei de responsabilidade Fiscal. » Consulté le 8 février 2022. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/lcp/lcp101.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/lcp/lcp101.htm).
- « LEI N. 9.478, agosto de 1997 - política energética ». Consulté le 30 novembre 2022. <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/lei/1997/lei-9478-6-agosto-1997-365401-publicacaooriginal-1-pl.html>.
- Libâneo, José Carlos. « O dualismo perverso da escola pública brasileira: escola do conhecimento para os ricos, escola do acolhimento social para os pobres ». *Educação e Pesquisa* 38 (mars 2012) : 13-28. <https://doi.org/10.1590/S1517-97022011005000001>.
- Rede Brasil Atual. « Líderes progressistas e movimentos lançam manifesto contra ajuste fiscal », 20 mai 2015. <https://www.redebrasilatual.com.br/politica/2015/05/lideres-progressistas-e-movimentos-lancam-manifesto-contrapolitica-economica-do-governo-5957/>.
- Londrina, Folha de. « Militares se queixaram de Dilma ao então vice Temer, afirma autor | Folha de Londrina ». Text.homepage.institucional. Mundiware Elite CS, 7 novembre 2020. <https://www.folhadelondrina.com.br/politica/militares-se-queixaram-de-dilma-ao-entao-vice-temer-afirma-autor-3024664e.html>.
- Lopes, Marina, et Nick Miroff. « New scandal erupts that threatens to force out Brazilian President Temer ». *Washington Post*, 18 mai 2017, sect. The Americas. [https://www.washingtonpost.com/world/the\\_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/new-scandal-erupts-that-threatens-to-force-out-brazilian-president-temer/2017/05/18/75ed771c-3b76-11e7-a59b-26e0451a96fd_story.html).
- Lucena, Leonardo. « Morador de bairro pobre de São Paulo vive até 21 anos menos que de região nobre, diz Mapa da Desigualdade ». *Brasil 247*, 23 novembre 2022. <https://www.brasil247.com/regionais/sudeste/morador-de-bairro-pobre-de-sao-paulo-vive-ate-21-anos-menos-que-de-regiao-nobre-diz-mapa-da-desigualdade>.



- CUT - Central Única dos Trabalhadores. « Manifesto pela mudança na política econômica ». Consulté le 8 février 2022. <https://www.cut.org.br/noticias/manifesto-pela-mudanca-na-politica-economica-e-contra-o-ajuste-7223>.
- Marilda Gifalli. « IEA - Interdisciplinaridade, Questionamento e Políticas Públicas — Instituto de Estudos Avançados da Universidade de São Paulo », 11 avril 2013. <http://www.iea.usp.br/iea/quem-somos>.
- Martello, Alexandro, Filipe Matoso e Fernanda Calgaro Do G1, et em Brasília. « Novo ministro da Fazenda fala em corte de despesas, mas sem pacotes ». *Economia*, 27 novembre 2014. <http://g1.globo.com/economia/noticia/2014/11/novo-ministro-da-fazenda-fixe-meta-fiscal-de-12-do-pib-para-2015.html>.
- Mattos, Alessandro Nicoli de. « Conservadorismo: entenda o conceito em 4 pontos | Politize! », 6 janvier 2017. <https://www.politize.com.br/conservadorismo-pensamento-conservador/>.
- Melo, Paulo Victor Teixeira Pereira de. « O PMDB e a sua manutenção no centro do jogo político: de catch all a cartel », 1 juin 2013. <https://repositorio.ufmg.br/handle/1843/BUBD-9HTH7R>.
- Memorial da Democracia. « Memorial da Democracia - Governo começa a reduzir o Estado », 12 avril 1990. <http://memorialdademocracia.com.br/card/governo-comeca-a-reduzir-o-estado>.
- Mistry, Jayalaxshmi. « Fire in the cerrado (savannas) of Brazil: an ecological review ». *Progress in Physical Geography: Earth and Environment* 22, n° 4 (1 décembre 1998) : 425-48. <https://doi.org/10.1177/030913339802200401>.
- Mnookin, Robert H. « The Public/Private Dichotomy: Political Disagreement and Academic Repudiation ». *University of Pennsylvania Law Review* 130, n° 6 (1982) : 1429-40. <https://doi.org/10.2307/3311977>.
- « Mondialisation | l'Encyclopédie Canadienne ». Consulté le 22 février 2023. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/mondialisation>.
- Mônica Raouf El Bayeh. « Junho de 2013: E não eram mesmo só R\$ 0,20! | Centro de Política Comparada », 16 juin 2013. <https://cpc.ufes.br/conteudo/junho-de-2013-e-nao-eram-mesmo-so-r-020>.
- « Movimento Revolucionário de Trabalhadores - quem somos », 2015. <https://mrt.org.br/>.
- Mustafa, Patrícia Soraya. « Estado Capitalista brasileiro: análise dos direitos sociais em tempos de ortodoxia neoliberal ». *Revista Katálysis* 22, n° ponte para o futuro (9 mai 2019) : 100-109. <https://doi.org/10.1590/1982-02592019v22n1p100>.
- Narvaz, Martha Giudice, et Sílvia Helena Koller. « Famílias e patriarcado: da prescrição normativa à subversão criativa ». *Psicologia & Sociedade* 18 (avril 2006) : 49-55. <https://doi.org/10.1590/S0102-71822006000100007>.
- Nassif, Luis. « O golpe da crise permanente do mercado, por Luis Nassif ». *GGN*, 24 novembre 2022. <https://jornalgggn.com.br/coluna-economica/o-golpe-da-crise-permanente-do-mercado-por-luis-nassif/>.
- . « Xadrez da chantagem do tal mercado, por Luis Nassif ». *GGN*, 14 novembre 2022. <https://jornalgggn.com.br/xadrez-2/xadrez-da-chantagem-do-tal-mercado-por-luis-nassif/>.

- Navarro, Vicente. *Neoliberalism, Globalization, and Inequalities*. 0 éd. Routledge, 2020. <https://doi.org/10.4324/9781315231082>.
- Agência Brasil. « Negros são maioria dos mortos em ações policiais », 17 novembre 2022. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2022-11/negros-sao-maioria-dos-mortos-em-acoes-policiais>.
- G1. « Negros têm mais do que o dobro de chance de serem assassinados no Brasil, diz Atlas; grupo representa 77% das vítimas de homicídio », 31 août 2021. <https://g1.globo.com/sp/sao-paulo/noticia/2021/08/31/negros-tem-mais-do-que-o-dobro-de-chance-de-serem-assassinados-no-brasil-diz-atlas-grupo-representa-77percent-das-vitimas-de-homicidio.ghtml>.
- Neto, Luiz Paulo Ribeiro Barbosa. « Os mídia enquanto atores políticos com influência no impeachment de Dilma Rousseff », 2019. <http://repositorium.sdum.uminho.pt/>.
- Noam Chomsky: *Brazil's President Dilma Rousseff « Impeached by a Gang of Thieves »*. 2016. « Nossa História | Partido dos Trabalhadores ». Consulté le 4 octobre 2022. <https://pt.org.br/nossa-historia/>.
- Novielo, Mariana. « 'Fora Temer': is it the end for Brazil's president and neoliberalism champ? » *New Internationalist*, 5 juin 2017. <https://newint.org/blog/2017/06/05/fora-temer-neoliberalism-president>.
- GGN. « O fim do Ciência sem Fronteiras depois de R\$ 13 bilhões investidos em bolsas no exterior », 30 juin 2017. <https://jornalggm.com.br/educacao/o-fim-do-ciencia-sem-fronteiras-depois-de-r-13-bilhoes-investidos-em-bolsas-no-exterior/>.
- « O que é? - Índice de Gini », 1 novembre 2004. [https://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com\\_content&id=2048:catid=28](https://www.ipea.gov.br/desafios/index.php?option=com_content&id=2048:catid=28). <https://dicionariodopetroleo.com.br/>. « O que é a Camada pré-sal ou pre-salt layer ». Consulté le 19 avril 2022. <https://dicionariodopetroleo.com.br/camada-pre-sal-pre-salt-layer/>.
- Fala, Nubank. « O que é Taxa Selic e como ela afeta seu dinheiro? », 17 juin 2020. <https://blog.nubank.com.br/taxa-selic/>.
- « Observatório de Mortes e Violências LGBTI+ no Brasil », 2023. <https://observatoriomorteseviolenciaslgbtibrasil.org/>.
- Oliveira, Manfredo Araújo de. *Para além da fragmentação: pressupostos e objeções da racionalidade dialética contemporânea*. Coleção Filosofia 54. São Paulo : Ed. Loyola, 2002.
- Nexo Jornal. « Orçamentos da Capes e do CNPq caíram 73,4% desde 2015 ». Consulté le 29 avril 2022. <https://www.nexojornal.com.br/grafico/2021/10/20/Or%C3%A7amentos-da-Capes-e-do-CNPq-ca%C3%ADram-734-desde-2015>.
- OTCnet.org. « OTC Distinguished Achievement Awards for Companies, Organizations, and Institutions », 2022. <https://www.otcnet.org/otc-distinguished-achievement-awards-for-companies-organizations-and-institutions>.
- País, El. « Fotos: Una multitudinaria manifestación exige en Brasilia el fin del gobierno de Temer ». *El País*. 26 mai 2017, sect. Internacional. [https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761\\_953425.html](https://elpais.com/elpais/2017/05/24/album/1495634761_953425.html).
- PSB 40. « Partido Socialista Brasileiro - Nossa História », 2020. <https://psb40.org.br/quem-somos/nossa-historia-2/>.

- Paulo Cesar Pereira. « Programa de Oposição - Paulo Celso Pereira ». Consulté le 8 février 2022. <https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/516666/noticia.html?sequence=1>.
- Pedro Fuini. « Guerra do Paraguai ». FFLCH -Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, 27 décembre 2022. <http://www.fflch.usp.br/43329>.
- Pedro H.G. Ferreiora, Rogério J. Barbosa. « Desigualdade de renda no Brasil de 2012 a 2019 ». *Dados*, 16 juillet 2020. <http://dados.iesp.uerj.br/desigualdade-brasil/>.
- Pereira Sampaio, Daniel. « ECONOMIA BRASILEIRA NO INÍCIO DO SÉCULO XXI: DESACELERAÇÃO, CRISE E DESINDUSTRIALIZAÇÃO (2000-2017) ». *Semestre Económico* 22, n° 50 (mars 2019) : 107-28. <https://doi.org/10.22395/seec.v22n50a6>.
- Pessoa, Márcio Kleber Morais, et André Haguette. « Valsa brasileira: uma análise dos governos Lula e Dilma ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 34 (15 juillet 2019). <https://doi.org/10.1590/3410105/2019>.
- Piettre, André, et Alain Redslob. *Histoire de la pensée économique et analyse des théories contemporaines*. 8. éd. Précis Dalloz. Paris : Dalloz, 1986.
- Pimenta, João Paulo Garrido, et Rafael Fanni. « Revolução no Brasil, séculos XVIII a XXI ». *Revista de História*, n° 178 (1 octobre 2019) : 1-25. <https://doi.org/10.11606/issn.2316-9141.rh.2019.144249>.
- Michaelis On-Line. « Pinguela », 2022. <https://michaelis.uol.com.br/palavra/m8348/pinguela/>.
- Pinheiro, Adilson, Regina Luiza Gouvêa Graciano, et Dirceu Luís Severo. « Tendência das séries temporais de precipitação da região sul do Brasil ». *Revista Brasileira de Meteorologia* 28 (septembre 2013) : 281-90. <https://doi.org/10.1590/S0102-77862013000300005>.
- Pinheiro, Tiago Roberto, et José Carlos Vieira. « A mídia brasileira no impeachment de Dilma Rousseff ». *Caderno da Escola Superior de Gestão Pública, Política, Jurídica e Segurança* 1, n° 2 (12 décembre 2018). <https://cadernosuninter.com/index.php/ESGPPJS/article/view/727>.
- Serviços e Informações do Brasil. « População brasileira chega a 213,3 milhões de habitantes, estima IBGE ». Consulté le 13 décembre 2022. <https://www.gov.br/pt-br/noticias/financas-impostos-e-gestao-publica/2021/08/populacao-brasileira-chega-a-213-3-milhoes-de-habitantes-estima-ibge>.
- Portal TSE. « SIG Eleição - Resultados », 16 octobre 2018. [https://sig.tse.jus.br/ords/dwapr/seai/r/sig-eleicao-resultados/home?p0\\_ano=2014](https://sig.tse.jus.br/ords/dwapr/seai/r/sig-eleicao-resultados/home?p0_ano=2014).
- Prada, Paulo. « Protesters call for Michel Temer resignation as uncertainty grips Brazil ». *The Sydney Morning Herald*, 22 mai 2017. <https://www.smh.com.au/world/protesters-call-for-michel-temer-resignation-as-uncertainty-grips-brazil-20170522-gw9yq2.html>.
- Além da Superfície. « Pré-sal: 15 anos de uma das maiores descobertas da indústria de óleo e gás », 21 janvier 2022. <https://www.alemadasuperficie.org/setor/pre-sal-15-anos-de-uma-das-maiores-descobertas-da-industria-de-oleo-e-gas/>.
- Presidência da República. « Emenda Constitucional n° 95 », 15 décembre 2016. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/emendas/emc/emc95.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/emendas/emc/emc95.htm).
- Presidência da República Casa Civil. « L6683 - Lei da Anistia », 28 août 1979. [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/l6683.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l6683.htm).
- Senado Federal. « Primeira Medida Provisória de Temer reduz de 32 para 23 o número de ministérios ». Consulté le 19 avril 2022.

- <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2016/05/16/primeira-medida-provisoria-de-temer-reduz-de-32-para-23-o-numero-de-ministerios>.
- « Quem somos | TAG Investimentos ». Consulté le 8 février 2022. <https://www.taginvest.com.br/empresa/quem-somos/>.
- Rabilotta, Alberto, Yakov Rabkin, et Samir Saul. « La démodernisation en marche ». *Revue internationale et strategique* n° 92, n° 4 (11 décembre 2013) : 40-50.
- Rabkin, Yakov M., et Mikhail Minakov. *Demodernization: a future in the past*. Stuttgart, Germany : ibidem-Verlag, 2018.
- Redação. « Mobilizações tomam conta do país durante a semana; dia 10 tem ato nacional ». Brasil de Fato, 7 juin 2016. <https://www.brasildefato.com.br/2016/06/07/mobilizacoes-tomam-conta-do-pais-durante-a-semana-dia-10-tem-ato-nacional>.
- Rede Nossa São Paulo. « Rede Nossa São Paulo. Quem somos. », 2019. <https://www.nossasaopaulo.org.br/quemsomos/>.
- Portal da Câmara dos Deputados. « Regimento Interno da Câmara dos Deputados ». Consulté le 16 novembre 2022. <https://www2.camara.leg.br/atividade-legislativa/legislacao/regimento-interno-da-camara-dos-deputados/regimentointerno.html>.
- Reisch, Lucia. « Nature et culture de la consommation dans les sociétés de consommation ». *L'Économie politique* 39, n° 3 (2008) : 42-49. <https://doi.org/10.3917/leco.039.0042>.
- « Relatório DIEESE - desempenho dos bancos - Lucro dos cinco maiores bancos do país atinge R\$ 86 bilhões, com alta de 16% em relação a 2017 - junho/2019 », 2018. <https://www.dieese.org.br/desempenhodosbancos/2019/desempenhoDosBancos2018.html>.
- Rizek, Cibele Saliba. « Jessé de Souza - A elite do atraso: da escravidão à Lava-Jato: À guisa de um debate ». *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais* 20 (décembre 2018) : 591-95.
- ROCHA, Roseli. « Entenda por que Bolsonaro e Temer são os culpados pela alta dos combustíveis ». CUT - Central Única dos Trabalhadores, 13 septembre 2021. <https://www.cut.org.br/noticias/entenda-por-que-bolsonaro-e-temer-sao-os-culpados-pela-alta-dos-combustiveis-b0dc>.
- Rosário, Miguel do. « Frente Brasil Popular e Povo Sem Medo chamam grande manifestação Fora Temer no domingo ». *O Cafezinho*, 18 mai 2017. <https://www.ocafezinho.com/2017/05/17/frente-brasil-popular-e-povo-sem-medo-chamam-grande-manifestacao-fora-temer-no-domingo/>.
- Rowlands, Guy. « 7 The Treasury of the Extraordinaire des Guerres in the Era of the Spanish Succession ». Dans *The Financial Decline of a Great Power: War, Influence, and Money in Louis XIV's France*, sous la direction de Guy Rowlands, O. Oxford University Press, 2012. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199585076.003.0008>.
- Ruiz, Maria Jose Ferreira, et Kátia Silva Bufalo. « Uma ponte para o futuro: políticas educacionais e parcerias público-privadas ». *Educação em Análise* 2, n° 1 (2017) : 37-58. <https://doi.org/10.5433/1984-7939.2017v2n1p37>.
- « Saiba o que são as “pautas-bomba” nas mãos do Congresso contra o governo - 05/08/2015 - Mercado - Folha de S.Paulo ». Consulté le 26 octobre 2022. <https://m.folha.uol.com.br/mercado/2015/08/1664711-saiba-o-que-sao-as-pautas-bomba-nas-maos-do-congresso-contra-o-governo.shtml>.

- Sallum Jr, Brasílio. « Governo Collor: o reformismo liberal e a nova orientação da política externa brasileira ». *Dados* 54 (2011) : 259-88. <https://doi.org/10.1590/S0011-52582011000200002>.
- Schmid, Johann. « Considérations sur la guerre hybride ». Traduit par Jean-Louis Georget. *Allemagne d'aujourd'hui* 235, n° 1 (2021) : 141-48. <https://doi.org/10.3917/all.235.0141>.
- Secreto, María Verónica. « A seca de 1877-1879 no Império do Brasil: dos ensinamentos do senador Pompeu aos de André Rebouças: trabalhadores e mercado ». *História, Ciências, Saúde-Manguinhos* 27 (23 mars 2020) : 34-51. <https://doi.org/10.1590/S0104-59702020000100003>.
- Jusbrasil. « Semiótica revela anomalias no logo do governo Temer ». Consulté le 13 mai 2022. <https://csalignac.jusbrasil.com.br/noticias/340679745/semiotica-revela-anomalias-no-logo-do-governo-temer>.
- Silva, Iaci Maria, Cássia. « Michel Temer cancela novas bolsas do programa Ciência Sem Fronteiras ». *Esquerda Diário*. Consulté le 29 avril 2022. <http://www.esquerdadiario.com.br/Michel-Temer-cancela-novas-bolsas-do-programa-Ciencia-Sem-Fronteiras>.
- Agência de Notícias - IBGE. « Síntese de Indicadores Sociais: em 2020, sem programas sociais, 32,1% da população do país estariam em situação de pobreza | Agência de Notícias », 3 décembre 2021. <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/32418-sintese-de-indicadores-sociais-em-2020-sem-programas-sociais-32-1-da-populacao-do-pais-estariam-em-situacao-de-pobreza>.
- Somos iCEV. « Sistema Único de Saúde (SUS): estrutura, princípios e como funciona ». Consulté le 28 décembre 2022. <https://www.somosicev.com/blogs/sistema-unico-de-saude-sus-estrutura-principios-e-como-funciona/>.
- Folha de S.Paulo. « Sob Temer, estrangeiras assumem 6 das 13 áreas licitadas no pré-sal », 29 septembre 2018. <https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2018/09/sob-temer-estrangeiras-assuem-6-das-13-areas-licitadas-no-pre-sal.shtml>.
- Solomon, Feliz. « Police Clash With Pro-Rousseff Protesters in Brazil ». *Time*, 5 septembre 2016. <https://time.com/4478990/brazil-protests-dilma-rousseff-michel-temer/>.
- Souza, Jessé. *A elite do atraso: da escravidão à Lava Jato*. 1ª edição. Rio de Janeiro, RJ : LeYa, 2017.
- Souza, Mariana Barbosa de, et Tuize Silva Rovere Hoff. « O governo Temer e a volta do neoliberalismo no Brasil: possíveis consequências na habitação popular ». *Urbe. Revista Brasileira de Gestão Urbana* 11 (23 septembre 2019). <https://doi.org/10.1590/2175-3369.011.e20180023>.
- Souza, Ricardo Luiz de. « As raízes e o futuro do “Homem Cordial” segundo Sérgio Buarque de Holanda ». *Caderno CRH* 20, n° 50 (août 2007) : 343-53. <https://doi.org/10.1590/S0103-49792007000200011>.
- Tamara Menezes. « Os impactos do corte de ministérios de Temer – DW – 15/05/2016 ». *dw.com*, 15 mai 2016. <https://www.dw.com/pt-br/os-impactos-do-corte-de-minist%C3%A9rios-de-temer/a-19256947>.
- Tavares, Abel de Castro. « Tavares, Abel de Castro. Conversão, judaísmo e alteridade : narrativas de pertencimento e instâncias de reconhecimento ». *DoctoralThesis*. Universidade

- Federal de Pernambuco, 31 janvier 2014.  
<https://repositorio.ufpe.br/handle/123456789/12042>.
- VEJA. « Temer é vaiado no início, meio e fim da abertura dos Jogos ». Consulté le 6 mai 2022.  
<https://veja.abril.com.br/esporte/temer-e-vaiado-no-inicio-meio-e-fim-da-abertura-dos-jogos/>.
- Temer, Michel, Denis L. Rosenfield, et Antônio Delfim Netto. *A escolha: como um presidente conseguiu superar grave crise e apresentar uma agenda para o Brasil: entrevistas a Denis Rosenfield*. Brazil : Editora e Livraria Noeses, 2020.
- Touraine, Alain. *Pourrons-nous vivre ensemble? égaux et différents*. Paris : Fayard, 1997.
- « Tribunal extingue ação contra Dilma Rousseff sobre pedalada fiscal », 27 mars 2022.  
<https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2022/03/27/acao-dilma-pedaladas-extincao.htm>.
- Justiça Eleitoral. « TSE diploma Dilma Rousseff e Michel Temer presidente e vice-presidente da República », 18 décembre 2014.  
<https://www.tse.jus.br/comunicacao/noticias/2014/Dezembro/tse-diploma-dilma-rousseff-e-michel-temer-presidente-e-vice-presidente-da-republica>.
- Vem Pra Rua. « Vem Pra Rua - O Movimento ». Consulté le 20 octobre 2022.  
<https://www.vempraru.net/o-movimento/>.
- Mundo Educação. « Vinda da família real para o Brasil: como ocorreu? » Consulté le 28 mars 2023.  
<https://mundoeducacao.uol.com.br/historiadobrasil/vinda-da-familia-real-para-o-brasil.htm>.
- dw.com. « WikiLeaks: EUA espionaram Dilma e ministros brasileiros – DW – 04/07/2015 ». Consulté le 29 avril 2022. <https://www.dw.com/pt-br/wikileaks-eua-espionaram-dilma-e-ministros-brasileiros/a-18561907>.
- Willard-Foster, Melissa. *Toppling Foreign Governments: The Logic of Regime Change*. University of Pennsylvania Press, 2019. <https://www.jstor.org/stable/j.ctv16t67d2>.

# Annexes

## CHRONOLOGIE

**2013** – L'année des manifestations contre le gouvernement Rousseff. Les manifestations ont commencé dans les capitales des États fédérés contre l'augmentation des tarifs des transports publics. Le gouvernement a renoncé aux augmentations, mais les partis de droite et d'extrême droite se sont appropriés du mouvement populaire et ont commencé à déstabiliser le gouvernement. Le pic des manifestations a eu lieu avec les **Journées de juin (2013)** devant le Congrès national à Brasília.

**Figure 24.** – Images de manifestations 06/2013). (Photo: Wikipédia)

[https://pt.wikipedia.org/wiki/Jornadas\\_de\\_Junho](https://pt.wikipedia.org/wiki/Jornadas_de_Junho)

**2014** – Malgré la pression et le soutien des médias, Dilma Rousseff a été réélue présidente pour un second mandat en octobre 2014 avec Michel Temer comme vice-président. Aécio Neves, le candidat battu du PMDB, remet en question le résultat de l'élection et commence à faire pression pour l'impeachment de Dilma Rousseff.

**Figure 25.** – Rouseff et Temer le jour de la cérémonie d'investiture

(Photo : VEJA – 2014)

<https://veja.abril.com.br/politica/campanha-de-dilma-pagou-assessores-de-temer-em-2014/>

**2015**

**Avril** - Michel Temer, le vice-président de Roussef, assume le poste d'articulateur politique du gouvernement.

**Le 29 octobre**, lancement du plan un Pont vers le futur par le PMDB, deux mois après que Michel Temer a quitté le poste d'articulateur politique du gouvernement de Roussef.

**Le 31 octobre**, l'ancien président Fernando Henrique Cardoso (PSDB) publie un article dans le journal O Globo appelant à la formation d'un nouveau consensus national. Cela indiquait que le plus grand parti de la droite libéral se joindrait au PMDB pour l'impeachment /coup d'État.

**2 décembre**, le président de la Chambre, Eduardo Cunha (PMDB-RJ), accepté à la demande de destitution de Roussef par les députés d'opposition.

**Le 8 décembre**, une lettre de Temer à Rousseff a fuité dans la presse, dans laquelle le vice-président rompt avec le gouvernement.

## 2016

**29 mars 2016**: le PMDB rompt partiellement avec le gouvernement, la moitié de ses représentants se déclarant favorables à la destitution.

**17 avril 2016** : la Commission spéciale de la Chambre approuve, par 38 voix contre 27, un avis favorable sur la recevabilité du processus d'enquête contre la présidente Roussef. Dans la chambre plénière, il y a eu 367 votes en faveur et 137 contre l'impeachment.

**Figure 26. –** La chambre des députés approuve le processus d'impeachment.

(Photo: Revue Época – 2016)

<https://epoca.oglobo.globo.com/tempo/noticia/2016/04/camara-aprova-impeachment-de-dilma-rousseff-processo-vai-para-o-senado.html>

**12 mai 2016** : le Sénat approuve l'ouverture du processus et destitue le président, le président de la Cour Suprême - Ricardo Lewandowski - assurant la direction.

**04 août 2016** : la Commission spéciale du Sénat approuve le rapport du sénateur Antonio Anastasia (PSDB-MG), favorable à la mise en accusation la présidente Roussef.

**09/10 août 2016** : la plénière décide, par 59 voix contre 21, que le président évincé sera jugé.

**31 août 2016** : après six jours de procès, la mise en accusation est approuvée en séance plénière du Sénat. Michel Temer entre en fonction pour terminer le mandat. Début de l'application du PVF.

## 2017



**Septembre:** Temer est accusé de corruption. Sa demande de destitution n'est pas approuvée par la Chambre des représentants.

L'opération Lava-Jato met en accusation plusieurs politiciens du Parti des travailleurs (PT).

## **2018**

**07 avril** - Le ex-président Lula est arrêté pour l'opération Lava-Jato accusé de corruption et interdit de participer aux élections.

**22 juillet** - Jair Bolsonaro devient pré-candidat à la présidence de la République pour le Parti social libéral (PSL).

**5 août** - Bolsonaro se présente officiellement comme candidat avec le général Hamilton Mourão comme vice-président avec une plateforme gouvernementale d'extrême droite, néo-libérale et prête à suivre l'agenda proposé dans le PVF.

**6 septembre** - Bolsonaro subit une attaque au couteau et monte en flèche dans la préférence des électeurs. Après l'attaque, Bolsonaro refuse de participer à des débats avec Haddad (PT) et utilise des fake-news pour influencer les électeurs.

**28 octobre** - Jair Bolsonaro est le président élu du Brésil avec un programme de gouvernement intitulé « *Le chemin de la prospérité* ».

**01 janvier 2019** – Jair Messias Bolsonaro prête serment en tant que président du Brésil pour un mandat de 4 ans.

**Figure 27.** – Michel Temer passant l'écharpe présidentielle à Bolsonaro.

(Photo : O GLOBO – 2019).

<https://oglobo.globo.com/politica/os-100-primeiros-dias-do-governo-bolsonaro-em-imagens-23574579>

L'annexe des pages suivantes concerne l'opération « Lava-jato ». Nous avons choisi cet article du 11-12 avril 2021 du journal *Le Monde*, car il s'agit du meilleur contenu disponible en français pour expliquer cette opération.

Un membre de la commission Constitution et Justice, le 2 juillet 2015, brandit un schéma reprenant les messages envoyés au procureur général Deltan Dallagnol et aux procureurs du groupe de travail de l'opération « Lava Jato » par l'ancien juge fédéral Sergio Moro, sommé de s'expliquer face aux députés. NETS ET BONDAROV VIA AP

# Justice Le piège brésilien

Un magistrat jugé « partial », une équipe d'enquêteurs aux méthodes contestables, l'intervention des Etats-Unis, et pour finir un scandale retentissant : « Lava Jato », l'opération anticorruption qui secoue le Brésil depuis sept ans a servi de nombreux intérêts, mais pas la démocratie

Il y a bien quelque chose de pourri au royaume du Brésil. Le pays tout entier est frappé par une série de crises simultanées, une sorte de tempête parfaite : récession économique, catastrophes environnementales, polarisation extrême de la vie politique, Covid-19... A cela vient de s'ajouter le naufrage du système judiciaire. Un coup de tonnerre supplémentaire dans un ciel déjà lourd qui s'était pourtant chargé d'espoir il y a sept ans, lorsque un jeune magistrat du nom de Sergio Moro avait lancé, le 17 mars 2014, une vaste opération anticorruption appelée « Lava Jato » (« lavage express »), impliquant le géant pétrolier Petrobras, des entreprises du BTP et un nombre impressionnant de dirigeants politiques.

D'un trait, disait-on, l'impérial et son équipe d'enquêteurs, soutenus par le pouvoir judiciaire et les médias, allaient nettoyer et sauver le Brésil, enfin ! Qu'on en juge : 1450 mandats d'arrêt ont été délivrés, 333 mises en accusation déposées et 714 personnes condamnées. Pas moins de douze chefs ou ex-chefs d'Etat brésiliens, pétroliers, saboteurs et paramilitaires ont été mis en cause. Et la somme colossale de 4,3 milliards de reais (800 millions d'euros) a été récupérée dans les coffres publics de Brasília. Même l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, adulé par une majorité de l'opinion, n'a pas résisté à la vague, jusqu'à se retrouver derrière les barreaux.

Et puis soudain, plus rien, ou presque. En moins de deux mois, l'enquête tentaculaire s'est effondrée comme un vulgaire soufflé. Début février, le ministre public fédéral laïc éclate l'annonce de la fin du « Lava Jato », démantelant avec une froideur qu'on ne lui connaît pas sa principale équipe de procureurs. Puis un juge de la Cour suprême ordonne la levée des charges portées contre Lula. Quatre jours plus tard, le 23 mars, c'est au tour de la plus haute juridiction brésilienne de statuer que le juge Moro a été « purgé » lors de son instruction.

La plus grande enquête anticorruption au monde, comme l'avait qualifiée un haut magistrat, est devenue le plus grand scandale ju-

diciaire de l'histoire du pays. Après plus de sept ans de procédures, le cours même de la justice brésilienne vient de se déliter sur le fond comme sur la forme, ouvrant un abîme de questions sur ses méthodes, ses moyens et ses choix.

Certes, le site d'information *The Intercept* - créé par Glenn Greenwald, journaliste américain basé à Rio de Janeiro, et le milliardaire de la Silicon Valley Pierre Omidyar - n'a cessé, ces deux dernières années, de relever les irrégularités et les errements de l'enquête. Cent huit articles publiés à ce jour ont, tour à tour, levé le voile sur les messages compromettants échangés entre les procureurs et le juge Moro, jeté une lumière crue sur les liens entretenus, parfois en dehors de tout cadre légal, par les enquêteurs brésiliens avec des agents du ministère de la Justice (DoJ) des Etats-Unis, ou encore souligné le biais politique de certains membres du « Lava Jato », obédiés à l'idée de faire barrage au Parti des travailleurs (PT).

La très sérieuse et indépendante Agência Pública, l'agence de journalisme d'investigation, fondée à São Paulo par des femmes reporters, a elle aussi montré comment les procédures se sont entachées d'irrégularités et de nombreuses confusions. Après ces révélations éclatantes restent pourtant un fort goût d'inachevé, la sensation d'un procès manqué et d'un gâchis ontologique pour une enquête qui se voulait un modèle du genre.

Pour comprendre ces revirements et coups de théâtre successifs, il faut remonter aux origines de ce feuilleton politico-judiciaire. En planter le cadre et distinguer comment ses principaux acteurs ont trouvé des aides et de personnalités influentes d'abord au Brésil, puis auprès d'agents d'une administration nord-américaine désireuse de poursuivre son travail de rapprochement avec son grand voisin du Sud.

Des mois d'enquête, d'entretiens et de recherches ont été nécessaires au Monde pour dresser l'annuaire de ce décor. Si quelques zones restent dans l'ombre, certains épisodes du

**« DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION, IL FAUT COURIR DERRIÈRE "LE ROI" DE MANIÈRE SYSTÉMATIQUE ET CONSTANTE POUR LE FAIRE TOMBER »**

**KARINE MORENO-TAKMAN**  
conseillère juridique  
de l'ambassade  
des Etats-Unis à Brasília

« Lava Jato » mettent en évidence des conflits insouvenables. D'autres, au contraire, révèlent comment certains juges et enquêteurs ont parfois mis à profit leur indépendance - bien réelle - au service d'un projet politique, en se lançant dans une course folle, établissant les mobiles, les moyens et les dénégations. « C'était comme une bombe lancée dans un jeu de quilles », reconnaît, sous le couvert de l'anonymat, un ancien proche de l'administration Obama, chargé des questions judiciaires en lien avec l'Amérique du Sud. Un « jeu » qui s'est transformé en piège.

Quand il s'installe à la présidence de la République en 2003, Lula sait qu'il est attendu au tournant. Notamment sur le plan de la lutte contre la corruption, vieux démon de la vie politique brésilienne et l'un de ses principaux arguments de campagne. Il confie ainsi à son nouveau ministre de la Justice, Marcio Thomaz Bastos, la tâche de réformer le système judiciaire, tout en acceptant la nomination à la tête du parquet d'un procureur désigné par ses pairs, alors que ses prédécesseurs avaient l'habitude de choisir des personnes plus accommodantes avec le pouvoir.

L'une des premières traductions concrètes de cet engagement tient dans la création de cours de justice consacrées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé. Sergio Moro fera partie des premiers juges nommés à la tête de ces juridictions. Parallèlement, une stratégie nationale de lutte

contre le blanchiment d'argent et la corruption est mise en place avec l'objectif assumé de « faciliter les échanges informels » au sein de l'administration, et rendre l'instruction des dossiers plus efficace. Le jeune magistrat basé à Curitiba, chargé à l'époque de l'affaire Banesado, une enquête portant sur le blanchiment de capitaux au sein d'une banque publique régionale, compte parmi les plus fervents adeptes de cette stratégie qui permet d'obtenir plus rapidement des informations fiscales et patrimoniales, et de les partager avec diverses autorités, y compris étrangères.

Il est vrai que, dans le monde de la coopération judiciaire internationale, la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le terrorisme tiennent une place à part. A la suite des attentats du 11-Septembre, les Etats-Unis cherchent par tous les moyens à neutraliser de futures attaques, notamment en ciblant les réseaux financiers de ces organisations. Or, au Brésil, le renseignement américain s'inspire de la présence, à la triple frontière entre l'Argentine, le Paraguay et le Brésil, d'éventuelles cellules du Hezbollah, l'organisation soutenue par l'Iran et placée de longue date sur la liste noire américaine.

#### LA CRAINTE DU TERRORISME

L'administration Bush cherche à augmenter l'action antiterroriste de Brasília qui, à l'époque, s'y refuse poliment. Afin de contourner la froideur des officiels brésiliens - qui considèrent que le risque terroriste est exagéré à dessein par les Etats-Unis -, l'ambassade américaine à Brasília tente de créer un réseau d'experts locaux, en mesure de défendre les positions américaines « sans avoir fait d'être des pions » de Washington, pour reprendre la formule de l'ambassadeur Clifford Sobel dans un mémorandum diplomatique américain que *Le Monde* a pu consulter.

Sergio Moro, qui collabore activement avec les autorités américaines dans le cadre de l'affaire Banesado, est alors approché pour participer à un programme de rencontres financé par le département d'Etat, c'est-à-dire les affaires étrangères. Il accepte. Un voyage

est organisé aux États-Unis en 2007, au cours duquel il noue une série de contacts au sein du FBI, du DoJ et du département d'État. L'ambassade américaine cherche à pousser son avantage. Dans sa volonté de structurer un réseau aligné sur ses orientations au sein des milieux judiciaires brésiliens, elle crée en son sein un poste de conseiller juridique ou resident legal advisor. Le choix se porte sur Karine Moreno-Taxman, une procureure spécialisée dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme.

Dès 2008, cette experte développe un programme appelé « Projeto Fontes » qui, sous la couverture d'un soutien aux besoins des autorités judiciaires brésiliennes, organise des formations permettant de s'approprier les méthodes de travail américaines (les groupes de travail anticorruption), leur doctrine juridique (les axes récompenés, notamment), ainsi que leur volonté de partager l'information de manière « informelle ». C'est-à-dire hors des traits bilatéraux de coopération judiciaire.

L'ambassade multiplie les séminaires et réunions avec des juges, des procureurs et de hauts fonctionnaires spécialisés, privilégiant les aspects opérationnels de la lutte anticorruption. Sergio Moro y participe en tant qu'intervenant. En l'espace de deux ans, le travail de Karine Moreno-Taxman porte ses fruits : l'ambassade constitue un réseau de magistrats et de juristes convaincus de la pertinence de l'usage des techniques américaines.

En novembre 2009, la conseillère juridique de l'ambassade est invitée à s'exprimer devant la conférence annuelle des agents de la police fédérale brésilienne. La réunion se tient à Fortaleza, ville balnéaire et sans charme du nord du Brésil, où près de cent professionnels du maintien de l'ordre, de la sécurité et du droit sont conviés à débattre sur le thème de la « lutte contre l'impunité ».

#### ÉCOUTES ILLÉGALES

Sergio Moro est le premier à la première heure de la conférence. C'est même lui qui ouvre les débats, juste avant de laisser la parole à la représentante nord-américaine. Visiblement en forme, le juge de Curitiba se lance en citant l'ex-président nord-américain Franklin Delano Roosevelt, puis il attaque péle-mêle les crimes en col blanc, l'infiltration et les failles d'une justice brésilienne malade, selon lui, d'un système de « recours infinis » bien trop favorable aux avocats de la défense. Il en appelle à une réforme du code pénal, soulignant le fait que des discussions en ce sens ont lieu au même moment au Congrès de Brasília. Applaudissements dans la salle.

Devant le public, M<sup>re</sup> Moreno-Taxman prend place à son tour. Elle parle sur un ton bien moins sec et grave que son prédécesseur, mais tout aussi direct : « Dans une affaire de corruption, lance-t-elle, il faut courtiser derrière « le roi » de manière systématique et constante pour le faire tomber. » Plus explicite : « Afin que le pouvoir judiciaire puisse condamner quelqu'un pour corruption, il est nécessaire que le peuple déteste cette personne. » Enfin ceci : « La société doit sentir que celle-ci a réellement abusé de son poste et éprouver sa condamnation. » De nouveau, applaudissements de l'auditoire.

Le nom du président Lula, emporté dans le scandale « Mensalão » (grosse mensualité), l'affaire de pots-de-vin et achats de voix au Congrès, révisée en 2005, n'est mentionnée à aucun moment. Même s'il est présent dans tous les esprits, personne n'insinue alors que ce dernier deviendra « le roi déguisé par M<sup>re</sup> Moreno-Taxman. C'est pourtant ce qui va se passer.

Pour l'heure, le gouvernement péétine ne voit rien venir. Trois mois après la réunion de

Fortaleza, au lieu de procéder à une réforme politique pour en finir avec le financement illégal des campagnes électorales, celui-ci préfère donner des gages à l'opinion publique en présentant un projet de loi anticorruption. Il espère ainsi répondre aux critiques récurrentes depuis l'accession du PT au pouvoir et gagner en influence sur la scène internationale en se conformant notamment aux normes de l'OCDE, où le groupe de travail de lutte contre la corruption (OECD Working Group on Bribery in International Business Transactions), très influencé par les États-Unis, pousse le Brésil à réformer sa législation.

Sergio Moro, lui, prend publiquement position afin de durcir les peines prévues par le projet de loi et garantir l'adoption des axes récompenés en tant qu'instrument juridique valable. Celui qui est désormais devenu l'une des figures du débat brésilien sur les questions de blanchiment d'argent utilise des méthodes à la limite de la légalité – usurpation des prérogatives du parquet, instruction d'ordres de prison préventive malgré l'opposition d'instances supérieures, mise sur écoute d'avocats ou de personnalités disposant d'une immunité parlementaire – et suscite par là même la méfiance d'une partie des magistrats.

Le magistrat de Curitiba est pourtant nommé, début 2002, juge assistant de Rona Weber, récemment élue juge de la Cour suprême. Cette dernière, spécialiste du droit du travail, souhaitait disposer d'un connaisseur du droit criminel susceptible de l'épauler dans le jugement final du « Mensalão ». Sergio Moro va ainsi rédiger en partie la décision polémique de la juge sur cette affaire. « Les délits liés au pouvoir sont par nature, en vue de la position de leurs auteurs, difficilement prouvables par le biais des preuves directes », d'où, précise le texte, « la plus grande efficacité dans l'acceptation des preuves de la part de l'accusation ». Un précédent qui sera repris à la lettre par le juge et par les procureurs du « Lava Jato » au moment de l'accusation et de la condamnation de Lula.

L'emprisonnement se met en place en 2013. Les parlementaires brésiliens, qui débattent du projet de loi de lutte anticorruption depuis maintenant trois ans, décident de passer au vote à la mi-avril. Pour faire bonne figure vis-à-vis du groupe de travail de l'OCDE, ils incluent la plupart des mécanismes prévus dans une loi américaine, qui commence à faire parler d'elle dans les milieux d'affaires : le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA).

Créée en 1977 à la suite du Watergate, cette loi avait pour objectif principal de combattre les actes de corruption des entreprises américaines à l'étranger en leur imposant des sanctions financières. Jusqu'à la fin de la guerre froide, celle-ci est rarement appliquée. Tout change dans les années 1990. L'administration Clinton entame une réforme du FCPA, qui ira de pair avec l'adoption d'une convention de lutte anticorruption au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), afin « d'être multilatérales les efforts », selon un télégramme de l'ambassade américaine auprès de cette dernière.

C'est le critère de compétence de la loi qui détonne : toute entreprise ayant un lien quelconque avec les États-Unis et ayant rémunéré un officiel étranger à des fins de corruption peut faire l'objet d'une mise en examen. Par bien quelconque, l'on entend le transit de fonds par le biais d'un compte bancaire américain, ou la transmission d'un courriel dont le serveur se trouve sur le sol américain.

De fait, la quasi-totalité des entreprises du monde sont exposées à la loi, et notamment celles en concurrence avec les entreprises américaines pour de grands contrats, comme

**A gauche : James Cole, procureur général adjoint du ministère de la justice américain, en 2011. Il a favorisé la formation des procureurs brésiliens à la loi FCPA.**

**A droite : des manifestants réclament des actions fortes contre la corruption, devant le siège du pétrolier Petrobras à Rio de Janeiro, le 26 décembre 2010.**

la vente d'armes et d'équipements, les BTP et les services financiers. Cette évolution va provoquer une multiplication des pénalités liées à la mise en œuvre du FCPA, de quelques millions de dollars dans les années 1990, en passe à plusieurs milliards dans les années 2000. Et, dans ce contexte, l'Amérique latine en général et le Brésil en particulier vont intéresser les procureurs du DoJ.

Ces derniers, qui dépendent du pouvoir exécutif, bien qu'ils soient considérés comme étant « autonomes » du reste de l'administration américaine, savent que la mise en œuvre prochaine de la loi anticorruption brésilienne leur permettra de sanctionner des entreprises brésiliennes au titre du FCPA. En novembre 2013, à l'occasion de la « FCPA Conference », réunion annuelle des personnalités du monde juridique américain, l'assistant attorney general (procureur général adjoint) du DoJ, James Cole, annonce que le chef de l'unité FCPA du ministère fera le déplacement au Brésil dans la foulée, afin « de former les procureurs brésiliens » à l'usage de la loi.

#### DE VAINES ALERTES

Quelques mois plus tôt, Sergio Moro a repris une vieille affaire de blanchiment d'argent, liée au « Mensalão », qu'il avait laissée traîner depuis 2009. Elle concerne les relations de plusieurs intermédiaires vénézuéliens (Carlos Chater et Alberto Yousef), avec José Jatene, député du Parti progressiste (formation de droite et soutien de la coalition gouvernementale). Le juge de Curitiba s'intéresse aux investissements des deux affairistes dans l'entreprise Danel Industria, réalisés par le biais des comptes bancaires d'une station-service appelée « Posto da Terra », à Brasília. A la demande de M. Moro, Chater est mis sur écoute de juillet à décembre 2013 : il s'agit de découvrir si ces investissements servent à masquer d'éventuels actes de blanchiment d'argent en faveur de M. Jatene.

C'est en faisant le lien entre Danel Industria, dont le siège est installé dans l'État du Paraná, et la station essence, par laquelle transitent des sommes importantes, y compris pour certains cadres de Petrobras, que Sergio Moro revendique sa compétence pour traiter l'affaire. Curieuse manipulation : la plus grande part des actes de blanchiment d'argent et de corruption de MM. Chater et Yousef ont lieu à São Paulo. Selon la procédure pénale brésilienne, cela aurait dû conduire à ce qu'un juge de cette juridiction s'occupe de cette affaire – et non pas Sergio Moro. Mais le magistrat de Curitiba a compris les manœuvres du pouvoir judiciaire brésilien. Il sait que, en dissimulant la localisation de ces sociétés-écrans, il pourra garder la main sur l'enquête. A condition que les cours supérieures le lui permettent. Il c'est ce qui va se produire, malgré cette mise aux règles de procédure.

Dès le mois d'août 2013, certains juristes voient poindre le danger induit par la mise en application de la nouvelle loi anticorruption. Une note préliminaire, publiée par le très sérieux cabinet d'avocats américain Jones Day, prévoit qu'elle aura des effets déléatoires sur la justice brésilienne. Elle met en garde contre son fonctionnement « imprévisible et contra-dictoire » dû à son caractère « influençable » sur le plan politique, ainsi qu'à l'absence de procédures « d'approbation ou de contrôle ». Selon le document, « chaque membre du ministère public est libre d'initier une affaire en fonction de ses propres convictions, avec une possibilité réduite d'être empêché par une instance supérieure ».

Malgré les alertes, le gouvernement et ses alliés avancent bille en tête. La présidente, Dilma Rousseff, toujours dans cette volonté de cacher une opinion publique de plus en plus critique, décide même de durcir ses cri-

#### LES DATES

##### 2003

Lula est investi président du Brésil. En juin, création des cours spécialisées dans la lutte contre les crimes financiers et le blanchiment d'argent. Sergio Moro est nommé à Curitiba.

##### 2006

Lula Inacio Lula da Silva est réélu.

##### 2008

Création par l'ambassade des États-Unis du « Projeto Fontes », en vue du partage des méthodes américaines anticorruption.

##### 2011

Dilma Rousseff est investie présidente.

##### 2013

Vote par les parlementaires brésiliens de la loi anticorruption. En juillet, reprise par Sergio Moro des enquêtes sur deux hommes d'affaires.

##### 2014

Lancement de l'opération « Lava Jato ».

##### 2016

Michel Temer succède à Dilma Rousseff, destituée le 11 août. Mise sur écoute illégale des avocats de Lula.

##### 2018

Le 7 avril, Lula est emprisonné. En octobre, Jair Bolsonaro est élu président.

##### 2019

Le 9 novembre, libération de Lula.

##### 2021

En mars, annulation des condamnations de Lula.

tières d'applicabilité. Les parlementaires, eux, estiment que cette loi ne les touche pas davantage que les précédentes.

Après six mois d'enquête, le juge de Curitiba dispose d'éléments suffisants pour émettre les premiers mandats d'arrêt. Le 29 janvier 2014, la loi anticorruption entre en vigueur. Le 17 mars, le groupe de travail « Lava Jato » est formellement constitué par le procureur général de la république, Rodrigo Janot. A sa tête, il nomme le procureur Pedro Soares, qui s'oppose à ce que Sergio Moro se voie accorder le traitement de l'affaire, les délits présumés d'Alberto Yousef ayant eu lieu ailleurs qu'à Curitiba. Sa démarche échouera. Il sera remplacé par un autre procureur, Delтан Dallagnol, 34 ans, qui, lui, non seulement sera favorable à ce que Moro s'occupe de l'affaire, mais deviendra aussi le principal soutien du magistrat.

Des sa naissance, « Lava Jato » attire l'attention des médias. L'annonce des arrestations et le rythme des mises en examen par les procureurs et Moro transforment l'opération en un véritable feuilleton politico-judiciaire hors norme. Alors que le Brésil s'ap-

SUIVRE DE LA PAGE 19

poite à entrer en campagne présidentielle et législative, l'élite politique et économique du pays semble soudainement saisie d'effroi à l'idée d'être emportée par cette interminable cascade de révélations, tant s'allonge la liste des personnalités influentes inquiétées.

Au même moment, l'administration de Barack Obama voit se multiplier les protestations des pays alliés, au premier rang desquels la France, soucieuse de la multiplication des sanctions imposées par le DoJ, au titre de la lutte contre la corruption, visant certains fleurons nationaux tels que le groupe Alstom. Afin de signaler son soutien politique aux actions de lutte contre la corruption entreprises par son gouvernement, la Maison Blanche publie un « agenda global anticorruption » en septembre 2014. Il y est écrit que la lutte contre la corruption à l'étranger (par le biais de la loi FCPA) peut être utilisée à des fins de politique étrangère, afin de défendre les intérêts de sécurité nationale. Un mois plus tard, Leslie Caldwell, à l'époque procureur général adjoint du DoJ, prononce un discours à l'université Duke, où elle précise cette orientation : « La lutte contre la corruption étrangère n'est pas un service que nous fournissons à la communauté internationale, mais plutôt une mesure d'application nécessaire pour protéger nos propres intérêts en matière de sécurité nationale et la capacité de nos entreprises américaines à être compétitives à l'échelle mondiale ».

#### GAGES DE BONNE VOLONTÉ

Sur le terrain américain, les géants brésiliens du BTP Odebrecht, OAS ou Carmo Goma, en pleine expansion, sont en tête de peloton dans la ligne de mire des autorités nord-américaines. Non seulement parce qu'ils remportent davantage de contrats, mais aussi parce qu'ils prennent part au renforcement de l'influence géopolitique du Brésil en Amérique latine et en Afrique, en finançant, illégalement dans la plupart des cas, les campagnes électorales de personnalités proches du PT, conduites par le consultant en communication attiré du parti, Joao Santana. Rien qu'en 2012 le stratège électoral, confortablement financé par Odebrecht, organise trois campagnes présidentielles au Venezuela, en République dominicaine et en Angola, sans oublier la municipale de Sao Paulo. Toutes reportées par les candidats de Santana.

Devant plusieurs journalistes membres du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), Thomas Shannon, ambassadeur américain en poste à Brasilia de 2010 à 2013, affirme que le projet politique brésilien d'intégration économique de l'Amérique du Sud basé sur des relations privilégiées au département d'Etat. Celui-ci « considérait le développement d'Odebrecht comme faisant partie du projet de pouvoir du PT et de la gauche latino-américaine », raconte le diplomate.

« Si on ajoute à tout cela des relations personnelles plutôt roussies entre Barack Obama et Lula, et un appui du PT toujours aussi méfiant à l'égard du voisin nord-américain, on peut dire que nous avions du pain sur la planche pour redresser la barre », reconnaît un ancien membre du DoJ chargé de dossiers latino-américains. La tâche sera d'autant plus difficile que les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden, en août 2013, au sujet de l'espionnage de l'Agence de sécurité nationale (NSA) américaine contre Dilma Rousseff, qui a succédé à Lula en 2011, et Petrobras, refroidissent encore les relations entre Brasilia et Washington.

De multiples leviers d'influence sont actifs. Il y a la FCPA et les réseaux de procureurs et de magistrats formés aux techniques d'investigation mises en place ces dernières années. Pour arriver à ses fins, le DoJ utilise un appui de taille : le partage des amendes qui se sont imposées par les autorités américaines aux entreprises brésiliennes au titre du FCPA.

Afin de donner des gages de bonne volonté aux autorités américaines, les enquêteurs brésiliens organisent la venue confidentielle à Curitiba, le 10 octobre 2015, de dix sept membres du DoJ, du FBI et du ministère de la sécurité intérieure pour que ces derniers reçoivent une explication détaillée des procédures en cours. Ils leur donnent accès aux archives des entrepreneurs potentiellement amenés à « collaborer » avec la justice américaine, sans que le dossier existant brésilien ne soit informé. Mais cela a un prix : chacune des amendes imposées à des entreprises brésiliennes au titre du FCPA devra comporter une part destinée à Brasilia, mais également à l'opération « Lava Jato ». Les Américains acceptent. Ce marché états-unien, les procureurs brésiliens inont à la pêche aux entreprises susceptibles de tomber sous la coupe du DoJ. En plus de Petrobras et d'Odebrecht, ils s'attaqueront aux filiales de SAAB, de Samsung ou encore de Rolls-Royce.

Alors que sa majorité parlementaire fond comme neige au soleil devant la multiplication des affaires, la présidente Rousseff dé-

claire d'invoquer son mentor, Lula, à participer au gouvernement. Une manœuvre vue comme une ultime tentative pour sauver sa coalition. Au même moment, des membres de la police fédérale, sous les ordres des procureurs, procèdent à la mise sur écoute - en dehors de tout cadre légal - des téléphones des avocats de Lula (vingt-cinq défendeurs au total), et même du propre portable de l'ancien président, Sergio Moro qui ainsi obtient une conversation entre ce dernier et Dilma Rousseff. Un échange aux propos sibyllins sur l'avenir de Lula, que le magistrat enverra proprement à la télévision Globo et qui scellera la destitution de la présidente quelques mois plus tard.

#### DES COLLABORATIONS BIEN NÉGOCIÉES

Pendant cette période trouble, les procureurs du DoJ suivent avec attention l'évolution de la situation politique au Brésil. Selon Leslie Backshies, à l'époque chef de l'unité internationale du FBI, chargée, depuis 2014, d'aider les enquêteurs du « Lava Jato », « les agents doivent être conscients de toutes les ramifications politiques potentielles de ces cas, car les affaires de corruption internationale peuvent avoir des effets majeurs qui influencent les élections et l'économie ». Et la spécialiste de préciser : « En plus des conventions régulières sur les affaires, les superviseurs du FBI rencontrent chaque trimestre des avocats du DoJ pour examiner les poursuites potentielles et les conséquences possibles ».

C'est donc en connaissance de cause que ces derniers finalisent aux Etats-Unis leur dossier d'accusation contre Odebrecht. Or, les dirigeants du groupe rechignent à signer l'accord de « collaboration » proposé par les autorités américaines, qui inclut la reconnaissance d'actes de corruption non seulement au Brésil, mais dans l'ensemble des pays où ce géant du BTP est implanté. Pour les faire plier, les magistrats envoient à la banque Citibank, chargée des comptes de la filiale américaine de l'entreprise, de donner trente jours à Odebrecht pour doter ceux-ci. En cas de refus, les montants placés sur ces comptes seraient mis sous séquestre, une situation qui exacerberait le croulement du système financier international et le placent dans une situation de faillite. Odebrecht accepte de « collaborer », ce qui permet aux procureurs de Cur-

**En haut : l'ancien président encore incarcéré Lula da Silva, le 26 avril 2019, alors qu'il donne une interview à la presse brésilienne.**

**Ci-dessous : le président Jair Bolsonaro (ici dos) avec son ministre de la Justice, Sergio Moro, à Brasilia, le 7 septembre 2019.**

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

JOSÉ LUIZ LARUFFA

itiba, alors qu'ils n'ont aucune compétence normative pour juger des actes de corruption ayant eu lieu à l'étranger du Brésil, d'obtenir les preuves récompensés des cadres de l'entreprise. Des aveux qui enrichissent par la suite l'acte d'accusation du DoJ au titre du FCPA.

Le communiqué de presse est publié la veille des fêtes de Noël en 2006. L'opération « Lava Jato » se retrouve à la « une » des médias internationaux. Sergio Moro s'invite dans la liste des cent personnalités les plus influentes du Time. L'hebdomadaire new-yorkais American Quarterly lui consacre sa couverture. De leur côté, les procureurs du DoJ se félicitent publiquement de cette coopération inédite. A l'occasion d'une conférence tenue dans les locaux du think tank Atlantic Council, à Washington, Kenneth Blanco, à l'époque procureur général adjoint du DoJ, déclare que « le Brésil et les Etats-Unis ont travaillé ensemble pour obtenir des preuves et pour construire les affaires ». Et qu'il est « difficile d'imaginer une coopération aussi intense dans l'histoire récente que celle qui a eu lieu entre le DoJ et les procureurs brésiliens ».

Sergio Moro et son équipe entament l'année 2017 avec confiance. Non pas qu'ils aient obtenu des preuves accablantes contre Lula - leurs conversations privées via Telegram attestent du contraire -, mais plutôt parce que leur influence politique et médiatique est telle qu'ils pousseront leur avantage, au mépris, parfois, des principes les plus élémentaires du droit.

Lorsque Lula est condamné pour « corruption passive et blanchiment d'argent », le 12 juillet 2017, peu de journalistes font état du fait que ces charges sont prononcées « pour des faits indémontrés ». L'argument est pourtant énoncé explicitement dans le document de 238 pages détaillant la décision de M. Moro. Dans les annexes de la condamnation, le magistrat précise qu'il n'a « jamais affirmé que les montants obtenus par l'entreprise OAS soient aux côtés avec Petrobras ont été utilisés pour payer des avantages dus pour l'ancien président ».

Autre étrangeté révélatrice du poids acquis par l'opération « Lava Jato » dans le pouvoir judiciaire brésilien : l'incarcération de l'ancien président, Lula, alors que celle-ci est contraire à la Constitution brésilienne. L'article 5 dit en effet qu'aucun justiciable ne peut être

emprisonné avant la fin des procédures. Pourtant, sous l'intense pression de l'opinion publique conquise par l'opération « Lava Jato », la Cour suprême a changé sa jurisprudence en la matière. Dès 2006. Début avril 2008, la demande d'habeas corpus des avocats de Lula est rejetée par six voix contre cinq à la suite d'un tweet du commandant de l'armée de terre menaçant la Cour suprême de « prendre ses responsabilités institutionnelles » dans l'hypothèse où celle-ci viendrait à statuer en faveur de l'ancien président.

Quelques heures après la décision des juges, Sergio Moro émet son mandat d'arrêt : Lula est emprisonné le 7 avril. Il ne pourra pas participer à l'élection présidentielle de 2018. Tandis que le magistrat semble gagné par l'enthousiasme, la machine infernale est lancée. Jair Bolsonaro gagne haut la main la présidentielle et nomme celui qui a éliminé Lula à la tête du ministère de la Justice. Côté américain, on se félicite d'avoir mis à mal les systèmes de corruption mis en place par Petrobras et Odebrecht, ainsi que leurs capacités d'influence et de projection politico-économique en Amérique latine. Pour les procureurs de Curitiba, le DoJ a prévu de leur reverser 80 % de l'ensemble des amendes imposées au groupe pétrolier au titre du FCPA, qu'ils pourront administrer à leur guise. Une fondation de droit privé doit être créée, afin de gérer 50 % de cette manne. Les membres du conseil d'administration de cette fondation ne sont autres que les propres procureurs du « Lava Jato » et plusieurs dirigeants d'ONG, dont ceux de la section brésilienne de Transparency International, devenue au fil des années l'un des principaux porte-parole de l'opération.

#### LA RECONVERSION LUCRATIVE DE MORO

Bolsonaro élu, la presse internationale ne tarde pas à prendre ses distances avec le « justicier de Curitiba ». Elle en vient à souligner son incohérence éthique en faisant ainsi alliance avec un président d'extrême droite, membre, pendant des décennies, d'une petite formation surtout connue pour avoir trompé dans d'innombrables affaires de corruption. De leur côté, les juges de la Cour suprême ne cachent pas leur stupeur lorsqu'ils apprennent, en mars 2019, la teneur de l'accord négocié en secret entre les procureurs du « Lava Jato » et leurs homologues du DoJ. Le juge Alexandre de Moraes décida de suspendre la création de la fondation « Lava Jato » et plaça sous séquestre les centaines de millions de dollars d'amendes payées par Petrobras.

C'est dans ce contexte qu'éclate la première révélation de The Intercept. En mai 2019, M. Greenwald reçoit d'un lanceur d'alerte, Walter Delgatti, 41,8 gigaoctets de données de conversations privées, via Telegram, de l'équipe du « Lava Jato ». Après un travail de vérification, trois articles sont publiés, en juin. Moro et les procureurs ne reconnaissent pas la véracité des échanges. Ils admettent n'avoir commis aucune illégalité, tout en refusant de remettre leurs téléphones pour examen.

Quelques semaines plus tard, alors que M. Greenwald décide de proposer l'accès des données à plusieurs médias, on apprend par un communiqué gouvernemental que Sergio Moro s'est rendu aux Etats-Unis du 15 au 19 juillet. A-t-il profité de ce séjour pour consulter ses homologues ? Les autorités américaines, sollicitées par Agência Pública, refusent de confirmer ou d'infirmer l'indication. Toujours est-il que M. Delgatti est arrêté peu de temps après par la police fédérale.

Bien que ces révélations n'aient pas affecté significativement la popularité du magistrat, l'aura du juge continue de s'éroder dans la presse internationale. De son côté, la Cour suprême finit par reconnaître le caractère inconstitutionnel de l'emprisonnement de Lula. Il est libéré le 8 novembre 2019. L'ancien président a été acquitté pour sept des onze accusations portées contre lui (le paquet faisant appel dans quatre cas). Lula doit encore être jugé dans quatre dossiers que les spécialistes estiment de moindre importance.

Sergio Moro, lui, finit par démissionner en avril 2020. L'élite politique de Brasilia lui tourne le dos, les sondages s'inversent. S'en suit un départ sur la pointe des pieds, direction Washington, où il reproduit le modèle des revolving doors (pantouffles), ces passerelles qui permettent aux anciens magistrats du DoJ ayant travaillé dans des affaires liées au FCPA de revenir à de grands cabinets d'avocats. L'information pélagique obtenue durant leurs enquêtes, et de façon beaucoup d'argent. L'annonce tombe en novembre 2020, en pleine élection municipale au Brésil. On y apprend que l'ancien juge de Curitiba a été recruté par le cabinet d'avocats Alvarez & Marsal. Une agence spécialisée en conseil et contentieux des affaires de droit, le siège, dans la capitale fédérale, se situe au 15 Shet NW, juste en face du Trésor américain et à 200 mètres de la Maison Blanche. ■

NICOLAS ROUBICER ET GASPARD ESTRADA

Gaspard Estrada est directeur exécutif de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opal) à Sciences Po

## SOURCES JOURNALISTIQUES

Al Jazeera  
BBC News - Brasil  
Brasil 247  
Brasil de Fato  
Carta Campinas  
Carta Capital  
CNN Brasil  
Congresso em Foco  
Correio da manhã  
Democracy Now!  
Deutsche Welle Brasil  
El País et El País - Brasil  
Esquerda Diário  
Exame  
Folha de Londrina  
Folha de São Paulo/UOL  
Gazeta do Povo  
GZN  
Jornal e TV GGN  
La Presse  
Le Devoir  
Le Monde

Le petit journal  
New Internationalist  
Nexo jornal  
O Estado de São Paulo  
O Globo  
Planalto.Gov (site Palais du gouvernement).  
Portal Globo  
Portal R7  
Portal TSE – Tribunal Superior Eleitoral  
Portal UOL  
Prémière fr.  
Rede Brasil Atual  
Sindicatos dos Metalúrgicos  
The Intercept  
The Sidney Morning Heralds  
The Washington Post  
TIME  
Twitter  
VEJA/VEJA SÃO PAULO  
Washington Post  
Youtube